« Arts et Spectacles »/Salon du livre

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 14973 – 7 F

JEUDI 18 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le retour du terrorisme

DES centaines de morts en Inde, des dizaines en Algérie, d'autres encore en Egypte et jusqu'à New-York. Jamais, depuis les grandes vagues d'attentats d'origine palestinienne dans les années 70, le terrorisme ne s'était aussi bien porté que ces dernières semaines. Comme si les poseurs de bombes voulaient confirmer par leur signature le « nouveau désordre international » qu'a amené la fin du communisme et de la *guerre froide*.

De fait, rien n'a changé dans les données du problème. L'ex-KGB soviétique avait noué des liens bien réels avec divers groupements terroristes, mais la disparition de ce « parrain » a d'autant moins mis fin au phénomène que d'autres idéologies, appuyées par d'autres Etats, ont *pris le relais. Bien au-delà des* Etats policiers qui règlent à *coups de mitraillette le compte* de leurs opposants émigrés (comme le montre l'assassinat, mardi à Rome, d'un nouvel opposant iranien), le fanatisme ne connaît plus de frontières : c'est même dans l'exportation de la violence que ses inspirateurs voient le premier signe de vitalité de leur « cause ».

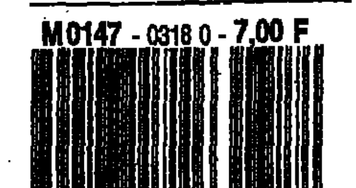
SANS entrer dans les détails des diverses enquêtes en cours, on notera seulement que le fanatisme religieux est de loin le *premier* pourvoyeur de terroristes : c'est à lui qu'il faut attribuer les attentats d'Algérie, d'Egypte et d'Inde. Ce fanatisme est aussi le plus négativement destructeur, si l'on ose dire, puisqu'il vise les rares symboles ou sources de prospérité dans ces pays pauvres : à Bombay le complexe bancaire, au Caire le tourisme, une industrie qui fait vivre des millions d'Egyptiens et *rapporte* 40 % des devises étrangères du pays... Le terrorisme ne *se borne pas à imposer son* « idéologie » aux autres, il *cherche à entraîner des nations* entières dans une sorte de suicide collectif.

Mais ce sont précisément ces extrêmes qui font sa faiblesse. On ne saurait exclure, certes, que le fondamentalisme islamique finisse par venir à bout des régimes algérien et égyptien. *Mais un tel résultat*, s'il se produit, proviendra beaucoup plus *d'une adhésion* plus ou moins spontanée des populations et des *carences des régimes* actuels que des entreprises baptisées improprement *de « déstabilisation »* par les stratèges du terrorisme. *Même transformé en guérilla*, ce dernier n'a conduit à aucun résultat probant au *Nicaragua* ou au Pérou : il a au contraire consolidé le pouvoir en place dans ce dernier pays.

LE bilan est encore plus *négatif* dans les démocraties industrielles : non seulement *le terrorisme* des années 70 a échoué à changer quoi que ce soit *en Allemagne*, en Italie ou en France, mais pratiquement *tous ses meneurs sont* actuellement sous les verrous. Pour peu *que la nécessaire coopération* internationale continue de se *développer dans ce domaine* (et les Etats inspirateurs du terrorisme, malgré les prudences diplomatiques, commencent à en ressentir les effets), il y a tout lieu de penser qu'il en ira de même des auteurs des attentats de *New-York* et d'ailleurs.

Lire nos informations pages 3 et 6

M 0147 - 0318 0 - 7,00 F



Retour anticipé de M. Rabin des Etats-Unis

Les violences ne cessent de s'aggraver dans les territoires occupés par Israël

Dix Palestiniens ont été blessés, mercredi 17 mars, par les tirs de soldats israéliens qui tentaient de disperser une manifestation dans le territoire de Gaza. Ces incidents ont éclaté au lendemain de heurts qui ont causé la mort de deux Palestiniens, tandis que soixante-dix autres étaient blessés. En raison de la détérioration de la situation dans les territoires occupés, marquée aussi ces jours derniers par l'assassinat de plusieurs colons, M. Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, a abrégé de quelques jours son voyage aux Etats-Unis, avec l'intention de prendre de nouvelles décisions pour tenter d'endiguer la vague de violences.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Alarmé par la détérioration de la situation en Israël et dans les territoires occupés, M. Itzhak Rabin a décidé d'écourter sa visite officielle aux Etats-Unis. Le premier ministre sera de retour, vendredi, à Jérusalem, après moins d'une semaine d'absence. Selon l'un de ses proches, il étudiera notamment des mesures *« plus radicales que celles prises jusqu'ici »* pour enrayer l'escalade de la violence tous azimuts.

« La peur, a dit M. Rabin, *encourage le terrorisme. »* Il convient donc, selon lui, de *« rester en alerte »*, tout en sachant que *« tant qu'il n'y aura pas de solution politique »* et tant que les Israéliens continueront d'employer, en Israël même, *« plus de cent mille Palestiniens, il sera impossible d'éviter les attentats »*. Dans un premier temps, conseille-t-il, les employeurs devraient remplacer les travailleurs palestiniens par des chômeurs israéliens. *« Juifs ou Arabes, peu importe, cela réduirait le danger, au moins sur le territoire national. »* La vague de violence a commencé à rouler, mardi, dès l'aube, à Khan-Younes, dans le sud de la bande de Gaza. A peine levé le couvre-feu, les gamins ont commencé à lancer des pierres aux soldats qui ont riposté au fusil : un adolescent – Saïd El Salameh, seize ans – touché en pleine poitrine, est mort sur la table d'opération. Furieux après ce nouveau décès – le cinquante-septième depuis l'expulsion par Israël, le 17 décembre dernier, de plus de quatre cents Palestiniens vers le sud du Liban – plusieurs centaines de jeunes du camp de réfugiés de Khan-Younes s'en sont pris à l'armée.

Les troupes de Gaza, qui ne compteront bientôt plus de réservistes – le gouvernement ayant jugé que leur séjour dans *« la poudrière »*, était mauvais pour le moral de *la nation* – ont tué un deuxième adolescent – Fayez El Sayouk, dix-huit ans – et blessé une soixantaine de personnes. Quatre d'entre elles étaient, mercredi, dans un état critique.

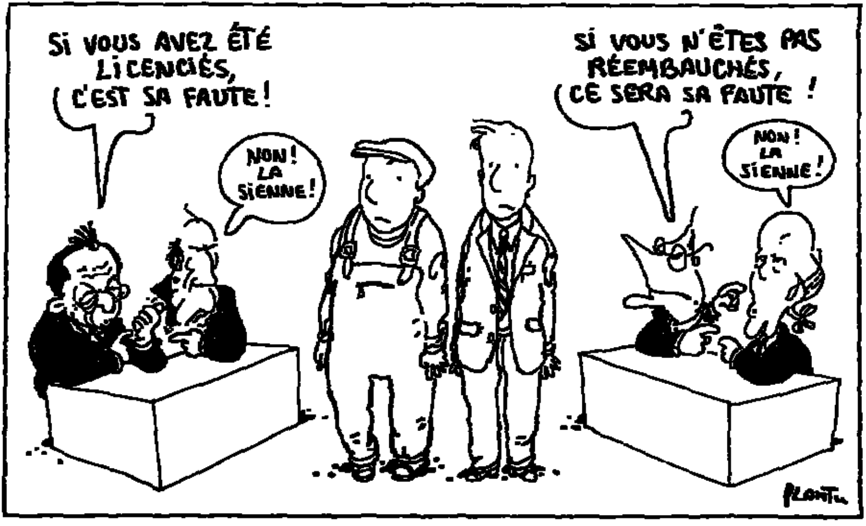
PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

Après ses propos sur le président de la République

Plusieurs dirigeants socialistes critiquent sévèrement M. Rocard

Les propos de M. Rocard estimant que les élections législatives sont marquées par « un règlement de comptes personnel » entre beaucoup de Français et M. Mitterrand (« le Monde » du 17 mars) ont été commentés sévèrement, après M. Fabius, par Mme Aubry, par M. Emmanuelli, et même par M. Sapin, ministre de l'économie et des finances, pourtant rocardien. M. Bérégovoy a rappelé que M. Rocard avait été, pendant trois ans, le premier ministre de M. Mitterrand et que la majorité des Français souhaitent que ce dernier aille au terme de son mandat. A droite, M. Pasqua a estimé que M. Rocard a été « le premier à se jeter par-dessus bord avec son canot de survie ».



■ Les comptes de Michel Rocard, par PATRICK JARREAU ■ Un entretien avec *M. Charles Pasqua* ■ Ile-de-France (III) : la droite sans partage à Paris, par OLIVIER BIFFAUD ■ La course de René Monory, par GILLES PARIS ■ Gironde : l'angoisse de l'« après-Chaban », par PIERRE CHERRUAU

pages 7 à 9

M. Mitterrand et l'aide à la Russie

Le chef de l'Etat français propose un sommet spécial du G7

Lire page 4 l'article de JAN KRAUZE

La coopération européenne à l'épreuve

Sur fond de récession et de montée du chômage

Lire page 5 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M. Kouchner n'enseignera pas à Cochin

Coupant court à une polémique naissante, le ministre de la santé a renoncé à briguer le poste de professeur associé en médecine humanitaire à la faculté de médecine de Cochin

Lire page 10 l'article de FRANCK NOUCHI

Interminable chômage

VI. – *Le tonneau des Danaïdes* Page 18

ÉDUCATION ◆ CAMPUS

1981-1993 : l'érosion des ambitions ● Un entretien avec M. Jospin ● *La révolution tranquille de la décentralisation* ● Les riches heures de la Rue de Grenelle Pages 13 à 15

Boulogne à l'heure du « poisson des autres »

Colin d'Alaska, crevettes sénégalaises, le premier port de pêche français s'est reconverti. Les artisans traditionnels ne contiennent plus leur colère.

BOULOGNE-SUR-MER

de notre envoyé spécial

Boulogne-sur-Mer : un port de pêche ou une plate-forme de négoce ? Des *chalutiers vaillants*, bien que rongés par les paquets de mer, ou des camions frigorifiques impeccables ? Des matelots burinés ou des ouvrières d'usine en blouse, bottes et bonnet blancs ? Des poissons minutieusement alignés en caisses ou des barquettes prêtes pour le four à micro-ondes ? Boulogne-sur-Mer, c'est tout cela à la fois. Mais chaque année qui passe voit le commerce et la transformation prendre l'ascendant sur l'ancestral métier le plus en amont, celui qui a forgé longtemps les lettres de noblesse du port, c'est-à-dire la capture du poisson proprement dite. L'an dernier, 280 000 tonnes de produits de la mer sont passées par les magasins de marée et les grandes maisons *de conserve*, filetage, salage, fumage et préparation, mais sur ce *total* la production de pêche locale négociée à la criée « Jean Delpierre » ne compte que pour 60 313 tonnes (1). Tout le reste vient d'importations d'Islande, de Norvège, du Danemark ou du continent nord-américain qui ont déferlé sans retenue. Par amicale dérision, les illustres lignées d'armateurs de la place, qui n'exploitent plus qu'une quinzaine de grands chalutiers de 55 mètres (au lieu de trente-quatre il y a dix ans), parlent, en désignant la noria de semi-remorques bourrés de plaques de colin d'Alaska surgelées ou de cabillaud des îles Féroé, *« du poisson à roulettes... »*.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Lire la suite page 17

(1) 95 000 tonnes en 1984, 122 000 en 1976.

Salon du livre : pour comprendre l'histoire

● La déesse mémoire, par Jean-Pierre Rioux ● La fin des « quinze glorieuses », par Pierre Lepape ● Retour à l'antique, par Pierre Chuvin ● Le religieux consacré, par Michel Sot ● Le temps des doutes, par Roger Chartier ● Les grands communicateurs, par Florence Noiville et Marion Van Renterghem ● Les amateurs de Nîmes, par Raphaëlle Rérolle.

A l'étranger : Allemagne, par Hinnerk Bruhns, Etats-Unis, par Eric Fassin, Israël, par Nicolas Weill, Italie, par Philippe Boutry.

Pages I à XIV

ARTS ◆ SPECTACLES

● *La reprise de « Wozzeck », d'Alban Berg, mis en scène par* Patrice Chéreau au Châtelet ● « Light Sleeper », un film de Paul Schrader.

Pages 27 à 34

Demain dans « le Monde »
1988-1993 : regards sur une législature

Le Monde publie demain (nos éditions datées 19 mars), à la veille d'une nouvelle alternance, un panorama de la première législature du second septennat de M. Mitterrand, dans lequel sont abordés les bilans des personnalités qui ont incarné cette période, *les réussites aussi bien* que les échecs, ou les essais non transformés de ceux qui ont gouverné le pays pendant cinq ans.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA G.-B., 85 p.; Grèce, 260 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 190 esc; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $

DÉBATS

Ex-Yougoslavie

L'inavouable frontière

par Alain Finkielkraut

SI Séville ou Venise étaient bombardées et non Sibenik ou Zadar, si Vienne ou Bruxelles connaissaient le sort abominable de Sarajevo, si l'on « nettoyait » aujourd'hui des villages français, allemands, hollandais *et non* la bourgade de Czerska, les Européens passeraient *sans hésiter à l'action militaire « pour la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux et de l'indépendance de l'union »* et les Américains ne se contenteraient pas de larguer sur les zones sinistrées des médicaments et des vivres.

Le malheur de la Croatie et de la Bosnie, c'est d'être situées de l'autre côté d'une ligne dont, il y a un peu plus de trois ans, tous les habitants du Vieux Monde célébraient avec ferveur la disparition. L'Europe de l'Ouest, en *effet, se réjouit que* l'Europe ne soit plus partagée, mais elle *décline les responsabilités qu'im*plique cette nouvelle donne. Le soviétisme est tombé, Yalta demeure.

Les « munichois » avaient l'excuse de la peur

Pour dénoncer l'immobilisme ou l'embarras des Douze, on a évoqué Munich. Cette comparaison est encore trop flatteuse. Les « munichois, au moins, avaient *l'excuse de la peur. Or Slobodan* Milosevic ne menace aucun des pays de la Communauté. *Son pro*jet expansionniste conduit la Serbie jusqu'à l'Adriatique, mais pas au-delà. Ce n'est donc pas la peur qui anime nos dirigeants, c'est tout simplement l'égoïsme.

Seulement voilà : le temps n'est plus au *sacro egoismo*. Cette attitude bafoue les principes humanistes et universalistes dont l'Europe se réclame à longueur de discours.

Que faire pour sortir de la contradiction ? Comment justifier une application aussi cruelle de la préférence nationale ? La France, qui n'a *pas de pétrole mais* qui a des idées, a résolu le problème.

Camoufler la démission politique

Après avoir inventé le droit d'ingérence humanitaire pour camoufler la démission politique devant l'invasion d'Etats reconnus et l'élimination de peuples indésirables, elle a fait voter par l'Assemblée générale des Nations unies la création d'un tribunal international qui réunira le double prodige de ne juger personne puisqu'il se refuse les moyens *d'arrêter les coupables, et de juger* tout le monde – victimes aussi bien qu'agresseurs, – *puisque*, à la différence du tribunal de Nuremberg, il n'aura pas à se prononcer sur les agissements d'un Etat criminel mais beaucoup plus vaguement, et à seule fin de donner à l'amalgame la caution du droit, sur les violations des droits de l'homme pendant la guerre dans l'ancienne Yougoslavie.

C'est ainsi que l'Europe des *Douze peut maintenir et consoli*der son inavouable frontière tout en se flattant de faire entrer le monde dans l'ère du sans-frontiérisme, de la justice planétaire et de la solidarité.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le capitalisme non plus, ça ne marche pas...

La défaite annoncée de la gauche aux élections et l'arrivée de la droite au pouvoir semblent prouver que pour les Français « le socialisme ne marche pas »... Hélas, la crise mondiale – et la prudence même de l'opposition – montrent que le capitalisme aussi est en difficulté...

LE communisme ayant été vaincu par KO, la preuve semblait définitivement administrée que le capitalisme était la seule forme possible d'organisation des sociétés. Après un siècle d'errements idéologiques, le monde retrouvait l'harmonie naturelle du marché. Il suffisait, *pour s'en convaincre, de voir* avec quel appétit les pays d'Eu*rope de l'Est soudainement libé*rés du communisme découvraient les délices de la Bourse et du profit. L'effondrement du marxisme devait marquer la fin de l'Histoire, c'est-à-dire la primauté définitive du capitalisme et du modèle politique des démocraties occidentales.

Mais voilà que la crise actuelle, à la fois économique, morale et politique, et la multiplication des guerres, tendent à modérer cet enthousiasme. Comme si après la joie de la libération, la désillusion des Européens de l'Est gagnait tous les esprits. Ce système, là aussi, malgré ses éclatantes réussites matérielles, est-il menacé de *l'intérieur ? C'est la question que* se pose, de façon opportune, la *revue Panoramiques dans un dos*sier intitulé : « Chômage, pauvreté, *exclusion : et si le capitalisme* venait lui aussi à imploser ? »

Le tableau est en effet aussi aveuglant qu'inquiétant. Une masse croissante de pauvres et de chômeurs, des sociétés disloquées, la violence qui s'installe au cœur des cités les plus riches. Et *tandis qu'une partie de la planète* – l'Afrique notamment – s'enfonce dans une misère dramatique, les piliers du développement – les Etats-Unis et l'Allemagne – sont gravement déstabilisés. Ainsi les ténors du libéralisme eux-mêmes sont mis en échec *sur* leur propre terrain : l'efficacité *économique et la justice sociale.*

Refusant toutefois de s'abandonner à une excessive morosité, Paul Noirot, l'organisateur de ce *dossier, estime que le système* peut éviter la faillite s'il accepte de s'adapter, c'est-à-dire de se démocratiser davantage. Il appelle de ses vœux un *« social-capitalisme »*, où la participation et la négociation permettraient à la fois d'améliorer la productivité en mobilisant toutes les intelligences et de lutter contre l'exclusion, en rétablissant les solidarités fonda*mentales. C'est en « recréant du social »* à tous les niveaux (de *l'entreprise au* Parlement, des associations aux collectivités terri*toriales)* et en donnant à tous les acteurs sociaux *« des moyens et des espaces pour agir »* que le monde développé pourra affronter la révolution de l'automation.

Le prix à payer

Ce thème est développé tout au long du numéro dans les domaines de l'emploi (Philippe Zarifian), de la formation (Jean-Louis Kirsch), de l'entreprise (Jean-Baptiste de Foucauld), du syndicalisme (*Pierre Héritier* et Jean-Christophe Le Duigou) ou de *la vie associative (Dan Ferrand-Be*chmann).

Mais peut-on aménager, ou humaniser, le capitalisme ? Ce projet paraîtra sans doute bien utopique aux responsables de la *revue Lignes, qui, analysant les* « Logiques du capitalisme », voient *dans la crise actuelle non pas une* dérive mais une nécessité. Pour Michel Surya, le système ne peut survivre que grâce aux inégalités et aux injustices qu'il engendre et seuls les naïfs s'en étonnent. Les trois millions de chômeurs sont le prix à payer par la France à la modernisation de son économie, et donc à *son enrichissement. Et* la misère de l'Afrique, de l'Amérique *du Sud ou des pays de l'Est* sont la condition du développement de l'Occident. Loin d'être un élément de pacification et de progrès pour tous, le capitalisme se nourrit des conflits qu'il engendre.

« Au lieu, écrit Michel Surya, *que le capitalisme atténue et plus encore supprime les tensions (sociales, raciales, etc.) il les accentue. »* Et les bonnes paroles que les responsables politiques adressent régulièrement aux démunis du *tiers-monde ou des* anciens pays communistes ne *sont que des leurres (maintenant* hypocritement présentés comme « humanitaires »), puisque l'intérêt des entrepreneurs n'est nullement d'investir dans des pays ruinés socialement et politiquement. *« Ce que ces pays* (ceux de l'Est) *sont en train d'apprendre à leurs dépens, c'est que le capitalisme n'est pas une tricherie moindre que celle que le communisme a été pour eux ; tout au plus est-elle une tricherie plus insidieuse. »*

Mais ce qui fait surtout rager la revue *Lignes* est de constater que cette logique du capitalisme a entièrement contaminé la gauche, qui aurait dû la combattre et *qui* va être chassée du pouvoir par le peuple, *« à cause de sa conversion à l'argent, au goût de l'argent, à l'amour de l'argent ».*

Si la gauche s'est disqualifiée pour avoir mal usé du pouvoir, il n'est pas sûr pour autant que le *libéralisme, incarné par la droite,* soit mieux armé pour affronter les *temps nouveaux. C'est la ques*tion que se posait Emmanuel Wallerstein, *dans un article récent* de la revue *Genèses*, où il étudiait l'évolution, depuis la Révolution française, des trois idéologies : le conservatisme, le libéralisme et le socialisme. *Sa conclusion est que* les frontières entre les trois sont *de plus en plus floues et qu'au*cune n'est adaptée au monde *moderne.*

Les limites du libéralisme

« La nouveauté, écrit-il, *ce n'est pas la confusion qui règne aux entours d'une grande idéologie libérale hégémonique, comme elle l'a toujours été dans l'économie-monde capitaliste des dix-neuvième et vingtième siècles. La nouveauté c'est que pour la première fois de son histoire, cette idéologie dominante, le libéralisme, qui est au fond la même chose que la modernité, se trouve sérieusement remise en question. »* Et il en conclut que *« l'idéologie du libéralisme, comme projet politique efficace, a aujourd'hui atteint ses limites et est en train de s'effondrer sous l'effet de la crise structurelle de l'économie-monde capitaliste ».*

Si le communisme est mort, le socialisme déconsidéré, le libéralisme dépassé et le capitalisme menacé d'implosion, il ne reste plus, comme le fait Jean Baudrillard interviewé dans *Lignes*, qu'à interpréter l'activité des hommes comme une simple *« obsession collective d'aller plus loin dans le travail de deuil de l'histoire, d'alimenter ce lieu vide, ce non-lieu, d'alimenter cette scène qui n'en est plus une... »* Triste perspective...

► *Panoramiques.* 2e trimestre 1993. N° 9. 76 F. Diffusion Le Seuil.

► *Lignes.* Janvier 1993. N° 18. 95 F. Ed. Hazan.

► *Genèses.* Octobre 1992. N° 9. 90 F. Ed. Belin.

Elections

Parlez-nous d'amour

par Marek Halter

« *LES jours de l'homme sont plus rapides que la navette du tisserand* », dit Job. Nous voici de nouveau à la veille d'élections. Ce devoir républicain nous semble parfois inutile, *parfois inquiétant, souvent* les deux à la fois. Et pourtant, nous le *savons, il n'est pas de démocratie* sans consultation populaire, même *si toute consultation populaire* ne conduit pas forcément à la démocratie. *Surtout en période* de crise. Aussi, les prochaines législatives me *paraissent-elles* particulièrement importantes.

Pourquoi, dès lors, ne pas m'engager, comme certains me pressent de le faire, à gauche comme à droite ? C'est que, comme les gens *de la Bible, j'ai toujours pensé que* la place d'un écrivain, d'un créateur, n'était pas aux côtés ou derrière un homme politique, mais face à lui. Pour l'interroger et se déterminer en fonction de ses réponses. Et je m'étonne que personne à ce jour – y compris moi-même, – n'ait précisé les questions. Serait-ce qu'il n'y ait plus de réponses ou que l'on mette en doute les réponses qu'on nous donne ?

Je sais que des propositions électorales, plus ou moins élaborées, ne manquent pas, tant sur les plans économique, social que culturel et bien évidemment de l'environnement.

En temps normal cela aurait peut-être suffi à nourrir les débats. Mais nous ne sommes pas en temps normal, me semble-t-il, et les hommes politiques ainsi que les électeurs s'en rendent compte.

Ne pas voir l'ampleur de la crise

Pour ne pas affoler, pour ne pas s'affoler, les uns et les autres préfèrent ne pas voir l'ampleur de la crise. Crise peut-être plus grave *encore que celle qui a secoué le* monde en 1929-1930. Parce qu'elle *intervient en pleine défaite des* valeurs laïques et religieuses, et en pleine décomposition ethnique et géographique. Dans un monde sans repères, sans espoir et sans projet crédible de secours.

Aussi, n'est-ce pas tant en fonction des propositions que l'on nous présente, d'ailleurs peu éloignées les unes des autres, que nous aurons à nous déterminer. Ce n'est pas davantage par rapport à leurs auteurs puisque la France a la chance de posséder des hommes politiques qui, à l'exception de quelques extrémistes, sont de vrais démocrates. Non, c'est sur la capacité de ces hommes d'insuffler un peu d'espoir au pays, sur leur détermination à défendre, au-delà des vraies urgences, les valeurs et les règles qui préservent l'humanité.

« Je ne trouve pas trace de cet espoir »

André Gide disait que l'on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments. Puis il s'est corrigé, ajoutant que les bons sentiments n'empêchaient pas la bonne littérature. De même, les bons sentiments ne remplacent évidemment pas un projet politique, mais un projet politique sans bons sentiments, sans appel à la générosité, à la solidarité et à la justice ne peut se terminer que par une catastrophe.

Or, comme d'habitude, on croit soulager l'angoisse des électeurs en promettant de réduire le chômage, les impôts, tout en assurant la sécurité, la santé et l'éducation... Tout homme politique qui fait aujourd'hui ce genre de promesses sans qu'il en coûte rien à personne se retrouvera demain dans la peau d'un Bill Clinton expliquant à la nation que cela est impossible. Et si la volte-face du président américain a tout de même reçu un *accueil favorable, c'est qu'il a su* transmettre au pays un message d'enthousiasme, d'espoir et de justice.

Oui, le poète a raison de dire : *« C'est l'espoir qui empêche l'homme de se pendre. »* C'est aussi l'espoir qui empêche la décomposition du tissu social. Or, je ne trouve nulle trace de cet espoir. Dans aucun discours politique, dans aucun programme.

Au *fond, si dans notre débat* électoral il ne manquait qu'un peu d'amour ?

ÉTRANGER

INDE : quatre jours après les attentats de Bombay

L'explosion d'une bombe a fait plus de cinquante morts à Calcutta

Après la capitale économique de l'Inde, c'est son ancienne capitale coloniale et sa métropole intellectuelle qui est victime de la vague d'attentats qui atteint le pays. L'explosion d'une bombe, aux environs de minuit, mercredi 17 mars, a fait au moins une cinquantaine de morts et plus de cent blessés à Calcutta. De nombreuses personnes seraient encore ensevelies sous les décombres. L'attentat a détruit trois immeubles proches du centre, dans le quartier commercial musulman de Bow Bazar. Les victimes seraient pour la plupart des marchands de tapis musulmans qui vivaient dans leur échoppe au bas de ces immeubles.

L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué mercredi matin. Ce nouveau massacre intervient quatre jours après les attentats qui ont fait, vendredi dernier, 300 morts et un millier de blessés à Bombay. La police de Bombay n'a pas écarté l'hypothèse d'un lien entre les explosions dans les deux villes. Le ministre de l'intérieur, M. S. B. Chavan, a déclaré que si «les services spéciaux pakistanais sont responsables de nombreux problèmes dans notre pays, il est trop tôt pour les rendre responsables des explosions». Pourtant, une partie de la presse et de la classe politique pointe le doigt vers le pays voisin. Ainsi, le porte-parole du parti gouvernemental du Congrès, M. V. N. Gadgil, a demandé au premier ministre de prendre la tête d'une campagne internationale visant à faire déclarer le Pakistan «Etat terroriste». Par ailleurs, alors qu'une équipe d'experts en explosifs d'Interpol est arrivée à Bombay, le gouvernement américain a mis en garde l'Inde contre le risque d'attaques terroristes à New-Delhi même. Mardi également, Washington a recommandé à ses ressortissants d'éviter de se rendre pour le moment en Inde. – *(AFP, UPI, Reuter, AP.)*

Une citadelle marxiste depuis 1977

CALCUTTA

de notre envoyé spécial

« On ne peut pas ignorer le phénomène religieux, lance M. Bhuddadev Bhattacharya, ministre de l'information du gouvernement marxiste du Bengale occidental. *Nous sommes 192 000 membres du parti, et la majorité des 68 millions d'habitants de l'Etat vont au temple, à la mosquée, à l'église. Alors... »* Alors le gouvernement du CPI (M) [pour marxiste], au pouvoir depuis 1977 et jamais à court d'inventions pour s'y maintenir, a entrepris de lutter contre la religion par la religion, à l'heure où une poussée de fièvre religieuse sans précédent depuis l'indépendance secoue l'Inde, où le Parti du peuple (BJP, hindouiste) monte en puissance, et où la vague d'attentats, après avoir dévasté Bombay, s'en prend maintenant à Calcutta.

Si étonnant que cela paraisse, la propagande du CPI (M) se réfère désormais aux commentaires de philosophes bengalis «réformateurs» – Vivekananda, Ramakrishna, Ram Mohan Roy – qui s'étaient efforcés, au dix-neuvième siècle, de concilier les valeurs de la spiritualité hindoue avec les changements de la société indienne inspirés du modèle occidental (1). Même la Bhagavad Gita (2) est remise à l'honneur afin d'exalter les vertus de tolérance prônées par Krishna.

« Finies les théories sur l'opium du peuple », ironisent des intellectuels marxistes en rupture de ban avec un PC devenu, selon eux, trop *« réaliste »* : *« Quand on utilise la religion, même pour la présenter sous son jour réformiste, on joue au démiurge »,* regrette, pipe en main sous le portrait de Ho Chi Minh punaisé sur le mur de son salon, le célèbre cinéaste Mrinal Sen. Il avoue ne plus savoir s'il est *« encore marxiste »,* mais il assure rester *« résolument athée ».*

« Athée, je le suis et le resterai », répond comme en écho M. Bhattacharya, brahmane cultivé pour qui la *« conscience de caste n'est que mauvaises manières ».* Et le ministre de l'information d'expliquer : *« Un jour, j'ai lu Sartre et je suis devenu communiste »,* ce qui lui fournit une transition pour demander si la réfection de La Coupole, à Montparnasse, n'a pas ruiné l'ambiance du quartier...

Les marxistes sont, en Inde comme ailleurs, une espèce en voie de disparition. Mais ils restent bien implantés au Bengale où ils se sont fait réélire à trois reprises en seize ans. Ils ont même réussi à doubler le nombre de leurs adhérents. On les dit en pleine crise idéologique ; on les accuse de n'être que des cyniques, trop avides de pouvoir pour se soucier encore de l'avènement de la société sans classes. Dans les soirées bourgeoises de Calcutta, on se raconte les dernières histoires sur la corruption du parti, comme pour bien s'assurer qu'après tout un communiste indien reste d'abord un politique, donc corruptible.

Une ombre sur la démocratisation

Très ébranlés par la disparition de l'URSS, les marxistes bengalis ont pourtant résisté à l'effondrement. *« Nous devons trouver notre propre modèle »,* déclare M. Jyoti Basu, premier ministre du Bengale (3). Patriarche de soixante-dix-huit ans, en grande forme physique et intellectuelle, M. Basu est la figure emblématique du communisme bengali. Il nous reçoit au Writers Building, qui fut le bâtiment des comptables de la Compagnie des Indes orientales avant de devenir siège du gouvernement du Bengale. Dans une ambiance de caravansérail et sous la caresse des ventilateurs, une armée de fonctionnaires s'y affaire avec nonchalance, du secrétaire assis derrière un bureau écrasé de dossiers aux gratte-papier aux tâches incertaines en passant par les porteurs de thé.

« L'URSS a disparu, les pays de l'Est ne sont plus des démocraties populaires, mais nous avons conclu que ce n'est pas la faute du marxisme, résume M. Basu. *Les marxistes doivent comprendre leur nouvelle situation, faire preuve de pragmatisme. L'expérience que nous tentons ici est positive : en moins de seize ans, nous avons appliqué les réformes agraires dans les campagnes. Aujourd'hui, de 60 à 80 % des terres cultivables appartiennent à la moyenne et petite paysannerie. »* Selon le CPI (M), *« près d'un million d'acres* [400 000 hectares] *ont été distribués à deux millions de personnes, la moitié d'entre elles intouchables et aborigènes ».*

Même les adversaires du parti ne nient pas en bloc ses succès : *« Nous, les bourgeois, ne pouvons plus voir en peinture ces communistes qui ont laissé Calcutta dans un délabrement incroyable,* remarque Tarun Ganguly, journaliste au *Telegraph,* le grand journal anglophone de la ville. *Mais force est de reconnaître que les paysans, soit la majorité des électeurs, ont plutôt à se féliciter du règne du CPI (M). »* Les critiques affirment cependant que la réforme agraire est gelée depuis dix ans. Ils ajoutent que la *« nouvelle classe »* de paysans exploite les plus pauvres, jetant ainsi une ombre sur la *« démocratisation ».*

Le président de la branche bengalie du Congrès, M. Somen Mitra, ajoute : *« Ils se maintiennent par la force et l'intimidation lors des élections. Le CPI (M) contrôle d'une main de fer les assemblées locales des campagnes, les* Panchayat, *et privilégie ses partisans. »*

L'ancienne capitale de l'Empire des Indes – mégalopole de 12 million d'habitants – a perdu en grandeur ce qu'elle a gagné en nostalgie (4) : bâtisses victoriennes aux murs délavés par la mousson ; rues aux pavés défoncés où s'échinent, dans une circulation démente, des pousse-pousse aux pieds nus. Chaque année s'entassent ici 50 000 personnes de plus, venues des Etats ruraux voisins. Mendiants et sans-abri ont fait leur domaine de la rue, des parcs, des ponts. Les mieux lotis ont aussi leurs problèmes, moins cruciaux, certes, que ceux des bidonvilles de la « Cité de la joie » : pannes d'électricité, pénuries d'eau et coupures de téléphone rythment le quotidien.

Ne pas se couper du monde

« Nos succès sont plus visibles en milieu rural qu'en ville », admet M. Basu, qui manie avec autant d'aisance la langue de Shakespeare que la litote. Les méchantes langues diront que les marxistes bengalis n'ont pas de raison de privilégier la « ville de la déesse Kali », dont les voix vont davantage au Congrès qu'au CPI (M). L'un des succès du parti, aujourd'hui remis en cause, a été d'avoir maintenu l'*« harmonie communautaire »* lors des émeutes de décembre et janvier, qui ont fait près de 2 000 *morts en Inde* après la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des fanatiques hindous. M. Basu avait été l'un des rares parmi ses pairs à prendre les mesures qui s'imposaient en ces temps de folie – et ce dans une ville qui compte une forte minorité de musulmans. Comment ? *« J'ai réuni les chefs de la police et je leur ai dit : vous avez l'ordre de tirer sur les émeutiers ! »* Peine perdue.

Le bilan économique de seize ans de pouvoir marxiste est, en revanche, loin d'être brillant. M. Basu se plaint d'être *« brimé »* par New-Delhi parce qu'il est communiste. Il reste que de très nombreuses entreprises ont quitté Calcutta ; et les nouveaux projets d'investissement tardent à se concrétiser dans cette ville qui est la bête noire des hommes d'affaires. L'Etat compterait près de cinq millions de chômeurs. *« Pas question de laisser le champ libre aux multinationales, dont la concurrence sera toujours déloyale pour l'Inde,* tranche pourtant M. Basu. *Mais les étrangers sont les bienvenus pour investir. Je ne suis pas hostile à la libéralisation économique voulue par New Delhi. Il n'est pas question de nous couper du monde. »* Jadis, l'élite de Calcutta était forcément à gauche. Les temps ont changé. Mais pas l'esprit de ces Bengalis cultivés, qui ont tendance à regarder de haut les autres Indiens. Alors, ils se gaussent volontiers, à présent, du CPI (M) avec lequel ils continuent d'entretenir, malgré tout, un complexe d'amour-haine.

Les ex-marxistes de Calcutta sont ainsi à l'image de cette ville d'intellectuels, de poètes et de bourgeois, visiblement fiers d'être Bengalis d'abord, Indiens ensuite, et communistes parfois...

BRUNO PHILIP

(1) Vivekananda, (1862-1902), disciple de Ramakrishna, enseignait une approche de l'hindouisme adaptée aux contraintes de la société moderne. Ram Mohan Roy créa en 1828 le Brajmo Samaj, courant réformiste de l'hindouisme hostile aux castes.

(2) La Bhagavad Gita est incluse dans l'épopée du Ramayana.

(3) En 1964, le Communist Party of India (CPI) s'est scindé pour donner naissance au CPI (M), originellement d'obédience pro-chinoise. (Voir *les Communistes Indiens,* de Violette Graff, FNSP-Armand Colin).

(4) Calcutta fut capitale des Indes britanniques de 1757 à 1912 avant d'être remplacée par Delhi.

► ***Le Monde des débats*** **publie, dans son numéro de mars, un dossier de trois pages sur les conflits religieux en Inde.**

HONGKONG

Pékin ne veut pas danser le tango avec M. Patten

Poursuivant sa campagne de dénonciation du programme de réformes démocratiques du gouverneur de Hongkong, l'édition internationale du *Quotidien du peuple* a traité, mardi 16 mars, M. Chris Patten de *« danseur de tango ».* Dans un commentaire virulent intitulé *« Patten danse le tango »,* l'organe du PC chinois l'a accusé de *« dire n'importe quoi ». « Nous conseillons à ce politicien sans pudeur d'arrêter ses piètres démonstrations », « brutales et déraisonnables »,* ajoutant : *« Pour danser le tango, il faut être deux. »*

Une des filles de M. Deng Xiaoping a affirmé dans le même journal que son père approuvait totalement les attaques du premier ministre, M. Li Peng, contre la politique britannique à Hongkong. Quant au secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin, il a affirmé que le statut *« colonial »* de Hongkong *« est la honte nationale de la Chine ».*

M. Patten a répliqué mardi que le débat sur l'avenir de Hongkong se poursuivrait malgré tout. *« Je n'entends pas parler comme le font d'autres sur Hongkong,* a-t-il dit. *(...) Nous continuerons à discuter de manière positive et constructive de l'avenir de Hongkong, quels que soient les mots visant Hongkong et son gouverneur. » « La Chine sera souveraine après 1997. Nous le sommes jusque-là. Je veux assurer une transition aussi souple que possible. Mais je ne veux pas le faire dans le déshonneur, aux dépens (...) de la population de Hongkong. »* – *(AFP, Reuter.)*

JAPON

La Cour suprême juge légale la censure des livres scolaires

TOKYO

de notre correspondant

Une tenace bataille en faveur de la liberté d'expression a été perdue, mardi 16 mars, devant la Cour suprême nippone.

Celle-ci a jugé que la censure du contenu des manuels scolaires par le ministère de l'éducation nationale n'était pas inconstitutionnelle. Le professeur Saburo Ienaga avait intenté ce procès il y a vingt-huit ans à la suite des modifications introduites dans les ouvrages qu'il avait écrits en 1962 et en 1963.

Son nom est indissolublement lié à la lutte très politisée menée par le syndicat des enseignants contre la réécriture des livres scolaires par l'administration, qui tend à présenter de manière édulcorée certains événements historiques. Ainsi, l'invasion japonaise de la Chine était-elle présentée comme *« l'avance en Chine »,* ou le sac de Nankin (qui fit 100 000 morts, selon les Chinois) comme l'*« Incident de Nankin ».*

Toutes les références aux expériences biologiques sur des êtres humains menées par une unité spéciale de l'armée impériale sont bannies.

La Cour n'a pas jugé sur le fond, mais a réaffirmé, comme en 1976, le principe du contrôle des manuels. Le quotidien *Asahi* a estimé que ce jugement n'était *« guère convaincant »* et renforçait l'*« arbitraire »* du ministère de l'éducation nationale. M. Ienaga a intenté trois procès à l'Etat ; le dernier, entamé en 1984, est en cours. En première instance, le tribunal lui avait donné raison.

Bien qu'assoupli depuis 1989, ce contrôle de l'administration demeure un problème fondamental en matière de liberté d'expression au Japon.

Alors que la question des « femmes de réconfort », *contraintes de se prostituer par* l'armée impériale, réveille les mémoires, ce jugement ne peut qu'inciter à s'interroger sur la volonté de Tokyo de regarder le passé en face.

PHILIPPE PONS

□ **CAMBODGE : l'ONU a les preuves que trente-trois Vietnamiens ont été massacrés par les Khmers rouges.** – Le porte-parole de l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) a affirmé, mardi 16 mars, que les Khmers rouges étaient bien les responsables du massacre de trente-trois Vietnamiens, la semaine dernière. *« Deux des morts faisaient partie des assaillants,* a-t-il indiqué. *Toutes les indications montrent que les attaquants armés étaient des éléments khmers rouges. (...) Terroriser et tuer semble avoir été le seul motif de l'attaque. (...) Maintenant, il s'agit d'identifier les coupables. »* – *(UPI, AFP.)*

□ **INDONÉSIE : un caricaturiste licencié pour offense à l'islam.** – Un caricaturiste du quotidien progouvernemental indonésien *Suara Karya* a été révoqué pour un dessin ironisant sur le ramadan, a annoncé, mardi 16 mars, le journal. Celui-ci, sans donner le nom du caricaturiste révoqué, a présenté ses excuses à ses lecteurs. C'est la troisième fois en un an et demi qu'une publication indonésienne est victime des pressions des groupes islamistes. Par ailleurs, le procès d'un prêcheur pentecôtiste, accusé d'avoir attisé la haine religieuse en publiant des articles jugés insultants pour l'islam, s'est ouvert lundi à Surabaya. – *(AFP.)*



EUROPE

RUSSIE : alors que M. Eltsine plaide l'urgence

M. Mitterrand propose la réunion d'un sommet spécial du G7 sur l'aide à Moscou

Apportant son soutien au président russe Boris Eltsine au cours d'une rapide visite à Moscou, *mardi 16 mars*, M. François Mitterrand a proposé aux sept pays les plus riches du monde de se réunir d'urgence pour aider la Russie, avant le sommet de juillet à Tokyo.

MOSCOU

de notre correspondant

Faute de mieux, M. Boris Eltsine est décidé à tirer argument de son échec devant le Congrès des députés pour convaincre les Occidentaux d'accroître au plus vite leur aide économique à la Russie et leur soutien politique à sa propre personne. Il pourra compter pour cela sur la pleine coopération de M. François Mitterrand, résolu à jouer les premiers rôles dans cette entreprise.

A l'issue de leur bref entretien à Moscou, mardi 16 mars, les présidents français et russe ont l'un et l'autre plaidé *« l'urgence » – « en juin ou en juillet ce pourrait être trop tard »*, a même affirmé M. Eltsine, qui a brandi aussi haut que possible l'épouvantail des *« revanchistes »*. Et M. Mitterrand a abondé dans son sens en demandant la réunion d'un sommet spécialement consacré à l'aide à la Russie, et qui devrait, selon lui, se tenir *« juste après »* la rencontre de M. Eltsine et du président Bill Clinton, le 4 avril, à Vancouver, *« dans cette ville ou dans une autre »*. L'important, pour M. Mitterrand, comme pour le président russe, est qu'il s'agisse d'une rencontre de chefs d'Etat, et non de simples « ministres techniciens ». Il n'est pas difficile de déceler là une certaine convergence d'intérêts. M. Eltsine a besoin d'un décor prestigieux, d'un aréopage de grands de ce monde qui lui témoigneront ostensiblement leur soutien. Et M. Mitterrand ne serait sans doute pas fâché, au lendemain même des élections en France, de montrer à l'opinion et à la probable nouvelle majorité que c'est toujours lui qui tient la baguette.

Cela dit, le président français n'ignore pas que cette idée de sommet *ad hoc*, précédant de trois mois le sommet officiel du G7, *suscite des réticences*. M. Mitterrand tourne la difficulté en suggérant que viennent seulement *« ceux qui le souhaiteront »*. Façon de mettre au défi ceux qui hésiteraient à suivre la France dans son désir de *« contribuer au redressement russe et à la poursuite des réformes »*. Dans l'entourage du président français, on affecte d'ailleurs de croire que seul le Japon reste opposé à la tenue d'un sommet, même si plusieurs autres pays, y compris les Etats-Unis, n'apprécient pas beaucoup de se voir ainsi forcer la main.

M. Eltsine en tout cas a hautement apprécié le coup de pouce qu'est venu lui donner le président français, allant même jusqu'à affirmer que le seul fait pour M. Mitterrand de venir à Moscou au lendemain du Congrès était *« un signal de soutien aux réformes et à la démocratie »*. Mais le président russe ne s'en tient pas là. Il est convaincu que le Congrès aura *« un impact »* sur les Occidentaux : *« le danger de restauration »* (du communisme) qui s'y est manifesté devrait *« accélérer les décisions de nos partenaires »*. Prié d'expliciter ce qu'il souhaite exactement, M. Eltsine a mentionné tour à tour une aide à la destruction des armes nucléaires et chimiques, des crédits d'investissements, une assistance en matière de santé publique, et, bien entendu, un nouveau rééchelonnement de la dette. Ce dernier dossier, qui est du ressort du Club de Paris, est d'ailleurs bien avancé, à en croire le ministre des finances, Michel Sapin, qui accompagnait le président français à Moscou, et selon lequel un tel rééchelonnement permettrait à la Russie d'économiser 14 milliards de dollars, et accessoirement coûterait fort cher à l'Etat français, garant des crédits privés.

QUE FERIEZ-VOUS FACE À UN PARLEMENT TRÈS HOSTILE?

PANCHO

Le conflit yougoslave

Si M. Eltsine a beaucoup insisté sur le danger d'un retour *« au pouvoir des Soviets »*, (le Soviet suprême est l'appellation officielle du Parlement, en Russie), il n'a en revanche rien dévoilé de la réponse que lui-même comptait apporter aux députés. *« J'étudie l'étendue des dégâts causés par le Congrès »*, a-t-il seulement déclaré. La grande intervention télévisée par laquelle M. Eltsine est censé reprendre l'initiative se fait donc toujours attendre. M. Sergueï Filatov, le *« chef de l'administration présidentielle »*, a laissé entendre mardi que M. Eltsine avait en tête une double tactique. D'abord, contester la légalité des décisions du Congrès (ce qui pourrait permettre de les ignorer, et de perpétuer par là une situation qui dure en fait depuis des mois). Parallèlement, tenir une *« consultation populaire »*, qui, par parenthèse, coûterait infiniment moins cher qu'un référendum en bonne et due forme, puisque, explique M. Filatov, *« 90 % des dépenses, qui représentent les salaires des commissions électorales, seraient économisées »*. Une remarque qui laisse songeur quant au sérieux de ladite consultation et à la rigueur de ses résultats.

Aucune allusion, en revanche, à une quelconque action de force. Quand la question a été posée lors de la conférence de presse, M. Eltsine a même eu un sourire joyeux, contrastant avec le reste de ses propos, volontairement alarmants. Interrogé sur le même sujet, M. Mitterrand a estimé que *« le président Eltsine disposait d'une marge pour faire des propositions au peuple russe »*, que *« cette marge pourra être utilisée de manière démocratique »*, et que c'était là une affaire *« de semaines ou de mois »*. Propos certes prudents, mais qui semblent, eux aussi, indiquer, si du moins M. Eltsine a bien révélé au président français le fond de sa pensée, qu'il n'a pas l'intention, ou le moyen, de porter un grand coup à son opposition.

Les deux présidents ont d'autre part évoqué la situation en Yougoslavie, même si, selon un responsable de l'Elysée, ils y ont consacré assez peu de temps. Au cours de la conférence de presse, M. Mitterrand s'est avant tout attaché à justifier la venue de M. Milosevic à Paris, soulignant que cette invitation avait été faite à la demande des négociateurs Cyrus Vance et David Owen, qu'elle avait permis, selon ces derniers, *« un progrès »*, mais qu'en tout état de cause *« la responsabilité de cette initiative est la leur »*. Pour le reste, M. Mitterrand a une fois de plus expliqué que la seule issue possible était l'adoption du plan Vance-Owen, et qu'à cet égard tout le monde, y compris les Etats-Unis et la Russie, *« pousse dans le même sens »*.

Dans ces quelques heures passées à Moscou, M. Mitterrand a tout de même trouvé le temps d'un assez long entretien avec Mikhaïl Gorbatchev : après tout, son dernier séjour à Moscou, en mai 1991, avait été tout entier consacré à l'expression de son soutien à un président soviétique déjà assez mal en point. Comme on demandait à l'ancien secrétaire général, à la sortie d'une entrevue dont il s'est déclaré ravi, si la situation de M. Eltsine aujourd'hui ne lui rappelait pas la sienne, M. Gorbatchev convint qu'il y avait bien là une *« similitude »*. Mais *« superficielle »* seulement, car *« la Russie n'est pas l'URSS »*. Signe des temps, les caméras étaient parties depuis longtemps quand M. Gorbatchev a quitté l'ambassade de France.

JAN KRAUZE

GÉORGIE : intensification des combats en Abkhazie

M. Chevardnadze accuse ouvertement la Russie

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Il s'agit d'un conflit armé entre la Géorgie et la Russie. » Haussant encore le ton à l'égard de Moscou, M. Edouard Chevardnadze a ainsi commenté, mardi 16 mars, l'intensification des combats en Abkhazie, région de l'ouest de la Géorgie qui réclame son indépendance. Le président géorgien accuse en effet les troupes russes stationnées dans la zone d'avoir soutenu l'offensive menée par les forces abkhazes contre Soukhoumi, la capitale de l'Abkhazie. Pour M. Chevardnadze, qui s'est rendu sur place, des Sukhoï de l'aviation russe auraient aidé les unités abkhazes à s'emparer de positions stratégiques sur la rivière Goumista et à se rapprocher encore de la ville.

De sources militaires géorgiennes, on estime que trente chars russes, une vingtaine de véhicules blindés et douze petites unités d'artillerie ont participé aux combats, qui auraient fait vingt morts du côté géorgien et cinquante du côté abkhaze; des parachutistes russes auraient tenté, sans succès, de débarquer non loin de l'aéroport de Soukhoumi, et un sous-marin, non indentifié, qui avait fait surface mardi dans la baie de Soukhoumi, aurait été contraint de replonger sous les tirs des garde-côtes géorgiens.

Si les Abkhazes affirment avoir fait prisonniers plus de soixante-dix soldats et officiers géorgiens, les services de renseignement géorgiens prétendent avoir capturé des officiers russes; ces derniers auraient reconnu que plusieurs unités militaires russes avaient participé à la dernière offensive. *« Si on ne parvient pas à défendre Soukhoumi avec les moyens qui se trouvent sur place, nous décréterons la mobilisation générale »*, a affirmé le chef de l'Etat géorgien, qui a ajouté : *« J'espère que Boris Eltsine n'est pas au courant. »*

Le ministère russe de la défense a, de son côté, démenti toute implication de l'armée russe dans l'offensive des forces abkhazes. Vingt mille soldats russes sont actuellement stationnés en Géorgie, et la Russie ne semble pas avoir l'intention de les retirer. *« Nous devons tout faire pour assurer le maintien de nos soldats, sinon nous perdrons la mer Noire »*, a ainsi déclaré récemment le ministre russe de la défense, le général Pavel Gratchev.

J.-A. F.

BOSNIE : bien que le commandement serbe ait donné son accord

Aucun convoi humanitaire n'a pu atteindre l'enclave musulmane de Srebrenica

Malgré l'accord donné par le commandement des forces serbes bosniaques au général Philippe Morillon, responsable des « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine, aucun convoi humanitaire n'a pu atteindre l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, mardi 16 mars.

L'accord de principe obtenu la veille *« n'a pas été respecté, le cessez-le-feu n'a pas été établi, le convoi pour Srebrenica n'est pas passé, le pont aérien n'est pas ouvert »*, a déploré le général Morillon, se disant toutefois *« déterminé plus que jamais »* à mener sa mission à son terme. *« Il n'y a pas de progrès pour le moment »*, a encore dit l'officier français à l'issue de sa seconde rencontre avec l'un des chefs militaires serbes de Bosnie, le général Manojlo Milovanovic.

Le général Morillon, qui s'exprimait depuis Srebrenica par l'intermédiaire des radio-amateurs de la mosquée de Zagreb, a également fait état de nouvelles pertes causées mardi par des bombardements à 2 km de la ville. Evoquant la situation à Srebrenica, le général Morillon a dit : *« C'était l'enfer quand je suis arrivé, après c'était l'espoir et, hier soir et cet après-midi, sous mes fenêtres il y avait des rires d'enfants. Je suis sûr qu'avec l'aide du monde entier, qui est derrière nous, les espoirs de la population ne seront pas déçus. »*

Les vivres parachutés par les avions américains *« ne suffisent pas à nourrir la population »*, selon le général, qui a d'autre part révélé la présence à Srebrenica de deux militaires américains – un officier supérieur et un sous-officier – spécialistes en transmissions dont la mission est de guider les parachutages d'aide humanitaire. Selon l'armée américaine, en revanche, ces deux militaires ne seraient là que pour une *« mission d'assistance »*.

« Retenu en otage »

Le général Morillon a, en outre, indiqué que l'enclave musulmane de Konjevic-Polje, voisine de celle de Srebrenica, avait été prise par les forces serbes. *« Les unités serbes sont à Konjevic-Polje. La population a été évacuée sur Srebrenica, où il y a à présent au moins 50 000 personnes au lieu des 9 000 habitants qu'il y avait avant »*, a-t-il affirmé. *« De nombreuses personnes errent dans les rues. Leur concentration est telle que, si un seul obus tombait, il pourrait tuer cent personnes sur le coup »*, a encore déclaré le général, ajoutant qu'il insisterait sur la venue de convois *« chargés de vivres, de médicaments et de matériaux de construction, dont des bâches en plastique, pour réparer les maisons ou fabriquer du moins des abris de fortune »*.

De son côté, le représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), M. Larry Hollingworth, a déclaré que beaucoup de réfugiés, qui ont fui d'enclave en enclave, n'avaient plus de vêtements pour se protéger du froid. Le thermomètre est descendu à – 15° C mardi matin dans cette petite ville de montagne, selon M. Hollingworth. Ce dernier a indiqué que les réfugiés, chaque jour plus nombreux, avaient fui à la hâte dans des conditions qu'il a qualifiées d'*« épouvantables* à travers des montagnes enneigées, rapporte notre correspondante à Genève Isabelle Vichniac. Environ 900 enfants démunis de tout errent dans la ville, où l'on dénombre 150 nourrissons, a, de son côté, indiqué un porte-parole du HCR. Des réfugiés meurent chaque jour, chaque heure, de froid, de faim, de maladies non soignées ou de blessures de guerre.

Le général Morillon avait obtenu l'accord des Serbes pour qu'un convoi humanitaire puisse parvenir à Srebrenica, mais ils ont exigé que celui-ci ne soit pas escorté par les « casques bleus ». Le HCR a rejeté cette condition. Pour les Serbes, le général Morillon est *« retenu en otage »* par les Musulmans. Ainsi le général Milovanovic a-t-il affirmé que, lors de sa rencontre avec l'officier français, *« le général Morillon et ses quatre collaborateurs avaient l'air effrayé et un aspect négligé »*. *« Le général Morillon a toutefois affirmé ne pas être prisonnier des Musulmans »*, a déclaré le général Milovanovic.

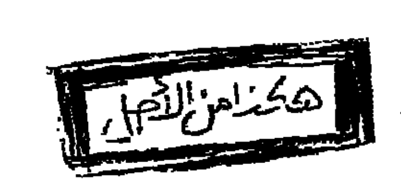
A Sarajevo

Un Serbe accusé de crimes de guerre affirme avoir avoué sous la contrainte

L'un des deux Serbes jugés pour crimes de guerre à Sarajevo a affirmé, mardi 16 mars, qu'il avait été battu durant sa détention et forcé à avouer des crimes qu'il n'avait pas commis. Sretko Damjanovic, trente et un ans, qui avait reconnu sept meurtres et deux viols durant l'enquête, a déclaré *« n'avoir rien fait de tout cela »*. *« Ils me battaient, alors je l'ai dit »*, a-t-il ajouté. Il a affirmé avoir été en prison du côté serbe, avec son camarade Borislav Herak, qui a, lui, avoué trente-cinq meurtres et seize viols, pour avoir refusé d'aller au front, autrement dit de participer à la « purification ethnique » dont il est accusé. Lorsque le juge a demandé à Damjanovic pourquoi il avait confirmé ses aveux au cours de l'enquête alors qu'il se trouvait en présence de son avocat, l'accusé a dit qu'il *« ne savait pas que c'était son défenseur »*. – *(AFP.)*

□ **Le colonel Kadhafi veut intervenir pour mettre fin à la guerre en Bosnie.** – Le colonel Kadhafi a annoncé son intention d'intervenir pour mettre un terme à la guerre en Bosnie-Herzégovine, a rapporté, mardi 16 mars, l'agence officielle libyenne JANA. *« Les Serbes sont nos amis et les Musulmans bosniaques nos frères »*, affirme le colonel Kadhafi dans un message qu'il a remis à l'ambassadeur de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à Tripoli, lui demandant de le transmettre à la présidence fédérale. – *(AFP.)*

□ **ROUMANIE : le Parlement s'installera dans le palais de Ceausescu.** – Les députés roumains ont pris mardi 16 mars la décision de principe d'installer le siège du Parlement dans le gigantesque palais inachevé construit par Ceausescu dans le centre de Bucarest. Selon des projets présentés l'an dernier par la mairie, les deux tiers restants du bâtiment pourraient être utilisés pour abriter un ensemble de casinos, hôtels et salles de spectacles. – *(AFP.)*



DIPLOMATIE

Sur fond de récession et de montée du chômage

La coopération européenne à l'épreuve

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, rencontrera, jeudi 18 mars, le président Bill Clinton à Washington. L'entretien devrait porter en particulier sur le problème des relations commerciales et sur les mesures de fermeture des marchés publics récemment décidées par les Etats-Unis contre les entreprises européennes.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

En 1993, l'Europe, seule grande zone économique du monde dans cette situation, connaîtra la récession et une aggravation du chômage. Accablée par une conjoncture détestable, impuissante à faire face aux bouleversements que connaît le continent, minée par l'affaiblissement de la plupart de ses gouvernements, la Communauté traverse une dangereuse phase de repli. Qu'elle semble loin la période euphorique qui a précédé la guerre du Golfe et conduit, en décembre 1991, à la signature du traité de Maastricht! M. Jacques Delors triomphait. Aujourd'hui, attaqué d'une manière indigne en Angleterre (comme Sir Leon Brittan l'est en France), le président de la Commission rase les murs.

Rien ne se passe à Bruxelles. La Communauté, dans le meilleur des cas, réagit à des évènements imposés par l'extérieur, telle la crise de la sidérurgie. Cette léthargie, que les palinodies du Parlement de Westminster risquent de prolonger jusqu'à l'automne, pourrait être fatale. L'enjeu, c'est la survie de la construction européenne telle que l'esquisse le Traité de Maastricht : un marché sans frontières adossé à des politiques communes conçues pour renforçer la compétitivité des entreprises, une régulation économique au niveau de la Communauté s'appuyant sur une monnaie unique, une politique extérieure et de sécurité commune.

L'idée était de mettre en œuvre ce modèle à partir du 1er janvier 1993, puis de le compléter, en particulier en ce qui concerne l'organisation politique et institutionnelle de la Communauté, en 1996. Mais il faudrait alors avoir préparé convenablement le terrain si l'on veut éviter, après l'arrivée de trois ou quatre nouveaux membres, que la Communauté bascule dans une zone de libre-échange au sein de laquelle les liens politiques resteraient limités. Le retard pris rendra l'opération plus difficile.

Maastricht dévalué

« Les Douze veulent-ils encore quelque chose ?, se demande un haut fonctionnaire bruxellois étroitement impliqué dans le projet de politique étrangère et de sécurité commune. *Mis à part le cas de l'ex-Yougoslavie, les ministres s'occupent de moins en moins des affaires du monde. Il n'y a aucune vision commune, le traité de Maastricht est dévalué avant même d'être entré en vigueur.* » Peut-on espérer que les choses changeront une fois le traité ratifié, alors qu'au moins deux Etats membres, le Royaume-Uni et le Danemark, sont plus que réticents à l'égard de l'exercice ?

Le tableau n'est pas non plus probant dans le domaine de la sécurité. Comment partager les tâches entre l'OTAN, l'UEO, l'Eurocorps ? L'UEO, appelée à devenir le « bras armé » de la Communauté, est encore loin de pouvoir voler de ses propres ailes. « *La confusion est grande, la structure actuelle est trop compliquée, on n'en fera rien, et l'élargissement va jouer comme un phénomène aggravant. En 1996, il faudra simplifier* », constate notre interlocuteur.

La marche vers l'Union économique et monétaire (UEM) pourra-t-elle reprendre en dépit d'un terrain miné depuis la tempête de septembre qui a vu la livre et la lire sortir du système monétaire européen (SME) pour opérer des dévaluations compétitives ? L'offensive de M. John Major, après cet épisode, en faveur d'une réforme en profondeur du SME a échoué. Plutôt que réformer le SME, il conviendrait, c'est le sentiment dominant aujourd'hui, d'assurer son fonctionnement normal, ce qui implique des ajustements de parités en cas de divergences sensibles des performances économiques. Une contrainte que les Etats membres ainsi que la Commission avaient oublié, « *tous aveuglés* », admet-on à Bruxelles, par l'idée que le SME était devenu, grâce à la perspective de l'UEM, un système de parités quasiment fixes.

La dépréciation de 18 % de la livre et de davantage encore de la lire, les ajustements de la peseta, de l'escudo et de la punt irlandaise, opérés, ceux-là, dans les règles, ne facilitent évidemment pas la stabilité au sein du mécanisme de changes. « *Le SME va tenir, car le marché a compris que la Bundesbank ne prendra pas la responsabilité de ne pas faire ce qui est nécessaire pour le sauver, qu'elle est prête à baisser ses taux pour défendre le dernier carré* », estime néanmoins un haut fonctionnaire de la Commission.

Surenchères sur l'agriculture

Après le « *black wednesday* » de septembre, la classe politique et la presse britanniques ont observé avec délectation les difficultés du SME, prêtes à l'enterrer au moindre accroc. A Paris comme à Bruxelles cependant, on veut considérer que « *Douglas Hurd, la majorité de l'administration, du monde des affaires, de la City, sont en faveur de l'UEM et du retour dans le SME* ».

Le redémarrage vers l'UEM, apparemment possible, sera évidemment facilité si le couple franco-allemand reste uni. Cela semble être une préoccupation de l'actuelle opposition, et il faut s'en féliciter. Mais les affaires agricoles et commerciales, le talon d'Achille *de la France dans l'actuel débat* européen, ne risquent-elles pas de porter un préjudice grave à cette coopération ?

Les difficultés actuelles ont pris naissance dans la réforme de la politique agricole commune (PAC), une opération indispensable, plutôt bien adaptée aux besoins de l'agriculture française, mais qui a pris les dirigeants professionnels à contre-pied si bien que, même convaincus de son bien-fondé, ils n'ont pas su, ou pas osé, la « vendre » à leurs troupes.

L'inconnue américaine

L'amertume des paysans a tourné à la colère, lorsqu'ils ont éprouvé le sentiment qu'avec le préaccord conclu en novembre 1992 à Washington entre la Commission et les Etats-Unis, il leur faudrait payer une seconde fois. Depuis, la France menace d'y opposer son veto, refusant même son volet le plus raisonnable (l'arrangement sur la limitation de la production d'oléagineux dans la CEE). La surenchère du gouvernement répond à celle de l'opposition. « *On est à l'âge de la pierre, ils sont allumés comme de l'amadou, aucun ne veut passer pour moins « agricolo » que le voisin. Tous sont en train de s'auto-bloquer alors que l'accord, sans être très bon, est bien moins mauvais qu'on le dit* », constate, désolé, un diplomate parisien.

L'affaire est plus grave qu'on ne le pense souvent en France. En témoignent les déclarations exaspérées de M. Klaus Kinkel, ministre des affaires étrangères allemand, expliquant que son pays avait suivi la France « *jusqu'à l'abnégation* » et n'irait pas au-delà. La Commission de Bruxelles, comme inhibée, ne fait pas grand-chose pour calmer le jeu : on s'étonne que M. Delors n'ait pas trouvé le courage de dire publiquement qu'une menace de veto à l'arrangement sur les oléagineux était chose peu sérieuse. Comment *le prochain gouvernement pourra-t-il* sortir de cette nasse ?

La réponse dépend en partie de la façon dont va s'organiser le débat commercial avec les Etats-Unis. *Si la nouvelle administration* fait preuve d'agressivité, les cartes devront être rebattues, y compris celles concernant le GATT, et la France, dédouanée, si l'on *ose dire, par l'excès américain*, pourrait retrouver une certaine marge de manœuvre. Mais si le président Clinton cherche le compromis, il faudra, sauf à se résigner à un affrontement avec nos partenaires de la CEE, accepter, moyennant peut-être quelques retouches *mineures, le préaccord* agricole de Washington, et *a fortiori* l'arrangement sur les oléagineux. Certains, à Paris, pensent que ce serait jouable à trois conditions.

1) Parvenir à conclure l'Uruguay Round par un accord global et équilibré. Autrement dit obtenir des Américains sur les dossiers nonagricoles de la négociation des concessions que, jusqu'à présent, ils refusent.

2) S'agissant du préaccord agricole, clarifier le point litigieux (la portée des engagements pris à l'importation) et, en ce qui concerne *les céréales et les oléagineux*, faire accepter par nos partenaires de la CEE que, s'il faut réduire la production au-delà de ce que prévoit la réforme de la PAC, on ne le fera pas en imposant un gel des terres supplémentaires, mais par d'autres moyens moins pénalisants pour les intérêts français, telle la baisse des prix.

3) Elaborer une réforme du fonctionnement du GATT garantissant plus de professionnalité et d'impartialité, combinée à l'engagement par les Etats-Unis de ne plus faire usage de mesures de défense commerciale unilatérales.

Maîtriser la difficulté agricole et commerciale pour consolider l'UEM, étayer le marché unique par un minimum d'actions sur les terrains social et industriel, relancer la dynamique de la politique étrangère et de sécurité commune : telles sont les tâches les plus urgentes qui s'imposent au futur gouvernement.

En attendant d'accélérer la négociation, inéluctable, sur l'organisation de la Communauté élargie et le degré d'intégration souhaitable, d'où devrait sortir le profil de *la future Union européenne.*

PHILIPPE LEMAITRE

M. Daniel Bernard nommé ambassadeur à La Haye

M. Daniel Bernard, porte-parole du quai d'Orsay et directeur du cabinet de M. Roland Dumas, a été nommé ambassadeur de France *à La Haye, a annoncé mardi* 16 mars le Quai d'Orsay.

M. Daniel Bernard a transformé le service de presse et d'information du ministère, dont il a pris la tête en mai 1990, en en faisant une direction à part entière et en le dotant d'une réelle fonction de communication qui rompait avec *la tradition. En février 1992*, il avait succédé comme directeur du cabinet du ministre à M. Bernard Kessedjian, contraint de démissionner à la suite de l'affaire *Habache.*

[Né en 1941, diplômé de l'Ecole nationale d'administration, M. Daniel Bernard a été en poste à Dublin (1967-1971) et à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1977-1981). Il a *ensuite été conseiller technique* au cabinet de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (1982-1983), puis conseiller diplomatique de M. Laurent Fabius à Matignon (1984-1986) et à l'Assemblée nationale (1988-1990). Il est porte parole du Quai d'Orsay depuis mai 1990 et directeur du cabinet du ministre depuis février 1992.]

PROCHE-ORIENT

Pour la première fois depuis quatre ans

Téhéran a lancé un raid aérien contre les Kurdes iraniens dans le nord de l'Irak

Le Quai d'Orsay a indiqué, mardi 16 mars, que l'ambassadeur de France à Téhéran a été chargé d'exprimer aux autorités iraniennes la « préoccupation » de Paris après un raid de l'aviation iranienne contre des Kurdes dans le nord de l'Irak.

Six avions iraniens ont bombardé, samedi 13 mars, le siège du quartier général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), en territoire irakien, ainsi que des villages alentours et un hôpital tenu par Médecins du monde et Aide médicale internationale, indique le PDKI.

Cette attaque est la première du genre depuis 1988, date à laquelle le PDKI avait installé ses instances dirigeantes dans le Kurdistan irakien, tout près de la frontière iranienne; mais surtout, c'est la première fois qu'un tel bombardement – suivi de pilonnages à l'artillerie qui ont duré quatre heures – a lieu depuis la création d'une zone de protection des Kurdes irakiens au nord du 36e parallèle, nous a déclaré le représentant du PDKI pour l'Europe, M. Kamal Davoudi.

Dans un communiqué, Aide médicale internationale et Médecins du monde ont indiqué que de nombreux civils kurdes irakiens et iraniens habitant dans la région prise pour cible ont été tués ou blessés lors de l'attaque. Les équipes médicales n'ont pas été touchées, mais ont dû fuir la zone devant l'importance des bombardements.

L'agence iranienne IRNA s'est bornée à annoncer, le jour même, sans autre précision, que les forces iraniennes avaient repoussé et donné la chasse à des « *éléments contre-révolutionnaires venus d'Irak, qui s'étaient infiltrés* » dans la partie nord-ouest de l'Iran. L'objectif de Téhéran, estime M. Davoudi, est de tester la réaction de la coalition occidentale qui assure la protection du Kurdistan irakien. Washington a déclaré, lundi, qu'il « *étudiait* » la question de savoir s'il y a eu violation ou non de la zone sous contrôle allié au Kurdistan irakien. Aussi, le PDKI adressera-t-il un message à ce sujet au secrétaire général de l'ONU, *ainsi qu'au président* Mitterrand et à M. Pierre Mauroy, en sa qualité de président de l'Internationale socialiste à laquelle le PDKI participe en tant qu'observateur, ajoute-t-il.

Zizanies

C'était, du reste, en marge des travaux de l'Internationale socialiste, à Berlin, que quatre dirigeants de ce même PDKI, le plus important mouvement d'opposition kurde iranien, avaient été assassinés dans l'arrière-salle d'un restaurant au mois de septembre dernier (*le Monde* du 19 septembre). L'une des victimes, M. Sadiq Sherefkendi, secrétaire général du parti, avait succédé à Abdul Rahman Ghassemlou, lui-même assassiné au mois de juillet 1989 en Autriche. Le PDKI avait accusé l'Iran d'être le commanditaire de ces assassinats, mais Téhéran a réfuté ces accusations. Au mois de décembre, l'hebdomadaire allemand *Stern* affirmait que deux diplomates iraniens en poste en Allemagne étaient impliqués dans les assassinats de Berlin.

M. Davoudi n'exclut pas que les bombardements iraniens soient l'une des conséquences de la coordination qui s'est établie entre la Syrie, l'Iran et la Turquie, à propos du Kurdistan d'Irak, dont l'autonomie, sous la protection occidentale, inquiète les dirigeants de ces trois pays à fortes « minorités » kurdes. Les ministres des affaires étrangères des trois pays ont déjà tenu deux réunions à ce sujet à Ankara et à Damas.

Le responsable kurde admet aussi que l'offensive de l'aviation et des blindés turcs contre les extrémistes du PKK dans le Kurdistan irakien, en novembre dernier, a pu servir d'« exemple », dans la mesure où elle a permis d'affaiblir considérablement le PKK. L'attaque iranienne ne manquera pas non plus de créer des *zizanies entre les Kurdes irakiens* et leurs « hôtes » iraniens qui pourraient être invités, comme le PKK de Turquie, à réduire leur présence dans le nord de l'Irak.

MOUNA NAÏM

□ **Opération des troupes de Bagdad au Kurdistan irakien.** – Dans un message au secrétaire général des Nations unies, les dirigeants des deux principaux partis kurdes irakiens, *MM. Jalal Talabani et Massoud Barzani*, viennent de protester contre le massacre, vendredi 12 mars, de trente civils kurdes dans le village d'Awina, à l'ouest d'Erbil. MM. Talabani et Barzani accusent de ce raid des soldats irakiens *et des hommes de la tribu* Lahib, inféodée au gouvernement de Bagdad.

□ **Assassinat à Rome d'un opposant iranien.** – *Deux hommes* ont assassiné, mardi 16 mars, à Rome, M. Mohamed Hossein Naghdi, l'un des représentants les plus actifs, en Europe, *du Conseil national* de la résistance iranienne (CNRI), principal mouvement d'opposition au régime islamique (*le Monde* du 17 mars). Ce crime a aussitôt été attribué par les uns au pouvoir en place à Téhéran, et par les autres à *un règlement de comptes* au sein du CNRI. M. Naghdi, ancien ambassadeur iranien en Italie, était passé à l'opposition en *1982. Il* menait campagne pour que le gouvernement de Rome soutienne le CNRI, et avait récemment dénoncé les violations des droits de l'homme dans son pays. – *(AFP.)*

ÉGYPTE : après l'explosion d'une bombe au Caire

Deux policiers ont été tués à Assiout lors d'affrontements avec des islamistes

Deux policiers ont été tués et neuf autres blessés lors d'affrontements avec des *intégristes musulmans*, dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 mars, à Assiout, en *Haute-Egypte. Les* incidents ont commencé lorsque les forces de l'ordre ont lancé des opérations de ratissage dans différents quartiers de la ville, considérée comme un bastion des fondamentalistes musulmans.

La situation restait très tendue, *mercredi* matin, à Assiout. Les forces de l'ordre se sont déployées dans les rues de la ville. Des tirs intermittents continuaient tandis que les intégristes s'étaient retranchés dans plusieurs immeubles.

La veille, en plein centre du Caire, avait eu lieu un attentat à la bombe, revendiqué par la Djamaa Islamiya. La charge de TNT, qui a *explosé sans faire de victime*, avait été placée sous un car de tourisme vide, en stationnement devant le Musée archéologique, place al-Tahrir. Ce site, fréquenté chaque jour par *des milliers de touristes*, compte pourtant parmi les plus surveillés de la capitale. La police a renforcé le nombre de ses policiers en civil, *moins susceptibles d'inquiéter* par leur présence les visiteurs étrangers. C'est sur cette même place qu'une bombe avait récemment explosé *dans un café, tuant trois personnes*, dont deux touristes.

Avant de reconnaître qu'il s'agissait d'un attentat, la police avait affirmé que les dégâts étaient dus à « *une explosion des freins de l'autobus* ». A une journaliste qui lui faisait remarquer que des freins ne pouvaient pas exploser, un officier a rétorqué : « *Pourquoi pas? Tout est possible si Allah le veut* »... – *(AFP.)*

Israël : les violences s'aggravent dans les territoires occupés

Suite de la première page

Ailleurs, dans la bande de Gaza, ces violences ont fait une dizaine d'autres victimes. Près de Khan-Younis, une jeune Palestinienne de vingt-quatre ans a *été* grièvement blessée à la tête par des pierres, lancées par des colons juifs.

D'après les agences de presse, le *mardi 16 mars aura été la journée* la plus sanglante dans les territoires depuis le début de l'année. *La veille au soir, le cadavre d'un* Palestinien – Ahmed Aïsheh, vingt-quatre ans – avait été retrouvé près de Tulkarem, en Cisjordanie occupée. Selon la police, il aurait été tué par des colons, après la mort de deux d'entre eux, apparemment écrasés par un véhicule palestinien.

Lourd bilan : en deux semaines, *six Israéliens ont été tués* par des Palestiniens et une douzaine, blessés à l'arme blanche. Le sentiment *d'insécurité est si vif en Israël que* plus de 82 % des treize mille citoyens, interrogés, mardi, par la *télévision, demandent que soit* dorénavant appliquée la peine de mort aux coupables de meurtres terroristes.

Inquiétude aussi sur la plateau du Golan : un rassemblement de plusieurs milliers de *Druzes* en colère y a eu lieu, mardi. Les Druzes, qui sont plus de quinze mille dans ce territoire conquis sur la Syrie en 1967, ont décrété une grève générale pour dénoncer la tentative de meurtre commise, lundi, contre l'un des leurs, par un colon déséquilibré qui, selon la police, avait pris la victime pour un « *terroriste* ».

Pour la première fois depuis l'annexion du plateau du Golan par Israël, des Druzes israéliens se sont solidarisés avec leurs coreligionnaires. Certains ont entonné des chants nationalistes syriens. D'autres, le visage masqué par des keffiehs rouges, ont brandi le drapeau de la Syrie et *réclamé* le retour du Golan sous la souveraineté de Damas.

Le sort des expulsés

La police avait reçu ordre de se tenir à l'écart. M. Rabin, qui refuse de dire publiquement si ses soldats se retireront partiellement ou en totalité du Golan tant que la Syrie n'aura pas défini avec exactitude le genre *de paix qu'elle* propose en échange, a obtenu, du président Bill Clinton, les garanties militaires qu'il *souhaitait avant de négocier* plus avant avec le régime du président Assad.

En tout état de cause, une partie croissante des trois mille cinq cents colons juifs du Golan n'entendent pas abandonner leurs exploitations. Aux violences de lundi, au Golan et à Jérusalem, a succédé, le lendemain, un calme précaire, des organisations d'extrême droite appelant à de nouvelles manifestations contre « *le gouvernement de traîtres* », dirigé par M. Rabin. Dans ce climat surchauffé, le ton très amical de la rencontre, à Washington, *entre M. Clinton et M. Rabin* a plongé les Palestiniens dans un profond désarroi.

Tandis que les extrémistes de tous bords se rendent progressivement maîtres du terrain, les personnalités modérées, chargées par l'OLP de négocier avec l'Etat juif ont, à tort ou à raison, l'impression d'avoir été abandonnées à leur triste sort par la nouvelle administration américaine.

Plus que les accords stratégiques signés, sans surprise, *entre* les Etats-Unis et Israël, c'est l'absence totale de toute référence au sort des *Palestiniens expulsés* par Israël qui inquiète les négociateurs. « *Il ne suffit pas, comme l'a fait M. Clinton, de souhaiter notre retour à la table des négociations*, a souligné Mme Hanane Ashraoui, porte-parole des négociateurs ; *il faut lever les obstacles.* »

Apparemment soutenus par une forte majorité des résidents des territoires occupés – 83,7 %, selon un sondage, *réalisé*, la semaine dernière, par un institut de communication palestinien, – les négociateurs refusent de reprendre les discussions, le 20 avril *prochain*, comme Washington les y invite, tant que la question des expulsés *n'aura pas été réglée*. Or c'est avec l'apparent assentiment de la Maison Blanche que M. Rabin refuse de rapatrier les trois cent quatre-vingt-seize bannis et de s'engager à renoncer à ce genre de mesures. Ainsi la violence retarde-t-elle la *remise en route du processus de* paix.

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

SOMALIE : ouverture de la Conférence de réconciliation nationale

Les divergences entre factions demeurent très vives

Annoncée comme « *la Conférence de réconciliation nationale* », la réunion qui s'est ouverte lundi 15 mars à Addis-Abeba *n'est déjà plus présentée* par l'ONU que comme une « *première session* » des pourparlers nécessaires à une éventuelle et véritable « *réconciliation* ». « *Nous ne voulons pas placer la barre trop haut* », a expliqué M. Farouk Mawlawi, le porte-parole de l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM).

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Près de trois cents personnes ont été invitées par l'ONU, soucieuse de voir participer l'éventail de la société *somalienne le plus large possible.* Cette « tour de Babel » donne en retour une impression de confusion. Il semble, certes, qu'au sein des seize factions représentées se dégage un *consensus* sur *l'importance de la* mise en place d'administrations régionales (encore faudra-t-il fixer le nombre de régions qui, de huit sous l'ancien régime, est passé à dix-huit – une par clan). Mais les avis divergent sur l'échéance de l'étape suivante : la création d'une autorité centrale.

Le camp du général Mohamed Farah Aïdid estime qu'il est trop tôt pour parler d'un gouvernement national. Le Front démocratique de salut de la Somalie (*FDSS*), par la voix de son président, M. Mohamed Abshir Moussa, suggère que les responsables des *régions choisissent* des représentants qui formeront une commission consultative nationale, sorte de Parlement *dont* serait issue, à terme, une administration centrale de transition.

Il est difficile, dans l'immédiat, d'imaginer comment chaque clan pourra mettre en place une autorité, *alors que les alliances claniques* se font et se défont au fil des semaines et que la plupart des chefs de guerre ont conservé leur pouvoir. *Il* y a, bien sûr, l'exemple du FDSS qui, dans sa région du Nord-Est, a su installer une administration régionale, préserver la paix et éviter la famine. *L'*exemple n'est pas unique, mais personne ne s'avance à le généraliser, tant les rivalités pour le pouvoir restent vives, *jusque* dans les couloirs de la conférence.

Cet imbroglio rend les observateurs perplexes. « *Tout se passe comme si l'on voulait nous faire croire à un consensus alors qu'il n'y en a pas* », confie un diplomate européen. Pour lui, les participants tentent de faire bonne figure après les avertissements lancés à la séance inaugurale par les parrains de la conférence. « *Il faut montrer votre volonté de faire la paix*, leur a dit M. *Salim Ahmed Salim*, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), *car la patience de la communauté internationale n'est pas infinie.* »

La conférence humanitaire de la semaine dernière s'est conclue par un programme d'aide à la *Somalie* d'un montant de 142 millions de dollars pour neuf mois. « *Cette mobilisation des donateurs ne sera pas éternelle*, a rappelé M. Abshir, *il est urgent d'arrêter de nous battre et de nous consacrer à la restauration de la nation somalienne.* » Mais, mardi, on apprenait à Addis-Abeba que le général Morgan avait finalement repoussé les forces de son ennemi, le colonel Omar Jess, hors de Kisimayo (le grand port du Sud où il avait infiltré ses partisans il y a deux semaines).

Ainsi, mercredi, le camp du général Aïdid a-t-il suspendu sa participation à la conférence en demandant que celle-ci « *considère unanimement comme un bandit* » le général Morgan, gendre de l'ancien président Syaad Barre.

Et des rumeurs non confirmées faisaient aussi état d'une reprise des combats dans le centre du pays, près de la ville de Galkayo. Autant d'informations qui renforcent le camp des sceptiques.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : après l'assassinat d'un ancien ministre

Un membre du gouvernement a été blessé dans un attentat

ALGER

de notre correspondant

L'assassinat de Djilalli Lyabès, ancien ministre des universités, tué *par balles, mardi 16 mars, dans la* banlieue algéroise (*le Monde* du 17 mars), a suscité une vive émotion doublée d'inquiétude, non seulement au sein du monde universitaire et intellectuel, mais aussi dans l'ensemble de la société civile, jusqu'alors relativement *épargnée*. Celle-ci s'aperçoit brusquement qu'elle peut être, elle aussi, la victime *de cette violence politique* qu'elle avait plutôt tendance à banaliser, voire à occulter.

Au cours de la même journée de mardi, M. Tahar *Hamdi*, ministre du travail et des affaires sociales, a été légèrement blessé dans un autre attentat, a fait savoir un communiqué *du gouvernement, sans donner* plus de précisions. En visant deux personnalités gouvernementales, les « *terroristes* » semblent indiquer qu'ils ne s'attaqueront plus désormais aux seules forces de l'ordre, *comme c'était le plus souvent* le cas depuis quatorze mois, mais qu'ils prendront désormais pour cibles les cadres du pays, qu'ils fassent ou non profession de laïcité ou simplement de modernisme.

Le Haut Comité d'Etat (HCE) a dénoncé « *ce plan criminel exécuté par une force traîtresse à la solde d'intérêts stratégiques externes et de forces hostiles, guettant l'Algérie, à tout moment, pour se venger d'elle* ». De son côté, le premier ministre, M. Belaïd Abdesslam, a annoncé que « *de nouvelles mesures contre le terrorisme seront prises par l'Etat pour mettre fin à cette catastrophe* ».

Les attentats de ces derniers jours ne semblent pas fortuits. Les « *groupes armés* » *ont ainsi choisi* de frapper des personnalités de premier plan au moment même où le pouvoir engage une deuxième phase du « *dialogue national* » avec les partis et les associations pour tenter de résoudre la crise politique et institutionnelle que traverse le pays.

Ces discussions, qui ont démarré samedi dernier, continuent sans véritablement soulever l'intérêt de la *population. Le FLN* a *été* le seul grand parti à avoir déjà répondu à l'invitation du HCE. Après avoir entretenu le suspense, le Front des *forces socialistes (FFS)* de M. Aït Ahmed qui avait participé à la première phase des pourparlers au mois de septembre 1992, a déclaré forfait : « *Le dialogue, tel que conçu et tracé par le HCE, ne répond plus aux besoins de la situation*, a-t-il souligné, tout en demandant à *participer directement à l'organisation d'un régime démocratique de transition.* » – *(Intérim.)*

A TRAVERS LE MONDE

POLOGNE

La loi interdisant l'avortement est entrée en vigueur

La nouvelle loi interdisant l'avortement en Pologne, sauf dans les cas de viol, d'inceste, lorsque la vie de la mère est en danger ou *lorsque le fœtus présente des anomalies très graves*, est entrée en vigueur mardi 16 mars.

Cette loi très controversée, car selon les sondages la majorité des *Polonais souhaitaient conserver* la liberté d'avorter, annule la précédente législation de 1956 en vertu *de laquelle l'avortement était* totalement libre. Plusieurs médecins ont averti du danger des avortements clandestins, tandis que les pages des petites annonces des journaux s'ornent désormais de publicités d'agences de voyages *proposant des avortements à l'étranger*. – *(AP, AFP.)*

CORÉE DU NORD

Mise en garde de Pékin et de Moscou à Pyongyang

La Chine, principale alliée de la Corée du Nord, *a mis sa voisine en* garde, mercredi 17 mars, contre les risques d'une aggravation de la *situation dans la péninsule* coréenne, tendue depuis le retrait de Pyongyang du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). « *Nous espérons que toutes les parties concernées créeront les conditions (...) pour promouvoir la diminution de la tension et la stabilité dans la péninsule* » coréenne, a déclaré un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, et « *nous travaillons dans ce but* ». « *C'est une claire mise en demeure, alors qu'il semble maintenant inévitable que l'affaire aboutisse devant le Conseil de sécurité des Nations unies* », a estimé un diplomate occidental, spécialiste des affaires coréennes.

D'autre part, le porte-parole de la *diplomatie russe a estimé mardi* que la décision de la Corée du Nord comportait des « *conséquences imprévisibles* » menaçant la stabilité de la région. Si ce pays reste sourd aux « *appels à la raison* » de la communauté internationale, *la dénonciation* du TNP « *comporte des conséquences négatives très importantes difficiles à prévoir, qui menaceraient la situation dans la région dans son ensemble* », a-t-il ajouté. Chinois et Russes ont été les principaux fournisseurs *de matériel* et de technologies nucléaires au régime du maréchal Kim Il-sung. – *(AFP.)*

TCHAD

« Massacres » de civils dans le Sud

Le président de la Conférence *nationale souveraine* (CNS), M. Adoum Maurice Helbongo, a affirmé, mardi 16 mars, que des « *massacres* » de civils étaient actuellement commis dans tout le sud du Tchad par les troupes du président Idriss Déby. « *Nous avons l'impression qu'il s'agit d'une tentative d'extermination* », a-t-il dit, en se refusant à évaluer le nombre des victimes.

Selon M. Helbongo, de nombreux villages ont été brûlés et 15 000 Tchadiens originaires du Sud se sont réfugiés la semaine *dernière en Centrafrique. Certaines* de ces régions du Sud sont actuellement interdites aux troupes françaises de l'opération « Epervier », a-t-il ajouté. M. Helbongo (*originaire du Sud*) a indiqué qu'il avait proposé l'envoi sur place d'une *commission mixte gouvernement*-CNS, mais qu'il s'était heurté à une « *fin de non-recevoir* » du président Déby. – *(AFP.)*

□ **CAMEROUN : l'opposition appelle au boycottage des produits français.** – L'Union pour le changement, qui regroupe une dizaine de partis d'opposition, a lancé un appel au boycottage des *produits* français, en accusant la France de « *complicité* » avec le régime du président Paul Biya, a-t-on appris mardi 16 mars de source informée. Cette coalition a critiqué la nomination de deux Français à la direction du *Trésor* et de la *compagnie* aérienne nationale, et a appelé à manifester en masse chaque jeudi pour contester la légitimité de M. Biya. – *(AFP.)*

□ **LIBÉRIA : la compagnie américaine Firestone accusée d'aider M. Taylor.** – Les autorités libériennes ont indiqué, mardi 16 mars, qu'au cours d'une visite des installations de la compagnie américaine Firestone, vendredi, le président du gouvernement intérimaire, M. Amos Sawyer, a découvert des documents impliquant cette *société* « *dans la campagne militaire de conquête menée par Taylor au Libéria* ». D'après ces documents, la compagnie a joué « *un rôle important dans la remise à neuf de l'aéroport international de Robertsfield pour faciliter l'importation, par Taylor, d'armes et de matériel de communication* ». – *(AFP.)*

□ **TOGO : timide reprise de l'activité dans les administrations.** – Après quatre mois de grève générale, *plusieurs* centaines de fonctionnaires se sont présentés à leur service, lundi 15 mars, à Lomé, *par crainte d'un licenciement* et dans l'espoir de toucher leurs arriérés de salaires. Trois jours auparavant, le ministre de l'emploi et de la fonction publique, M. *Joachim* Gaba Dovi, avait lancé un ultimatum aux quelque 40 000 fonctionnaires *togolais*, avertissant ceux qui ne reprendraient pas le travail le 15 mars qu'ils seraient considérés comme « *démissionnaires* ». L'activité n'a néanmoins *pas encore* repris, ont admis des responsables ministériels. – *(AFP.)*

POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars

Les comptes de M. Rocard

La démarche de M. Michel Rocard est parfois difficile à suivre. Il est évident que le candidat «naturel» des socialistes à la future élection présidentielle a besoin de temps et qu'à la différence de M. Jacques Chirac, par exemple, il a tout intérêt à ce que la cohabitation qui va s'instaurer entre le chef de l'Etat et la majorité à venir dure suffisamment pour que la droite paie le tribut d'impopularité inhérent à l'exercice *du pouvoir* – voire qu'elle se divise – et pour que la gauche acquière un nouveau visage. Or, en présentant les élections législatives comme une sorte de plébiscite contre M. François Mitterrand, un *«règlement de comptes»* entre les Français et le président de la République (*le Monde* du 17 mars), l'ancien premier ministre semble justifier par avance les pressions qu'une partie de la droite ne manquera pas d'exercer sur M. Mitterrand pour provoquer son départ et précipiter les échéances.

Les réactions aux propos de M. Rocard semblent indiquer qu'il a peut-être commis, en les prononçant, une de ces bourdes qui font les délices de ses adversaires et qui leur permettent de gloser sur son penchant invétéré à «se tirer une balle dans le pied». Mme Martine Aubry, qui n'est pas seulement ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a été l'une des premières à réagir, mardi 16 mars, en se déclarant *«choquée»*. *«Dire que c'est de la faute des autres, dans son camp ou en dehors de son camp, c'est à la fois manquer de courage politique et, surtout, c'est inquiétant sur la façon dont la gauche retrouvera ses marques»*, a déclaré, sur Europe 1, la fille de M. Jacques Delors. Elle a précisé, certes, que si le candidat du PS à l'élection présidentielle est M. Rocard, elle le soutiendra, mais elle a ajouté : *«Quand on est un homme politique, la première chose à faire* [devant un risque d'échec] *est de s'interroger sur sa propre responsabilité, surtout quand on a rempli des fonctions importantes.»*

M. Henri Emmanuelli a confié que la déclaration de M. Rocard l'avait rendu *«un peu triste»*. *«Chercher différents prétextes – le PS ou le président de la République – n'est pas la bonne attitude»* face à la défaite, a expliqué le président de l'Assemblée nationale, à Delle (Territoire de Belfort). M. Pierre Bérégovoy a affirmé que s'il existe des *«interrogations»* entre les Français et M. Mitterrand, elle sont imputables à la *«campagne déchaînée»* contre ce dernier, dont M. Rocard, a-t-il rappelé, a été le premier ministre. Le chef du gouvernement a souligné qu'une majorité de Français *«souhaitent que le président de la République accomplisse son mandat jusqu'à son terme»*. Même M. Charles Pasqua fait la leçon au maire de Conflans-Sainte-Honorine ! M. Rocard, a-t-il dit mardi à Vélizy (Yvelines), *«a été le premier à se jeter par dessus bord, avec son canot de survie, avant que le bateau ne coule»*, attitude qui, selon le président du groupe RPR du Sénat, *«a quand même quelque chose de dérisoire»*, alors que M. Rocard *«a été premier ministre de François Mitterrand pendant trois ans»* et qu'il *«aspire à porter les couleurs de la gauche dans l'élection présidentielle»*. D'une pierre deux coups : candidat au poste de ministre de la défense – qui relève de la «responsabilité partagée» entre le gouvernement et le chef de l'Etat, – le sénateur des Hauts-de-Seine fait une bonne manière à M. Mitterrand et entame, en même temps, la campagne contre le probable candidat de la gauche à l'Elysée, en rendant hommage au *«président, qui voyant que le bateau allait couler, a eu le courage de monter sur le pont et de s'attacher au mât, selon une vieille tradition de la marine»*.

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, est encore pour deux semaines en situation *de responsabilité partagée. Cela explique sans doute* que, bien que rocardien, il ait trouvé des accents proches de ceux de M. Laurent Fabius, la veille, pour *«refuser de commenter»*, mercredi, sur Europe 1, *«une phrase inutile»* et ajouter, quand même, que *«les règlements de compte n'ont strictement aucun intérêt»*. *«L'important*, a-t-il dit, *c'est de savoir faire les comptes.»*

M. Rocard sait les faire, particulièrement lorsqu'il s'agit des intentions de vote dans la septième circonscription des Yvelines, où il est candidat à la députation. C'est peut-être ce qui l'incite, ces temps-ci, à penser tout haut.

PATRICK JARREAU

Un entretien avec M. Charles Pasqua

«Il y a très longtemps qu'on nous annonce l'éclatement du mouvement gaulliste, il n'a jamais éclaté» nous déclare le président du groupe RPR du Sénat

***Dans l'entretien qu'il nous a* accordé, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, conteste les risques d'éclatement du RPR et propose une relance de l'union politique à l'échelle du continent européen.**

«La campagne des législatives a confirmé le clivage né à l'occasion du référendum sur Maastricht entre la direction du RPR et vos propres amis. Ne craignez-vous pas que cette division n'hypothèque la capacité de la nouvelle majorité à gouverner?

– Si de l'extérieur vous pouvez avoir le sentiment que le RPR est divisé, ce n'est pas celui qu'ont les militants, les adhérents et les électeurs. Le débat interne mené au RPR leur a, au contraire, redonné du tonus et du dynamisme. Ils savent très bien que, si nous pouvons être opposés, nous sommes unis sur les buts. Il y a très longtemps qu'on nous annonce l'éclatement du mouvement gaulliste. Il n'a jamais éclaté.

– Vous ne pouvez pas nier l'existence de profondes divergences sur l'Europe.

– Ne confondons pas l'Europe et Maastricht. Tout le monde au RPR est conscient que la grande affaire des dix prochaines années ce doit être la construction de l'Europe et personne au RPR n'a soutenu le traité de Maastricht avec beaucoup de conviction. Personnellement je pense que Maastricht était une erreur parce que la voie de l'union monétaire est la voie la plus difficile. On s'en aperçoit aujourd'hui. En revanche, je suis persuadé que l'union politique de l'ensemble du continent était imaginable immédiatement. J'ai d'ailleurs cru que François Mitterrand allait dans cette direction. S'il l'avait fait, je l'aurais soutenu. C'était la voie de la confédération européenne. On pouvait associer tous les Etats au sein d'une même organisation. Si on l'avait fait, l'ex-Yougoslavie ne serait pas dans la situation qu'elle connaît actuellement, parce que l'Allemagne n'aurait pas pu reconnaître unilatéralement la Slovénie, puis la Croatie, ce qui a entraîné l'éclatement de la fédération yougoslave.

– Vous restez en désaccord avec M. Chirac sur le traité de Maastricht. Alors comment envisagez-vous sa mise en œuvre? A moins que vous ne le considériez comme nul et non avenu?

– Je ne fais pas comme si le traité de Maastricht n'était pas signé. Il a été ratifié par la France. J'en prends acte. Mais je considère que pour le moment il est inapplicable, il est inappliqué et il le restera longtemps. Même s'il était ratifié par tous les pays, les critères de convergence qui ont été définis empêchent sa mise en œuvre.

» Va-t-on attendre que la situation s'améliore pour reprendre la construction européenne? Essayons plutôt d'aller de l'avant. Si nous ne le faisons pas, nous le payerons très cher. Parce que nous voyons bien ce qui se passe dans les pays de l'Est, la montée de l'anarchie en Russie notamment. Le communisme a disparu, la Russie n'est plus notre ennemie, mais si on ne fait rien, à terme, nous risquons d'avoir des affrontements dans l'ancienne Union soviétique. Le rôle de la France devrait être de prendre des initiatives dans ce domaine.

– Quelles pourraient être ces initiatives?

– La relance de l'union politique à l'échelle de tout le continent. Nous devrons nous adresser à tous les pays qui constituent l'Europe, la véritable Europe, et leur dire : «Rencontrons-nous, nous partageons la même culture, nous avons des intérêts communs, voyons comment nous pouvons mettre sur pied une institution qui nous permette d'arrêter en commun les grandes lignes de l'avenir du continent.» Il faut surtout éviter que les pays qui se sont libérés à l'Est ne se trouvent, à un moment ou à un autre, entraînés dans des aventures. Il faut donc leur apporter la preuve d'une certaine solidarité et le cadre approprié.

» Notre intérêt, ce serait d'engager, notamment en faveur de la Russie, un véritable plan Marshall. Car si la situation actuelle continue de se dégrader, si l'anarchie perdure, deux menaces pèsent sur notre avenir : l'une est de voir se déclencher une grande vague migratoire vers l'Europe des Douze; l'autre, à terme, est le retour au pouvoir d'une équipe conservatrice et la perspective d'un affrontement entre la Russie et l'Ukraine.

– La structure que vous souhaitez existe déjà : c'est la CSCE.

– La CSCE peut être l'organisme qui permet de se rencontrer. Mais l'avenir de l'Europe doit d'abord se discuter entre Européens. Il ne s'agit pas d'exclure les Américains, mais c'est d'abord aux Européens de décider de leur avenir, et à personne d'autre. Les Américains ont empêché l'Europe d'être avalée par le système soviétique, tout le monde leur en est reconnaissant, mais l'Amérique défend d'abord ses propres intérêts. Il serait tout à fait logique, compte tenu du désengagement américain, à peu près inévitable à terme, que l'Europe assume davantage ses responsabilités dans le domaine de la défense en allant vers une défense européenne.

– On parle de vous comme d'un possible ministre de la défense.

– J'ignore totalement les responsabilités qui seront les miennes. Je ne suis pas un maniaque des portefeuilles ministériels. Si je suis pressenti pour occuper un poste, je verrai bien.

– Mais la défense est un poste qui implique une certaine «complicité» avec le président de la République.

– Les responsabilités du président dans le domaine de la défense sont en effet reconnues dans la Constitution. Le président de la République me connaît suffisamment, il sait que je suis très ferme quant à mes convictions, il sait aussi que j'ai le sens de l'intérêt général et de celui de la France en particulier.

– Pensez-vous qu'en cas de victoire de l'opposition M. Mitterrand devrait se retirer?

– Si le président de la République, confronté à l'échec de sa majorité, décidait de s'en aller, cela aurait le mérite de clarifier la situation. Ce serait plus conforme à l'esprit des institutions. Mais j'imagine mal qu'il le fasse. Il a dit lui-même qu'il resterait en place. Je ne suis pas sûr qu'il se rende compte du rejet dont il est l'objet.

» Les erreurs commises depuis 1988, c'est bien lui qui les a cautionnées. La réhabilitation de la dépense publique par Rocard, l'augmentation du train de vie de l'Etat, c'est lui qui les a inspirées et, en tous les cas, couvertes. L'erreur qui a consisté à croire que la période d'expansion que nous avons connue de 1986 à 1989 continuerait et que, par conséquent, on pouvait dépenser les excédents de recettes sans s'inquiéter outre mesure, tout cela, qui pèse lourd dans la balance aujourd'hui, lui est imputable.



» S'il ne s'en va pas, il est bien évident qu'il faudra coexister. Les institutions le prévoient, et nous devrons assumer les responsabilités du pouvoir. Le président de la République a déjà indiqué que, d'après lui, il n'y avait pas de domaine réservé. J'ai pris acte avec intérêt de cette déclaration. C'est un grand pas. Dans les deux domaines de la politique étrangère et de la défense, il faudra bien qu'il y ait un minimum de concertation et de coordination. Sur une idée comme la relance de l'union politique, je pense qu'on devrait même être facilement d'accord.

– Sur deux points importants – l'augmentation des impôts et l'indépendance de la Banque de France, – vous êtes en désaccord avec M. Séguin. Cela ne met-il pas en péril votre tandem?

– Ces divergences sont des divergences naturelles. Avec Philippe Séguin, nous avons en commun l'essentiel, c'est-à-dire une certaine conception de la France et la nécessité de sauvegarder son indépendance; mais nous n'avons pas la même formation et donc nous ne pouvons pas avoir tout à fait la même perception des choses. Philippe Séguin a une formation de haut fonctionnaire, moi je viens du secteur privé, je sais par expérience que pour un chef d'entreprise le poids des charges et de la fiscalité est devenu insupportable et qu'on ne peut pas aller plus loin sans risquer une explosion sociale. Dès lors qu'ils auront à la tête du pays un gouvernement dont ils seront convaincus qu'il est composé d'hommes dévoués au bien public et intègres, je suis persuadé qu'on pourra demander un effort aux Français par la voie de l'emprunt, c'est-à-dire du volontariat, et non pas de l'imposition. Quant à l'indépendance de la Banque de France, j'y suis favorable à terme, mais je considère qu'elle ne peut être envisagée tout de suite. Ne soyons pas plus royalistes que le roi.

– Y a-t-il des hommes politiques, à gauche, pour lesquels vous avez de la sympathie?

– J'ai de la sympathie pour Jean-Pierre Chevènement. Il fait passer ses convictions avant son propre intérêt politique. Pierre Bérégovoy, lui aussi, est un homme courageux. Au moins il combat jusqu'au bout pour ses idées quand la plupart des socialistes ont déjà mis sac à terre. Je dirais la même chose du président de la République, qui a le courage de défendre son bilan. En dehors de François Mitterrand et de Pierre Bérégovoy, il n'y a pas grand monde sur le pont.»

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC BOBIN
et THOMAS FERENCZI

PAROLES D'ÉLECTEURS

Françoise, ouvrière indocile

Longtemps Françoise est allée pointer le matin, à 7 h 25. Elle avait l'estomac noué, *«comme un chien qui est mené à la chasse à coups de bâton»*. *«J'avais peur de ce boulot, peur de ne jamais tenir la cadence.»* Quand elle faisait les vestes, la cadence était de *«vingt-six vestes et demie à l'heure»*. Régulièrement des contremaîtres «chronométreurs» venaient derrière elle prendre le temps de fabrication d'une pièce. *«Certains s'arrangeaient pour fermer les yeux, mais, ceux-là, ils n'ont pas duré longtemps.»* Par n'importe quel moyen, *«il fallait y arriver»*. Et quand Françoise était dans les temps, elle touchait sa prime de production, environ 900 F, ce qui portait son salaire mensuel à 4 700 F.

Longtemps Françoise a pris des anxiolytiques, *«et puis des trucs pour se doper»* avant d'aller travailler sur sa chaîne de montage à l'usine de confection Vêtsout, installée dans la petite ville de La Souterraine (Creuse). Elle a vu *«des gens rebelles être immédiatement évincés»*, des femmes qui se sont fait humilier parce qu'elles *n'assuraient pas le rendement* demandé. Elle-même, en vingt ans de carrière d'«ouvrière-mécanicienne», elle s'est fait rappeler plusieurs fois à l'ordre lorsqu'elle faiblissait : *«Eh bien, alors! Vous rasez les pâquerettes, il faudrait voir à mettre un coup de collier»*, lui disait-on.

«Un boulot routinier et avilissant»

Elle se souvient de cette peur de perdre le travail, de ces femmes, souvent seules – veuves ou divorcées, – qui *«ne pouvaient pas faire autrement que d'être soumises»*, de cette concurrence qui a fini par s'établir parmi les ouvrières, *«c'était à celle qui allait bouffer l'autre avec son meilleur rendement»*. Il était interdit de se parler.

Françoise ne sait plus trop comment elle a fait pour tenir. Elle estime ne pas avoir eu de chance lorsqu'elle était placée en bout de chaîne, parce que les vêtements déjà montés *«étaient plus lourds, moins maniables, plus fatigants à travailler»*. Parfois, elle était près d'un haut-parleur qui diffusait la radio. *«On l'entendait très mal, comme un bruit de fond, mais ça suffisait pour s'évader. Physiquement, j'étais là, mentalement, j'ai toujours été ailleurs, il ne fallait surtout pas se rappeler où on était.»* Françoise a vu plusieurs fois des *«filles s'évanouir sur les machines»*, le médecin venait et elles recommençaient : *«On pouvait difficilement se mettre en congé-maladie, on perdait notre prime de production.»*

Le 30 novembre 1992, Françoise a reçu sa lettre recommandée. Françoise se doutait qu'elle ferait partie du lot. *«Je n'étais pas assez docile»*, dit-elle. Dès l'été, elle avait appris que la direction du groupe envisageait de transférer la production de la Creuse en Pologne. *«Ils nous ont expliqué qu'avec notre salaire ils pouvaient payer cinq ouvrières en Pologne.»* Pour Françoise, l'argument était *«clouant»* : *«C'était logique, on ne pouvait plus rien dire. On a réalisé que nous, nous étions déjà exploitées, mais qu'il y avait plus bas dans l'échelle, on le découvrait, c'était impensable.»* Françoise, licenciée comme cent soixante-dix-sept collègues. Seuls cent vingt emplois ont été sauvegardés : *«Le choix que nous avons dû faire a été difficile»*, précise la lettre de la direction de Vêtsout.

Françoise n'est pas nostalgique de son travail : *«Je le détestais, il m'a trop cassée, j'y ai laissé toute ma personnalité et trop longtemps je me suis sentie nulle de m'être accrochée à mes 4 700 F et de ne pas avoir eu le courage de décrocher.»* Mais le licenciement, dit-elle, *«c'est un choc dans une vie»*. Depuis, Françoise se pose avec angoisse la même question : *«Quand on a fait tous les jours un boulot aussi routinier et avilissant, est-ce qu'on est capable, à quarante-deux ans, de faire autre chose?»*

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

La course de René Monory

Le président du Sénat se montre peu, mais n'hésite pas à ferrailler ici et là contre le RPR. Il entend jouer son rôle pendant la cohabitation

M. René Monory est très content. En juin, il donnera le départ des Vingt-Quatre Heures du Mans. Une fameuse course, qui ne lui est pas indifférente. Dans les années 50, elle aurait dû compter parmi ses engagés un petit mécanicien de Loudun. A l'époque, enragé de moteurs, le jeune intrépide qui organisait des baptêmes de l'air sans licence de pilote, comme il l'avoue aujourd'hui, faisait dans le rallye automobile. Il bricolait lui-même ses *«moulins»*, gagnait à l'occasion quelques épreuves, et était prêt à s'engager à Monte-Carlo et à courir les Vingt-Quatre Heures du Mans de 1956, mais le drame survenu un an plus tôt (quatre-vingt-deux morts dans le public à la suite de la sortie de route d'une voiture) devait réfréner ses élans et mettre indirectement un terme prématuré à sa carrière de Fangio de la Vienne.

Quarante ans plus tard, M. Monory (UDF-CDS) contemple de loin les courses à venir. La course des législatives, la course de Matignon et celle de la cohabitation. M. Monory est président du Sénat et il tient à ce que cela se sache. La modestie n'a jamais été chez lui une seconde nature. Depuis que le sénateur de la Vienne a rivé son clou en octobre dernier au président du groupe RPR du palais du Luxembourg, M. Charles Pasqua, l'institution s'est découvert un patron qui bouscule l'administration quand il le peut, et noie le pouvoir des questeurs dans des réunions de bureaux qu'il mène à sa main.

Le président veut faire parler du Sénat. Il en parle lui-même à toute occasion, ce qui fait que l'on parle beaucoup de lui. Mais ce n'est pas fait exprès, c'est la rançon du dévouement dont il fait preuve, en homme de devoir. Tout à sa tâche, M. Monory participe donc, à l'économie, à la campagne des législatives. Si l'on excepte sa Vienne, où il ferraille contre le RPR au nom de la fidélité à Pierre Abelin (*«l'homme qui m'a fabriqué»*), dont il soutient le fils, il se montre peu. Au nom de l'*«amitié»*, on l'a vu à Agen et à Meudon, aux côtés de candidats UDF engagés dans des primaires, toujours contre des RPR, dont l'un des bras droits du président du conseil général des Hauts-de-Seine, mais il ne faut pas y voir une once d'acharnement. *«C'est peut-être du niveau de Pasqua, mais ce n'est pas du mien*, lâche-t-il, *moi, je suis président du Sénat.»*

Lorsqu'il parle, M. Monory ne mêle pas sa voix au concert de l'opposition. Il a d'ailleurs refusé de commenter la nomination de M. Pierre Joxe à la présidence de la Cour des comptes. Il s'est contenté d'indiquer que l'ancien ministre de la défense est à ses yeux *«un homme de valeur»*. Evoque-t-il la cohabitation ? Elle sera *«dramatique»* et *«catastrophique»* pour la France. Ce n'est pas de chance pour ses amis. Il faut dire que c'est un peu de leur faute à eux, puisque ce sont leurs ambitions présidentielles qui empêcheront, *«pour ne pas risquer de déplaire»*, les grandes réformes dont le pays a tant besoin.

Aurait-il un peu de temps, pourrait-il s'extraire un peu du travail de Romain que représente selon lui la restauration du Sénat, abîmé par le dernier mandat de M. Alain Poher, M. Monory prendrait les choses en main, avec des mesures *«de bon sens, de simple bon sens»*. En visite au centre de formation du pôle européen de Longwy, en Meurthe-et-Moselle, voici l'ancien ministre de la cohabitation qui prend la défense de l'éducation nationale, *«que l'on accable un peu trop»*. *«Il faut faire assumer aux entreprises la formation en échange de la prise en charge de leurs charges familiales, cela fera baisser le chômage des jeunes»*, assure-t-il. Il n'en coûtera à l'Etat qu'une trentaine de milliards. Tant pis pour le déficit budgétaire, pourvu qu'ils servent à des investissements intellectuels ! Ajoutez à cette mesure un plan de construction de cent cinquante mille logements, pris en charge par l'Etat et les collectivités locales, voilà l'électrochoc tant attendu, la confiance retrouvée, et les taux d'intérêt en baisse.

Le rêve de l'intérimaire

«Electrochoqué», son auditoire, qui a déjà basculé dans la reprise, bat des mains. M. Monory pousse son avantage, indifférent au débat sur la partage du travail qui n'a *«aucun intérêt dès lors que l'on ne parle pas de diminution des salaires»*. *«Il ne faut pas s'attendre à des miracles*, ajoute-t-il ; *demain, il y aura moins de croissance et donc moins d'argent à distribuer, il faut que le mot bonheur ne soit plus synonyme d'argent et que la société soit en revanche plus généreuse, plus humaine et plus conviviale»*.

Le discours passe et, si on en croit son entourage, le président du Sénat est très demandé. *«A Paris, c'est le grand défilé»*, confirme M. Jean-Dominique Giuliani, son directeur de cabinet. *«Et si vous saviez ce qu'on entend sur Giscard et sur Chirac...»*, ajoute-t-on avec commisération. Heureusement pour les Français, le Sénat est appelé à jouer dans les prochaines semaines un grand rôle. M. Monory le garantit. *«Le premier ministre aura fort à faire avec quatre cents députés qui lui demanderont des gages pour être réélus*, affirme le président, *alors il n'aura pas intérêt à se mettre à dos le Sénat et, pour être tranquille, il nous accordera ce que nous lui demanderons.»*

Officiellement, M. Monory n'est pas concerné par la reine des courses, la présidentielle. Il se contente et se contentera d'être président du Sénat et gardien des institutions. Il faut tout le mauvais esprit de M. André Rossinot (UDF-rad.), qui l'a accueilli quelques heures auparavant dans les splendides salons de l'hôtel de ville de Nancy, pour l'imaginer une seconde en recours de la République, en Pinay du centre. Auparavant, sollicité par les journalistes de la presse régionale, M. Monory avait développé une nouvelle fois son sujet constitutionnel favori : son rang dans l'Etat.

«Contrairement à ce qu'on peut dire ici ou là, je suis bien le deuxième et non pas le troisième personnage de l'Etat, parce que si le président de la République s'en va, c'est moi qui m'installe dans son fauteuil. Il n'y a que cela qui compte.» «S'il faut y aller, j'irai, j'y serai bien obligé, et cela me fera plaisir», avait-il concédé. Evidemment, un tel souci du détail peut paraître suspect.

En 1956, à quelques tours de la fin du marathon mécanique, le speaker des Vingt-Quatre Heures du Mans aurait pu annoncer, en s'étranglant, que grâce à un extraordinaire concours de circonstances, suite à une série impressionnante d'abandons parmi les favoris, après un carambolage monstre et des pannes en chaîne, l'épreuve allait être remportée par un jeune pilote inconnu, mécanicien de son état. Toujours en course grâce à son titre d'intérimaire constitutionnel de la République, M. Monory, soixante-neuf ans, doit en rêver souvent. C'est beau, le sport.

GILLES PARIS

Gironde : l'angoisse de l'« après-Chaban »

BORDEAUX

de notre correspondant

Pour la première fois depuis 1946, une campagne électorale se déroule à Bordeaux en l'absence de M. Jacques Chaban-Delmas, qui se remet à Paris d'une intervention chirurgicale. Une absence d'autant plus marquante que Bordeaux, l'Aquitaine et la Gironde sont fébrilement engagées sur la voie de l'«après-Chaban».

Les relations entre le maire et sa ville n'ont pas toujours été simples. A la Libération, le jeune Chaban-Delmes avait d'abord dû faire face à l'opposition de la petite-bourgeoisie, celle qui avait fourni le gros des troupes d'Adrien Marquet, maire pendant la collaboration. Quant à la grande bourgeoisie des Chartrons, qui lui avait donné les clés de la ville, elle ne considérait qu'avec une certaine morgue ce parvenu issu de la Résistance et de la politique.

Le premier nuage est venu après l'élection présidentielle de 1974. Bordeaux tolère les princes charmants, elle n'aime pas les vaincus. Aux municipales de 1977, Jacques Chaban-Delmas devait réaliser le plus mauvais score de sa carrière, alors que son adversaire Roland Dumas, rejeté par le PS local, avait pourtant effectué sa campagne dans une solitude presque poignante. Puis vint la reconquête. Pour Bordeaux, il fallait passer par Paris. M. Chaban-Delmas réussit à retrouver le perchoir en 1978, puis la présidence de la région en 1983. Il franchit le cap des soixante-dix ans avec une telle aisance qu'il commence à croire qu'il suffit à tout jamais, pour régler les problèmes les plus épineux, d'effectuer trois pirouettes ou de lancer à la cantonade : *«Soyez heureux !»*

On dit pourtant, dans son entourage le plus proche, qu'il consacre de moins en moins de temps à la ville et à la communauté urbaine. Retraités, les quelques fonctionnaires qui ont accompagné sa prise de pouvoir sont toujours aux affaires par cabinets interposés. Leur omnipotence étouffe aussi bien les fonctionnaires que les politiques. Il règne, au palais Rohan, un climat de Cité interdite. Aucun de ses habitants ne se gêne pour le dire. *«Soyez heureux !»*, répète imperturbablement Chaban.

Des coups économiques très durs

La magie cesse de fonctionner quand l'ogre Claude Bez, président du club de football des Girondins, vient dévorer les millions des finances municipales. Puis d'autres fissures apparaissent. Le grand projet d'aménagement de la Bastide, rive droite de la Garonne, part à la dérive. Le maire de Bordeaux doit sortir de sa manche un architecte aménageur, Dominique Perrault, pour remplacer Ricardo Bofill, auteur d'un premier projet mort-né faute d'investisseurs.

La cité mondiale des vins est sauvée à ses débuts par le promoteur Christian Pellerin, et tout juste maintenue en vie par la Générale des eaux. Un projet de pont mobile, indispensable pour le centre-ville, est repoussé *sine die* parce qu'on découvre que son coût serait exorbitant. Les Bordelais découvrent enfin, l'année où Toulouse, la sœur ennemie, inaugure sa première ligne de métro, que leur projet à eux est remis en cause, contesté en ville comme en banlieue, et qu'il ne se concrétisera que dans cinq ans, dans le meilleur des cas.

Malgré des implantations industrielles importantes, comme celle de Norsk Hydro ou Ika Nobel dans la presqu'île d'Ambès, ou encore la bonne santé de l'usine Ford de Blanquefort, des coups économiques très durs sont également portés contre celui qui avait réussi à faire de Bordeaux une métropole d'équilibre. En 1992, c'est l'annonce de la fermeture de l'usine IBM. Effacées, les raffineries de Pauillac et d'Ambès ; oublié, le grand rêve de l'aménagement portuaire du Verdon. Menacées, les usines d'armement et d'aéronautique. Et la gestion municipale n'est pas exempte de critiques, car la politique culturelle bordelaise coûte cher.

Heureusement pour M. Chaban-Delmas, les succès de l'équipe de football, relancée par le lunetier Alain Afflelou, ont fait oublier la mauvaise et tonitruante gestion du président Bez, et le PS de Gironde paraît plus angoissé par les perspectives de l'après-Chaban que par son propre déclin local et national. L'éloignement de Jacques Chaban-Delmas n'a fait que rendre plus évidente la paralysie de son opposition : quand la clef de voûte sera enlevée, c'est tout l'édifice qui va s'écrouler. *«Chaban seul possède le réseau national et international dont la ville a besoin»*, reconnaît aujourd'hui un jeune maire socialiste de la banlieue, l'un de ceux qui dénoncent à l'envi *«le système maffieux mis en place par le maire de Bordeaux et les caciques du Parti socialiste»*.

Seul Jacques Chaban-Delmas possède encore l'autorité nécessaire pour ramener à la raison tous les francs-tireurs d'une communauté urbaine qui n'est plus très à l'aise dans son costume mal retouché par la loi de décentralisation. Un constat dur à avaler pour les socialistes girondins, qui, depuis quarante ans, s'étaient mis à croire que Jacques Chaban-Delmas était immortel, ou en tout cas à faire comme si.

PIERRE CHERRUAU

A la télévision et à la radio

Le programme officiel des interventions

Sur France 2 après le journal de 20 heures, sur France 3 à 14 h 10. – *Mercredi 17 mars* : PS, Lutte ouvrière, UDF, Génération Ecologie, RPR (1 *minute chacun*). *Jeudi 18 mars* : RPR (1 minute), UDF (1), PS (2).

Sur France 2 après l'émission de deuxième partie de soirée, sur France 3 avant le jeu « Questions pour un champion », à 18 h 15. – *Mercredi 17 mars* : Solidarité, écologie, gauche alternative, Parti de la loi naturelle, PS, UDF, RPR (1 minute chacun). *Jeudi 18 mars* : PS (2 minutes), CNI (1), Verts (1).

Sur France 2 après la météo du journal de 13 heures, sur France 3 après la météo du journal Soir 3. – *Mercredi 17 mars* : UDF (4 minutes), Alliance populaire (4,5), PS (6), RPR (5). *Jeudi 18 mars* : PS (4 minutes), Solidarité, écologie, gauche alternative (4,5), Verts (4,5), PC (5,5).

Sur France-Inter avant les informations de 14 heures. – *Mercredi 17 mars* : PS (2 minutes), UDF (2), Verts (1), RPR (1), Parti de la loi naturelle (1). *Jeudi 18 mars* : PS (*2 minutes*), UDF (2), *Génération* Ecologie (1), RPR (1).

Sur France-Inter après le journal de 20 heures. – *Mercredi 17 mars* : UDF (4 minutes), PS (6), RPR (5), Alliance populaire (5). *Jeudi 18 mars* : Lutte ouvrière (5 minutes), Nouveaux Ecologistes (5), PS (6), UDF (4).

□ **Précision.** – M. Yves Bonnet, candidat UPF-UDF dans la Manche, *«dément catégoriquement»* le propos que nous lui avions prêté *«quant à sa prétendue haine de Giscard»* (*le Monde* daté 14-15 mars). *«Cette assertion est non seulement fantaisiste*, explique-t-il, *mais aussi radicalement opposée aux sentiments que je porte à l'endroit du président de ma formation politique, ce qui ne retire rien aux liens d'estime et d'amitié qui me lient à François Léotard et Gérard Longuet.»*

Les candidats du Mouvement des démocrates

Le Mouvement des démocrates, que préside Michel Jobert, présente cinquante et un candidats qui se donnent pour objectifs de *«briser la fatalité du chômage»*, *«combattre l'exclusion»*, *«rendre la démocratie vivante»* et *«dénoncer les carrières électorales»*.

ALSACE
Bas-Rhin. – 9e : Robert Rombourg.
Haut-Rhin. – 2e : Jean-Pierre Kapp ; 4e : Bernard Simon.

AQUITAINE
Gironde. – 3e : Thérèse Georget ; 9e : Fernand Georget.

AUVERGNE
Cantal. – 2e : Marc Petitjean.

BOURGOGNE
Côte-d'Or. – 5e : Christian Mazuer.

BRETAGNE
Côtes-d'Armor. – 4e : Désiré Courières.
Morbihan. – 1re : Hubert Yvon ; 5e : Lucien Le Puil.

CENTRE
Indre. – 2e : Michèle Ballanger ; 3e : Francis Tari.

CORSE
Corse-du-Sud. – 2e : Antoine Mariani.

FRANCHE-COMTÉ
Doubs. – 5e : Patrick Donzelot.

ILE-DE-FRANCE
Paris. – 1re : Roger Casens ; 3e : Gérard Fontaine ; 5e : Jean-Pierre Carrier ; 6e : Anne Ducret ; 7e : Alain Delbecq ; 9e : Charles Fluchon ; 10e : Jean-Luc Bianquis ; 11e : Janine Bosselut ; 14e : Guy Clermont ; 15e : Michel Zanotti ; 16e : Jacques Souillot ; 17e : Jérôme Guérard des Lauriers ; 18e : Barbara Skrzypczak ; 19e : Louis André ; 20e : Denise Ragot.
Essonne. – 10e : Jean-Luc Cinquin.
Hauts-de-Seine. – 5e : Dov Yadan ; 7e : Jacques Wagner ; 8e : André Suchier ; 12e : Alain Grielen.
Val-d'Oise. – 2e : Pierre Rauscher.
Yvelines. – 5e : Francis Chebaut-Capdeville ; 7e : Francis Duhameeuw.

LORRAINE
Meurthe-et-Moselle. – 7e : Pierre Mersch.

NORD-PAS-DE-CALAIS
Nord. – 3e : Richard Mortreu ; 7e : Hubert Caron ; 8e : Françoise Terrier.
Pas-de-Calais. – 2e : Jean-Luc Yacine.

HAUTE-NORMANDIE
Eure. – 4e : Mireille Rault.
Seine-Maritime. – 1re : Juan Vittet ; 5e : Jacques Carrier.

PICARDIE
Somme. – 4e : Jean Kaczmarek

POITOU-CHARENTES
Vienne. – 1re : Régis Roquetanière.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Bouches-du-Rhône. – 5e : Lucien Andréani.

RHÔNE-ALPES
Isère. – 2e : Jérôme Marchal ; 3e : Pierre Servaux ; 5e : Gilles Sabaterie.

▶ **Nous avons publié les listes des candidats RPR-UDF (*le Monde* du 22 janvier), PS-MRG (*le Monde* du 30 janvier), Verts-GE (*le Monde* du 2 février), FN (*le Monde* du 5 février), PCF (*le Monde* du 13 février), CNI (*le Monde* du 25 février), Alliance populaire (*le Monde du 5 mars*), Mouvement des citoyens (*le Monde* du 10 mars), Union écologie et démocratie et extrême gauche (*le Monde* du 13 mars).**





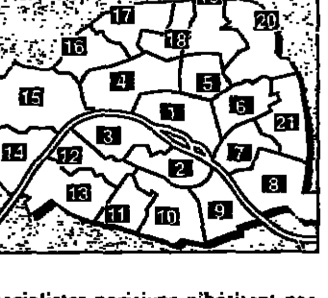
POLITIQUE

des 21 et 28 mars

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Ile-de-France (III) : la droite sans partage à Paris

Les socialistes, qui détiennent aujourd'hui cinq sièges sur vingt et un dans la capitale risquent d'être engloutis par le système Chirac



Après avoir souligné les difficultés du PS et les divisions de la droite dans les départements de la petite et de la grande couronne (*le Monde* des 16 et 17 mars), nous achevons l'examen de la situation en Ile-de-France en mettant en évidence la force du RPR dans la capitale.

Paris sans opposition ! Sans faute pour le maire ! M. Chirac superchelem ! Les qualificatifs et les superlatifs vont peut-être se bousculer, au soir du second tour des élections législatives, dimanche 28 mars, pour saluer ou regretter l'hégémonie chiraquienne dans la capitale. Il y a tout juste vingt ans, aux législatives de 1973, les communistes occupaient sept des trente sièges de députés de Paris. Ils constituaient, à eux seuls, toute l'opposition de gauche. Aujourd'hui, le PCF ne pèse même plus 5 % des voix, selon le résultat des élections régionales de 1992 et de la consultation présidentielle de 1988.

Signe des temps, le Front national a fait, pendant ce temps-là, son émergence dans les quartiers populaires de l'Est et dans les zones résidentielles de l'Ouest parisien. Au point que l'extrême-droite s'est située, aux dernières régionales, loin derrière l'UPF, mais devant les écologistes de MM. Brice Lalonde et Antoine Waechter, qui ne faisaient pas encore cause commune. Privés d'une véritable implantation municipale depuis 1977, les socialistes, quant à eux, n'ont fait qu'une éphémère percée dans la décennie 80. Ils disposent encore de cinq députés, mais leurs chefs de file nationaux – MM. Lionel Jospin, Jack Lang et Paul Quilès – ont préféré déserter le terrain pour aller préserver, en province, leur présence à l'Assemblée nationale.

« Si tout se passe normalement, ils auront zéro élus, confie un membre de la majorité municipale, en parlant des candidats de l'Alliance des Français pour le progrès, c'est-à-dire les socialistes et les radicaux de gauche. *S'il n'en ont qu'un, ce sera Sarre. Le deuxième serait Vaillant, et le troisième Le Guen. Mais cela ne se produira pas. »* Moins péremptoire, M. Jean Tibéri, premier adjoint au maire et responsable de la fédération de Paris du RPR, estime que la bataille de la capitale *« n'est pas gagnée ». « Nous avons l'espoir de faire mieux qu'en 1988, c'est notre objectif mais rien n'est acquis »*, remarquait récemment M. Tibéri, en appelant l'électorat à ne pas se relâcher. Même si le rêve à peine caché de M. Chirac est de faire un carton plein à Paris, son entourage évite le triomphalisme préélectoral.

Pourtant, la situation ne se présente pas trop mal pour le maire de Paris, qui, *sans difficulté*, a imposé des candidatures uniques à droite dans les vingt et une circonscriptions. Un petit tiers, au moins, de ses candidats, devrait passer dès le premier tour : MM. Jean Tiberi (2e circonscription), Gabriel Kaspereit (4e), Edouard Balladur (12e), Georges Mesmin (14e), Gilbert Gantier (15e) et Bernard Pons (16e). Si la vague conservatrice est forte, la proportion de ces « intouchables » pourrait friser la moitié du contingent parisien. Un deuxième tiers est assuré d'être élu au second tour, si l'affaire n'a pas été réglée, pour certains, dès le premier : MM. Claude-Gérard Marcus (5e), Alain Devaquet (7e), Jacques Toubon (10e), Mme Nicole Catala (11e), René Galy-Dejean (13e), Mme Françoise de Panafieu (17e) et M. Alain Juppé (18e). Le dernier lot est constitué des « dauphins » de droite et des « éjectables » de gauche.

A l'occasion de ce renouvellement législatif, M. Chirac voulait pratiquer un vrai renouvellement de génération. Il a ainsi trouvé un « dauphin » à M. Edouard Frédéric-Dupont (3e circonscription) en la personne de M. Michel Roussin, son directeur de cabinet à la mairie de Paris récemment mis en congé, qui hérite d'une circonscription reposante, et un autre à M. Pierre Guillain de Bénouville (8e), M. Jean de Gaulle, petit-fils du général, qui délaisse les Deux-Sèvres pour se rapprocher des centres de décision parisiens.

Opération « new-look »

Il n'y aura donc aucun suspense dans ces quinze circonscriptions, véritables duchés de la « chiraquie », dont les élus fourniront probablement un nombre non négligeable de membres du prochain gouvernement. Dans cette opération « new-look », M. Chirac n'aura rencontré qu'un échec. L'ancien premier ministre a tenté d'imposer, sans succès, son conseiller diplomatique, M. Pierre Lellouche, dans la vingtième circonscription, dont le député est M. Jean-Christophe Cambadélis (PS). Maire du dix-neuvième arrondissement et pétulant octogénaire qui ne doit sa carrière politique qu'à lui-même, M. Jacques Féron a tenu tête à M. Chirac, lui indiquant de vive voix qu'il se présenterait quoi qu'il arrive. Le maire de Paris a préféré éviter un affrontement inutile et incertain dans ce coin de l'Est parisien.

Cette circonscription est l'une des cinq qui échappent encore au système Chirac. Paradoxalement, M. Cambadélis y apparaît comme le challenger alors qu'il est le sortant, ce qui, d'une certaine manière, lui épargne le poids du bilan socialiste. Jouant sur son âge – la moitié de celui de son adversaire de droite, – il fait preuve d'un activisme militant qui, à travers son combat contre le Front national, l'a conduit à se trouver en première ligne, physiquement. Pour l'emporter face à son jeune adversaire qui « municipalise » la campagne, M. Féron, qui bénéficie du soutien du CNI, s'en tient à l'épreuve des préaux. Cependant, M. Cambadélis, tout comme M. Michel Charzat, député (PS) de la vingt et unième circonscription, est en situation difficile, pour ne pas dire plus. Les deux hommes sont chacun opposés à un maire qu'ils avaient battu de seulement un millier de voix, soit 2,5 % des suffrages, il y a cinq ans. Face à M. Didier Bariani, maire (UDF-rad.) du vingtième arrondissement réélu à l'arraché en 1989, M. Charzat risque d'être emporté par une vague qui vaudra plus à M. Chirac lui-même qu'à son propre adversaire local. Les trois autres circonscriptions socialistes sont généralement considérées comme celles qui pourraient donner le plus de fil à retordre aux amis du maire de Paris. Premier secrétaire de la fédération de Paris du PS, M. Jean-Marie Le Guen admet que le combat va être *« très difficile »* car *« il n'y a pas de fiefs de la gauche »* dans la capitale. Si le député (PS) de la neuvième circonscription affirme que *« toutes les caractéristiques de l'électorat écologiste se retrouvent à Paris »*, il se refuse à faire passer par profits et pertes les sièges de ses camarades, et il se félicite du reflux que, selon lui, a enregistré la vague verte dans les sondages. M. Le Guen soutient même que M. Brice Lalonde, candidat de l'Entente écologiste dans la première circonscription (*lire encadré*), est *« plus loin de sa victoire que n'importe quel candidat socialiste »*. Qui pourrait lui reprocher cet optimisme auquel il sait mêler le réalisme ? *« Il ne peut pas être élu sans que certains socialistes sauvent leur siège »*, ajoute M. Le Guen. Il est à craindre, pour lui, que la réciproque aussi ne soit vraie.

La navigation de M. Sarre

Pour se sauver lui-même, M. Le Guen, qui est entré à l'Assemblée nationale à la faveur de la nomination de M. Quilès au gouvernement, devra se défaire de Mme Anne-Marie Couderc (RPR), adjoint au maire de Paris, dont il dit méchamment qu'elle fait preuve d'une présence muette au conseil d'arrondissement dans le treizième. Il n'empêche qu'elle possède un capital de départ de l'ordre de 45 % des voix, si l'on se réfère aux dernières régionales. L'aide pourrait lui venir, involontairement, de deux candidats écologistes issus de la même famille, MM. Jean-Jacques Porchez et François Donzel, qui se livrent à un règlement de comptes plus personnel que politique et qui pourraient lui assurer le bénéfice d'un duel au second tour. S'il y en a un !

Les deux atouts majeurs des socialistes restent donc M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations et député de la dix-neuvième circonscription depuis 1981, ainsi que M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, qui se représente dans son précarré de la sixième circonscription. Député qui, selon ses proches, *« connaît toutes les cages d'escalier d'une circonscription où il habite, ce qui n'est pas le cas de ses principaux adversaires »*, M. Vaillant est un jospiniste carré aux angles arrondis. Malgré tout ce qui a été fait, a-t-il écrit en substance au ministre de l'intérieur, M. Quilès, le problème de la sécurité n'a pas été résolu. Amoureux de la Goutte-d'Or, il lance des allusions à peine voilées contre M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF-rad.), son challenger, en affirmant que *« ce quartier n'a pas besoin d'un cow-boy »*. Si ce dernier l'emporte, il pourra brûler un cierge en remerciement à M. Chirac, qui l'a imposé face à un RPR réticent. Il est du reste étonnant de constater à quel point M. Alain Juppé apprécie le travail municipal de M. Vaillant. Celui-ci sait parfaitement en jouer dans sa propagande électorale.

Alors que le bilan du gouvernement ne représente pas précisément un « plus » pour les candidats socialistes, M. Sarre, lui, peut se targuer des résultats obtenus en matière de sécurité routière grâce à la mise en place du permis à points, une réforme qui avait pourtant pris un très mauvais départ. Peut-il tout autant se vanter de pouvoir bénéficier, de la double investiture du PS et du Mouvement des citoyens de M. Jean-Pierre Chevènement ? D'aucuns jugeront qu'il s'agit là d'une navigation assez curieuse. Certains socialistes parisiens n'hésitent pas à trouver cette situation *« affligeante »*. Ces « bonus » permettront, peut-être, au meilleur chef de file de l'opposition municipale à M. Chirac de récupérer son siège face à Mme Anne Cuillé, directeur adjoint du cabinet du maire de Paris, en congé, qui souffre, face à M. Sarre, d'un manque d'implantation locale travaillée et structurée.

OLIVIER BIFFAUD

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limousin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie, en Poitou-Charentes, en Rhône-Alpes, en Lorraine, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Aquitaine, dans le Nord-Pas-de-Calais, dans les Pays de la Loire, en Midi-Pyrénées, en Franche-Comté, en Picardie et dans les DOM-TOM (*le Monde* des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 24, 26, 27 février, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 13 mars).

□ **Loire-Atlantique : entorse à l'Entente des écologistes.** – Le soutien personnel apporté par M. Antoine Waechter à un candidat dissident de son mouvement, M. Joël Gicquiaud, qui se présente, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), contre le candidat officiel de l'Entente des écologistes, M. Gilles Denigot, a provoqué quelque inquiétude au siège de Génération Ecologie et, plus encore, des remous au sein du collège exécutif des Verts. M. Waechter, dans une lettre au groupe local des Verts de Saint-Nazaire, assurait que la commission nationale d'arbitrage avait abouti, dans cette circonscription, à un *« mauvais accord »*. Mme Dominique Voynet, autre porte-parole des Verts, a aussitôt réagi en déplorant *« que certains aient pris le risque, en présentant des candidatures de division, de troubler encore davantage des électeurs désorientés par les nombreuses candidatures pseudo-écolos qui prolifèrent comme de la mauvaise herbe »*.

M. Lalonde contre la famille Dominati

Une rumeur tenace veut que M. Jacques Dominati, député (UDF-PR) de Paris et maire du troisième arrondissement, soit le parrain d'une des trois filles de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national. Cela est faux. En revanche, M. Le Pen est bien le parrain d'Isabelle, la fille de M. Dominati. Et puisqu'il est question de parrainage, c'est de M. Alain Griotteray, député (UDF-PR) du Val-de-Marne et maire de Charenton-le-Pont, que M. Dominati fils, Laurent, est le filleul. Certains en tireront certainement la conclusion que, dès son départ dans la vie, M. Laurent Dominati ne pouvait éviter la politique. Avec un tel environnement, si l'on peut dire, il était prédestiné.

Au vrai, M. Dominati fils n'a pas commencé à faire de la politique avec cette campagne législative. Conseiller national du Parti républicain, adjoint au maire du deuxième arrondissement, candidat sur la liste de l'opposition aux élections européennes de 1989, il souffre pourtant d'une sorte de « handicap » que ses adversaires, en tout cas, présentent comme tel : il est le fils de son père. M. Brice Lalonde, son principal adversaire dans la première circonscription (1er, 2e, 3e et 4e arrondissement), soutient même que c'est sa candidature à lui qui a permis, au début de la campagne, de révéler que les affiches portant simplement le nom Dominati sans prénom et collées au centre de Paris se rapportaient au fils et non au père.

Un contre-leader crédible

Car voilà qu'après vingt-cinq années de députation entrecoupées de passages au gouvernement, M. Dominati père a décidé de passer la main en faveur de son fils. Certains, qui ne sont pas toujours ses adversaires politiques, voient là une forme de *« népotisme » ou de « transmission héréditaire de la charge »*. De telles appréciations font la joie de ses adversaires. C'est oublier un peu vite que les électeurs auront à en juger.

A la campagne de terrain du candidat local, M. Dominati fils, qui bénéficie de réseaux mis en place de longue main, le candidat national, M. Lalonde, oppose une campagne médiatique, tous azimuts, qui dépasse largement les frontières de la circonscription. Le président de Génération Écologie vise surtout, en menaçant la citadelle chiraquienne, à préparer le terrain de 1995. S'il est battu, il apparaîtra comme le vaincu de M. Chirac plus que comme celui du « clan Dominati » ; s'il ne l'est pas, il sera immédiatement intronisé dans le rôle de chef de l'opposition municipale au maire de Paris, ce qui ne sera pas un luxe dans une ville qui vit sans véritable contre-leader crédible depuis 1977. Paris manque d'une sentinelle, dit-on chez les écologistes. Le problème de M. Lalonde est que son attitude fluctuante, pour ne pas dire désordonnée, à l'égard du « big-bang » rocardien, notamment, a irrité, tant parmi les socialistes que parmi les centristes, dont certains seraient enclins à l'aider dans son entreprise.

M. Dominati fils assure qu'il s'agit là de balivernes, car les élus de la majorité municipale, toutes étiquettes confondues, et des « noms » de l'opposition parlementaire le soutiennent, dit-il, sans faiblir. Sauf le président d'honneur de son parti, M. François Léotard, qui ne tient apparemment pas à s'associer à ce coup de chapeau général. La situation de l'UDF, qui a été consciencieusement réduite à la portion congrue au fil du temps dans la capitale, n'est sans doute pas étrangère à cette discrétion du maire de Fréjus. Il serait bien étonnant, pourtant, que ces broutilles empêchent sérieusement une succession familiale, si bien préparée.

O. B.

SOCIÉTÉ

Les suites de l'affaire Botton

M. Noir s'en prend à son gendre et au RPR

L'affaire Botton domine la fin de la campagne pour les élections législatives qui, dans la 2e circonscription du Rhône, voient s'affronter MM. Michel Noir et Alain Mérieux, soutenu par l'UPF. Alors que ses adversaires affirment ne pas vouloir *« mélanger les genres »* ni se *« livrer à des attaques personnelles »*, le maire-candidat sur lequel pèse la menace d'un réquisitoire supplétif et, à travers lui, une mise en examen (*le Monde* daté 14-15 mars), a réagi dans une lettre à ses électeurs où il met en cause son gendre et le RPR.

LYON

de notre bureau régional

Cinq jours après la publication d'une sorte de projet de « convention de remboursement », rédigé en avril 1989 de la main de M. Noir et visant à mettre un terme à ses relations financières avec son ancien directeur de campagne, Pierre Botton, le maire de Lyon a publié une lettre destinée aux électeurs de la deuxième circonscription du Rhône.

Dans ce texte, il s'en prend à la fois à son gendre et au RPR. *« Mes adversaires savent que ce qui me blesse me rend plus fort ; c'est pourquoi ils ont décidé de m'abattre. Pour y parvenir tous les coups sont bons, même les plus vils »*, écrit le maire de Lyon. Expliquant qu'il n'est pas *« chose aisée de lutter contre les affabulations d'un fou qui a érigé la diffamation et la manipulation en système de défense »*, M. Noir estime que *« l'affaire Botton ne serait jamais devenue politique »* s'il était resté au RPR.

Réaffirmant que *« Pierre Botton n'a pas mis un centime »* dans sa campagne pour les élections municipales de 1989, M. Noir a, par ailleurs, proposé la mise en place d'une commission, composée d'élus et de personnalités choisies par eux, afin d'examiner les financements et les dépenses de chacune des listes alors en compétition.

Refus des socialistes

Les travaux de cette commission, qui pourrait se réunir après le second tour des élections législatives, feraient l'objet, selon la proposition de M. Noir, d'un rapport devant le conseil municipal. *« Nous prend-il pour des benêts ?* a répondu le chef de file des socialistes, M. Gérard Collomb, qui a refusé de participer à cette commission. *M. Noir veut laisser penser que tout le monde est dans le même sac. Mais il est le seul à avoir établi, par écrit, une convention de remboursement avec M. Botton. »*

Dans sa lettre aux électeurs, M. Noir dénonce aussi *« l'acharnement »* du RPR *« qui n'a pas hésité à soutenir Pierre Botton* [contre lui] *en 1991 »*. Faisant allusion à la présence, parmi les cinq avocats assurant la défense de Pierre Botton, de Me Frédérique Pons, M. Noir écrit : *« Ce n'est pas un hasard si l'un des avocats de Pierre Botton n'est autre que la fille du président du groupe RPR à l'Assemblée nationale* [M. Bernard Pons, NDLR], *qui a lui-même été salarié des sociétés de M. Alain Mérieux. »* M. Mérieux, son adversaire (RPR) dans la deuxième circonscription, et M. Pons ont démenti cette dernière affirmation.

R. B. et B. C.

MÉDECINE

Dénonçant une polémique « intolérante et vulgaire »

Le ministre de la santé renonce à devenir professeur associé à l'hôpital Cochin

M. Bernard Kouchner a décidé, mardi 16 mars, de renoncer au poste de professeur associé en médecine humanitaire pour lequel il s'était porté candidat à la faculté de médecine de l'hôpital Cochin. L'annonce de cette possible nomination avait déclenché un début de polémique, le professeur Bernard Debré, lui-même chef de service à l'hôpital Cochin, estimant que *« cette candidature était humiliante pour les autres professeurs »*.

Le docteur Bernard Kouchner ne deviendra pas professeur associé de médecine humanitaire à la faculté de médecine de l'hôpital Cochin (Paris). Bien que travaillant depuis quinze ans dans cet hôpital, l'actuel ministre de la santé et de l'action humanitaire a décidé, mardi 16 mars, de renoncer à un poste pour lequel il s'était porté candidat et qui, le 9 mars dernier, avait fait l'objet d'un vote unanime de la part du comité de gestion de la faculté de médecine de l'hôpital Cochin (Paris). Ce comité avait estimé que Bernard Kouchner était *« le plus à même d'enseigner la médecine humanitaire de par les hautes fonctions qu'il exerce »*.

Ebruitée par *Libération*, cette candidature qui, pour devenir effective, devait encore être avalisée en juin prochain par le conseil national des universités, a immédiatement provoqué un début de polémique. Le premier à réagir fut le professeur Bernard Debré, lui-même chef du service d'urologie à l'hôpital Cochin, député RPR, fils de l'ancien premier ministre M. Michel Debré et petit-fils du grand pédiatre Robert Debré. *« Je trouve inadmissible que l'on nomme professeur un ministre qui s'en va*, déclara mardi 16 mars le professeur Debré sur France Info. *Les titres de professeurs associés sont réservés aux étrangers que l'on veut associer pour leurs connaissances ou leurs recherches fondamentales dans tel ou tel domaine* (1). *Cette candidature est humiliante pour les autres professeurs. Il suffit maintenant d'avoir sa carte du PS pour être nommé professeur. Je ne vois pas pourquoi mes élèves se remettraient à travailler puisqu'il suffit de trouver son poste dans une pochette surprise. »*

« L'hérédité et le talent »

Quelques instants plus tard, au cours d'une conférence de presse qu'il tenait en compagnie de M. Jack Lang, M. Kouchner répliqua qu'il n'y avait eu aucun *« passe-droit ou piston »* dans sa candidature à Cochin. *« Si on ne veut pas de moi, j'irai à* [l'université] *Harvard »* à Boston, ajouta le ministre de la santé. Peu après, le cabinet du ministre de la santé précisa que le poste de Cochin était prévu pour un an, renouvelable une fois, et qu'en outre il s'agissait d'un emploi vacant et qu'il n'était pas pris sur le contingent national de postes à pourvoir.

Dans la soirée, M. Kouchner préféra retirer sa candidature. Dans un communiqué transmis à l'AFP, il précisa : *« Je crois avoir contribué depuis vingt-cinq ans à l'invention de la médecine humanitaire. Je croyais pouvoir en faire bénéficier les étudiants en médecine de l'hôpital où je travaille depuis quinze ans. Je ne solliciterai aucune faveur et aucun passe-droit. Je ne souhaite pas sombrer sous ce prétexte dans une polémique politicienne. Je remercie mes amis de Cochin et je renonce à enseigner en France cette discipline d'avenir. »*

Joint par téléphone mercredi 17 mars, M. Kouchner nous a déclaré qu'il ne voulait pas alimenter cette polémique *« intolérante et vulgaire »*. Rappelant qu'il avait créé en 1975 à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris le premier certificat de médecine et de chirurgie en situation de catastrophe, il nous a indiqué qu'il allait reprendre ses activités de gastro-entérologue et aller *« faire de la médecine humanitaire ailleurs »*. Précisant qu'il avait reçu une proposition de l'université de Californie-Los Angeles (UCLA), et que le Collège de France lui avait demandé de faire trois cours sur le droit d'ingérence humanitaire, M. Kouchner nous a déclaré que, *« contrairement à ce qu'affirme Bernard Debré, je n'ai jamais rien demandé à personne. Je ne confonds pas, moi, l'hérédité et le talent »*.

FRANCK NOUCHI

(1) Contrairement aux déclarations de M. Debré, le statut d'enseignant associé dans l'enseignement supérieur n'est pas réservé à des candidats étrangers. Selon l'article 1 du décret du 20 septembre 1991, *« dans les centres hospitaliers et universitaires, des personnalités françaises et étrangères (...) peuvent être recrutées en qualité de professeur ou de maîtres de conférences associé des universités. Elles exercent leurs fonctions à plein temps ou à mi-temps »*.

IMMIGRATION

Au Puy-en-Velay

Onze skinheads écroués pour avoir agressé des Marocains

Onze skinheads, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, ont été écroués, mardi 16 mars au Puy-en-Velay (Haute-Loire), après leur mise en examen pour violences avec armes, dégradations volontaires et complicité. Originaires de la Haute-Loire et d'Indre-et-Loire, ils sont soupçonnés d'avoir agressé quatre Marocains, dimanche 14 mars dans la soirée, au Puy-en-Velay.

Les victimes, âgées de quarante-cinq à soixante-trois ans, ont eu leur voiture saccagée à coups de nunchaku et de battes de base-ball. Un des Marocains a été plus sérieusement blessé, souffrant d'une fracture du nez et présentant des lésions à un œil, dont on a pu craindre qu'il perde l'usage. Lundi 15 mars, le vice-consul marocain de Lyon et son chargé des affaires sociales se sont rendus au Puy-en-Velay afin d'appeler les membres de la communauté marocaine au calme. Dans la nuit de lundi à mardi, des pierres ont cependant été jetées contre des voitures tandis qu'un engin incendiaire était lancé devant un local du Front national.

Au Havre

Huit Roumains ont vécu dix jours dans un conteneur

Huit jeunes Roumains ont été découverts, mardi 16 mars, après être restés, pendant dix jours, enfermés dans un conteneur sur un quai du port du Havre, d'où ils espéraient partir pour le Canada. Très affaiblis parce qu'ils n'avaient plus de vivres, ils n'ont dû leur salut qu'à des opérations de vérification d'agents consignataires et ont été mis en liberté par la police de l'air et des frontières.

Dans l'attente d'un embarquement, le conteneur dans lequel ils s'étaient cachés avait été, semble-t-il, recouvert par d'autres chargements. Cinq autres Roumains avaient été interpellés au même endroit, la nuit précédente, alors qu'ils tentaient d'embarquer sur un navire de Hongkong en partance pour le Canada.

□ **Les fils de harkis qui campaient devant la préfecture du Gard, à Nîmes, ont été délogés par la police.** – Une vingtaine de fils de harkis qui campaient depuis mardi 16 mars dans une tente installée devant la préfecture du Gard, à Nîmes, afin de protester contre *« le massacre des harkis en Algérie pendant le cessez-le-feu du 19 mars 1962 »* ont été délogés dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 mars par les policiers. Venus de Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), la ville d'où était partie la révolte des harkis en 1991, ils s'étaient installés devant un drapeau français maculé de sang où l'on pouvait lire : *« Français, ne célébrez pas le 19 mars. 150 000 harkis ont été massacrés après cette date. »* Les fils de harkis comptaient rester devant la préfecture jusqu'à la date anniversaire du 19 mars.

□ **Trente-trois grandes villes percevront la dotation de solidarité urbaine en 1993.** – Trente-trois villes de plus de 100 000 habitants se partageront, en 1993, les quelque 258 millions de francs de la dotation de solidarité urbaine (DSU), attribuée aux villes connaissant une situation sociale difficile, annonce l'Association des grandes villes de France. Les nouvelles communes bénéficiaires sont Aix-en-Provence, Dijon, Grenoble et Nancy. Cinq grandes villes contribueront au financement de la DSU : Bordeaux, Boulogne-Billancourt, Grenoble, Paris et Versailles. Enfin, Lyon, Bordeaux, Dunkerque, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Toulouse et Villeurbanne recevront la dotation particulière de solidarité urbaine (DPSU), destinée aux villes qui cessent de percevoir la DSU.

RELIGIONS

Dans un document de sa commission doctrinale

L'épiscopat français rappelle la primauté du rôle du prêtre

Trop de questions se posent aujourd'hui en France sur l'identité du prêtre, de son « ministère ordonné » et de sa relation avec les laïques pour que l'épiscopat reste sans réaction. Sous la forme d'un bref document, son bureau d'études doctrinales vient de réaffirmer une doctrine à la fois traditionnelle et ouverte sur le ministère du prêtre (1).

Au-delà des vagues provoquées par le livre du théologien allemand Drewermann sur les « clercs » (*le Monde* du 4 mars), on assiste à des situations neuves, provoquées notamment par la réduction du clergé. Le personnage du *« curé »* fait place à des *« équipes d'animation pastorale »*, composées de prêtres et de laïques élus, chargées d'animer un secteur territorial beaucoup plus large que la paroisse traditionnelle. C'est aussi le laïque non ordonné, mais formé, qui prépare les familles au baptême ou au mariage, préside les assemblées dominicales sans prêtre (2 800 environ sont régulières) et même des cérémonies de funérailles.

Aussi surgissent des conflits de compétences et de pouvoir entre le prêtre et le laïque. Mais à terme, c'est la nature même du « ministère ordonné » qui est en jeu, comme le souligne le Père Bernard Sesboué dans un article remarqué des *Etudes* (septembre 1992), décrivant les *« dysfonctionnements »* du système. A partir du moment, demande le théologien jésuite, où des laïques assurent *« durablement »* des tâches qui relèvent du ministère du prêtre, faut-il envisager de les ordonner ?

Le document du bureau doctrinal de l'épiscopat admet que *« l'insistance sur le caractère commun du sacerdoce »* est comprise *« de façon parfois ambiguë en termes d'égalité de pouvoir et de similitude de fonctions »*. Il coupe court à toute perspective d'élargissement d'un « ministère ordonné », inspiré par les besoins nés de la diminution du nombre de prêtres, ouvert à des femmes diacres ou à des hommes mariés, autorisant des mandats temporaires pour présider la messe ou administrer des sacrements.

Aussi est-ce une théologie traditionnelle (celle de la Contre-Réforme au concile de Trente et du concile Vatican II) qui est réaffirmée : *« Le ministère ordonné*, précise le texte de l'épiscopat français, *ne saurait être réduit à une fonction d'organisation, d'animation cultuelle des chrétiens, qui appellerait, en cas de nécessité, des suppléances... Il est fondé sur une participation à l'identité primordiale de l'Eglise en tant qu'elle est sacrement de l'Eglise pour le monde. »* A la différence du protestantisme où la conception du ministère (celui du pasteur) est *« fonctionnelle »*, c'est une conception *« sacramentelle »* qui prévaut dans le catholicisme. Le *« pouvoir sacré »* du prêtre n'est pas un *« privilège »* : *« Le ministre n'est pas ordonné pour lui-même, mais pour signifier et communiquer l'appel et le don de Dieu à son Eglise. »*

La note de l'épiscopat n'en rappelle pas moins les délégations de pouvoir aux laïques prévues dans le code de droit canon, ainsi que la pratique récente des *« lettres de mission »* adressées par l'évêque à des laïques, hommes ou femmes. Mais elle ajoute que des formules telles que la délégation à des laïques de la présidence des mariages et des baptêmes, des assemblées dominicales sans prêtre, des charges d'aumônerie ne sauraient remettre en cause la spécificité et le primauté du « ministère ordonné ».

H. T.

(1) *Les Ministres ordonnés dans une Eglise-communion*, Le Cerf, mars 1993, 64 pages, 29 F.

NUCLÉAIRE

□ **Déchets radioactifs : mise en place de la mission de médiation.** – La mission de médiation sur l'implantation des laboratoires souterrains destinés à préparer l'entreposage des déchets radioactifs à haute et longue activité vient de franchir une nouvelle étape. Son responsable, M. Christian Bataille, député (PS) du Nord, auteur d'un important rapport sur le sujet, vient de s'adjoindre les services de l'ancien préfet de la région des Pays de la Loire, M. Jacques Monestier, pour animer la petite équipe de la mission. L'objectif est d'élaborer en concertation avec les collectivités locales des projets pour deux laboratoires souterrains d'environ 1,5 milliard de francs chacun, auxquels elles seraient susceptibles d'adhérer.

Deuxième démission d'un évêque néerlandais depuis le début de l'année

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, le pape a dû accepter, samedi 13 mars, la démission d'un évêque néerlandais, Mgr Ronald Bar, soixante-quatre ans. Evêque de Rotterdam depuis dix ans, Mgr Bar a invoqué la pression psychologique des obligations épiscopales. Cette démission suit de six semaines celle de Mgr Gijsen, de l'évêché de Roermond (*le Monde* du 29 janvier).

Mais autant Mgr Gijssen passait pour le plus intransigeant des évêques néerlandais, autant Mgr Bar était considéré comme le plus ouvert. Il a été éduqué au sein d'une famille réformée et, converti au catholicisme en 1954, il est toujours apparu comme un homme de dialogue. Ses propos ne manquaient pas d'audace. En novembre 1992, il avait évoqué l'éventuelle nécessité d'ouvrir la prêtrise aux hommes mariés et, dans une Eglise divisée, il était le seul évêque, avec celui de Breda, Mgr Ernst, à n'avoir pas coupé les ponts avec les mouvements de catholiques critiques. – *(Corresp.)*

□ **Mort de sœur Jeanne d'Arc, traductrice de la Bible.** – Jeanne de Chevigny, sœur Jeanne d'Arc en religion, est décédée le 16 mars à Coubon (Haute-Loire), à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Dominicaine des Tourelles, elle était traductrice de la Bible et exégète. Elle a notamment publié aux Belles-Lettres et chez Desclée de Brouwer la première édition grec-français des Evangiles. Son dernier ouvrage, *Mort, immortalité, résurrection*, vient de sortir également chez DDB.

□ ***L'ACAT* favorable à *« l'abolition absolue de la peine de mort »*.** – L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) s'est prononcée, dimanche 14 mars à Saint-Etienne, lors de son assemblée annuelle, pour *« l'abolition absolue de la peine de mort »*. Les 400 délégués de cette association d'environ 15 000 protestants, catholiques et orthodoxes vont solliciter une audience auprès du pape. Ils reprochent au nouveau catéchisme romain de n'avoir pas écarté, pour certains cas, le principe de la peine de mort (*le Monde* du 18 novembre 1992).

Adoptant un ensemble de mesures communes à leurs deux ministères

MM. Kouchner et Lang ouvrent aux infirmières une voie d'accès aux études médicales

Au cours d'une conférence de presse commune, mardi 16 mars, MM. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, et Bernard Kouchner, ministre de la santé, ont présenté des mesures touchant à la formation des professions paramédicales, à la prévention du sida et à l'élévation de la transfusion sanguine au rang de discipline hospitalo-universitaire.

● **La formation des professions paramédicales.** – Certains diplômés appartenant aux professions paramédicales (1) disposent déjà d'une équivalence avec la licence de « sciences sanitaires et sociales » du secteur sciences, ainsi qu'avec la licence de « sciences de l'éducation » du secteur sciences humaines et sociales. M. Kouchner a annoncé que ces titulaires, à condition d'avoir exercé pendant deux ans, auraient droit à un contingent de places d'admission en deuxième année d'études médicales, égal au maximum à 3 % du *numerus clausus*.

« Il ne s'agit pas de places prises sur le nombre de postes ouverts, a précisé le ministre de la santé, *mais d'une augmentation des places ouvertes au concours de fin de première année de médecine. »* Les intéressés bénéficieront d'un concours particulier. Le principe de cette voie réservée aux professions paramédicales a été approuvé par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) du 15 mars. Un arrêté signé par le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé devrait être publié pour rendre officielle cette nouvelle mesure.

● **La prévention contre le sida dans le primaire.** – Les ministres de la santé et de l'éducation ont signé une convention avec l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), qui la charge d'accompagner la politique d'installation des distributeurs de préservatifs dans les lycées. Environ cinq cents distributeurs seraient déjà en place. L'accord prévoit le lancement d'une réflexion sur la prévention du sida à l'école élémentaire. La direction des écoles, celle des collèges et des lycées chercheront à définir les types d'actions susceptibles d'être menées dès l'école primaire. *« Cette initiative suscitera peut-être des réticences, tout comme l'an dernier l'annonce de l'installation de distributeurs de préservatifs dans les lycées*, a déclaré M. Lang. *Mais dans ce domaine, mieux vaut faire face à la polémique qu'à la pusillanimité ou l'indifférence. »*

● **La transfusion sanguine, discipline hospitalo-universitaire.** – MM. Lang et Kouchner ont enfin reconnu l'intérêt des conclusions du rapport « Enseignement-formation-recrutement en transfusion sanguine », rédigé par le professeur Jacques Ruffié (*le Monde* du 16 mars). La transfusion sanguine devient une discipline hospitalo-universitaire à part entière, identifiée par une sous-section du Conseil national des universités. Des troisièmes cycles devraient être créés dans ce secteur afin de compléter la formation.

M. A.

(1) Diplômes d'Etat de sage-femme, d'infirmier, d'ergothérapeute, de masseur-kinésithérapeute, de psychomotricien, de pédicure-podologue, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de technicien supérieur en imagerie médicale et radiologie thérapeutique ; certificats de capacité d'orthophoniste, d'orthoptiste.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 17 mars 1993 :

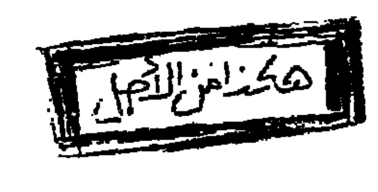
DES DÉCRETS

– n° 93-347 du 15 mars 1993 modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale (3e partie : Décrets, livre V) ;

– n° 93-351 du 15 mars 1993 relatif aux plans d'exposition aux risques naturels prévisibles ;

– n° 93-353 du 15 mars 1993 destiné à l'application de l'article 13 de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament.





19

SOCIÉTÉ

Signé entre l'éducation nationale, les éditeurs et les auteurs

Un accord contre le « photocopillage » dans les collèges, les lycées et à l'université

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture a signé, mardi 16 mars, un accord avec les représentants de la Société des gens de lettres, du Syndicat national de l'édition, de la Fédération nationale de la presse française, de la Chambre syndicale des éditeurs de musique et du Centre français d'exploitation du droit de copie, afin de contrôler l'usage des photocopies d'œuvres protégées dans les collèges, les lycées et les universités. Une rémunération annuelle sera versée aux auteurs et aux éditeurs.

Pour qualifier l'usage immodéré des photocopies par les enseignants et les étudiants, les éditeurs et les auteurs ont inventé un néologisme éloquent : le « photocopillage ». Ils dénonçaient, depuis des années, cette pratique en infraction permanente avec le code de la propriété intellectuelle et qui, en se généralisant, lésait éditeurs et auteurs. C'est cette *« petite guerre fratricide »* qui oppose l'éducation nationale aux auteurs et aux éditeurs que M. Jack Lang a décidé de clore, mardi 16 mars, jour – symbolique – de l'ouverture de 13e Salon du livre.

L'accord signé par le ministre de l'éducation nationale et de la culture avec les représentants de la Société des gens de lettres, du Syndicat national de l'édition, de la Fédération nationale de la presse française, de la Chambre syndicale des éditeurs de musique de France et du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), s'efforce de ménager les différentes parties. Il confirme, en effet, la liberté pédagogique des enseignants et reconnaît l'utilité des photocopies de livres, de journaux ou de partitions pour l'enseignement. Mais il entend aussi susciter un usage *« raisonné »* de ces reproductions d'œuvres protégées et faire respecter le droit des auteurs et des éditeurs.

Il existe pourtant un certain nombre de dispositions législatives et réglementaires, issues notamment des lois de 1957 et 1985 sur la propriété littéraire, qui interdisent la reproduction d'œuvres à usage collectif. Sauf s'il y a consentement des auteurs et paiement d'une rémunération. Mais elle n'était pas appliquée par l'éducation nationale. Le nouveau protocole d'accord fixe les conditions de reproduction d'œuvres dans les collèges, les lycées publics et les universités ainsi que le versement de droits de reproduction.

65 millions de francs par an

Une convention sera signée entre chaque établissement et le Centre français d'exploitation du droit de copie. Une rémunération de 11 francs par collégien, lycéen ou étudiant sera versée à cette institution, qui en assurera la répartition entre les auteurs et les éditeurs. Les 5,9 millions d'élèves des établissements du second degré et de l'enseignement supérieur public permettront donc au CFC de redistribuer près de 65 millions de francs. Les crédits nécessaires au financement de cette mesure devraient être inscrits dans la prochaine loi de finances rectificative.

L'accord vise la reproduction de livres, journaux, périodiques, fiches pédagogiques français ou étrangers, partitions de musique et illustrations hors texte. Mais la reproduction de livres ne saurait excéder 10 % du contenu de chaque ouvrage, sauf si ce dernier n'est plus disponible sur le marché. Le nombre total de reproductions ne devrait pas excéder 180 par an et par élève dans les établissements du second degré et 280 par étudiant. Concernant les partitions de musique, le nombre de photocopies ne saurait être supérieur à 20 pages par an, par élève et par étudiant.

Une enquête sera réalisée au cours de l'année 1993-1994 auprès d'un échantillon représentatif d'établissements afin d'évaluer le volume, la nature des photocopies ainsi que le titre, l'auteur et l'éditeur des œuvres. Elle sera réactualisée chaque année et permettra au CFC de répartir les rémunérations perçues. En échange, le CFC s'engage à garantir ces établissements contre tout recours d'un auteur ou d'un éditeur. Le montant de la rémunération sera réexaminé par les différentes parties en 1995.

Enfin, le ministre de l'éducation nationale cherchera à favoriser l'ouverture de discussions entre le Centre français d'exploitation du droit de copie et les établissements d'enseignement privés sous contrat sur les conditions dans lesquelles un tel protocole pourrait être signé.

Dans cette logique de protection des auteurs, il reste à régler la question des droits sur les matériaux audiovisuels. Les enseignants qui souhaitent utiliser des films en tant qu'outils pédagogiques se trouvent toujours, *volens nolens*, en contradiction avec la loi. Ce dossier, reconnaît-on aujourd'hui au ministère, n'est pas encore très avancé.

MICHÈLE AULAGNON

□ **Tentative d'incendie dans un collège de Stains (Seine-Saint-Denis).** – Des bidons d'essence ont été déversés, mardi 16 mars, dans un couloir et des salles de classe du collège Maurice-Thorez de Stains (Seine-Saint-Denis). Ils ont provoqué un début d'incendie qui a été rapidement maîtrisé. Les enseignants de ce collège de 600 élèves ont arrêté les cours et demandé à l'inspection d'académie de fermer l'établissement, jusqu'à l'obtention d'une amélioration des conditions de sécurité et l'affectation de surveillants supplémentaires.

SPORTS

FOOTBALL : Coupe de l'UEFA

La mue d'Auxerre

L'AJ Auxerre a accédé pour la première fois de son histoire à une demi-finale de Coupe d'Europe, celle de l'UEFA, mardi 16 mars, en éliminant l'Ajax d'Amsterdam, tenant du titre. Battue, 1-0, par les Néerlandais, l'équipe entraînée par Guy Roux s'est néanmoins qualifiée grâce à sa victoire du match aller, 4-2, à Auxerre.

AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

D'un coup de tête, le défenseur Frank De Boer venait de réveiller le stade olympique d'Amsterdam. L'enceinte de béton résonnait à nouveau de chants de victoire. Il restait une demi-heure de jeu et l'Ajax n'avait plus besoin que d'un but pour sauvegarder sa place de grand d'Europe, pour continuer à écrire sa légende. Face à des joueurs redevenus habiles, les Auxerrois n'avaient plus qu'à se plier aux lois du football, à cette logique qu'ils ont défiée si souvent sans jamais parvenir à la dompter. Mais ils ont continué à refuser de rentrer dans le rang.

Le public rouge et blanc a trépigné puis s'est tu. A-t-il réalisé que, sous ses yeux, son équipe fétiche était en train de faire les frais d'un petit événement ? Pour la première fois de son histoire, l'AJ Auxerre allait au bout de ses espoirs. Pour la première fois, le club bourguignon ne se laissait pas évincer du terrain, avec les honneurs mais sans le résultat.

Longtemps, en effet, la formation de Guy Roux s'est spécialisée dans l'exploit inachevé. L'AJ Auxerre n'avait-elle pas commencé à attirer l'attention en 1979, alors que, évoluant en deuxième division, elle parvenait en finale de la Coupe de France (où elle s'inclina lors des prolongations face aux Nantais) ? Abonnée depuis lors au championnat de France de première division, l'équipe inquiétait les grosses écuries, sans jamais parvenir à les détrôner. En Coupe d'Europe, Auxerre butait également sur la dernière marche. Deux maîtres du continent – le Milan AC en 1985 puis Liverpool la saison dernière – avaient quitté le stade Abbé-Deschamps avec le même handicap que l'Ajax, deux buts à remonter. Les deux fois, les joueurs auxerrois avaient été brutalement remis à leur place lors des matches retour.

Tout se passait comme si le discours volontairement prudent de Guy Roux finissait par émousser les ambitions de ses disciples. A chaque début de saison, l'entraîneur fixe invariablement le maintien en première division comme objectif. En faisant mine d'ignorer que le club ne ressemble plus du tout au patronage qu'il était lors de sa création, au début du siècle. Guy Roux, conscient des efforts consentis pour se hisser à ce niveau, semblait se contenter de ce rôle de trouble-fête et de places d'honneur dans les compétitions hexagonales. Cette approche terre à terre des réalités du ballon rond s'était usée jusqu'à la corde, au fil des ans. Cette manière de minimiser les possibilités de son équipe pour mieux en excuser les échecs éventuels commençait à lasser.

Un parcours caricatural

Les détracteurs de l'entraîneur se gênaient de moins en moins pour clamer qu'Auxerre n'avait jamais rien gagné sous ses ordres, hormis une Coupe Gambardella. Cette année, la contestation a gagné les rangs de l'équipe. Les anciens, William Prunier ou Christophe Cocard, ont remis en cause l'autoritarisme de Guy Roux et réclamé une politique sportive plus ambitieuse. Avec d'autant plus de véhémence que le parcours d'Auxerre en championnat est caricatural : un excellent début avait propulsé le club aux côtés des meilleurs, un hiver désastreux, avec une série de cinq défaites d'affilée, l'a repoussé dans le classement, plus tôt et plus bas que prévu, pendant qu'il disparaissait de la Coupe de France.

Dans cette contestation naissante, dans cette succession de déconvenues, les joueurs auxerrois ont sans doute puisé l'énergie pour réussir leur mue. Ils se sont fabriqué un moral d'équipe qui ne se contente plus de séduire, mais qui se qualifie. Dos au mur, ils ont pénétré dans le stade olympique d'Amsterdam avec l'intention de ne pas gaspiller une nouvelle fois le capital de leur belle victoire du match aller. Et, pour renforcer leur mérite, ils y sont parvenus face à une équipe néerlandaise qui semblait hermétique au doute.

L'Ajax d'aujourd'hui n'est que l'ombre de celui de Johan Cruijff dans les années 70. Décimé par les départs de plusieurs éléments-clés en Italie, il ne ressemble même plus à l'équipe qui s'était emparée de la coupe de l'UEFA l'an dernier. Pourtant, les footballeurs au maillot rouge et blanc ont gardé un point commun avec leurs aînés : ils sont sûrs de leur valeur. Peu enclins à s'autoproclamer *outsiders*, ils ne s'accordent qu'un rôle, celui de favori.

Dans ce contexte, la principale réussite d'Auxerre aura été mardi d'avoir fait trembler d'entrée de jeu l'Ajax. En appuyant sur le maillon faible de leur équipe : le gardien de but, Edwin Van der Sar. La doublure de Stanley Menzo, congédié pour sa mauvaise prestation à Auxerre, s'est signalée par une fébrilité rare dans une surface de réparation. En grande partie grâce à lui, les Bourguignons ont failli gagner d'emblée la rencontre. Ils n'en auront même pas eu besoin. Grâce à sa courte défaite, l'AJ Auxerre s'est transformé en club qui sait enfin négocier ses grands rendez-vous, jusqu'au bout.

JÉRÔME FENOGLIO

□ **BASKET-BALL : Championnat d'Europe des clubs.** – Pau-Orthez a été éliminé par le PAOK Salonique, mardi 16 mars, en quarts de finale du Championnat d'Europe des clubs. Battus dans leur salle au match aller (103-86), les basketteurs français se sont à nouveau inclinés en Grèce (81-65).

□ **HANDBALL : championnat du monde.** – L'équipe de France a battu l'Espagne à l'arraché (23-21), mardi 16 mars à Halmstad (Suède). Un succès contre l'Egypte jeudi 18 mars assurerait la qualification des Français pour la finale du championnat du monde.

PARIS

L'accusant d'« intimidation politique »

M. Tiberi polémique avec Mme Lienemann sur la gestion des HLM de la capitale

M. Jean Tiberi, député RPR de Paris et premier adjoint au maire, a vivement réagi à la publication du rapport des inspecteurs de l'équipement sur la gestion de l'OPAC (office public d'aménagement et de construction, dont le nom a remplacé celui d'office public des HLM) de la capitale (*le Monde* du 11 mars). Au cours d'une conférence de presse, mardi 16 mars, il a parlé de *« présentation tendancieuse »*, de *« contre-vérité »* et de *« mise en cause scandaleuse »*. S'en prenant au ministre délégué au logement, qui, l'an dernier, avait demandé cette inspection, M. Tiberi a dit : *« J'aurais préféré qu'on rende public le rapport avec les réponses que j'y avais faites. Mais Mme Lienemann a voulu faire de l'intimidation politique. »*

Le premier adjoint au maire s'est attaché à réfuter point par point les observations des fonctionnaires de l'équipement. Concernant le retard qu'aurait pris la réhabilitation du parc HLM, il a indiqué que les premières opérations ont commencé en 1983 et qu'elles ont porté d'abord sur vingt mille HBM (habitations à bon marché) d'avant-guerre. Leur modernisation a coûté 400 millions de francs. Puis un programme de grosses réparations a été entrepris à partir de 1990 sur les logements sociaux plus récents, pour un total de 1,5 milliard de francs, dont le tiers payé par la Ville. *« Sur ce chapitre, nous n'avons rien à nous reprocher »*, a commenté M. Tiberi.

Sur la question fort controversée des attributions d'appartements, le député de Paris a concédé qu'il pouvait y avoir *« quelques cas marginaux de location à des personnes dont les ressources dépassent le plafond légal »*. Mais il a précisé que, globalement, la proportion des locataires payant pour cette raison un supplément de loyer ne dépasse pas actuellement 15 %, ce qui est conforme à la moyenne nationale. A ce sujet, il a indiqué que ce plafond, qui exclut du bénéfice des logements sociaux un grand nombre de ménages aux revenus moyens, sera sensiblement relevé si ses amis politiques l'emportent aux élections.

M. Tiberi a, en outre, chiffré à environ quatre cents – et non deux mille comme l'estimait le rapport – le nombre des appartements HLM actuellement vacants à Paris. *« Vacants mais non disponibles*, a-t-il commenté, *car ils sont en travaux, en cours d'attribution ou faisant l'objet d'un contentieux. »*

Répondant aux observations sur les finances de l'office, le premier adjoint a expliqué : *« La trésorerie de l'OPAC n'est pas tendue, mais serrée. En effet, nous n'empruntons qu'au dernier moment, et le fonds de roulement, environ 400 millions de francs, est utilisé à l'achat de terrains. On devrait nous complimenter plutôt que nous faire grief. »* Enfin, M. Tiberi a fait remarquer que le rapport des inspecteurs de l'équipement n'avait constaté aucun manquement grave dans la gestion de l'office. *« On ne peut pas en dire autant à certains échelons de l'Etat »*, a-t-il conclu.

MARC AMBROISE-RENDU

□ **Jardin d'acclimatation : les socialistes regrettent l'absence d'appel d'offres.** – Dans une lettre ouverte adressée à M. Jacques Chirac le 12 mars, M. Roger Madec, conseiller municipal socialiste de Paris, met en cause les conditions dans lesquelles va être attribuée la concession d'exploitation du Jardin d'acclimatation (*le Monde* du 24 février). Il regrette que la mairie n'ait ni lancé un appel d'offres ni diffusé le nouveau cahier des charges. Il évoque les précédents d'Aquaboulevard et de la Planète magique, dont les concessions, attribuées sans procédure concurrentielle, ont, selon lui, coûté fort cher aux contribuables parisiens. *« Le projet du groupe Bernard Arnault*, écrit M. Madec, *ne me paraît pas mériter votre préférence exclusive et a priori... Je ne crois pas judicieux de vouloir transformer le Jardin d'acclimatation en un vulgaire centre de profit. »*

POLICE

□ **La hiérarchie opposée à l'institution de préfets pour la sécurité et la défense.** – L'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale, qui regroupe l'ensemble des directeurs, inspecteurs généraux, sous-directeurs et contrôleurs généraux de la police nationale, actifs et retraités, s'est prononcée contre le projet de décret créant des « préfets délégués pour la sécurité et la défense » (*le Monde* du 7 mars). Estimant que ce texte contribue à éloigner *« des responsabilités ceux qui, issus du corps des commissaires de police, ont statutairement vocation et compétence pour les exercer »*, l'association considère que ce projet, *« élaboré dans la précipitation et sans concertation, va nuire au bon fonctionnement de la police nationale »*.

□ **M. Robert Pandraud proteste après les nominations au Conseil supérieur de l'activité de la police.** – Ancien ministre (RPR) délégué à la sécurité dans le gouvernement de M. Jacques Chirac entre 1986 et 1988, M. Robert Pandraud s'est étonné que le ministre de l'intérieur Paul Quilès *« ait cru devoir précipiter la nomination des membres du Conseil supérieur de l'activité de la police nationale à six jours des élections législatives »* (*le Monde* du 17 mars). Rappelant que le mandat des membres du Conseil est de deux à six ans, le député de Seine-Saint-Denis a estimé que *« le respect le plus élémentaire des règles de la démocratie aurait dû amener le ministre de l'intérieur et de la sécurité à laisser ce dossier à son successeur »*.

ÉDUCATI

1981-1993 : l'érosion de

...école pour élèves

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

1981-1993 : l'érosion des ambitions

Bilan mitigé pour la gauche sur ses trois terrains de prédilection : la laïcité, la démocratisation et la rénovation pédagogique

LE débat sur l'école, en France, est passionnel. L'héritage républicain, la centralisation très ancienne de notre *système d'enseignement*, le poids des diplômes ou la pression, plus récente, du chômage des jeunes : tout contribue à faire de l'éducation le révélateur des fractures, des angoisses, des impatiences ou des conservatismes de la société française.

En douze ans, parenthèse faite de la cohabitation de 1986-1988, la gauche au pouvoir en aura fait constamment l'expérience. Tantôt ballottée par les événements et secouée par de brusques tornades – la querelle scolaire en 1984, les foulards islamiques de l'automne 1989 ou la crise lycéenne de l'automne *1990*. Tantôt remise à flot, sentant le vent et le courant, comme le fit Jean-Pierre Chevènement au lendemain de la querelle sur le privé, ou *retrouvant un cap plus ferme* au lendemain de la réélection de François Mitterrand en 1988.

La fin des guerres de religion

Ce cap, quel fut-il ? Comme le note justement M. Antoine Prost, historien de l'éducation et qui fut conseiller de M. Rocard à Matignon, *« en matière scolaire, la gauche poursuit traditionnellement un objectif démocratique, un objectif laïc et un objectif pédagogique »* (1). Depuis douze ans, elle n'a pas dérogé à cette règle.

L'objectif laïc tout d'abord. Il occupe tout l'espace en 1981. Singulièrement, en effet, le projet scolaire de la gauche qui arrive au pouvoir semble se résumer, alors, à la création d'un *« grand service public unifié et laïc de l'éducation nationale »*. Au risque de réveiller la *« guerre des deux France »*, ouverte depuis la Révolution et relancée par les lois scolaires du début de la IIIe République, socialistes et communistes décident de remettre en question l'équilibre établi en 1959 par la loi Debré, entre école publique et enseignement privé.

On sait ce qu'il en advint. Au terme de trois années interminables de négociations complexes, de compromis aussi vite rompus que conclus, de coups fourrés entre le ministre Alain Savary, soucieux d'équilibre, et les irréductibles du *camp laïc, décidés à en découdre*, le gouvernement fit tant et si bien qu'il donna à la droite l'occasion d'une mobilisation sans précédent *en faveur de l'école « libre »*. Le million de manifestants de juin 1984 permit de mesurer brutalement cette inversion des valeurs et *la défaite, idéologique autant que* politique, de la gauche sur ce terrain. M. Mitterrand en tira sèchement les conclusions, remercia son *ministre, changea de gouvernement* et retira le projet.

Cela laissait sans doute un goût d'inachevé. En quelques mois, la gauche vient de régler, pour solde de tout compte ou presque, cette querelle historique. L'enveloppe de 1,8 milliard de francs débloquée, fin *1991*, par *M. Jospin* en faveur des établissements privés mettait un terme à leur contentieux financier avec l'Etat. Et surtout, l'accord de juin 1992 entre M. Lang et les responsables de l'enseignement catholique reconnaît *« la contribution de l'enseignement privé au système éducatif »* et leur accorde, sans rechigner, la parité avec le public, confirmée, en janvier 1993, par *tout un ensemble de mesures* sociales en faveur, notamment, de la formation des maîtres du privé. Bref, en douze ans, la forteresse laïque *est tombée. Pour beaucoup*, cependant, cet échec débarrasse le débat sur l'école de vieux tabous qui l'encombraient et alimentaient *bien des conservatismes*.

La fin des vieilles guerres de religion laisse le champ libre au deuxième objectif. Celui de la *démocratisation de l'école. Avec un* slogan autrement mobilisateur : conduire 80 % de chaque génération au niveau du baccalauréat. L'ambition est double : relever globalement le nombre et le niveau de qualification des jeunes diplômés pour permettre à l'économie française d'affronter, dans de meilleures conditions, la compétition mondiale et, parallèlement, favoriser l'accès au savoir et combattre ainsi l'élitisme scolaire et social qui façonne la société française. Evoqué dès 1983 par M. Savary, lancé en 1985 par MM. Fabius et Chevènement, coulé enfin, en juillet 1989, dans le bronze de la loi d'orientation sur l'éducation de M. Jospin, cet objectif aura déclenché, en moins d'une décennie, une véritable révolution du paysage scolaire.



Le lycée pour tous

L'enseignement secondaire n'était plus, depuis les années 60 et *la création des collèges, réservé* à une petite minorité. Mais la démocratisation s'arrêtait encore, au milieu des années 80, au seuil du lycée. Entre 1986 *et* 1992, la *digue* a cédé. En sept ans, les lycées d'enseignement général et technologique auront accueilli plus de 370 000 *élèves supplémentaires, leurs* effectifs passant à 1,57 million d'élèves. Le taux d'accès en classe terminale (c'est-à-dire au *« niveau du bac »*) qui plafonnait jusqu'en 1985 autour de 36 % d'une classe d'âge, a dépassé 60 % en 1992. La brutalité du coup d'accélérateur est impressionnante. Un jeune sur cinq était bachelier en 1970, plus d'un sur deux aujourd'hui. Avec des répercussions automatiques sur l'enseignement supérieur qui accueille aujourd'hui, toutes filières confondues, près de 1,9 million d'étudiants, soit 800 000 de plus qu'en 1980.

Face à cette explosion, la gauche a décrété l'éducation *« priorité nationale »* du second septennat de *M. Mitterrand et mobilisé toutes les* énergies. Celles de l'Etat qui consacre, en 1993, 283 milliards de francs à l'éducation nationale, soit le premier budget de la nation, en augmentation de plus de 80 milliards de francs depuis 1988.

G. C.

Lire la suite page 15

(1) *Education, société et politiques*, par Antoine Prost, le Seuil, 1992.

Un entretien avec M. Lionel Jospin

Pour l'ancien ministre de l'éducation, il n'y a pas d'alternative crédible à la voie tracée depuis douze ans

« Depuis 1981, la gauche a semblé partagée entre plusieurs tentations contradictoires : celle de l'égalitarisme et de la démocratisation (portée par Alain Savary et vous-même), celle de l'élitisme, fût-il républicain, de M. Chevènement, ou celle du libéralisme exprimée par Mme Cresson. La gauche est-elle en panne de projet éducatif ?

– Je ne me suis jamais posé les problèmes dans ces termes. A partir du moment où on partage un certain nombre de valeurs, comme l'égalité des chances, la défense du service public ou la nécessité d'accueillir l'ensemble des élèves, la question du projet éducatif se règle dans les actes, pas dans des références à des catégories toutes faites. En réalité, vous avez des problèmes et vous essayez d'y apporter des solutions concrètes, pragmatiques. Si je devais caractériser les années Jospin d'une formule, je dirais qu'on a, enfin, pu s'occuper des problèmes d'éducation. En y mettant les moyens, en veillant à la qualité.

– Cela signifie-t-il que les gouvernements de gauche, entre 1981 et 1986, ont perdu leur temps en débats doctrinaux ?

– Alain Savary, même s'il a travaillé intelligemment sur la rénovation des collèges, lancé les zones d'éducation prioritaires (ZEP) et engagé les premières réflexions sur les contenus, a été accaparé par la querelle public-privé. Quant à Jean-Pierre Chevènement, il est arrivé pour solder cette querelle et rassurer l'opinion ; il a juste eu le temps de poser quelques jalons concrets et *sérieux*, comme la création des bacs professionnels. A partir de 1988, on est entré dans une autre période, moins dominée par les débats idéologiques et avec la *durée* nécessaire pour traiter des problèmes qui ne l'avaient pas été, comme la crise du recrutement des enseignants *et leur formation*, la *rénovation* du lycée, l'introduction des cycles dans le primaire ou l'expansion du système universitaire.

» Mais il *est* vrai que la gauche a d'abord soldé les années cinquante et soixante. On est arrivé au pouvoir, en 1981, avec, à l'esprit, les dix millions de pétitionnaires qui s'étaient mobilisés en 1959 contre la loi Debré sur l'enseignement privé. On a cru que l'histoire s'était arrêtée là et qu'on allait la reprendre au même point et rétablir l'équilibre en faveur du service public. On s'est rendu compte, trop tard, qu'on n'avait plus, comme vingt ans auparavant, dix millions de personnes prêtes à se mobiliser en faveur de l'école publique. Autant je pense que la laïcité reste *une valeur* tout à fait fondamentale contre une remontée éventuelle des intégrismes ou une affirmation trop forte des particularismes, autant la querelle historique entre école publique et école privée me paraît terminée. Même si je préfère l'école publique.

– Les accords Lang-Cloupet marquent donc un point final ?

– Personnellement, je n'aurais pas été aussi loin. Et je crains que la droite ait l'intention de s'attaquer à la loi Falloux. Donc de relancer les choses.

– En dehors de la querelle avec le privé, le bilan de la gauche apparaît pour le moins mitigé : la revalorisation n'a pas estompé le malaise des enseignants ni empêché leur divorce d'avec la gauche. Et l'enseignement de masse n'a pas permis de bousculer les hiérarchies scolaires et sociales...

– *Le bilan qui est le mien est* bon. Et le critère de jugement ne peut être seulement le malaise des enseignants. La revalorisation, on l'a faite parce qu'elle était juste et nécessaire, pour faire face à la crise de recrutement, et pas pour sceller ou renouveler une espèce de pacte *historique entre la gauche et les* enseignants. Mais la revalorisation – qu'il faudra poursuivre – ne pouvait pas estomper le malaise global des enseignants, qui est lié à la difficulté du métier de professeur et à l'hétérogénéité croissante des élèves. En outre, les relations entre les *enseignants et la gauche dépassent* largement le champ de la politique éducative. S'il y a divorce, cela relève plutôt du style du pouvoir, des affaires, du chômage, bref, d'un éloignement sur des valeurs.

» Quant à l'enseignement de masse, il est encore à digérer. C'est un mouvement irréversible et on est sans doute les premiers à avoir apporté des solutions pour faire bouger les hiérarchies scolaires, en revalorisant les filières professionnelles, au lycée comme à l'université, en multipliant les passerelles, en ouvrant la voie à la validation des acquis professionnels, en renforçant les moyens des académies négligées depuis longtemps, ou encore en ouvrant le dossier du *lycée qui était en panne depuis* vingt ans.

» Reste, en réalité, un problème que je n'ai pas eu le temps d'aborder de front : celui des élèves en grande difficulté, qui ne peuvent pas réussir dans le système scolaire classique et qui sont exclus de l'école. On voulait l'aborder sous des formes originales avec Martine Aubry, mais j'ai quitté le gouvernement avant d'avoir pu le réaliser.

» *Je ne pense pas que l'école*, à elle seule, puisse remettre en cause les hiérarchies sociales. L'école n'épouse plus autant ces hiérarchies, comme c'était le cas depuis si longtemps. Mais elle ne peut, à elle seule, les effacer. Elle est désormais remplie de la diversité sociale, et le problème *est de savoir comment on traite* cette diversité. Nous avons ouvert des pistes concrètes. D'autres y reviendront, à gauche comme à droite. Car je ne vois pas où est l'alternative. Si c'était le retour en arrière vers un système scolaire fondé sur l'exclusion, ce serait un formidable traumatisme. *Qui en prendrait le* risque ?

– Vous aviez dit, en 1990, que vous aviez le sentiment de jouer « une dernière chance » d'éviter l'éclatement du système éducatif face à la pression des conservatismes et des corporatismes. Cette chance a-t-elle été saisie ?

– Les pressions sur le système, les corporatismes du milieu, les divisions syndicales *constituent autant de freins puissants* à la rénovation. La seule voie praticable était celle d'une démarche réformatrice et évolutive. C'est celle que nous avons adoptée, et il est intéressant de voir ce que disent ceux qui veulent être nos successeurs. Il est d'ailleurs symptomatique que la *droite ait été obligée d'abandonner*, peu à peu, ses critiques véhémentes et ses positions les plus irresponsables. En somme, ils n'ont pas osé aller devant des électeurs avec leurs véritables positions face aux nôtres. C'est une forme d'hommage qu'ainsi ils nous rendent. »

Propos recueillis par
GÉRARD COURTOIS
et CHRISTINE GARIN

« Auto-école » pour élèves en panne

Une initiative originale, en Seine-Saint-Denis, pour accueillir les exclus du lycée

EN lançant, deux mois à peine après l'élection de François Mitterrand, la politique des zones d'éducation prioritaire, la gauche avait voulu marquer un grand coup, engager sans tarder sur le terrain scolaire une politique de lutte contre les inégalités sociales, mettre un contenu concret, après une aussi longue attente, sur les promesses du Parti socialiste. M. Alain Savary, alors ministre de l'éducation nationale, pouvait s'appuyer sur les idées lancées, au cours des années précédentes, par le *SGEN-CFDT, son principal soutien* en ce domaine.

Comme beaucoup d'autres, Marie-Danièle Pierrelée, ex-professeur *de collège, longtemps militante* du SGEN, a suivi la lente mise en sommeil de la politique des ZEP entre 1984 et 1988, puis les difficultés de sa relance par Lionel Jospin à partir de 1988. Aujourd'hui proviseur du lycée professionnel Jules-Marey à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), elle ne cache pas son amertume.

Le projet « d'auto-école », qu'elle porte à bout de bras depuis janvier 1992 et qui a démarré à la rentrée de septembre avec quatre enseignants volontaires, aurait pu devenir le prototype d'une structure de prise en charge des élèves en grande difficulté scolaire. *Il n'a toujours ni* locaux propres ni existence juridique et nul ne sait si l'expérience durera plus d'une année scolaire. *Les subventions de la Caisse des* dépôts, du Fonds d'action social (FAS) et du ministère de la ville ont certes permis d'assurer l'investissement de départ. Mais l'éducation nationale, pour sa part, est restée sur ses gardes. Et Mme Pierrelée n'a pas encore digéré l'absence – très symbolique – *des représentants du* rectorat ou du ministère, le jour de l'inauguration officielle de son « auto-école », en décembre dernier.

Le projet, ambitieux, était certes très onéreux dans une académie où les collèges sensibles sont nombreux et les moyens limités. *« Mais que dire du coût engendré en pure perte dans une structure classique pour des élèves dont on sait bien qu'ils ne tirent, sur le plan scolaire, aucun bénéfice des heures passées en classe ? »* interroge le proviseur. L'expérience était-elle également trop symbolique de l'échec relatif des solutions plus classiques de lutte contre l'exclusion scolaire ? Donc un peu encombrante ? Ou bien l'hostilité déclarée du syndicat des chefs d'établissements (SNPDEN) a-t-elle pesé sur les autorités locales ? *« Ce qui me désespère, poursuit Mme Pierrelée, c'est que la gauche n'a finalement tiré aucun bénéfice politique des moyens qu'elle a, malgré tout, engagés dans l'expérience. »*

Nasser, Pierre ou Kahina...

Certes, les responsables académiques, le rectorat et le cabinet du ministre ont largement encouragé Mme Pierrelée, invitée dans plusieurs *groupes de réflexion ministériels* sur les établissements « sensibles ». On la vit même aux côtés de M. Jospin lors d'un débat télévisé *sur l'école*. Mais on se garda bien de promouvoir l'expérience en modèle : par peur de voir, brusquement, s'éveiller maintes convoitises ou par crainte, tout simplement, de heurter les habitudes et la « culture » du milieu enseignant.

Restait à lui donner des postes. Elle en *réclamait* six pour soixante élèves. Après six mois de tractations, l'éducation nationale lui en alloua quatre. *« Sans enthousiasme,* précise-t-elle, *et parce que j'ai fait comprendre que si mon projet n'aboutissait pas, je demandais ma mutation »*. L'argument a fait mouche : on ne se bouscule pas, parmi les chefs d'établissements, pour prendre *en charge ce lycée* Paul-Marey où Mme Pierrelée n'a pas d'adjoint, faute de candidats...

L'« auto-école » a un objectif simple : offrir une structure *différente* et provisoire, un sas de décompression et de réinsertion scolaire aux exclus du système scolaire, qui, à chaque rentrée, font la tournée des établissements pour trouver une place. Trop vieux ou trop en retard, absentéistes chroniques ou vaguement délinquants, ils sont rejetés de partout.

Que faire de Kahina, 17 ans, repartie en Algérie après son année de sixième et qui revient, quatre ans plus tard, pour reprendre des études ? Que faire de Pierre, toxicomane et élève de première S, exclu de trois établissements successifs dans l'année ? Que faire de Nasser, qui n'ouvre pas la bouche en classe, atterrit dans une section non francophone et dont on découvre, un beau jour, qu'en dehors du temps scolaire il travaille comme serveur dans un restaurant parisien ? Que faire de Medhi, enfin, quatorze ans en classe de cinquième qui a fait *« craquer » les profs de son collège* ?

Enseignants volontaires

Medhi, Pierre, Kahina et une vingtaine d'autres élèves âgés de treize à dix-huit ans sont donc, depuis la rentrée, les *premiers* élèves de l' « auto-école ». Tous volontaires, choisis parmi une cinquantaine de candidats, ils ont dû faire acte de candidature et ont été admis à l'essai pour un mois. En attendant les locaux promis par la municipalité de Saint-Denis, un réfectoire désaffecté du lycée les abrite : deux salles séparées par une vague cloison où se succèdent trois professeurs et un instituteur. Au programme : du français, de l'anglais, des maths selon un rythme de *travail souple et des plages de travail* personnel sous la responsabilité d'un tuteur. Chaque enseignant assure ainsi le suivi individuel de *plusieurs élèves*.

La structure est très familiale et chacun met la main à la pâte pour l'entretien des locaux ou les tâches administratives. Une convention passée avec la RATP permet, une fois par semaine, de quitter Saint-Denis, et les policiers assurent les activités sportives. Les enseignants, enfin, font la journée continue en échange d'une rémunération supplémentaire d'environ quatre mille francs par mois : l'« auto-école » est *ouverte de 9 heures à 18 heures* tous les jours et peut accueillir, s'ils le souhaitent, des élèves du lycée Jules-Marey pour des activités d'aide aux devoirs.

Qu'adviendra t-il de cette structure encore fragile ? Le proviseur et son équipe souhaiteraient accueillir dès l'an prochain une soixantaine d'élèves, ouvrir en continu du lundi au samedi et pendant les vacances scolaires, assurer du soutien scolaire à davantage d'élèves de Paul-*Marey ou d'ailleurs. Mais les locaux* promis par la municipalité de Saint-Denis tardent à venir. Les quatre enseignants qui travaillent à *l'« auto-école » n'y sont pas nommés* officiellement et peuvent être, à la rentrée prochaine, rappelés dans leurs anciens établissements. Est-ce *pour marquer* une dernière fois sa déception ou pour prendre des gages sur l'avenir que Mme Pierrelée a rejoint, il y a quelques mois, l'association des Créateurs d'écoles, lancée par Guy Bourgeois et Philippe Némo et proche de l'opposition ? Singulier retournement de l'histoire, en tout cas.

Ch. G.

La révolution tranquille de la décentralisation

Lycées flambant neufs, comme autant de vitrines des conseils régionaux, collèges branchés sur le câble et financés par les départements, ambitieux plans d'aide à la lecture promus par tel ou tel conseil général, logements étudiants construits par les municipalités ou amphithéâtres universitaires inaugurés en grande pompe : depuis l'entrée en vigueur des lois de 1983 et 1985, qui transféraient aux régions les compétences en matière de construction et d'entretien des lycées et aux départements les mêmes responsabilités pour les collèges, la décentralisation a profondément modifié le paysage scolaire.

Ce qui apparaissait à beaucoup comme un véritable défi pour un système d'enseignement excessivement centralisé prend aujourd'hui des allures de révolution tranquille. L'Etat y a trouvé les partenaires financiers dont il ne pouvait plus se passer pour affronter l'explosion des effectifs de lycéens et d'étudiants. Les collectivités locales ont, de leur côté, compris que leur engagement sur le terrain de l'école pouvait constituer une carte politique maîtresse en ces temps de chômage.

Le résultat est spectaculaire. Comme le notait récemment le rapport parlementaire d'information présenté par M. Bernard Derosier, député (PS) du Nord, *« sur le fondement de compétences étroites, les collectivités locales ont développé une action en profondeur qui a rejailli de façon positive sur la qualité de l'enseignement »*. Régions et départements ont, en effet, construit et rénové mieux et plus vite que l'Etat.

L'engouement des élus locaux

De 1986 à 1991, les dépenses d'investissement des régions pour les lycées sont passées de 900 millions à 17 milliards de francs, celles des départements pour les collèges, de 938 millions à 6,2 milliards de francs. 220 lycées sont sortis de terre durant cette période, alors que l'Etat n'en avait construit que 60 entre 1981 et 1986. 129 collèges ont été financés par les départements, malgré une diminution des effectifs de 220 000 élèves.

Cet engouement a conduit bon nombre de responsables de l'opposition, souvent barons régionaux, à réclamer, dans un premier temps, une décentralisation beaucoup plus radicale des compétences scolaires. La crise économique qui pèse sur les budgets locaux autant que la complexité des problèmes les ont, peu à peu, ramenés à plus de prudence.

Ainsi, sans remettre en cause l'architecture des lois de décentralisation qui transfèrent aux collectivités des blocs de compétence mais laissent l'Etat garant de la définition des programmes, des diplômes et de la gestion du personnel enseignant, le rapport Derosier trace les voies d'un partenariat plus poussé entre Etat et collectivités locales, notamment dans le domaine de l'évaluation des charges transférées, de l'entretien du patrimoine, d'une meilleure adéquation entre politiques de construction et politiques de recrutement, ou encore de l'alignement des possibilités de financement des établissements privés sur celles qui sont offertes dans le secteur public.

Le pari d'« Université 2000 »

Enfin, l'expérience de la décentralisation engagée pour les lycées et les collèges a joué à plein en faveur de l'enseignement supérieur. Régions riches ou à la traîne, départements oubliés ou puissants, métropoles universitaires anciennes ou villes moyennes ambitieuses, chacun a compris que l'université pouvait être un atout décisif pour revitaliser le tissu économique, créer des emplois, animer les villes, bref, renforcer le dynamisme et la notoriété des collectivités locales. Et l'Etat, resté grand maître des universités aux termes des lois de décentralisation, n'a pas laissé passer l'occasion de partager, à nouveau, les investissements indispensables pour faire face à la montée irrésistible des effectifs d'étudiants.

Le gouvernement avait annoncé, dès le mois de mai 1990, son intention d'engager 16,2 milliards de francs, entre 1991 et 1995, pour développer l'enseignement supérieur, construire 1,5 million de mètres carrés de locaux supplémentaires, des milliers de places de bibliothèques universitaires, des locaux de recherche, des logements et des restaurants pour les étudiants. Et il sollicitait une aide complémentaire des collectivités locales de l'ordre de 7 milliards de francs.

Au terme de longues négociations, région par région, entérinées par trois comités interministériels d'aménagement du territoire à la fin de 1991 et au début de 1992, ce sont finalement 16 milliards de francs que les régions, les départements et les villes, à parts à peu près égales, ont apporté en dot, portant l'enveloppe globale à 32 milliards de francs. Et permettant, notamment, la création de sept universités nouvelles – deux dans le Nord-Pas-de-Calais, une à La Rochelle et quatre en région parisienne (Marne-la-Vallée, Evry, Cergy-Pontoise et Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines) – et de quelque cent quatre-vingts départements supplémentaires d'instituts universitaires de technologie destinés à accueillir quelque cinquante mille étudiants supplémentaires dans ces formations à vocation professionnelle.

Même si l'addition paraît, aujourd'hui, particulièrement lourde à bien des collectivités locales, au point de retarder, voire menacer, un certain nombre de projets, ce partenariat entre l'Etat, les élus locaux et les universités a bouleversé les habitudes et les attitudes des acteurs plus sûrement que bien des projets de réforme antérieurs.

M. A.

Les riches heures

Douze années qui ont changé l'école, quatre ministres, le ministère de l'éducation aura été

A l'issue de leur première rencontre, en mai 1981, avec Alain Savary, premier ministre de l'éducation nationale de la gauche, les militants du SNI exultent : *« Plus en un jour qu'en dix ans »*, résume l'un d'eux. La galaxie enseignante croit rêver. Le nouveau ministre n'a-t-il pas promis le réemploi de tous les maîtres auxiliaires, la reprise du recrutement des PEGC et une réforme des collèges ? Et puis des postes . Beaucoup de postes. Un collectif budgétaire voté en juillet en rajoutera 11 000 aux 2 400 prévus pour la rentrée 1991. La proposition nº 90 du candidat Mitterrand, *« un grand service public unifié et laïc »* est encore en réserve. Même si, à l'évidence, Alain Savary a été choisi comme ministre de l'éducation nationale pour ses talents de négociateur scrupuleux et son art consommé de la prudence. Dès le mois de juin, le ministre reçoit les responsables de l'enseignement catholique qui sortent *« rassurés »* d'une entrevue paisible. Qui imaginerait alors que la guerre scolaire, patiemment ranimée par les « ultras » des deux bords, va devenir le cauchemar de la gauche et provoquer, trois ans plus tard, le départ du ministre et la chute du gouvernement ?

Il n'y a guère dans les angles d'attaque du ministre de quoi mettre le feu aux poudres. Faut-il y voir malice de sa part ? Mi-juillet, tandis que le SNI en congrès à Toulouse exprime sa volonté d'*« intensifier le combat laïc »* et risque, pour la première fois, une allusion aux *« concessions »* lâchées par son ministre, Alain Savary, benoîtement, distribue leurs récompenses aux premiers lauréats du concours général de la gauche.

Il faudra bien, néanmoins, se résoudre à entrer dans le vif du sujet, à révéler le contenu de ce *« grand service public unifié et laïc »* que tout le monde à gauche, hormis dans le camp des ultras, aimerait bien finalement se repasser de main en main comme l'anneau dans le jeu du furet.

Stratégie de la tortue

« La durée est une condition de la réussite », a prophétisé M. Savary lors de sa première rencontre avec la presse le 27 mai 1981. Il met donc toutes les chances de son côté, traîne en longueur, tergiverse et se hâte très lentement. Cette stratégie de la tortue permet au ministre d'ouvrir d'autres fronts, et de nouvelles consultations pour la préparation de sa loi d'orientation sur l'enseignement supérieur et sur la formation des enseignants.

Elle passe presque inaperçue : la première manifestation des défenseurs de l'école privée réunit 10 000 personnes en Vendée le 23 mars 1982. Mais la pression monte d'un coup. La gauche se paie un beau happening le 11 mai 1982 au Bourget . Organisé par le Comité national d'action laïque (CNAL), ce rassemblement répond à celui que les partisans de l'école privée de la région parisienne se sont offert le 24 avril à Pantin. Le centenaire des lois laïques et l'anniversaire du 10 mai 1981 fournissent une double aubaine à 200 000 militants. Première fracture : Alain Savary est accueilli par des sifflets.

La rentrée 1982 marquera véritablement la fin de l'état de grâce pour le ministre de l'éducation nationale. Une catastrophe, un désastre. Des redoublements plus nombreux, l'orientation plus massive au lycée ont fait grimper les effectifs prévus initialement à la baisse. L'arrêt du recrutement des maîtres auxiliaires a parachevé le désastre : les classes sont surchargées, les enseignants manquent partout, les premières grèves pointent le nez et les parents barrent les routes.

Quand le ministre entame sa longue série de consultations-réflexions sur les lycées (en octobre 1982), puis les écoles (en décembre), enfin les collèges (en janvier 1983), le cœur n'y est plus vraiment. Le débat sur le collège fera naître chez les professeurs les premières manifestations de franche hostilité. Les propositions du professeur Louis Legrand sont conspuées par le SNES qui voit là l'occasion rêvée d'en finir, une fois pour toutes, avec ce ministre socialiste et de ranimer le rapport de forces avec le SNI au sein de la FEN. Le syndicat en appelle à la *« légitime défense »* et refuse tout, en bloc, notamment le tutorat. Alain Savary lâchera prise et s'en remettra, sans vraiment avoir l'air d'y croire, au *« volontariat »* des maîtres pour appliquer sa réforme. Autant dire que les changements n'affecteront pas la masse des collèges.

2 150 amendements sur le supérieur

Retour au dossier du privé. Le 20 décembre 1982, les propositions qui doivent servir de base à la négociation sont enfin révélées. La disparition de la notion de *« caractère propre »* pour les établissements privés et leur intégration dans des établissements d'intérêt public ne passent pas inaperçus. Les responsables de l'enseignement catholique refusent de négocier, les élus de l'opposition s'étranglent et dénoncent cette *« mise à mort »*.

La contestation par les étudiants et les universitaires du projet de loi sur l'enseignement supérieur, attisée par l'opposition, met provisoirement le débat en sourdine. Pas moins de 2 150 amendements seront déposés en mai 1983 par l'opposition lors du débat à l'Assemblée. Record absolu depuis 1945 ! Commencée le 24 mai, cette inépuisable bataille parlementaire s'achèvera trois semaines plus tard. Mais la « loi Savary » – sans doute la dernière grande loi centralisatrice en matière d'éducation, – qui prévoit une refonte des institutions universitaires, aura toutes les peines du monde à être appliquée. Il faudra attendre la fin de l'année 1988 pour que M. Jospin fasse rentrer dans le rang les derniers récalcitrants.

Et le débat continue, sur fond de rigueur économique. Fin octobre, Alain Savary soumet de nouvelles propositions sur l'enseignement privé. Il souhaite *« rénover l'ensemble du système éducatif français »* dans un processus *« gradué et négocié »*. Les deux camps tergiversent, 80 000 personnes défilent à Nantes pour *« la liberté de l'enseignement »* et le CNAL durcit le ton. Le 29 novembre, Nantes, encore elle, devient pour une journée capitale de la laïcité : 100 000 manifestants réclament que la gauche tienne ses engagements. Nouvelle série de propositions – la troisième – et nouveaux blocages. Une quatrième série suivra, formulée en janvier. Le boulet devient de plus en plus lourd à traîner pour la gauche qui ne maîtrise plus rien. Lors du débat qui s'ouvre à l'Assemblée le 21 mai, les détracteurs de M. Savary sont nombreux dans les rangs socialistes. D'où d'ultimes concessions accordées aux laïcs et... les protestations accrues des responsables catholiques. Auront le dernier mot le million de manifestants qui déferleront sur Paris le 24 juin : le projet est retiré le 12 juillet, Alain Savary démissionne, Laurent Fabius constitue un nouveau gouvernement le 17.

Elitisme bien tempéré

Jean-Pierre Chevènement succède à Alain Savary : changement de cap, changement de méthodes. C'est la fin de la récré. Avec quelques mesures *« simples et pratiques »* il enterre le dossier du privé et s'attelle à une lourde tâche : redorer l'image de l'école publique mise à mal, clament ses amis écrivains et intellectuels, par quatre années de rêve et de pédagogisme échevelé. L'argument fait mouche y compris dans les rangs de l'enseignement privé qui voit triompher là des valeurs qu'il s'octroie : élitisme bien tempéré, retour aux bonnes vieilles méthodes et au goût de l'effort. Pour bien marquer, néanmoins, son attachement à l'école *« de la République »*, Jean-Pierre Chevènement y réajoute un zeste de *Marseillaise* et d'instruction civique.

La modernisation, c'est l'école et le développement de la formation, répète-t-il, inlassable. Au-delà du folklore, l'axe principal de sa politique sera le slogan qu'il lance avec Laurent Fabius : *« 80 % d'une classe d'âge au bac. »* Quelques mois après la manifestation du 24 juin, le *« Jules Ferry en kimono »*, comme l'a surnommé le SGEN-CFDT, caracole en tête des sondages. Les programmes du primaire et ceux du collège, d'un beau classicisme, ont été réécrits ; au lycée s'est ajoutée la nouvelle filière des bacs professionnels qui désenclave les filières de l'enseignement professionnel. Pour un peu l'opposition, victorieuse en mars 1986, jouerait les prolongations pour un aussi bon ministre...

L'école, décidément, est le terrain rêvé pour l'opposition. A peine réinstallé au pouvoir, au printemps 1986, M. Chirac s'engage dans une réforme universitaire confiée au ministre de l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet. Bouclée au mois de juin, elle arrive en discussion au Parlement à l'automne et passe sans encombre l'étape du Sénat. A la mi-novembre pourtant, les étudiants commencent à s'agiter. Villetaneuse se met en grève, à l'initiative d'animateurs de SOS-Racisme. L'UNEF-ID, dont la direction vient de rallier en bloc le Parti socialiste, emboîte le pas. En quelques jours, grèves et manifestations se multiplient pour dénoncer la sélection à l'université et l'augmentation des droits d'inscription. Le 4 décembre, un demi-million d'étudiants et de lycéens sont dans les rues de Paris. Jack Lang vient les saluer sur l'esplanade des Invalides. Le 5 décembre, l'affaire tourne au drame avec la mort d'un étudiant, Malik Oussekine. Trois jours plus tard, la droite, divisée, retire le projet. Les étudiants ont trouvé un slogan lourd de sens : *« On s'en souviendra en 88. »*

Record de longévité

M. Mitterrand aussi s'en souviendra. Non seulement il puisera largement dans cette génération de 86 une jeune garde pour le Parti socialiste, mais surtout, candidat à un second septennat, il fera de l'éducation la *« priorité nationale »* de son futur gouvernement. Les jeunes, comme les profs, le lui rendront bien lors de l'élection présidentielle.

Le choix des hommes conforte les promesses électorales. En mai 1988, c'est Lionel Jospin qui prend en charge le ministère de l'éducation nationale, après sept ans de bons et loyaux services à la tête du PS. Avec le titre de ministre d'Etat, la place de numéro deux du gouvernement Rocard, et quelques jours plus tard une rallonge de 1,2 milliard de francs, histoire de démontrer immédiatement que la *« priorité »* n'est pas un vain mot. Ombrageux et raide comme la République, homme de conviction mais assez réaliste pour avoir été, en 1984, l'un des premiers à recommander de laisser tomber le dossier explosif du privé, il s'attelle aux dossiers avec l'assurance d'avoir la durée pour lui. Il restera Rue de Grenelle pendant quarante-sept mois, une longévité rare à ce poste depuis une trentaine d'années.

Quarante-sept mois, cependant, qui ne furent pas de tout repos. On le constata, tout d'abord, avec le dossier prioritaire de la revalorisation de la condition des enseignants. Reprenant le dossier à zéro, au grand dam des dirigeants de la Fédération de l'éducation nationale qui croyaient avoir conclu un accord de principe avec M. Fabius, secrétaire national du PS, pour l'éducation en 1987, le nouveau ministre ne veut se laisser forcer la main par personne. A ses yeux, plus qu'une promesse, la « revalo » est le véritable préalable à la rénovation du système éducatif. A partir de l'automne, il multiplie les rencontres et tables rondes avec les syndicats d'enseignants, évalue les rapports de forces, conforte son analyse et engage formellement les négociations le 18 janvier 1989.



Les riches heures de la Rue de Grenelle

mille projets et de sévères bourrasques : un des hauts lieux de la gauche au pouvoir



Malgré les tensions, parfois vives, avec le Premier ministre, soucieux de ne pas faire de cadeau sans contrepartie, malgré les manifestations et les grèves des instituteurs et des professeurs qui font monter la pression tout au long du premier trimestre 1989, il obtient gain de cause. Le 16 mars avec les universitaires, deux semaines plus tard avec les enseignants du primaire et du secondaire, il signe des relevés de conclusions qui représentent une enveloppe de 12 milliards de francs en cinq ans. Aux primes, en particulier dans l'enseignement supérieur, aux accélérations de carrière *ou à la création de hors classe dans* tous les corps d'enseignants, s'ajoute une mesure historique : l'alignement du statut des instituteurs – rebaptisés « professeurs d'école » – sur celui des professeurs.

Foulards et lycéens

M. Jospin n'a pas attendu la fin de ces négociations pour ouvrir les autres chantiers qui allaient l'occuper pendant quatre ans. Dès le 12 décembre 1988, il entame la réflexion sur les contenus d'enseignement en créant une commission de travail présidée par MM. Bourdieu et Gros. Et le 17 janvier, il présente une première esquisse de son projet de loi d'orientation sur l'éducation : *à la base de ces deux* initiatives, la volonté est claire de rénover en profondeur le système éducatif, à la fois dans son organisation pédagogique et institutionnelle, mais aussi dans ses contenus et ses programmes. Présentée au *Parlement à la session de printemps* 1989, la loi Jospin sera adoptée, au terme d'un débat étonnamment calme, le 5 juillet et publiée le jour du Bicentenaire de la Révolution.

Toute passion n'a pas disparu, cependant, de la scène scolaire. Le refus de trois collégiennes musulmanes de Creil (Oise), à la rentrée 1989, de retirer leur voile islamique pendant la classe, puis leur exclusion du collège va déclencher, en octobre 1989, une tempête dont M. Jospin aura toutes les peines à se sortir. *Partisans de l'exclusion*, au nom d'une laïcité pure et dure, ou partisans d'une conception plus accueillante de l'école s'affrontent comme aux plus belles heures de la querelle scolaire. Le recours au droit et au Conseil d'Etat permettra peu à peu de calmer les esprits.

De même, le brusque malaise des lycéens de banlieue, à la rentrée 1990, les manifestations à répétition *qu'ils organisent en octobre et* qui culminent par une grande manifestation émaillée d'incidents sérieux à Paris, le 12 novembre, prennent le gouvernement à contre-pied. Après maints tâtonnements devant ce mouvement sans revendications *précises, il faudra à M. Jospin* deux jours de négociations marathons, avec les représentants des lycéens, et une rallonge budgétaire de plus de 4 milliards de francs pour désamorcer la crise.

Le deuxième dossier-clé est celui de l'université. Ouvert dès juin 1988, avec la décision de faire appliquer la loi Savary, puis, de *façon plus positive, en septembre*, avec le lancement d'une politique de contrats quadriennaux entre l'Etat et les universités qui sera généralisée en quatre ans, le dossier universitaire va occuper toutes les énergies. En janvier 1990, M. Jos*pin et son principal conseiller*, M. Claude Allègre, lancent un projet ambitieux pour l'enseignement supérieur. Négocié région par région, le plan « Université 2000 » sera entériné par trois conseils interministériels d'aménagement du territoire entre octobre 1991 et janvier 1992. L'Etat s'engage à investir 16 milliards de francs en cinq ans, les collectivités locales faisant de même, pour créer, notamment, sept nouvelles universités et construire 1,5 million de mètres carrés de locaux supplémentaires.

Reste le dossier empoisonnant de la rénovation pédagogique. Engagée, on l'a vu, en décembre *1988*, la réflexion est relancée, en novembre 1989, par une « consultation nationale sur les contenus de l'enseignement » organisée sous forme de colloques régionaux censés attirer l'ensemble des partenaires du monde éducatif. *M. Jospin* espère, alors, déboucher rapidement sur des propositions applicables dès la rentrée 1991. Et le 25 janvier 1990, il accélère la cadence et crée le Conseil national des programmes, organisme indépendant chargé de préparer de nouveaux programmes scolaires.

Mais la rénovation pédagogique *est décidément un piège à ministres*, tant elle soulève de difficultés, et heurte de corporatismes. Il faudra le mouvement lycéen de l'automne 1990 pour que le ministre active le pas, presse le Conseil



national des programmes de boucler deux rapports sur les filières générales, puis générales et technologiques du lycée, présente ses « propositions » en avril 1991 et rende finalement publique, en juin *1991, sa réforme du lycée. Le calen*drier d'application prévoit la mise en œuvre, pour la classe de seconde. à la rentrée 1992, ce qui laisse présager une application complète de la réforme pour l'année 1994-1995. Le baccalauréat, d'ici là, aura eu le temps de trouver de nouveaux défenseurs...

Quant à la rénovation des diplômes universitaires, évoquée dès juin 1988, elle fera l'objet d'un premier projet en juin 1991, avant *de déclencher*, au début de 1992, une fronde disparate d'étudiants et d'universitaires défendant, qui sa discipline, qui ses horaires, au point que M. Jospin ne pourra mener ce projet à son terme, en dépit de la volonté farouche de son conseiller spécial, M. Allègre, de *bousculer* habitudes et corporatismes.

En avril 1992, M. Jack Lang prend *le relais. Aussi consensuel* que son prédécesseur était raide, il comprend rapidement que le temps risque de lui manquer pour marquer son passage. de quelques grandes initiatives. Méthodiquement, il s'attache donc à boucler tous les dossiers en suspens. Le plus ancien est celui du contentieux avec l'enseignement privé. En dépit des pressions de l'opposition pour faire monter la pression sur ce terrain qui lui avait été si favorable huit ans auparavant, la confiance entre le ministre et le Père Cloupet, responsable de l'enseignement catholique, permet d'aboutir rapidement.

Le plus urgent est le dossier de la réforme du lycée qui, au prix de quelques aménagements, devrait s'appliquer en classe de première à la rentrée prochaine. Celui enfin des diplômes universitaires, repris calmement à l'automne 1992, et dont les textes d'application viennent d'être publiés. Avant de passer la main, M. Lang, méthodique, *aura eu le temps d'accorder* quelques cadeaux préélectoraux aux catégories oubliées par la revalorisation . On ne saurait être trop prévoyant.

G. C. et Ch. G.

La FEN en miettes

Le parallèle est cruel. La victoire de la gauche en 1981 devait beaucoup à la puissance de la « forteresse » de la Fédéra*tion de l'éducation nationale et* aux liens historiques entre « peuple de gauche » et monde enseignant. La FEN était alors à son apogée, avec ses 550 000 adhérents rassemblés dans une nébuleuse d'une cinquantaine de *syndicats, regroupant, sous une* même bannière, depuis 1947, toutes les composantes du milieu éducatif : instituteurs, professeurs ou personnels administratifs, socialistes ou communistes.

Douze ans plus tard, la gauche est exsangue et la FEN en miettes : elle a perdu 40 % de *ses adhérents, qui n'étaient plus* que 330 000 en 1992. Longtemps épargnée par le mouvement d'érosion du syndicalisme français, elle a subi, de plein fouet, le contrecoup du premier septennat Mitterrand, l'échec *cuisant de l'offensive tant atten*due contre l'enseignement privé en 1984 et l'absence de stratégie crédible face aux mutations en profondeur du système éducatif. Le limogeage, en juin 1991, de son secrétaire général, *M. Yannick Simbron, est bruta*lement symptomatique de cette impasse.

Mais, surtout, la FEN a perdu, en quelques mois fatidiques, l'unité qu'elle avait su préserver, tant bien que mal, depuis l'après-guerre. *Menacée par la* montée en puissance des professeurs du secondaire qui accompagne *l'ouverture* des portes du lycée à la grande majorité des jeunes, contestée *par le* Syndicat national des enseignements du second degré (SNES) longtemps proche des communistes, la majorité de la fédération, dominée par le Syndicat national des instituteurs (SNI) et proche des socialistes, *porte le fer dans la plaie au prin*temps 1992.

Le 6 mai, la direction de la FEN décide d'exclure le SNES et le SNEP (professeurs d'éducation physique). Le 24 juin, le SNI, réuni en congrès extraordi*naire à Orléans, décide de se* transformer en « Syndicat des enseignants » afin de rassembler tous les enseignants, de la maternelle au lycée, et d'aller chasser sur les terres du SNES.

En décembre 1992 enfin, après des mois d'empoignades et de procès devant les tribunaux, le congrès de Perpignan entérine le coup de force de la direction, mais au prix d'une lourde hémorragie : outre le SNES et le SNEP, le SNETAA *(enseignants du technique), le* SNESup (enseignants du supérieur) et une partie des troupes du SNI quittent la FEN ou s'en éloignent, embarquant, à terme, quelque 150 000 adhérents avec l'espoir de les regrouper *peu à peu dans une fédération* concurrente. Même dans ses rêves les plus fous, la droite n'en espérait pas tant.

G. C.

1981-1993 : l'érosion des ambitions

Suite de la page 13

Celles des collectivités locales, associées à l'effort d'investissement par les lois de décentralisation (*lire page 14*). Celles enfin des enseignants, placés, bon gré mal gré, en première ligne.

En quelques années, les gouvernements de gauche auront tout fait pour mobiliser les enseignants. C'est l'objet des accords de « revalorisation » conclus, en mars 1989, entre M. Jospin et les syndicats d'enseignants. Une enveloppe de plus de 12 milliards de francs permet des améliorations de carrière souvent substantielles, la création ou le relèvement de primes, notamment dans l'enseignement supérieur, et surtout une mesure historique pour les instituteurs : l'alignement de leur statut sur celui des professeurs. C'est également l'objet de la politique de recrutement, qui aura permis, au cours des cinq dernières années, la création de près de 60 000 emplois. C'est *enfin l'objet de l'effort de forma*tion des enseignants, avec la création, en 1991, des instituts universi*taires de formation des maîtres* pour les instituteurs et professeurs.

Le noyau dur de l'échec scolaire

Cet effort spectaculaire est loin, cependant, d'avoir répondu à tous les espoirs. La revalorisation ? Elle a été accueillie, le plus souvent, comme une trop modeste reconnaissance de leurs mérites par des enseignants anxieux des changements provoqués par l'ouverture du lycée et de l'université à l'enseignement de masse et par l'hétérogénéité accrue de leurs élèves. Et elle n'aura pas empêché un divorce *croissant, sinon définitif, entre le « peuple de gauche »* et le monde enseignant.

La réduction des inégalités dans l'accès au savoir ? Elle est sensible au plan géographique, les écarts de performances entre les académies s'étant réduits. Elle est beaucoup moins évidente au plan social : certes l'ouverture des portes du lycée a bénéficié à tous ; mais à la fin des années 80, un enfant d'ouvrier sur quatre avait une chance de décrocher le bac contre trois sur quatre pour les enfants de cadres. Et cet écart s'est plutôt creusé au cours des quinze dernières années. Enfin les gouvernements de gauche ont certes réduit (90 000 par an au lieu de 135 000 il y a douze ans) le nombre de jeunes qui sortent de l'école sans aucune qualification. *Mais ils n'ont su trouver de solu*tion crédible aux problèmes de plus en plus aigus de ce noyau dur de *l'exclusion scolaire, malgré la politi*que des zones d'éducation prioritaire.

Crispations pédagogiques

C'est poser le problème de la rénovation pédagogique. C'était la troisième ambition. La gauche aura tout tenté pour bousculer les habitudes, moderniser les programmes, dépoussiérer les contenus. Elle aura multiplié les rapports, et appelé à son secours quelques grands intel*lectuels. Après plus d'une décennie* d'efforts, cette volonté de réforme se solde par un maigre bilan. La réorganisation de l'école primaire, depuis la rentrée 1991, en cycles de trois ans destinés à réduire les redoublements a du mal à entrer dans les faits. Le dossier du collège, entrouvert par M. Savary, est occulté depuis. La réforme du lycée, tracée par M. Jospin et prolongée par M. Lang, n'est encore appliquée que pour la classe de seconde et l'incertitude est grande *sur ce qu'il en adviendra demain.* La timide rénovation des diplômes universitaires, tout juste bouclée, n'aura pas eu le temps d'être mise en application.

Paralysée par les crispations et les lourdeurs du système éducatif, c'est sur ce terrain que la gauche aura le plus clairement fait la démonstration des limites de son action.

GÉRARD COURTOIS

BILLET

Calendrier électoral et réforme des retraites

En présentant, au conseil des ministres du mercredi 17 mars, la version définitive de son projet de constitution d'une caisse de garantie des retraites, le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy pense visiblement moins à la *« bosse démographique »* des années 2005-2020 qu'à l'immédiat après-législatives.

Ce projet de loi consiste à créer un fonds alimenté par les actifs d'entreprises publiques du secteur concurrentiel (des banques, des assurances et des sociétés industrielles ainsi que la Française des jeux) dont les dividendes et, éventuellement la privatisation, libéreraient 100 milliards de francs. En fructifiant, cette somme permettrait de dégager – selon les évaluations du gouvernement – 300 milliards de francs en 2005 et de verser, pendant quinze ans, entre 10 et 15 milliards au profit de la « Sécu », ce qui sera d'ailleurs loin d'être suffisant pour couvrir l'énorme besoin de financement consécutif au départ en retraite des générations du « baby boom ».

Depuis le début, ce projet a été jugé suspect. Présenté après le terme de la session parlementaire, il est évident que son objet premier était de donner à la future opposition socialiste un argument contre la politique de privatisation que la droite pourrait mettre en œuvre. Après cinq ans de quasi-immobilisme sur ce dossier, les socialistes auront donc attendu l'avant-dernier conseil des ministres de la législature pour s'intéresser à l'avenir à long terme des retraites... Quant à l'opposition, qui dénonce *« un piège »*, elle a déjà fait savoir qu'en cas de victoire elle réservera le produit des privatisations à d'autres fins, notamment la *« construction de logements sociaux, aidant ainsi à la reprise du bâtiment et, par-delà, de l'économie »*.

Pourtant, le caractère quelque peu surréaliste d'une démarche consistant à élaborer un projet de loi quelques jours avant le premier tour des élections législatives ne doit pas faire perdre de vue que constituer des réserves n'est pas une mauvaise idée. Y affecter des actifs publics n'aurait rien de choquant (utiliser les excédents du Loto encore moins) même si, dans le dernier numéro de la *Revue d'économie financière*, M. Michel Sapin, ministre de l'économie, rappelle que la mise en réserve, dès maintenant, de 0,2 point de cotisation retraite aurait un impact comparable à celui de la caisse de garantie imaginée par le gouvernement. Un jour ou l'autre, il faudra bien en reparler.

J.-M. N.

Pour ne pas entraver la reprise par des hausses d'impôts

Le gouvernement britannique reporte d'un an la réduction du déficit budgétaire

Les dispositions budgétaires annoncées, mardi 16 mars, en Grande-Bretagne, illustrent la volonté du gouvernement de *réduire l'important déficit* des finances publiques sans nuire à *la reprise de l'économie*. Pour résoudre cette contradiction, les mesures fiscales, – notamment l'assujettissement de la consommation d'énergie domestique à la TVA –, ne prendront effet qu'en 1994.

LONDRES

de notre correspondant

M. Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier, devait atteindre plusieurs objectifs, dont le moindre n'était pas d'essayer de redorer son image. En présentant un budget qui témoigne de la volonté du gouvernement de s'attaquer à un déficit record, il œuvrait donc à la fois pour le redressement de l'économie britannique, pour le premier ministre, dont les difficultés politiques se sont accumulées ces derniers mois, et pour lui-même. Le chancelier de l'Echiquier semble avoir obtenu un répit : M. John Major l'a ostensiblement félicité pour sa « copie » budgétaire, ce qui met momentanément un terme aux rumeurs selon lesquelles il se débarrasserait avant l'été d'un chancelier dont l'impopularité déteint sur l'image de l'ensemble du gouvernement. S'agissant des autres objectifs, il faudra attendre plusieurs mois pour savoir avec certitude si la stratégie de M. Lamont est la bonne.

En annonçant un sévère tour de vis fiscal (le plus important depuis une décennie), dont les principaux effets ne se feront sentir qu'en 1994 et 1995, ainsi qu'une série de mesures de moindre portée en faveur de l'industrie et des chômeurs, M. Lamont a, apparemment, réussi à concilier diverses contradictions : l'ampleur du déficit des finances publiques (*le Monde* daté 14-15 mars) l'obligeait à présenter une politique de rigueur par un alourdissement de la pression fiscale (la réduction des dépenses sera annoncée en novembre), le but étant aussi bien de remplir les caisses de l'Etat que d'impressionner les agents économiques et la City.

Parallèlement, rien ne devait être fait pour briser le timide élan de reprise qui commence à se manifester après la plus grave récession que la Grande-Bretagne ait connue depuis les années 30. Pour l'année budgétaire en cours, c'est ce principe de neutralité fiscale qui est appliqué, le produit de l'augmentation des impôts se limitant à 490 millions de livres (1), puis augmentant à 6,7 milliards de livres en 1994-1995 et à 10,3 milliards *de livres l'année suivante*.

Le tour de vis fiscal est donc *reporté d'un an*. Il portera essentiellement sur l'imposition à la TVA de la consommation d'énergie et sur l'augmentation de 1 % des cotisations sociales (National Insurance) pour les salariés et les travailleurs indépendants. A partir d'avril 1994, le fioul domestique, l'électricité et le gaz supporteront un taux de 8 % *de TVA, le taux* normal de 17,5 % s'appliquant à *partir d'avril 1995*.

Honteuse trahison

M. Lamont a précisé que le revenu minimum garanti d'assurance-chômage *(income support)* sera révisé pour tenir compte de l'alourdissement de la TVA. Mais outre que celui-ci est d'un faible montant (environ 208 francs par semaine), de nombreux Britanniques dont les revenus sont faibles ne peuvent y prétendre. Le chef de l'opposition et du Parti travailliste, M. John Smith, a immédiatement *dénoncé cette « honteuse trahison »* de la part du Parti conservateur et du *premier ministre qui*, lors de la dernière campagne électorale, *s'étaient engagés* à ne pas augmenter la TVA. Dans l'immédiat, les contribuables subissent une série d'augmentations relativement limitées, portant sur la bière et le vin, les cigarettes et l'essence. Pour compenser en partie cet alourdissement de la fiscalité, différents allégements sont prévus pour l'impôt sur le revenu, le plus notable étant un relèvement de la limite supérieure de la première tranche d'imposition (taxée à 20 %) du barème de l'impôt sur le revenu.

Le taux de 20 % créé, en mars 1992, pour les premières 2 000 livres sterling du revenu imposable, sera étendu à 2 500 livres en 1993-1994 et 3 000 livres l'année *suivante*. Le montant des abattements forfaitaires est gelé.

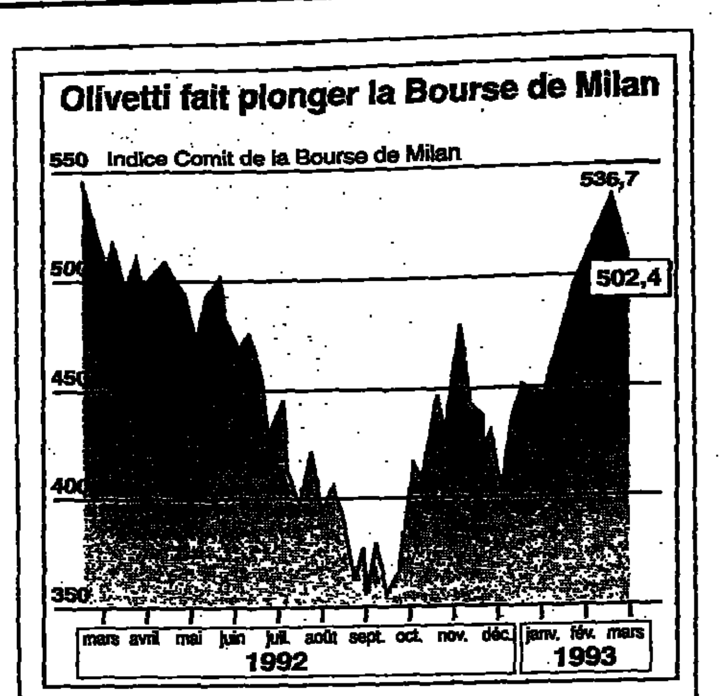
Ce budget de rigueur se veut aussi un budget pour l'emploi. L'industrie bénéficie d'un certain *nombre d'allégements* fiscaux (notamment s'agissant de l'impôt *sur les sociétés et les plus-values*), l'industrie de la construction étant *privilégiée* avec la confirmation des grands travaux que sont la liaison ferrée entre le tunnel sous la Manche et Londres, et celle devant relier l'aéroport de Heathrow à la gare de Paddington.

L'appellation de *« budget pour l'emploi »* utilisée par le chancelier de l'Echiquier est nettement moins convaincante, puisque l'ensemble des dispositions devant bénéficier aux chômeurs ne concernera qu'environ cent mille personnes sur un total de plus de trois millions de chômeurs. Dans l'ensemble, ces dispositions budgétaires soulignent une reprise en main à terme de la politique économique. Le gouvernement de M. Major a manifestement été convaincu par la « méthode Clinton » consistant à faire accepter de nouveaux impôts à condition d'étaler ceux-ci dans le temps. L'ennui est que la situation de l'économie britannique est bien plus grave que celle de l'Amérique.

M. Lamont a annoncé un déficit des finances *publiques de plus de* 50 milliards de livres (8 % du PNB) *pour 1993-1994, soit une* progression de quelque 6 milliards de livres *par rapport* à *ses prévisions*. Outre que ce chiffre confirme l'existence d'un *fort déficit* structurel (3 à 4 % du PNB), celui-ci *restera important dans* les années à venir. Beaucoup dépendra donc de l'ampleur de la reprise. Or, le Trésor envisage une croissance *limitée à 1,25 % en 1993*, puis à 3 % au premier semestre *1994. Dans un tel cas de figure*, le fait d'annoncer à l'avance un fort alourdissement de la fiscalité peut avoir pour effet de décourager les ménages de consommer davantage et d'inciter l'industrie à la prudence plutôt qu'à l'investissement.

LAURENT ZECCHINI

(1) *Une livre sterling = environ 8,12 francs.*



Les milieux financiers italiens ont fraîchement accueilli le projet d'augmentation de capital d'Olivetti. Le constructeur informatique italien, qui a prévu de renforcer ses fonds propres à hauteur de 3 milliards de francs, a vu son titre plonger de 17,1 % lors de la séance du mardi 16 mars à la Bourse de Milan. Les actions de la CIR, holding financier de M. De Benedetti, et principal actionnaire d'Olivetti, ont perdu 10 % depuis la séance de vendredi.

Le titre Cofide, un autre holding de M. De Benedetti, a été également sévèrement attaqué. Ce mouvement de défiance a mis un coup d'arrêt à la progression de la Bourse de Milan. L'index Comit, en hausse régulière depuis le début de l'année, a terminé la séance de mardi sur un recul de 1,07 %.

Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques

La croissance sera presque interrompue cette année

La production des pays industrialisés a sans doute atteint son point le plus bas, mais l'environnement international ne s'améliorera pas dans l'immédiat pour la France, estime l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Ainsi la croissance s'essoufflera-t-elle en Amérique du Nord au moment où elle réapparaîtra en Europe et au Japon. *« Au total, 1994 sera une année de croissance molle non susceptible de s'accélérer franchement dès 1995. »*

Selon l'OFCE, la croissance du PIB (produit intérieur brut) serait de 3,2 % cette année aux Etats-Unis puis de 2,7 % en 1994, tandis qu'au Japon elle s'accélérerait, passant de 1,8 % à 2,5 %. *Même évolution en* Allemagne, où le PIB passerait (pour la partie ouest) de – 0,5 % à + 2,2 %. Les effets sur la France de cette inversion des décalages conjoncturels serait de limiter l'ampleur de la reprise : à une croissance pratiquement nulle cette année (+ 0,5 %) succéderait une croissance de 2 % en 1994.

L'OFCE est particulièrement pessimiste, décrivant un ensemble d'enchaînements macro-économiques qui laissent peu de place à l'espoir d'une amélioration à court terme. *« La frontière avec un enchaînement déflationniste (...) n'est pas très éloignée. »* L'OFCE estime pourtant que la frontière *menant à la déflation ne sera pas* franchie. Explication : les ajustements de 1993, c'est-à-dire le désendettement des ménages et des entreprises, permettront à l'investissement de repartir en 1994, d'autant plus sûrement que les taux d'intérêt à court terme vont très probablement baisser en Europe et en France en particulier. L'OFCE prévoit que les taux nominaux à trois mois baisseraient *jusqu'à* 7,5 % à la fin de l'année et à 6,5 % fin 1994, la *prime de risque payée* par la France vis-à-vis des taux allemands *s'amenuisant* et disparaissant même complètement à partir de l'été 1994.

Après une forte baisse de son bénéfice en 1992

Volkswagen renouvelle son état-major et va réduire ses coûts de production

***Le groupe Volkswagen a* annoncé, mardi 16 mars, un bénéfice réduit à 147 millions de marks (500 millions de francs) pour 1992 contre 1,1 milliard en 1991, alors même que les bonnes ventes ont permis une croissance de 12 % à 85,4 milliards de marks. Devant cette inquiétante *dégradation de la rentabilité*, le conseil de surveillance a remplacé plusieurs membres du directoire sur proposition du nouveau président depuis janvier, M. Ferdinand Piech. Le dividende a été ramené à 2 marks par action ordinaire *contre 11 marks l'an passé*.**

FRANCFORT

de notre correspondant

Il se nomme Ignacio Lopez de Arriortua. Mais, dans la profession, on l'appelle Inaki. C'est une économie de paroles. Et Inaki est un obsédé des économies. C'est un coupeur de coûts. De cous aussi, forcément. Parmi les fournisseurs espagnols, il est connu sous le sobriquet de Grand Inquisiteur. Car, pour lui, les dépenses sont comme des péchés. Il faut les pourchasser *partout, dans* les usines comme dans les corps et *dans les têtes*.

On raconte que, arrivé à Detroit chez General *Motors l'an dernier*, il a offert un petit livre de sa plume à ses collaborateurs. Le titre résume tout : *le Régime des guerriers*. Il leur a aussi donné le conseil de porter leurs bracelets-montres au poignet droit. Pourquoi cette idée farfelue ? Pour leur rappeler en permanence que l'entreprise est encore en déficit. Pour un peu, le Grand Inquisiteur imposerait aux salariés le port de la robe de bure à la place du bleu.

M. Ferdinand Piech, le nouveau PDG de Volkswagen, vient d'embaucher Inaki comme responsable de la *production de l'ensemble du groupe*. Avec effet immédiat. Il a eu du mal, car General Motors, le géant américain, voulait le garder. M. Lopez, Basque espagnol de cinquante-deux ans, a fréquenté diverses multinationales après ses études à Bilbao. Puis il est entré au début des années 80 à l'usine de General Motors de Sarragosse, qui fabrique l'Opel Corsa. Sa carrière a couru ensuite aussi vite que sa réputation. *En 1988, il est* devenu responsable des achats pour *GM Europe. Quand*, en mai 1992, M. Piech entre en contact avec lui, M. John Smith, le PDG de GM, qui ayant travaillé en Europe le connaît fort bien, l'appelle à Detroit de peur de le perdre.

Le disputé M. Lopez

Les deux groupes vont ensuite multiplier promotions et propositions. *Heureux Inaki ! Ces derniers* jours, les aller et retour étant devenus *publics*, l'action de VW à la Bourse de Francfort montait et descendait au rythme des rumeurs : Wolfsburg ou Detroit ? Le disputé M. Lopez viendra finalement en Allemagne. On dit que, outre une rémunération record, il aurait obtenu des assurances que les activités de VW en Pays basque (VW possède le constructeur espagnol Seat) seraient développées. Le Grand Inquisiteur aime son pays.

Detroit ou Wolfsburg, GM ou VW ? L'hésitation est significative. Les deux géants américain et européen de l'automobile ont le même problème. Celui des dinosaures. *Volkswagen a vendu 3,5 millions de* voitures l'an passé. La sortie de sa *nouvelle Golf lui a permis de consolider* sa première place en Europe avec une part de marché de 17,5 % contre 16,4 % en 1991. Mais ses coûts, notamment de structure, sont tels que la rentabilité s'effondre quand même. VW a perdu de l'argent au dernier trimestre de 1992. Or désormais le boom de l'unification est achevé et le marché se retourne. Il reculera de 20 % en Allemagne *cette année* et de 10 % *en Europe*. Comment Volkswagen, qui commençait à *perdre* de l'argent en période de hautes eaux, peut-il éviter d'en perdre des milliards à marée basse ? C'est toute l'angoisse de M. Piech.

VW souffre d'une crise de surcoût (« le Monde de l'économie » du 5 mai). Dans tous les domaines. Le groupe « produit » un chiffre d'affaires de 280 000 DM par tête comparé à 460 000 DM pour Ford-Allemagne. La concentration de 130 000 personnes à son siège de Wolfsburg est un drame industriel autant que social. Mais le Land de Basse-Saxe est propriétaire de 20 % des actions et il fait son devoir en défendant les emplois chez lui. Les salariés de VW bénéficient d'avantages particuliers (37 heures, un salaire de 1 % à 5 % supérieur à la branche). Mais M. Steinkühler, président du puissant syndicat IG Metall, siège au conseil de surveillance du groupe...

L'arrivée de M. Piech a marqué un tournant. Le groupe est décidé non seulement à traquer les coûts partout – ce sera la difficile tâche de M. Lopez face aux syndicats – mais à *« changer de culture »*. Il s'agit d'adopter enfin, cinq ans après les autres groupes européens, notamment les français, la *« lean production »* à la japonaise ; de réduire les dépenses mais aussi d'inventer et dessiner des *voitures* qui coûtent moins cher dès l'origine ; de rogner sur le temps de développement des modèles comme sur la superficie des usines. Le tout en renforçant à tous les niveaux le contrôle qualité.

La traduction sociale est limpide. VW, qui emploie encore 275 000 personnes dans le monde, va devoir supprimer en gros 5 % de ses effectifs mondiaux par an. Environ 30 000 départs d'ici à fin 1994 ont été annoncés. Mais le plus logique serait que les installations allemandes – plus coûteuses – souffrent plus que les *autres. C'est là toute la difficulté* que partagent d'ailleurs tous les groupes automobiles allemands. Pour mettre en place ce virage, M. Piech vient de renouveler son état-major. L'entrée de M. Lopez s'accompagne de trois changements de hauts responsables dans les secteurs production, finances et recherches.

ÉRIC LE BOUCHER

□ **Accord sur le prix du gaz entre la Russie et l'Ukraine.** – Après des mois d'âpres marchandages, Moscou et Kiev sont parvenus, mardi 16 mars, à un accord sur le prix du gaz livré par la Russie à *l'Ukraine*, a annoncé l'agence Interfax. Au cours d'une réunion de négociation à Moscou, il a été convenu que *1 000 mètres cubes de gaz russe* seront facturés à l'Ukraine 27 600 *roubles (250 francs environ). En* retour, le passage par l'Ukraine du *gaz russe destiné aux pays* européens sera payé par Moscou 180 roubles par 1 000 mètres cubes de gaz et par 100 kilomètres de gazoduc. *Ainsi* devrait être réglé un contentieux inquiétant pour les pays importateurs de gaz russe – en particulier l'Allemagne et la France, – dont les approvisionnements ont été interrompus à plusieurs reprises ces derniers mois.

Le constructeur informatique américain joue son va-tout

Wang prévoit de diminuer encore d'un tiers ses effectifs

Wang, un fabricant américain d'ordinateurs en règlement judiciaire depuis l'été 1992, a présenté, mardi 16 mars, son plan de redressement. Celui-ci prévoit 3 000 suppressions d'emplois supplémentaires et une prise de contrôle du groupe par les créanciers, à la faveur d'une émission d'actions nouvelles, dont le calendrier n'a pas encore été donné. Le constructeur de Lowell (Massachusetts) employait 13 000 salariés avant de demander la protection de la loi sur les faillites (le fameux chapitre 11). Ses effectifs ont, depuis août 1992, été réduits à 9 300 personnes. Il envisage aujourd'hui de ramener ce chiffre à 6 000.

Cette réorganisation doit être approuvée par le juge des faillites. *Pris à contre-pied par les évolutions* du marché de l'informatique, Wang joue *aujourd'hui son va-tout* sur une technologie maison, le Wang Integrated *Image Systems*, un procédé qui permet aux opérateurs de *manier des données* chiffrées, des textes et des images sur un même terminal.

ÉCONOMIE

SOCIAL

La CGT appelle à la fin de la grève à la RATP

La CGT, premier syndicat de la RATP (43 % des voix aux élections professionnelles et 32 % parmi les agents de conduite), a appelé, mardi 16 mars, les conducteurs du métro et du RER à cesser les débrayages dès mercredi matin.

Mardi, la CGT était le seul syndicat à avoir déposé un préavis de grève à la RATP. Concrètement, le mouvement a été suivi par 10 % des conducteurs du métro et 8 % de ceux du RER et par 1,4 % des autres catégories de personnel. En outre, les trois autres syndicats partie prenante dans le conflit des conducteurs ont suspendu, lundi 15 mars, leur mouvement après une rencontre avec la direction (*le Monde* du 16 mars).

Grâce à un recoupement systématique des fichiers

L'Assurance-chômage renforce sa lutte contre la fraude

Les responsables de l'UNEDIC ont annoncé, mardi 16 mars, qu'il était *« dorénavant possible de détecter systématiquement, grâce à l'informatique, les allocataires cumulant une rémunération liée à une activité professionnelle temporaire et une allocation de chômage »*. Basé sur un croisement automatique du fichier ANPE et des fichiers des entreprises de travail temporaire, ce programme de vérification a été autorisé, le 7 juillet 1992, par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Cette dernière avait été sollicitée, à la suite de la décision prise, en décembre 1991, par les partenaires sociaux, de *« renforcer les contrôles afin d'éviter les cumuls volontaires et involontaires »*.

Après trois mois de *« contrôles intensifs »* portant sur 1,5 million de dossiers, l'UNEDIC estime que *« les ASSEDIC vont pouvoir exiger la restitution de 600 millions de francs d'allocations indûment perçues par an »*. Parallèlement, le régime del'Assurance-chômage va réaliser, dès cette année, des recoupements similaires en ce qui concerne les *arrêts maladie*.

Boulogne à l'heure du « poisson des autres »

Suite de la première page

« Croire qu'on pourrait réduire massivement les importations pour régler la crise actuelle est autant une vue de l'esprit qu'un non-sens économique. » M. Jean-Baptiste Delpierre a cédé en 1990 ses deux derniers chalutiers et, aujourd'hui, son groupe alimentaire (400 personnes, 300 millions de francs de chiffre d'affaires) ne s'approvisionne qu'à 5 % chez les mareyeurs boulonnais. L'économie locale repose davantage sur les apports extérieurs de matières premières que sur ce que peuvent débarquer au bassin Loubet les navires noir et jaune de Jean-Marc *Le Garrec* et de Nord-Pêcheries, ou les 90 chalutiers artisanaux de la Coopérative maritime d'Etaples (CME). *« Prenez le hareng, nous avons besoin de 15 tonnes par jour, avec des normes précises de taille ou de graisse. Qui à Boulogne peut nous garantir une livraison régulière à des prix compétitifs? Personne! On est obligé de traiter avec des fournisseurs étrangers par contrats annuels »*, ajoute M. Delpierre.

Si la pêche, avec ses patrons et matelots, emploie encore 1 000 à 1 500 personnes, le mareyage, la salaison, les plats cuisinés, la logistique, bref tout ce que l'on appelle l'aval de la filière pêche, offrent quatre fois plus de postes de travail. Dans l'orbite de Nestlé, Findus (numéro un du poisson surgelé, pané ou en sauce), occupe 428 salariés et distribue plus de 60 millions de francs de salaires annuels, alors qu'un chalutier de pêche hauturière, comme le *Margat*, qui avait ramené 140 tonnes le 15 mars – une superbe marée – navigue avec un équipage de 20 hommes habitués à un métier d'enfer dans l'ouest de l'Ecosse, où par 1 000 mètres de fond, il va maintenant traquer l'empereur, le sabre ou le grenadier.

Unipêche : le mouton noir

Boulogne a fait son choix bien avant les ports bretons ou vendéens. Même en restant le premier port de France, il sera de plus en plus un marché, une plaque tournante où le négoce dominera la pêche, avec au centre du dispositif le poisson – toujours lui – mais le *« poisson des autres »*, colin d'Argentine, crevettes sénégalaises, saumon norvégien, cabillaud russe estampillé européen à son débarquement à Bremerhaven ou à Copenhague. *« Ici, on touche du doigt ce que « marché » commun veut dire; depuis le 1er janvier, c'est une pagaille totale sur les prix »*, confie M. Jean-Claude Corset, le directeur de la criée.

Longtemps contenue grâce à une solidarité active de toute l'interprofession, la colère a gagné le littoral de la Côte d'Opale avec quelques semaines de retard sur les Bretons et les Vendéens. Dans la nuit du 14 au 15 mars, les saccages ont succédé aux éruptions de vésanie. Les transformateurs de poisson n'avaient, jusqu'à présent, pas trop de raison de se plaindre, puisque, même si la consommation finale stagne, ils peuvent s'approvisionner à l'étranger à des prix avantageux et être livrés dans les trois jours. Mais les mareyeurs voient maintenant leurs frigos s'emplir à craquer. Ils commencent à répugner à acheter. Tous les ports européens sont engorgés par des apports pléthoriques à cause du beau temps. Les cours s'effondrent. Vingt artisans de la CME sont tenus à bout de bras hors de la faillite par leur organisation professionnelle. Mais le fait qu'un importateur de la place ait, il y a une semaine, acheté du merlan d'importation à un tarif très inférieur au prix de retrait fixé localement, a été considéré comme une provocation. *« Pensez-vous! Le merlan est l'espèce-phare de nos artisans d'Etaples*, s'insurge M. Jean-Pierre Grandidier, directeur adjoint de la coopérative, *et on leur fait ça alors que les prix de ce poisson en criée ont chuté de 45 % en un an! »*.

D'où l'action éclair du commando de pêcheurs dans la nuit de dimanche à lundi contre la société Unipêche, désignée comme le mouton noir. Et voilà l'engrenage : grève des achats, plaintes, zizanies syndicales entre marins de la CGT et de la CFDT, d'une part, et la CFTC, qui a remporté des succès aux élections professionnelles.

Du coup, sont remontés à la surface tous les remugles de rivalité entre les gros et les petits, les transformateurs et les pêcheurs, les mareyeurs et les armateurs, le secrétariat d'Etat à la mer, lointain, et la police, restée passive bien qu'alertée de longue date, l'administrateur des affaires maritimes, M. Jean-Yves Berroche, qui tente de jouer le M. Bons Offices. Mais, mardi soir, la tension était remontée d'un cran car le syndicat des mareyeurs avait donné instruction à ses membres de ne pas acheter la pêche que débarqueraient les artisans étaplois. *« Il faut leur donner une bonne leçon »*, juge M. Pierre Velghe, son président.

Dans l'odeur poisseuse répandue par l'usine de farine de poisson qui marche à s'époumonner ces jours-ci à cause de toutes les cargaisons endommagées ou excédentaires qui lui sont livrées, commence à se répandre une rumeur d'autant plus inquiétante qu'elle reste incontrôlée. Et si les Etaplois, se donnant le mot par les canaux VHF, venaient à barrer le sas d'entrée du bassin? Et s'ils arrivaient tous ensemble à la criée jeudi, jetant par dizaines de tonnes sur le marché les soles encore frétillantes, les harengs argentés, le cabilland musculeux, les merlans coruscants comme des diamants, et prenaient le risque calculé de faire s'effondrer comme jamais les cours, le jour précisément où se réunissent *à Bruxelles les ministres des Douze?*

Quand ce n'est pas la tempête qui oblige le pêcheur à rester à quai et à ronger son frein, c'est le marché qui est tourneboulé par l'Europe du Nord. Et le consommateur, indifférent ou impécunieux pour cause de crise, se laisse tenter par le dindonneau ou la médiocre croquette panée parce qu'à l'étal le poisson frais reste trop cher. *« Que voulez-vous*, soupire M. Velghe, *à peine 5 % des consommateurs français sont de vrais connaisseurs en poisson! »*

FRANÇOIS GROSRICHARD

Manifestations de pêcheurs devant les préfectures et sous-préfectures du littoral

A l'appel des comités de survie constitués dans plusieurs ports de pêche, des manifestations devaient avoir *lieu, mercredi 17 mars, devant* plusieurs préfectures et sous-préfectures des départements *maritimes*. Les associations de femmes de marins et les syndicats de pêcheurs ont décidé de protester contre le marasme du secteur et l'effondrement des cours constatés depuis deux mois à cause d'importations massives à très bas prix.

A Quimper, les organisateurs de la manifestation, prévue mercredi après-midi, espéraient réunir entre 10 000 et 20 000 personnes. Les agriculteurs et les commerçants du Finistère devaient se joindre aux pêcheurs. Un autre rassemblement important était attendu à Saint-Brieuc. A l'issue des *manifestations*, plusieurs membres des comités de survie de Bretagne devaient se rendre en autocars à Bruxelles où les ministres des pêches des Douze se réunissent jeudi 18 mars .

ENTREPRISES

En raison de crédits plus risqués

Standard & Poor's déclasse Suez, Paribas et le CIC

A force de se faire critiquer pour avoir donné des appréciations favorables à des établissements que l'on découvre peu après en proie à de grandes difficultés, les agences de notation financière ont décidé de frapper fort. Standard & Poor's-Adef, qui avait créé en janvier un certain émoi en mettant sous surveillance les groupes Suez, Paribas et CIC, vient de dégrader (1) mardi 16 mars leurs dettes. *« On comprend bien cette soudaine sévérité. Il y va de la confiance dans les jugements portés par les agences et donc dans la solidité des marchés de refinancement »*, explique le président d'une banque française. *« L'affaire du Comptoir des entrepreneurs a déjà fait trop de dégâts, elle a entamé la confiance de nombreux prêteurs sur les marchés interbancaires »*, ajoute-t-il.

Standard & Poor's réaffirme donc un diagnostic qui lui avait valu les foudres de l'AFB (Association française des banques) : *« Une grande partie du secteur bancaire français subit une montée des risques de crédit alors même que les marges d'exploitation n'ont cessé de décliner depuis cinq ans. Les résultats futurs des banques engagées sur ces deux secteurs* [les petites et moyennes entreprises et l'immobilier professionnel] *seront durablement affaiblis par les intérêts non perçus et les provisions pour créances douteuses. »* Toutefois, *« ...le système financier français reste solide »*, conclut l'agence.

Première victime de cette dégradation, le groupe Suez, *« engagé depuis deux ans et demi dans une politique de recentrage et d'amélioration de la gestion dont les effets sur la rentabilité n'apparaîtront que progressivement »*. Les notes de la banque Indosuez sont abaissées et celles de La Hénin et de la banque Monod restent sous surveillance.

Paribas et sa filiale la Compagnie bancaire ne sont pas en reste, et la révision de la notation de leurs émissions *« reflète le déclin depuis plusieurs années de la rentabilité d'exploitation »*. Enfin, la tête du groupe CIC, la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne voit également sa dette dégradée. *« Ne bénéficiant pas de la même diversité que les grands réseaux bancaires, le groupe CIC ne peut compenser la moindre rentabilité des activités de banque commerciale en France »*, explique Standard & Poor's-Adef.

E. L.

(1) Les agences de « notation » comme *Standard & Poor's* classent les émissions de titres des entreprises en fonction des risques que leur font courir leur endettement.

Déception pour une filiale de Suez

Baisse de 24 % du bénéfice des Salins du Midi

1992 a été une année *« difficile »* et *« décevante »* pour la Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est, a indiqué, mardi 16 mars, son président, M. Philippe Malet. Le chiffre d'affaires a baissé de 9,24 %, à 1,648 milliard de francs, et le bénéfice net a reculé de 23,94 %, à 68,5 millions de francs. Dans ce contexte, le dividende a été divisé par deux, revenant à 22,50 francs, avoir fiscal compris.

Aucun des deux secteurs d'activité, le sel et le vin, n'a été épargné. La division saline (marin, raffiné et gemme), qui représente deux tiers du chiffre d'affaires, a subi l'absence de neige. Les ventes de sels routiers, activité très rentable, ont été quasiment inexistantes l'an dernier. Elles sont tombées à *« un des plus bas niveaux depuis vingt-cinq ans »*. En amont, les nombreuses pluies ont rendu plus difficile la collecte de sel de mer, augmentant les coûts de production. La production globale a été inférieure de 31,3 % d'une année sur l'autre. La branche viticole, avec la marque Listel, a vu ses ventes baisser de 7,7 % en volume et son chiffre d'affaires très légèrement régresser à 462 millions de francs (contre 463 millions). Quant aux résultats, sans en dire plus, M. Malet s'est contenté de les présenter comme *« décevants »*. Tout en affirmant *« ne pas souhaiter voir le vin sortir de l'activité du groupe, auquel il est lié géographiquement et historiquement »*, le président des Salins n'exclut pas dans l'avenir de nouer des alliances pour mieux rentabiliser les 1 800 hectares de son domaine viticole.

Evoquant ses relations avec Suez, actionnaire majoritaire des Salins depuis 1973, M. Malet s'est montré prudent : *« Le groupe Suez ne nous a pas dit qu'il avait décidé de nous vendre. Je crois qu'il nous aurait prévenus si tel avait été son propos. »*

D. G.

INDICATEURS

ESPAGNE

• **Inflation : 0,9 % en janvier.** L'inflation a atteint 0,9 % en janvier en Espagne, portant à 4,7 % la hausse des prix à la consommation au cours des douze derniers mois (contre 5,4 % pour l'ensemble de l'année 1992). L'indice de janvier n'a été rendu public que le mardi 16 janvier à la suite de la réactualisation du système de calcul de l'indice qui confère plus d'importance, notamment, aux secteurs des services et des transports et moins à celui de l'alimentation. Le gouvernement table sur une hausse des prix de 4,5 % en 1993.

FRANCE

• ***Budget* : le déficit a atteint 226,3 milliards de francs en 1992.** – Le déficit budgétaire a atteint 226,3 milliards de francs en 1992, soit 3,2 % du PIB (produit intérieur brut), a annoncé lundi 15 mars le ministère du budget. Voté fin 1991 au Parlement, la loi de finances initiale pour 1992 prévoyait un déficit de 89,2 milliards de francs. En 1991, le déficit avait atteint 131,7 milliards de francs une fois le budget exécuté.

ÉTATS-UNIS

• ***Mises en chantier de logements* : + 2,5 % en février.** – Les mises en chantier de logements ont augmenté de 2,5 % au mois de février, conformément aux prévisions des experts. En janvier, elles avaient atteint leur plus bas niveau en six mois avec une baisse de 8,4 %, du fait essentiellement des mauvaises conditions météorologiques. Signe de l'activité à venir, les demandes de permis de construire ont baissé de 3,1 %. Les experts estiment que les mises en chantier continueront de progresser en 1993 grâce à l'amélioration de l'économie et à la baisse des taux d'intérêt à long terme.

□ **Brésil : prochain accord avec les banques privées sur la restructuration de la dette.** – Le ministre brésilien des finances, M. Elisen Resende, a estimé, mardi 16 mars, au cours d'une conférence de presse, que le Brésil pourrait signer d'ici *« soixante ou quatre-vingt-dix jours »* un accord définitif avec les banques créancières portant sur la restructuration des 44 milliards de dettes du pays envers les banques privées. Cette déclaration optimiste intervenait après l'annonce le même jour à New-York de l'aval donné par plus de 95 % des banques créancières à un plan de renégociation de la dette approuvé en décembre 1992 par le Sénat brésilien.

Interminable chômage

VI. – Le tonneau des Danaïdes

Notre enquête, commencée par un entretien avec Jean Gandois, PDG de Pechiney et auteur d'un rapport sur la compétitivité _française (le Monde_ du 9 mars), et par un article d'Alain Lebaube consacré aux réactions de peur que suscite le choc des trois millions de chômeurs _(le Monde_ du 10 mars), s'est poursuivie avec quelques exemples d'un _phénomène apparu récemment_, le chômage des cadres _(le Monde_ du 11 mars), et par un voyage chez les militants de _l'insertion (le Monde_ du 12 mars). Erik Izraelewicz a ensuite évoqué le malaise des économistes face aux théories _qui tentent_ d'expliquer la montée du chômage _(le Monde_ du 13 mars) et, après un _entretien_ avec _Jean-Marie Colombani, ou_ Jean-Baptiste de Foucauld a envisagé les moyens de lutter contre l' « exclusion » dans la société française _(le Monde_ daté 14-15 mars), Dominique Le Guilledoux a raconté le combat quotidien de quatre « demandeurs _d'emploi_ » contre la lancinante réalité du chômage _(le Monde_ du 17 mars). Annick Cojean évoque aujourd'hui une _rébellion contre la fatalité : l'histoire de Vierzon_.

VIERZON

de notre envoyée spéciale

C'est l'histoire d'une rébellion contre la fatalité. L'histoire d'un pays qui a relevé la tête et voulu _inverser la courbe de son déclin_. L'histoire d'un commando qui a su prendre les rênes, mobiliser, réveiller, _convaincre_ et a bel et bien engagé un formidable bras de fer. C'est aussi l'histoire d'un animateur; un chrétien, obsédé par la mort sournoise de sa ville, et parti en croisade contre un fléau identifié : le chômage.

Un mot d'ordre, un seul : tuer la _bête_. Par _tous_ les moyens. En la combattant pied à pied, avec méthode et entêtement. En renouvelant sans cesse la palette d'actions et d'instruments de guerre, en affinant constamment le dispositif. Et en associant à ce mouvement tous les acteurs économiques, et la population. Dans cette histoire, c'est même peut-être le plus impressionnant : l'obsession de la concertation, de la coopération et du partenariat. _Ces_ mots imprègnent chaque discours, au point de faire sourire – on a compris..., – au point d'être suspects : _paroles, paroles, paroles..._ Pourtant, c'est bien cela : la tentative d'une mobilisation exemplaire avec, dans ce fief si longtemps communiste, une sorte d'union sacrée entre pouvoirs publics, syndicalistes, enseignants et chefs d'entreprise.

Le contexte, d'abord. Vierzon, _disons, pour prendre en compte son_ environnement rural, «le pays de Vierzon». 51 000 habitants dont 13 000 moins de vingt ans (en diminution), 13 000 plus de soixante ans (en croissance). _Bailliage royal sous_ François Ier, lancé dès le XVIIIe siècle dans l'aventure industrielle et devenu, au XIXe, l'un des sites les plus dynamiques de la région. Il y eut la forge, d'abord, fondée par le comte d'Artois, et employant, vers 1850, plus de 1 200 salariés, et puis la _métallurgie et le machinisme_ agricole. Il y eut la porcelaine (dès 1816) et l'industrie de la verrerie. Il y eut la confection et le textile. Il y eut enfin le chemin de fer. Vierzon est encore _imprégnée de ce passé et_ de cette culture ouvrière.

Et, pourtant, tout s'est déglingué. Trop éloignée des grands flux commerciaux et des régions sidérurgiques, Vierzon a été stoppée dans son _élan. La verrerie s'arrêtera en_ 1957, le machin.sme agricole en 1959. Le début de plusieurs chocs terribles pour une région qui s'appuyait entièrement sur ses industries traditionnelles _sans travailler à une_ diversité de ses secteurs d'activité. Les années 80 ont tout précipité. De 3,5 % en 1975, le taux de chômage passe à 9,1 % en 1982 et à 11,3 % en avril 1986. La région s'étiole, vieillit et se dépeuple. Et la _municipalité de Vierzon, communiste_ depuis 1959, observe avec consternation et fatalisme la régression économique de la région. _« Nous n'avons pas de moyens de créer des emplois_, déclarait en mars 1981 le maire, M. Fernand Micouraud, au correspondant du _Monde_ dans la région. _Personne ne croit que dans cette période de crise les municipalités peuvent agir»..._

Personne? La structure et la coquille d'un «comité de bassin d'emploi», dont l'idée avait été lancée par Pierre Mauroy en septembre 1981, allaient permettre une petite révolution.

C'est la CFDT qui, la première, s'est intéressée à l'idée, attirée par le principe du tripartisme (élus, salariés, employeurs) qu'elle sous-tendait et aussi par les subventions qui pouvaient s'y raccorder. Mais la structure dérangeait : les patrons, qui y voyaient l'outil suspect d'un gouvernement de gauche; mais aussi la municipalité, décidée à protéger l'exclusivité de son pouvoir. Autant dire que le lancement du comité fut long, périlleux même, amorcé par un vote du comité économique et social, mais freiné jusqu'en 1985, date où, contrairement à l'usage, ce ne fut pas un élu local qui fut porté à sa présidence, mais un représentant du _monde patronal : Max Albizzati_, cinquante-sept ans, ancien maçon devenu patron d'une entreprise de bâtiment, vice-président de la Fédération nationale du bâtiment, vice-président de l'Agence nationale pour la création d'entreprises et président de la chambre de commerce et d'industrie du Cher depuis 1978.

Les premiers signes d'un renouveau

C'est à son ouverture, son dynamisme et sa disponibilité, assurent les témoins des premiers pas du comité, que le pays de Vierzon a dû les premiers signes d'un renouveau. _Des signes et un nouvel esprit qui_ ont d'ailleurs abouti à l'éclatement de la coalition municipale PC-PS et au ralliement, lors de l'élection municipale de 1990, des socialistes _dissidents au mouvement_ Arc-en-ciel, fondé l'année précédente par Max Albizzati _« pour aider au mieux-vivre et développer l'emploi sur le pays de Vierzon »._

Mais l'ambition de Max Albizzati n'était pas la politique. Et aux sceptiques qui observent qu'après être _devenu en 1990 adjoint au maire de_ Vierzon il est aujourd'hui candidat aux législatives (toujours sous l'étiquette Arc-en-ciel), ses partenaires du comité répliquent en évoquant une sorte de logique ultime de l'engagement civique. _« C'est un homme inclassable_, raconte Roger Sornin, ancien cheminot, responsable de la CFDT et vice-président du comité de bassin, _sans attaches politiques, soucieux de rester libre, ouvert à tout. Son moteur, c'est le souci sincère de sa région. »_ Un hommage de poids dans la bouche de quelqu'un _qui, en d'autres temps, s'était plusieurs fois trouvé_ face à Max Albizzati, de l'autre côté d'une table de négociation. La plupart des partenaires confirment ce portrait.

« Vierzon a accueilli mon père venu de Lombardie, raconte sobrement Max Albizzati. _Elle m'a permis de créer mon entreprise, de m'épanouir dans ma profession, d'y exercer des responsabilités. Je pense avoir une dette envers elle. 1990-2000 : j'ai dix ans à lui consacrer entièrement. » Retiré_ de la chambre de commerce en 1985 puis doucement de ses propres affaires, il a fait du comité de bassin d'emploi de Vierzon (1) l'un des plus dynamiques de France, une _sorte de modèle dont beaucoup_ d'autres ont cherché à s'inspirer...

tout en reconnaissant son impuissance à enrayer le chômage.

Le comité, ce fut très vite, une foule d'initiatives. Premier projet : la pépinière d'entreprises. Objectif : _assister_ et _soutenir_ les créateurs d'entreprises pendant les premiers mois de leur lancement en mettant à leur disposition des locaux et un certain nombre de services (comptable, juridique, technique, etc.). Faute de trouver un lieu d'accueil à Vierzon, la pépinière – une association _régie par la loi de_ 1901 et regroupant des chefs d'entreprise, des syndicalistes, des élus et les chambres consulaires – s'est installée un peu plus loin, à Méreau, et a déjà _accueilli une quinzaine d'entreprises_. Une seconde est aujourd'hui en construction, dans le parc industriel Sologne, situé au nord de Vierzon.

Deuxième projet-clé, qui se heurtera un temps à l'opposition des élus communistes et ne prendra son essor qu'en 1991 : l'Agence de développement et de promotion de Vierzon (ADP), aujourd'hui fer de lance de la ville dans la recherche et l'ac_cueil d'entreprises et d'emplois_. A elle de réaliser des actions de communication, d'assurer une présence active dans des Salons professionnels pour mettre en avant les savoir-_faire industriels et techniques_ du bassin d'emploi. Bref, de forger une image attractive du pays de Vierzon.

« Une ville doit avoir une démarche de marketing et aller à la rencontre des entrepreneurs en jouant de tous ses atouts, affirme Dominique Robert, le directeur de l'agence. _Nous offrons la proximité de Paris, l'accessibilité à l'autoroute et au chemin de fer, des sites d'implantation peu onéreux, des formations pointues et diversifiées grâce aux 200 BTS assurés par les lycées de la ville et un encouragement au développement industriel passant par les aides aux investissements en bâtiments ou l'exonération de taxe professionnelle... »_

Encore faut-il le faire savoir. Depuis son lancement, l'ADP a multiplié les _courriers_ aux entreprises, les présentations de son site, les voyages dans les Salons spécialisés, les relances (4 715! affiche fièrement un document de l'agence). Son action a permis le développement d'entreprises locales ainsi que quelques implantations nouvelles : Tech Outillage (13 salariés), EMS Diffusion, une petite délocalisation dans le secteur du nettoyage industriel (18 salariés); Lamy/Reve, dans le domaine de la literie (trois salariés)... Des résultats modestes au regard des efforts déployés. _« Il faudra s'y résoudre : la renaissance économique passe par une multitude de petits projets »_, déclare Jean Lachassagne, vice-président de l'ADP ainsi que du comité de bassin, au titre de la CGC. _Il est_ vrai que, sur les 2 631 entreprises du bassin, 35 seulement comptent plus de 50 salariés...

Menée en partenariat avec la chambre de commerce et la chambre des métiers, et avec le soutien de cadres en préretraite, l'opération «Point Chances» a _également_ pour but d'accueillir et d'aider tous les créateurs d'entreprise. 200 personnes s'y sont présentées l'an passé, une trentaine de nouvelles entreprises en est résultée, 67 emplois ont été créés (bâtiment, restauration, gardiennage, déménagement, épicerie-primeurs...). C'est grâce à Point Chances et à l'écoute attentive de la municipalité que Jean Fleurier a pu très vite trouver les locaux et bâtiments qui lui ont permis en quelques semaines de lancer sa société de construction de mobile homes. En onze mois, il a embauché sept personnes – _« C'est grave, une embauche, c'est un engagement, une sorte de mariage »_ – et en recherche trois autres. _« Il y a une ambiance sympa dans cette ville_, dit-il. _On y sent à la fois l'empreinte d'une tradition ouvrière et puis une ouverture dynamique. »_

Offrir un lieu d'écoute et de remise en confiance

Pour anticiper les demandes, faire de la prospective, le comité de bassin d'emploi a ensuite créé «l'observatoire local Emploi-Formation», qui réunit une foule de partenaires, des syndicats à la direction départementale du travail, des écoles à l'INSEE ou l'ANPE. L'idée est de collecter un maximum d'informations sur l'emploi, les formations, les besoins des entreprises. _« Les jeunes ne connaissent même pas l'existence de certains métiers »_, se sont plaints des chefs d'entreprise en manque de personnel qualifié. _« L'enseignement est trop théorique_, ont reconnu des responsables d'établissements scolaires, _mais c'est aussi parce qu'on ignore quelles filières privilégier. »_... C'est ainsi qu'est né le «Forum des métiers», une manifestation annuelle, préparée longuement par les enseignants et les entrepreneurs pour faire connaître aux collégiens les métiers d'avenir sur le marché du travail régional.

Le comité ne pouvait donc se désintéresser de la formation. Une étude révélait la compétence insuffisante des cadres et ingénieurs en matière de commerce et de gestion? On a mis en place une formation aux techniques du management, destinée aux techniciens dotés de BTS et susceptibles _« de créer, reprendre ou diriger une entreprise ou un service »._

Les jeunes sortis des écoles reconnaissaient des difficultés à aborder le marché de l'emploi? On a créé le « Jury permanent de candidatures», qui permet chaque année à près de 350 d'entre eux de se voir préparer aux entretiens d'embauche par des cadres, patrons et directeurs du personnel bénévoles. Enfin, les entreprises manquaient d'outils pour anticiper l'avenir? On a créé le «Centre régional d'initiative et de transfert de technologies» et la «Zone de transferts techniques et technologiques», qui mobilisent des centaines d'enseignants, veille à orienter les recherches sur le travail des matériaux et à faire du pays de Vierzon un «pôle d'excellence» en matière de travail des matériaux.

Attention prêtée aux entreprises, attention prêtée aux jeunes... Le comité devait s'intéresser aussi aux _chômeurs. D'abord_ aux plus désespérés et aux plus démunis. C'est le travail de la ZAG, la «Zone d'accueil et de guidance», qui a pour but d'offrir un lieu d'écoute et de remise en confiance des cas dits «lourds». Là encore, c'est un groupe de bénévoles (syndicalistes, assistantes sociales, formateurs...) qui, une fois par mois, reçoivent des demandeurs d'emploi à la dérive, les écoutent et tentent de les réorienter. _« Je sais que cela ne résoudra pas le problème du chômage_, avoue Roger Sorin; _mais on ne peut pas laisser tomber certaines personnes totalement découragées, brisées. »_ Plus d'une centaine de chômeurs franchissent ainsi chaque année la porte du comité. 10 à 15 % d'entre eux ont, dit-on, trouvé un emploi.

Il y a beaucoup d'autres initiatives nées du comité de bassin d'emploi, beaucoup d'autres sigles barbares. Des créations ou projets d'ordre plus culturel (comme cet «Institut français de la tradition orale», qui vise à conserver la mémoire des métiers de Vierzon en recueillant les témoignages d'anciens); des créations plus _symboliques_, comme _l'idée d'une_ Maison des entreprises et des métiers, destinée à regrouper l'ensemble des services utiles à l'entreprise et à faciliter les rencontres avec les étudiants.

Aux mots-clés de _« partenariat »_, _« concertation »_, _« mobilisation »_, il faudrait ajouter ceux d'_« appropriation des problèmes par la population »_ et évoquer l'influence de la méthode Godet, du nom de ce professeur au Conservatoire national des arts et métiers, venu à Vierzon en juillet 1990, à l'invitation de Max Albizzati, animer un séminaire de réflexion consacré à l'avenir de la région. Un souvenir très marquant pour tous les participants. 280 personnes de tous horizons y assistaient, définissant eux-mêmes les objectifs prioritaires (le développement économique et social et le mieux-vivre) et mettant au point tout un canevas de propositions... _« C'est cela, la démocratie locale_, déclare M. Albizzati. _On ne peut faire renaître une ville que si tout le monde s'en charge. En s'appropriant les problèmes, en croisant les regards et en refusant le modèle tayloriste, qui spécialise et donc sépare. »_

Beaucoup d'interlocuteurs, à Vierzon, ont évoqué cette «renaissance» chère à Albizzati. Question de climat, d'accueil, et de souffle nouveau. Pourtant, les chiffres du chômage sont là. Effrayants. _Consternants. Son taux est_ aujourd'hui de 12,7 % et détient le triste record en région Centre. La part des chômeurs longue durée demeure stable et s'établit autour de 31,5 %. 30 % des emplois d'ouvriers non qualifiés ont été supprimés en quatre ans. En valeur absolue, ce sont 1 159 emplois qui ont disparu entre 1982 et 1990.

« Désolant, avoue Roger Sornin. _C'est pire que le tonneau des Danaïdes, et, si l'on n'avait pas entrepris toutes ces actions, c'est à 20 % que s'élèverait aujourd'hui notre taux de chômage... Que faire? Peut-être travailler davantage à la formation de base de futurs chefs d'entreprise? Et espérer que notre projet de plate-forme multimodale (rail-route-air) finira par se débloquer. »_

Ce n'est pas le découragement qui guette aujourd'hui les acteurs économiques de Vierzon. Mais comment dire? Peut-être le sentiment que le déclic déterminant ne peut venir que d'un niveau qui les dépasse.

ANNICK COJEAN

(1) Max Albizzati, qui a démissionné de la présidence du comité de bassin d'emploi lors de son arrivée à la mairie de Vierzon, en garde la présidence d'honneur. Le président en titre est aujourd'hui M. René Bouguereau, maire de la commune de Thénioux.

Prochain article :

VII. Tous étaient touchés

De nos correspondants en Europe

CHRONIQUE DES NON-TRAVAUX FORCÉS

par Jean-Pierre Dautun — _195^e^ jour_

Au milieu de la figure

AU bout de six mois de _démarches, on s'arrête_ épuisé. Exténué. Et puis, à la fatigue se mêle un peu de stupeur. On a beaucoup plus fourni de soi qu'en six ou sept ans de travail. Si l'énergie dépensée en ces six mois pouvait être accumulée, et, mettons, mise à la disposition d'une entreprise, le chiffre aurait décuplé. Mise au pied d'une montagne, il l'aurait _soulevée. Mais il n'a pas produit_ même une mince souris. Rien n'a bougé. Alors on soupçonne que _rien_ ne sert à _rien_. Et pourtant il faut s'agiter. On a l'impression que tout va se régler un jour sans qu'on ait rien fait, ou que tout ce qu'on a fait y _soit pour rien_. A moins que cela ne se règle plus jamais. Mais, si ça se règle, il aura pourtant bien _fallu que quelque chose se_ passe. Quoi ? Mystère.

Mystère pour vos amis, qui vous retéléphonent de loin en loin. Comment est-il possible que tu puisses rester dans cet _état ? Avec des variantes ;_ dignes de Cyrano. Car son long chômage tient lieu de nez au chômeur.

Voici donc la tirade des amis du chômeur, _chacun en fait un bout avec assez de verve pour qu'il n'ait plus besoin que quelqu'un la lui serve._

Soupçonneuse : tu t'y prends mal, tu le fais exprès.

Paisible : je suis tranquille pour toi ; avec toute ta malice, tes _ressources_, tes ruses ; et puis tu as tant de cordes à ton arc.

Maternelle : mais tu leur as dit un peu, à tous ces gens, qui tu étais ? Pour qui se prennent-ils ?

Optimiste : il paraît que c'est en train de repartir.

Serviable : tu es allé voir ce qu'il te restait d'indemnités ?

Créatif : il faut absolument _que tu fasses quelque chose._

Statistique : si ça dure autant pour quelqu'un comme toi, ça _veut dire que c'est vraiment_ grave, alors.

Fraternel : cela dit, tu as une _mine splendide, mon vieux._ Il semble que tu ne te sois jamais mieux porté.

Charitable : alors, flemmard, ça marche ?

Attentionné : rappelle-moi quand tu veux.

Distrait : si tu écrivais au ministre ?

Efficace : j'ai parlé de toi au frère de mon second mari, il lui a fait dire qu'il allait t'appeler.

Inquiétant : redonne-moi ton numéro, je ne sais plus ce que j'en ai fait.

Caritatif : tu sais que tu n'es pas le plus à plaindre, hein. Si tu voyais ce que je vois tous les jours...

Néophyte : dis donc, on vient _de me virer, tu aurais pas des_ tuyaux ?

COMMUNICATION

A la veille de l'entrée en vigueur de la « loi Sapin » le 1er avril

L'Union des annonceurs déplore la perspective d'une hausse des prix de la publicité

Le bureau de la commission « médias » de l'Union des annonceurs (UDA) s'est réuni, mercredi 10 mars, pour faire le point de la situation sur le marché publicitaire avant l'entrée en vigueur, le 1er avril, de la « loi Sapin ». Il s'est réjoui *« du souci affiché par la plupart des supports de proposer des conditions de vente incitatives variées et liées à de nombreux critères d'efficacité »*, mais il a *« déploré que trois facteurs de distorsions viennent contrarier la mise en œuvre harmonieuse de la nouvelle loi »*.

L'UDA s'étonne d'abord *« que nombre de supports et non des moindres – affichage, presse quotidienne régionale et radio – n'aient toujours pas publié leurs tarifs »*.

L'Union se déclare aussi *« frappée de la coïncidence avec laquelle plusieurs supports – notamment télévisuels – proposent de reporter au premier trimestre 1994 le versement de la plupart des dégressifs »*. Elle souligne que cette modalité *« a des conséquences néfastes pour la trésorerie des entreprises puisqu'elle conduit à bloquer, éventuellement pendant près d'un an, des sommes qui, appartenant aux annonceurs, devraient normalement être déduites des factures mensuelles qu'ils reçoivent des supports »*.

Enfin, et surtout, l'UDA relève que *« la consultation d'un grand nombre d'annonceurs fait apparaître que, d'une manière générale, les nouveaux tarifs conduisent à une augmentation des prix nets payés par les annonceurs »* et elle souligne que *« ce phénomène est en totale contradiction avec les engagements des médias qui n'ont cessé d'affirmer que la nouvelle tarification ne devait pas accroître les coûts ». « Cet alourdissement des charges des entreprises, contraire à l'esprit de la loi Sapin, est en outre particulièrement inopportun dans le climat économique actuel »*, ajoute l'UDA en affirmant que *« cette inflation ne peut qu'accélérer le transfert des investissements publicitaires vers le hors-média. »*

Les tarifs du « Monde »

Comment construire une politique tarifaire équitable pour tous nos clients et juste par rapport à nos objectifs ? En abordant en ces termes la question des nouveaux tarifs *le Monde* et sa filliale le Monde-publicité souhaitent répondre concrètement à une situation nouvelle qui s'impose à tous les acteurs du marché publicitaire.

La nouvelle donne oblige à revenir à des notions simples. Tout d'abord, le prix de la publicité ne doit plus être une abstraction détachée de toute réalité économique par l'importance de commissions et rabais de toute sorte et par conséquent sans référence objective aux performances intrinsèques du titre. En second lieu, proposer une nouvelle grille tarifaire, c'est aussi s'assurer que *le Monde* reste accessible à tous ceux qui travaillaient avec lui.

Les options du *Monde* s'inscrivent dans la continuité d'une politique qui n'a procédé à aucune augmentation de prix depuis 1991 car *le Monde* avait pris acte du coût de la presse quotidienne nationale et d'un manque de compétitivité de cette presse qui risquait de lui être fatal. L'attitude du *Monde* est ainsi à l'opposé de celle des médias qui, en janvier 1993, parlaient de baisse sensible des tarifs tout en s'empressant de les augmenter une dernière fois.

La réflexion sur notre politique tarifaire se devait de prendre en compte l'ensemble de nos annonceurs dans leur grande diversité de budgets, de problématiques et d'utilisations du quotidien.

L'analyse de notre portefeuille a ainsi mis en évidence l'existence de trois types d'utilisateurs : les ponctuels, annonçant une ou deux fois par an ; les habituels, annonçant entre trois et quatorze fois par an ; les réguliers, annonçant plus de quinze fois par an.

Bleu, jaune, vert

Chacune de ces utilisations a une justification à laquelle *le Monde* et le Monde-publicité ont voulu que corresponde un tarif adapté et attractif. Ils proposeront donc aux annonceurs la grille tarifaire suivante :

– Un tarif « bleu », qui sera le nouveau tarif de base.

– Un tarif « jaune », pour l'annonceur qui s'engagera sur trois insertions au moins (minimum de 100 mm chacune) dans l'année et qui bénéficiera alors d'un abattement immédiat de 5 % sur le tarif « bleu ».

– Un tarif « vert », pour l'annonceur qui s'engagera sur quinze insertions et plus (minimum de 100 mm chacune) dans l'année et qui bénéficiera alors d'un abattement facial immédiat de 10 % sur le tarif « bleu »

Dans l'application des tarifs « jaune » et « vert » les annonceurs qui s'engageront en début d'année sur un volume d'investissement bénéficieront dès le premier achat du niveau de rabais correspondant à leur engagement annuel.

Cette démarche permettra à la grande majorité des clients du *Monde* de supporter des coûts moindres et ceux qui utiliseront *le Monde* de façon stratégique seront assurés de l'utilisation la meilleure de leurs investissements. Chaque tarif présente une forte dégressivité en fonction du chiffre d'affaires investi, le rabais pouvant atteindre 30 %. Nous comptons ainsi favoriser l'accès au quotidien de tous les types d'annonceurs qui ont jusqu'ici été présents dans *le Monde*, sans discrimination.

Ces tarifs sont complétés par des incitations en fonction de la progression du chiffre d'affaires, de l'utilisation des titres du groupe le Monde, du recours exclusif au *Monde* au sein de la presse nationale.

En accord avec les directives de l'Association des agences conseil en communication (AACC) et de l'Union des annonceurs (UDA), *le Monde* a également décidé d'appliquer la remise de référence à l'ensemble de ses annonceurs. Notre nouvelle grille de tarifs inclut directement la remise de référence de 15 % qui peut, si besoin est, se reconstituer en majorant le montant net d'un coefficient de 1,1765.

En cas de cumul des mandats, une remise sera accordée à tout annonceur utilisant un mandataire ; elle sera de 1 à 3 % par palier d'investissement du chiffre d'affaires des mandataires gérant au moins deux mandats.

En projetant les plans de nos annonceurs de 1992 sur 1993 on constate que pour 70 % d'entre eux la facturation totale serait inférieure à celle de l'an passé. Quant aux autres, il apparaît qu'en modifiant la composition de leur plan pour bénéficier des réductions mises en place au 1er avril leur budget devrait être très proche de celui du passé.

En 1992, les média-planneurs établissaient leurs plans par rapport à des prix faciaux ne correspondant pas à des coûts réels. Aujourd'hui, en fonction de la nouvelle grille, ils constateront une baisse moyenne des barèmes de l'ordre de 40 % (hors cumul des mandats et incitations diverses), ces barèmes traduisant les facturations effectives.

Ainsi *le Monde* et le Monde-publicité ont-ils cherché à mettre au point une tarification claire et facile à utiliser.

J. L.

Le rachat de TBWA par Omnicom et le lancement d'un troisième réseau par Saatchi

L'Europe continentale devient la cible privilégiée des publicitaires anglo-saxons

Les grandes manœuvres recommencent sur le marché publicitaire international malgré la persistance de la crise. Ainsi le quatrième groupe mondial, l'américain Omnicom, vient-il de s'allier avec TBWA, d'origine européenne. Quant au deuxième groupe publicitaire au monde, le britannique Saatchi, il vient de créer un troisième réseau, surtout axé sur les clients européens.

Les publicitaires sont-ils en train de redécouvrir le Vieux Continent ? L'américain Omnicom, quatrième groupe publicitaire mondial (derrière WPP, Saatchi et Interpublic), vient de racheter le groupe TBWA, marqué par une forte identité européenne, tandis que Saatchi vient de créer un nouveau réseau chargé de drainer des clients européens et bâti sur le tripode New-York-Paris-Londres. A leurs yeux, l'Europe continentale, dont plusieurs pays sont pourtant éprouvés par la récession, brille à nouveau de tous ses feux.

« Les publicitaires américains considèrent l'Europe comme un marché publicitaire global, notait, mardi 16 mars, un expert, *et non plus comme des pays plus ou moins « saucissonnables ». La démarche d'Omnicom traduit un changement stratégique. »*

Omnicom, déjà doté de deux réseaux internationaux d'origine américaine, Doyle-Dane-Bernbach Needham (DDB Needham) et Batten-Barton-Durstine-Osborn (BBDO), a acquis, pour un chiffre oscillant autour de 700 millions de francs, le groupe TBWA, implanté dans quatorze pays d'Europe et aux Etats-Unis, mais fondé à Paris en 1970. La négociation, qui aurait duré plus d'un an, a débouché pendant le week-end des 13 et 14 mars et devrait être concrétisée le 15 mai, après consultation des actionnaires.

Un temps intéressé par d'autres groupes français comme Boulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP) ou Feldman Calleux et associés (FCA), Omnicom a finalement choisi TBWA. Fondé par quatre amis publicitaires de nationalités diverses qui lui ont donné, comme c'est la tradition dans la publicité, l'initiale de leur nom (Bill Tragos, Claude Bonnange, Uli Wiesendanger et enfin Paolo Arjoldi, aujourd'hui décédé), TBWA a toujours eu la double particularité de marier créativité et gestion. La présence chez TBWA d'un nouvel associé, Pierre de Plas – ancien PDG de DDB Needham-France, qui connaissait donc bien Omnicom, – a sans doute contribué au succès de l'alliance des deux entités. Mais surtout, en plus de gros clients comme Nivea, Absolut Vodka, Henkel, etc., et de la densité de son réseau européen, renforcée par la « couverture » européenne d'annonceurs japonais comme Nissan, facilitée par son association avec l'agence japonaise Hakuodo, TBWA présente une santé financière bien meilleure que celle de ses homologues : ses dettes à long terme s'établissent à 80 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 5,6 milliards. Enfin, l'aspect « famille d'artistes » de TBWA ne pouvait que plaire au président d'Omnicom, Bruce Crawford, qui cumule ses activités publicitaires avec la présidence du prestigieux Metropolitan Opera de New-York.

L'axe New-York, Paris et Londres

Quant à TBWA, son passage dans le giron d'Omnicom devrait lui permettre, selon Pierre de Plas, PDG de TBWA France, de *« s'institutionnaliser et de devenir la première agence de ses annonceurs »*, comme de poursuivre son développement international. L'intégration dans le quatrième groupe publicitaire assure aussi la continuité de TBWA ainsi que la bonne fortune de ses fondateurs, qui détiendront 3 % du capital d'Omnicom. Reste le risque de marcher sur les mêmes plates-bandes que les deux autres réseaux publicitaires d'Omnicom, DDN Needham et BBDO – également réputés pour leur créativité, dont témoigne notamment le palmarès de l'agence française CLM, membre du réseau BBDO. Selon les signataires de l'accord, il est mince, puisque Omnicom est avant tout une société holding, ce qui devrait garantir l'étanchéité entre les trois réseaux. Y compris sur le plan de l'achat d'espaces, TBWA continuant à traiter avec Carat, les autres avec son rival, The Media Partnership (TMP).

L'attrait européen est aussi sensible chez Saatchi and Saatchi Company PLC. Au contraire d'Omnicom, et sans doute parce qu'il est originaire de la Grande-Bretagne, fortement affectée par la récession, le deuxième groupe publicitaire mondial ne voit pas l'avenir avec des lunettes roses. Déjà équipé de deux réseaux internationaux d'origine américaine (BsB et Ted Bates), Saatchi vient toutefois de créer un troisième réseau, baptisé CME-KHBB, fusion d'un groupe américain de Minneapolis et d'une agence londonienne. Implanté à New-York, Paris et Londres, ce réseau disposera de simples « bureaux correspondants » à Milan, Zurich, Bruxelles, Hongkong, etc.

Car, contrairement à d'autres, les experts financiers de Saatchi ne voient guère poindre la reprise annoncée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, pays où Saatchi réalise encore les deux tiers de son activité, mais où ils ont vu leurs résultats s'étioler respectivement de 67,3 % et 21,7 %. Le groupe table davantage sur l'Europe continentale et le reste du monde. Il a réduit son endettement de 210 millions de livres (1,6 milliard de francs), en 1991, à 195 millions l'an dernier, sous l'impulsion de son président, M. Robert Louis-Dreyfus, qui quittera son poste le 1er avril pour rejoindre Adidas et sera remplacé par l'actuel directeur financier, M. Charles Scott. Le chiffre d'affaires du groupe a certes augmenté de 1,9 % en 1992 (739,9 millions de livres soit 6 milliards de francs, contre 726,4 millions en 1991), de même que son résultat (18,9 millions de livres, soit 154 millions de francs, contre 0,6 million). Mais ces performances, obtenues au terme d'une restructuration qui s'est soldée en trois ans par une compression des coûts, la cession de cabinets de consultants et des suppressions d'emplois touchant 8 % des treize mille salariés, sont obérées par la nouvelle loi comptable britannique.

Cette dernière a contraint le groupe britannique à réduire la valeur estimée de ses deux réseaux publicitaires américains acquis en 1986, à l'époque où l'empire publicitaire fondé par les frères Charles et Maurice Saatchi, dopé par les campagnes publicitaires qu'ils avaient conçues pour Mme Thatcher lorsque celle-ci était premier ministre et porté par le flux publicitaire, occupait la première place mondiale. Leur valeur étant passée de 837 millions de livres à 237, les marches américaines de l'empire font passer les pertes de ce dernier au niveau historique de 595 millions de livres, soit 4,8 milliards de francs.

La direction de Saatchi affirme cependant que cette mesure *« n'est ni une catastrophe ni une surprise »* et qu'elle est *« sans influence »* sur les fonds propres du groupe. Saatchi attend de voir ce que feront ses concurrents, et notamment son rival, le leader publicitaire mondial Wyre and Plastic Products (WPP), qui contrôle notamment les agences J. Walter Thomson et Ogilvy, elles aussi soumises à la loi britannique. Après avoir annoncé, jeudi 10 mars, une chute de 59 % de son bénéfice annuel, WPP vient de lancer une augmentation de capital de 85 millions de livres, destinée à rembourser un crédit-relais.

« Le problème le plus important de Saatchi était que ses dépenses échappaient à son contrôle », avoue M. Patrick Wiener, directeur financier. Aujourd'hui, le groupe étudie soigneusement tout projet d'implantation à l'étranger, en termes d'investissement et de rentabilité, comme c'est le cas pour son éventuelle implantation en Russie. Après la crise qu'il a traversée et face aux difficultés que rencontre le marché publicitaire mondial, Saatchi est plus que jamais enclin à la *« stabilisation »* et au *« contrôle des coûts »*, bref, à la prudence.

YVES-MARIE LABÉ

EN BREF

□ **Neuf journalistes quittent *le Nouvel Economiste*.** – Depuis le 4 janvier, date d'ouverture, au *Nouvel Economiste*, de la clause de conscience, qui permet à des journalistes de quitter leur entreprise avec des indemnités après un changement de propriétaire, cinq rédacteurs (sur une quarantaine) ont quitté l'hebdomadaire. Il s'agit de Jean-Pierre Séréni, directeur de la rédaction, Marie-Louise Antoni, rédacteur en chef, Jacqueline de Linares, grand reporter, Jean-Max Mayer, rédacteur en chef technique, et Frank David, journaliste. Quatre autres – Yannick Le Bourdonnec, chef du service affaires, Edwige Chevrillon, chef du service argent, Nicole Gevaert-Rouan, chef du service des dossiers spéciaux, et son adjoint Eric Gilet – ont aussi annoncé leur départ. *Le Nouvel Economiste* a été racheté, le 7 décembre 1992, par le groupe Capital Média de M. Henri J. Nijdam.

□ **Le comité de groupe de la Socpresse sollicite M. Delors.** – Le comité de groupe de la Socpresse, l'une des deux branches du groupe de communication de M. Robert Hersant, qui contrôle notamment *le Figaro*, *France-Soir*, *le Dauphiné libéré*, etc., a adressé, mercredi 10 mars, une lettre au président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors, pour lui demander d'intervenir *« avec force »*, y compris auprès du Parlement européen, pour que soit constitué *« dans les faits »* un comité de groupe européen du groupe Hersant. Celui-ci est en effet implanté dans divers pays de la CEE.

□ **Le 2 500e numéro de l'hebdomadaire protestant *Réforme*.** – Fondé en 1945 par le pasteur Albert Finet, l'hebdomadaire protestant *Réforme*, dont le tirage est actuellement de sept mille exemplaires, vient de publier son 2 500e numéro (daté 13 mars). Le témoignage de nombreuses personnalités souligne le rayonnement du journal. Le pasteur Michel Leplay, directeur, et Rémi Hebding, rédacteur en chef, annoncent le lancement d'une nouvelle formule et confirment les principaux engagements de l'hebdomadaire : l'œcuménisme, *« le refus des fatalités et des exclusions »*, la tolérance, la laïcité, etc.

▶ ***Réforme*, 53-55, avenue du Maine, 75014 Paris. Vendu à la librairie Oberlin, 47, avenue de Clichy, 75009. Le numéro 12,50 F.**

VIE DES ENTREPRISES

Référendums chez Thomson-Tubes électroniques

Le partage du travail, « la moins mauvaise des solutions »

Pas d'appel par haut-parleur, pas d'effervescence autour des bureaux de vote ni de discussions enflammées à l'entrée de l'usine. Mardi 16 mars, les salariés de Vélizy (Yvelines) de Thomson-Tubes électroniques (TTE) ont participé consciencieusement, mais avec un brin de fatalisme, à la consultation organisée par les syndicats sur un projet de partage du travail. Un référendum qui avait lieu en même temps dans trois autres établissements de TTE.

L'issue de cet appel direct au personnel du siège social de Vélizy et des établissements de Saint-Egrève, Moirans (Isère) et Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) ne devait être connue que dans l'après-midi du mercredi 17 mars, au terme d'un dépouillement centralisé des bulletins. Une précaution destinée à ne pas faire apparaître d'éventuelles divergences d'appréciation entre les sites, inégalement concernés par la baisse de l'activité. Néanmoins, mardi soir, 1 760 salariés sur quelque 2 080 inscrits s'étaient prononcés.

Ce niveau élevé de participation tient sans doute à la clarté de l'alternative devant laquelle est placé le personnel : *renoncer, pendant* trois ans, à l'essentiel des augmentations de salaires (1) en échange de cinq jours de congé supplémentaire dans l'année ou accepter cent vingt licenciements « secs » (*le Monde* du 16 mars).

Leader mondial des tubes destinés aux activités militaires ou aux équipements de télécommunications civils, cette filiale de Thomson-CSF équilibre ses comptes mais doit faire face à un repli des marchés qui l'a amené à programmer 412 suppressions de postes d'ici à 1995. Or, une fois soustraits les démissions, les départs en retraite et préretraite ou la limitation du recours à la sous-traitance, 120 emplois sont directement menacés. Aussi, la CFDT, rejointe par FO et la CFE-CGC, a proposé une formule de partage du travail qui, après négociation avec la direction, a été soumise au personnel.

« Saut dans l'inconnu »

« En l'état actuel des choses, il vaut mieux en passer par là », approuve un ingénieur du bureau d'études de Vélizy, non sans glisser que *« lorsque l'on réduit les effectifs de production, les équipes de recherche doivent s'attendre à être dans le collimateur »*. *« Entre ce qui va nous arriver si cet accord n'est pas adopté et le saut dans l'inconnu que celui-ci représente, le choix est vite fait. Moi, j'ai voté oui »*, renchérit une employée. Nombre de salariés expriment également leurs craintes de voir se répéter les *« plans sociaux-roulette russe »*, où chacun tremble pour son emploi et qui désorganisent durablement les services *« comme ce fut le cas après les 242 postes brutalement supprimés en 1989 »* souligne un cadre.

Pourtant, aucun syndicaliste ne se hasarde à formuler un pronostic. *« On peut craindre que certains votent « non » en espérant qu'à l'issue d'un plan social traditionnel l'entreprise cherchera à remotiver les gens avec des incitations financières. Mais ce serait un pari bien hasardeux »*, redoute M. Michel Goldenberg, responsable de la CFE-CGC. Tel n'est pas le raisonnement de cette technicienne qui refuse le partage du travail bien qu'elle avoue *« ne pas être vraiment satisfaite de* [son] *vote »*. *« TTE gagne de l'argent, achète des sociétés étrangères, licencie en prévision de ce qui pourrait se passer dans deux ou trois ans et nous demande encore de nous serrer la ceinture. Je gagne 7 000 francs net par mois et mon ami ne perçoit même plus d'indemnité de chômage. Quoi qu'on fasse, ce sera toujours la même chose. C'est comme les élections : on s'intéresse à nous de temps en temps et puis, après, plus rien. »* Quant à la CGT, hostile à un accord qui *« permet à la direction de gagner sur tous les plans »*, elle préfère contester les prévisions de l'entreprise et assure que *« du travail, il y en a »*. De leur côté, les responsables de TTE se retranchent derrière le mutisme du « secret défense »...

Pour la CFDT, principal syndicat de TTE, le partage du travail constitue pourtant *« la moins mauvaise des solutions »*. *« A notre niveau, il est possible de faire quelque chose pour éviter qu'aucun salarié ne se retrouve sans emploi »*, assure M. Roger Olliel, secrétaire cédétiste du comité central d'entreprise. Un vote positif des salariés de TTE pourrait, estime la CFDT, faire tache d'huile. M. Paul Calandra, directeur des affaires sociales et des ressources humaines du groupe Thomson CSF, affirme ne pas redouter cette éventualité. *« Le projet de TTE n'est ni la pierre philosophale ni une solution miracle mais c'est un bon dispositif. Nous sommes prêts à ouvrir dans d'autres sociétés du groupe des discussions sur la meilleure façon de combiner emploi, salaires, formation et temps de travail. Mais toutes les négociations ne pourront pas aboutir, et il faudra trouver des réponses adaptées à chaque situation. »*

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Pour 1993, la progression de la masse salariale sera limitée à 1 % contre 3,5 % à 4 % précédemment.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISES

□ **Siemens-Medizin va supprimer 1 800 emplois en 1993/94 dans le monde.** – Siemens-Medizin, la branche techniques médicales de Siemens, va supprimer 1 800 de ses 31 000 emplois dans le monde durant l'exercice 1992/93 qui se terminera le 30 septembre, et prévoit d'en faire autant en 1993/94, a indiqué mardi 16 mars M. Werner Maly, le responsable du secteur au sein du groupe allemand. Ces mesures sont indispensables pour conserver l'Allemagne comme site de fabrication, a-t-il expliqué. Siemens continue de faire dans le secteur médical des bénéfices, qui se chiffrent, selon M. Maly, en *« centaines de millions de marks »*. Le chiffre d'affaires du secteur médical de Siemens devrait stagner durant l'exercice 1992/93 à 7,9 milliards de marks (30 milliards de francs).

□ **BTP : Genest dépose le bilan de trois filiales.** – Le groupe de BTP Genest a annoncé récemment avoir déposé le bilan de trois de ses filiales spécialisées dans l'activité façades : Sitraco, Façalu et – la plus connue – CFEM Façades. Selon de bonnes sources, le nombre de salariés concernés par les dépôts de bilan serait d'environ 450. Le groupe comptait, fin 1991, un total de 5 500 employés. Genest, groupe fondé et toujours dirigé par M. Jacques Genest, avait réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 3,35 milliards avec un résultat de 51 millions.

COOPÉRATION

□ **Accord entre Lyonnaise des eaux-Dumez et Rhône-Poulenc.** – Rhône-Poulenc et la Lyonnaise des Eaux-Dumez, qui collaborent déjà dans le traitement des déchets industriels, ont conclu un nouvel accord, scientifique et technique, pour le traitement des eaux par membranes (filtration sans produits chimiques). La filiale de Lyonnaise-Dumez spécialisée dans le traitement des eaux par membranes, Aquasource (eau potable), et celle de Rhône-Poulenc, Tech-Sep (eaux industrielles), réuniront leurs équipes de recherche et compléteront leurs gammes de produits. Chaque partenaire gardera la propriété de son savoir-faire et de ses moyens de production, à Saint-Maurice-de-Beynost près de Lyon pour Tech-Sep, et à Toulouse pour Aquasource.

ACQUISITION

□ **Pernod-Ricard prend le contrôle du fabricant de jus de fruits Foulon.** – Le groupe Pernod-Ricard a annoncé, lundi 15 mars, l'acquisition, via sa filiale CSR (Cidreries et Sopagly réunies), de 50,1 % du capital de Foulon, deuxième intervenant sur le marché européen du jus de raisin. M. Pierre Foulon reste président-directeur général de cette société, qui dispose d'un outil de production moderne, près de Mâcon (Saône-et-Loire), et commercialise sa production de vrac pour 30 % en France et pour 70 % à l'export avec un chiffre d'affaires total de 152 millions de francs. M. Foulon devient parallèlement directeur de l'ensemble de la filière jus de raisin de CSR.

RÉSULTATS

□ **Polygram : bénéfice net en progression de 13,4 % en 1992.** – La compagnie de disques et de films Polygram, détenue pour 80 % par le groupe électronique néerlandais Philips, a réalisé un bénéfice net de 506 millions de florins (environ 1,5 milliard de francs) en 1992, en hausse de 13,4 % par rapport à 1991. Le chiffre d'affaires a progressé de 4,6 % à 6,617 milliards de florins (19,8 milliards de francs).

□ **Crédit national : bénéfice net part du groupe en hausse.** – Le groupe Crédit national a annoncé, mercredi 17 mars, une hausse de 9,1 % de son bénéfice net part du groupe en 1992 à 585,9 millions de francs contre 537,2 millions de francs l'année précédente. Le groupe souligne que dans un environnement économique difficile, le produit net bancaire reste stable à 2,379 milliards de francs contre 2,387 milliards de francs en 1991. Le résultat d'exploitation (725 millions de francs) est en hausse sensible de 15 % par rapport à 1991. Le Crédit national note que *« des provisions significatives ont été constituées dans les comptes de la maison mère pour couvrir certains risques spécifiques »*.

□ **Bongrain : résultat net de 354 millions de francs en hausse de 1,1 %.** – Le groupe fromager Bongrain a réalisé, en 1992, un résultat net (part du groupe) de 354 millions de francs, en hausse de 1,1 % sur les 350 millions de 1991. A structure comparable et à taux de change constants, le résultat aurait progressé de 7,2 %. Les seules variations de parités monétaires ont eu pour ce groupe, fortement exportateur, un impact négatif sur le résultat de 4,5 points.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS = pending) is published daily for $ 892 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry – 94852 Ivry-sur-Seine – France. Second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 – 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 – 2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT
301 MON 01 PP.Paris RP
Durée choisie : 3 mois □ 6 mois □ 1 an □
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité : Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 17 mars ⬇ Petite faiblesse

La Bourse de Paris était en légère baisse, mercredi 17 mars, dans un marché prudent et peu actif. Après avoir ouvert sur une hausse symbolique de 0,07 %, l'indice CAC 40 perdait ensuite du terrain pour s'inscrire en début d'après-midi en repli de 0,24 % à 1 970,47 points.

Les investisseurs n'osent plus parier sur une baisse des taux allemands, jeudi 18 mars, lors du conseil bimensuel de la Bundesbank. En outre, une éventuelle baisse du loyer de l'argent outre-Rhin n'aurait quasiment aucune chance de se répercuter sur les taux français compte tenu des élections législatives des 21 et 28 mars.

Le marché français est entré dans une période d'attentisme très classique à l'approche d'une échéance électorale. Les incertitudes ne tiennent d'ailleurs pas cette fois à l'issue de la consultation, même s'il subsiste tout de même certaines inconnues, mais à la politique qui sera suivie par le nouveau gouvernement. Les opérateurs craignent également de fortes tensions sur les taux et un regain de la spéculation contre le franc dans la période de flottement liée à une passation de pouvoirs.

Du coté des valeurs, Moulinex, après le fort recul de la veille (près de 6 %) reprend 4,6 % et Eurotunnel gagne 2,1 %. Le Crédit national, qui a annoncé un bénéfice en hausse de 9,1 % en 1992, en grande partie grâce à des reprises de provisions, reste inchangé. Elf-Aquitaine, qui a pourtant confirmé le matin même une stabilité de son chiffre d'affaires en 1992, perd 0,5 %. La Compagnie bancaire gagne 0,3 % en dépit de la dégradation de sa notation annoncée par Standard & Poor's. En revanche, recul de 0,6 % de Suez et de 1,3 % de Paribas touchés par la même mesure.

NEW-YORK, 16 mars = Stable

Wall Street a terminé pratiquement inchangée, mardi 16 mars, à l'issue d'une séance tranquille, alors que les investisseurs ont négligé l'annonce d'une progression de 2,5 % des mises en chantiers de logements en février aux Etats-Unis, en accord avec les attentes des experts. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini à 3 442,95 points, en hausse de 0,54 point. Quelque 217 millions de titres ont été traités. Le nombre de titres en hausse a été à peine inférieur à celui des valeurs en baisse : 935 contre 937, alors que 603 actions sont restées inchangées.

« Les chiffres [des mises en chantier] n'ont pas permis de tirer de conclusions dans un sens ou dans l'autre », a indiqué Robert Stovall, président de Stovall-Twenty-First Advisers, en ajoutant que « le marché avançait à tâtons à la recherche d'une direction ».

Les détenteurs de capitaux sont par ailleurs restés sur la défensive avant la publication, mercredi, de l'indice des prix à la consommation en février, qui devrait enregistrer une hausse de 0,3 %.

Mais les titres de la Bourse devraient continuer leur progression dans les semaines à venir et les investisseurs devraient profiter de toute pause pour acheter de manière agressive, a estimé Don Hays, directeur des investissements chez Wheat, First Securities/ Butcher and Singer.

VALEURS	Cours du 15 mars	Cours du 16 mars
Alcoa	70 3/4	70 5/8
ATT	58 1/8	57 7/8
Boeing	35 5/8	35
Chase Manhattan Bank	34 5/8	34 7/8
Du Pont de Nemours	47	47 1/8
Eastman Kodak	53 7/8	54 1/2
Exxon	63 1/4	64
Ford	48 7/8	48 1/2
General Electric	86 5/8	86 7/8
General Motors	38 7/8	38 1/2
Goodyear	74 3/4	74 5/8
IBM	55	55 1/8
ITT	77 1/2	77 1/8
Mobil Oil	68 1/8	69 5/8
Pfizer	62 1/8	60
Schlumberger	57 1/8	58 3/4
Texaco	62 3/8	63 1/2
UAL Corp. ex-Allegis	117 7/8	117 1/2
Union Carbide	17	16 7/8
United Tech.	47 1/8	48 1/8
Westinghouse	13 3/8	13 3/8
Xerox Corp.	83 1/8	83 3/8

LONDRES, 16 mars ⬇ Léger repli

Les valeurs ont terminé en légère baisse, mardi 16 mars, au Stock Exchange, déprimées par les perspectives d'un accroissement du déficit budgétaire en 1993-1994 lors de la présentation du budget par le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 3,1 points, soit 0,1 %, à 2 919,3 points, alors que M. Norman Lamont poursuivait à la Chambre des communes sa présentation du budget. Le volume des échanges s'est élevé à 491,3 millions de titres contre 575,4 millions la veille.

Le chancelier a indiqué que la Grande-Bretagne connaîtrait un déficit budgétaire de 50 milliards de livres (8 % du produit intérieur brut) lors de l'exercice fiscal 1993-1994 contre un déficit de 35 milliards de livres pour l'exercice qui s'achève. Les pertes du marché ont cependant été limitées par les déclarations du chancelier qui a indiqué que son projet de budget était destiné à « soutenir la reprise » et à établir « un plan clair pour réduire le déficit budgétaire à moyen terme » et qu'il prévoyait une croissance de 1,25 % de l'économie britannique en 1993.

VALEURS	Cours du 15 mars	Cours du 16 mars
Allied Lyons	5,65	5,74
B.P.	2,95	2,96
B.T.R.	6,04	6,04
Cadbury	4,87	4,79
De Beers	10,13	9,98
Glaxo	6,58	6,48
G.U.S.	26,45	26,45
I.C.I.	12,25	12,20
Reuters	14,07	13,98
RTZ	6,61	6,67
Shell	5,77	5,77
Unilever	12,38	12,22

TOKYO, 17 mars ⬆ Nette progression

La Bourse de Tokyo a fini en forte hausse mercredi 17 mars grâce à des rachats de découvert liés aux contrats à terme. A la fin des transactions, l'indice Nikkei a gagné 205,07 points, soit 1,14 % à 18 173,37, son plus haut niveau de l'année.

La vague d'achats s'est amorcée mardi en fin d'après-midi en réaction à l'annonce du plan de sauvetage de Nippon Housing Loan Co. par la coopérative nationale de crédit agricole. « Le marché était peu fourni, et les opérateurs qui étaient vendeurs ont dû se couvrir », a dit Hajime Nakajima (Cosmo Securities), notant que le sentiment était haussier malgré les pertes de la veille.

VALEURS	Cours du 16 mars	Cours du 17 mars
Ajinomoto	1 240	1 250
Bridgestone	1 210	1 230
Canon	1 370	1 380
Fuji Bank	1 980	2 010
Honda Motors	1 380	1 410
Matsushita Electric	1 110	1 130
Mitsubishi Heavy	518	524
Sony Corp.	4 070	4 070
Toyota Motors	1 370	1 400

CHANGES

Dollar : 5,6507 F ⬆

Mercredi 17 mars, le dollar gagne du terrain à 5,6507 francs, contre 5,6480 francs, dans les échanges interbancaires de mardi soir (5,6515 francs, cours Banque de France). *De son côté*, le deutschemark s'inscrivait à 3,3972 francs, au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3994 francs mardi (cours indicatif de la Banque de France), les opérateurs étant dans l'expectative à la veille de la réunion du conseil central de la Bundesbank.

FRANCFORT	16 mars	17 mars
Dollar (en DM)	1,66	1,6631
TOKYO	**16 mars**	**17 mars**
Dollar (en yens)	117,78	116,95

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (17 mars) .... 10 7/8 - 11 %
New-York (16 mars) .... 2 %

BOURSES

	15 mars	16 mars
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	529,40	529,23
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 986,08	1 975,25
NEW-YORK (indice Dow Jones)	15 mars	16 mars
Industrielles	3 442,41	3 442,95
LONDRES (indice « Financial Times »)	15 mars	16 mars
100 valeurs	2 922,40	2 919,30
30 valeurs	2 269,80	2 273,30
Mines d'or	98	97,70
Fonds d'Etat	97,74	97,23
FRANCFORT	15 mars	16 mars
Dax	1 702,57	1 697,83
TOKYO	16 mars	17 mars
Nikkei Dow Jones	17 968,30	18 173,37
Indice général	1 344,71	1 365,65

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,6420	5,6450	5,7560	5,7630
Yen (100)	4,8242	4,8290	4,9215	4,9308
Ecu	6,5915	6,6007	6,6286	6,6443
Deutschemark	3,3973	3,4002	3,4261	3,4318
Franc suisse	3,7045	3,7090	3,7605	3,7685
Lire italienne (1000)	3,5193	3,5245	3,5192	3,5276
Livre sterling	8,1780	8,1880	8,2850	8,3020
Peseta (100)	4,7579	4,7629	4,7138	4,7258

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16
Yen (100)	3 3/16	3 5/16	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 3/16
Ecu	9 1/8	9 1/4	8 3/4	8 7/8	8 1/4	8 3/8
Deutschemark	8 3/16	8 5/16	7 11/16	7 13/16	7 1/4	7 3/8
Franc suisse	5 3/16	5 5/16	5	5 1/8	4 11/16	4 13/16
Lire italienne (1000)	10 7/8	11 1/4	10 11/16	11 3/16	10 11/16	11 1/16
Livre sterling	6 1/16	6 3/16	5 15/16	6 1/16	5 3/4	5 7/8
Peseta (100)	15 3/4	16 5/8	14 5/8	15	13 1/2	14
Franc français	11 7/16	11 5/8	11	11 3/8	9 3/4	10 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 17 MARS

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
5240	C.N.E 3%	5380	5370	5380	....
905	B.N.P. T.P.	983	989	985	+0 20
841	Cr.Lyon. T.P.	885	872	872	-1 47
1774	Renault T.P.	1895	1890	1900	+0 26
1716	Rhone Poul. T.P.	1910	1930	1935	+1 31
1080	Saint Gobain T.P.	1095	1100	1100	+0 46
820	Thomson T.P.	876	884	884	+0 91
725	ACCOR	713	715	715	+0 28
770	Air Liquide	777	780	774	-0 39
635	Alcatel-Alsthom	849	850	847	-0 31
1640	Ala.Superm.	2090	2080	2050	-1 91
300	A.L.S.P.I.	353	348	348	-1 42
550	AGF Sté Centrale	589	588	586	-0 51
1140	Axa (ex Cie Midi)	1295	1293	1288	-0 54
164	Bafip	169	169	169	....
76	Bail-Equipem.	85 50	85 80	85	-0 58
715	Bail Investiss.	820	820	820	....
485	Bancaire	480 50	465	482	+0 33
640	Bazar H.-V.	693	683	683	-1 44
1160	Berger (M.)	1312	....	....	....
375	Bertrand Faure	410	400	400	-2 44
1140	Bic	1138	1137	1137	-0 09
1100	B.I.P.	1110	1115	1115	+0 45
143	BIS	163 80	165 90	162	-0 98
480	B N P (Ci)	519	513	513	-1 16
480	Bollore Tech	493	500	499	+1 22
2900	Bongrain	2960	2940	2890	-2 36
565	Bon-Marché	540	543	543	+0 56
640	Bouygues	679	679	679	....
84	BP France	92	92	92	....
955	B S N	976	985	968	-0 82
1250	Canal Plus	1318	1325	1303	-1 14
173	Cap Gem.S.	198 10	199 50	196 80	-0 76
210	Carnaudmetalbox	225	225	224 50	-0 22
2580	Carrefour	2592	2580	2590	-0 08
180	Casino	150 30	150 60	151 10	+0 53
105	Casino ADP	104 50	104	104	-0 48
530	Castorama D.I.	587	585	587	....
235	C.C.F.	243 10	245	244	+0 37
30	CCMC Ly.	36 80	37 50	37 50	+1 90
445	C.D.M.E.	430	437	438	+1 86
166	C.E.G.I.D.	175	172	170	-2 86
50	Cerurex (Ny)	51 50	51	51	-0 97
370	C.E.P. Comm.	418 80	415	412	-1 62
94	Cerus	92 50	92	91 05	-1 57
1140	Cetelem	1280	1265	1273	-0 56
285	CF Inv.	286 90	286	287 50	+0 21
300	CGI Info.	332	338	333 10	+0 33
1080	C G I P.	1140	1150	1140	....
640	CGP	648	....	....	....
1370	Chargeurs S A	1260	1260	1263	+0 24
250	Christian Dior	242 50	244	243 50	+0 41
520	C I C A (M)	580	....	....	....
290	Ciments franc.	325	325	325	....
540	Clarins	578	578	574	-0 35
405	Club Mediter.	433 40	421	426	-1 71
900	Colas	1037	1040	1038	+0 10
219	Cpt. Entrep.	219	....	....	....
1220	Compt Mod.	1285	1288	1289	+0 31

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
261 80	CPR (Paris Rées.)	301 90	304 90	307 50	+1 85
1090	Créd. Foncier	1148	1151	1151	+0 26
380	Crédit Loc France	410 50	410 50	413	+0 61
540	Cr Lyon.(CI)	520	515	523	+0 58
1240	Crédit Nat.	1418	1420	1420	+0 14
530	CSEE	530	524	525	-0 94
3440	Damart	3650	3605	3645	-0 14
385	Dassault Aviation	399 90	386	385 20	-3 68
250	Dassault Electr.	253 10	265	259	+2 33
1410	De Dietrich	1510	1510	1510	....
510	Degremont	515	530	528	+2 52
43	Dév.P.d.C.(Li)	54 15	54 10	53 50	-1 20
83	Dév.R.Sud-Est	76	76	76	....
295	D M C.	288	288	289	+0 35
440	Docks France	471	470 60	473	+0 42
107	Dynaction	162	163	164	+1 23
2340	Eaux (Gle)	2327	2327	2310	-0 73
690	E.B.F.	755	750	736	-2 52
425	Ecco	409	409	408	-0 24
350	Elf Aquitaine	375 10	376 90	373 50	-0 43
1010	ElfSanofi(Ex-Sanofi)	1010	1017	1007	-0 30
250	Erap-Elf (Cert.)	271 30	270 50	271 10	-0 07
645	Eridania-Beghin	661	664	662	+0 15
440	Essilor	440	428	433 50	-1 49
200	Essil.Int.(DP)	215 50	214	214	-0 70
735	Esso	791	793	783	+0 25
1520	Eurafrance	1686	1685	1690	+0 24
440	Euro RSCG	531	530	533	+0 38
73	Eurodisneyland	89	89 40	87 60	-1 57
1030	Europe 1	1075	1070	1060	-1 40
39	Eurotunnel	39 95	41	40 75	+2 00
125	Finextel	132 50	132 50	132 50	....
300	Fives Lille	311	311	307	-1 29
710	Fougerolle	828	825	825	-0 36
3650	Fromager. Bel	3880	4010	3950	+1 80
1700	Gal.Lafayette	1646	1645	1636	-0 61
380	G.A.N.	425 10	425	424	-0 26
390	Gascogne (B)	383	384	373 30	-2 53
1380	Gaz et Eaux	1420	1416	1419	-0 07
580	Géophysique	601	595	595	-1 00
680	Groupe André SA	722	725	725	+0 42
550	Groupe Cité	595	599	588	-1 18
410	GTM-Entrep.	408	408	405 10	-0 71
1480	Guyenne-Gas.	1545	1532	1521	-1 55
430	Havas	477	477 80	478	+0 21
240	Idia	244	243	243	-0 41
390	Imétal	384	379	383	-0 26
143	Immob. Phénix	141 90	138 20	138 20	-2 61
147	Ingénico	188	181 40	186	....
8590	Inst. Mérieux	8880	8850	8860	....
450	Interbail	488	485	475	-2 66
480	Intertechnique	511	515	512	+0 20
1120	J. Lefebvre	1075	1082	1100	+2 33
490	Klépierre	604	604	601	-0 50
570	Labinal	681	680	680	-0 15
340	Lafarge	356 50	356	355 70	-0 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
88 73	Lagardère Group.	93 60	93 60	93 60	.
280	Labon	286	287	288	+0 70
4350	Legrand	4546	4579	4554	+0 18
2250	Legrand (DP)	2490	2500	2470	-0 80
173	Legris Industries	188 30	188	187 10	-0 64
735	Locindus	824	825	826	+0 24
3380	L.V.M.H.	3291	3305	3310	+0 58
450	Lyon.Eaux/Dumez	450 50	453	446 10	-0 98
37	Majorette Ly.	37	....	...	..
316	Mar. Wendel	328 50	325	325	-0 46
117	Matra-Hachette	119	118	117	-1 68
84	Metaleurop	76 20	76	76	-0 26
13 50	Métrologie In.	17 90	18	17 90	....
181	Michelin	179	178	176 50	-1 45
93	Moulinex	90 70	90	94 75	+4 47
940	Navig. Mixte	925	925	920	-0 54
133	Nord-Est	140 10	137 80	139 90	-0 14
265	Nordon (Ny)	336	335	350	+4 17
53	Olipar	54 20	54	53	-2 21
1070	Oréal	1132	1139	1125	-0 62
420	Paribas	420 10	416 50	415	-1 21
230	Pechiney Int.	230	230	229	-0 43
295	Pechiney (CIP)	309 20	309	293	-5 24
395	Pernod Ricard	412	410	407 90	-1 00
640	Peugeot	570	570	566	-0 70
835	Plastic-Omn.	790	788	781	-1 14
285	Poliet Ex.Lamb.Fr.	305	310	312	+2 30
955	Primagaz	947	945	937	-1 06
660	Printemps	688	680	680	-1 16
620	Promodès	690	694	688	-0 29
310	Radiotechn.	295	305	305	+3 39
6570	Redoute (La)	7500	7440	7440	-0 80
147	Rémy Cointreau	159	159	158 20	-0 50
565	R. Poulenc A.	584	580	580	-0 68
565	R. Poulenc CIP	559	557	550	-1 61
42	Rochette (La)	43	42 90	42 30	-1 63
505	Roussel Uclaf	595	585	577	-3 03
2970	R. Impé.Ly.	3260	3230	3220	-1 23
150	Sade (Ny)	156	156	156	....
2890	Sagem	3000	2995	3000	....
535	Saint Gobain	521	522	516	-0 96
1200	Saint Louis	1183	1194	1177	-0 51
1500	Salomon Ly.	1539	1545	1545	+0 39
320	Salvepar (Ny)	350	350	353	+0 86
1560	S.A.T.	1589	1595	1595	+0 38
285	Saul. Chât.	289	285	285	-1 38
825	Saupiquet (Ns)	947	947	947	...
690	Schneider	679	680	679	....
17	SCOA	17 50	17 20	17 25	-1 43
525	Scor s.a.	555	545	545	-1 80
360	S.E.B.	397 50	395 50	399 50	+0 50
480	Sefimeg	465	464	462	-0 85
140	Selectibanque	147 10	147	150	+1 97
175	Sextant A.	187	188 90	188	+0 53
685	S.F.I.M.	694	691	698	+0 58
225	S.G.E.	210	211	212	+0 95

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
465	Sanofi	505	497	505	...
940	St. Rossignol	986	989	980	-0 61
440	Sligos	486 80	482	483	-0 78
835	Société Géné.	634	639	636	+0 32
42	Sodero (B)	47 20	48 50	48 50	+2 75
78	Sodero (Ny)	87	86	85 20	-2 07
955	Sodexho	1018	1017	1015	-0 29
85	Sogerap (Ny)	85 40	87	86 80	+0 47
1350	Sommer-Allib.	1401	1410	1401	..
415	SOPHIA	459 50	460	459	-0 11
1120	Sovac	1224	1233	1235	+0 90
405	SPEP	370	368 50	361 10	-2 41
350	Spie-Batignol.	420	415 10	415 10	-1 17
575	Strafor Facom	620	619	620	..
295	Suez	320	318	316 30	-1 16
1220	Synthelabo	1196	1199	1193	-0 25
162	Thomson CSF	150	150	147 10	-1 83
240	Total	254 50	254	252 70	-0 71
150	– (certif)	179 50	180	178	-0 84
545	U.A.P.	585	583	573	-2 05
255	U F B Locab.	281	284	280 50	-0 18
250	U.G.C. DA (Rober)	242	246	241	-0 41
440	U I C	561	564	564	+0 53
475	U I F.	505	507	513	+1 58
760	U I S.	765	761	761	-0 52
330	Unibail	386 50	389	387	+0 13
770	Valeo	780	785	782	+0 26
161	Vallourec	154	152	150	-2 60
245	Via Banque	278	275 50	278	.
250	Worms et Cie	252 50	255	253 60	+0 44
1610	Zodiac	1771	1760	1761	-0 56
865	Elf Gabon	916	910	910	-0 66
103	Amax	109 20	110 20	109 80	+0 55
91	Amer. Barrick	91 40	89 10	89 10	-2 52
131	Amer. Express	159 50	153 50	153 40	-3 82
290	A.T.T.	330	329	328	-0 61
119	Anglo Amer C.	121	118	117 10	-3 22
210	Amgold	228	....	...	...
215	Banco Santander	234	232	234	....
785	B.A.S.F.	797	795	795	-0 25
940	Bayer	930	932	921	-0 97
46	Blenheim Plc	48 30	...	....	....
28	Buffelsfont.	31	29 85	30	-3 23
162	Chase Manh.	194 20	196 20	195 50	+0 67
2070	Daimler Benz	2101	2105	2100	-0 05
85	De Beers	80	79 10	79 10	-1 13
2320	Deutsche Bank	2460	2459	2444	-0 65
1280	Dresdner Bank	1422	1415	1416	-0 42
42	Driefontein	43 30	42 80	42 85	-1 04
260	Du Pont-Nem.	267	267 90	265	-0 75
275	Eastman Kodak	307	309 60	309 70	+0 88
12	East Rand	12 85	12 80	12 50	-2 72
30	Echo Bay	31 45	30 65	30 50	-3 02
168	Electrolux	173	179	179	+3 47
161	Ericsson	170	174	176	+3 53
345	Exxon Corp.	357 20	360 90	361	+1 06

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
260	Ford Motor	274 30	273	273	-0 47
38	Freegold	40 60	40 60	40 60	.
11 50	Gencor	12 05	12 20	12	-0 41
455	Gén. Elect.	499	493 20	493 10	-1 18
215	Gén. Motors	224 50	218 80	218 50	-2 67
350	Gén. Belgique	368 50	367	367	-0 41
37	Gd. Métropol.	39	38 90	38 90	-0 26
37	Guinness	40 30	40	39 55	-1 86
20	Hanson PLC	20 50	20 30	20 25	-1 22
13 50	Harmony Gold.	13 80	13 70	13 95	+1 09
405	Hewlett Packard	437	436 80	436 30	-0 16
31	Hitachi	35 80	36 10	36 05	+0 70
905	Hoechst	830	828	828	-0 24
94	I.C.I.	102 50	102 50	102 50	...
280	I.B.M.	309 10	311	310 80	+0 55
410	I.T.T.	438 40	437 50	437 10	-0 30
164	Ito Yokado	182 10	183 90	181 20	-0 49
49	Matsushita	53 50	53 75	54 80	+2 43
270	Mc Donald's	294	297 50	299	+1 70
210	Merck	218 50	215	215 10	-1 56
570	Minnesota M.	612	612	612	...
39	Mitsubishi	43 90	43 80	44	+0 23
360	Mobil corp.	383	390 60	391 20	+2 14
335	Morgan J.P.	388 50	385	388 30	-0 05
4010	Nestlé	4309	4304	4267	-0 97
129	Norsk Hydro.	138 70	138 10	137 20	-1 08
86	OFSI	89	88 40	89	...
1290	Pétrofina	1403	1400	1401	-0 14
395	Philip Morris	371 80	370 20	370 90	-0 24
70	Philips	70 85	70 80	71 95	+1 55
77	Placer Dome	79 10	77	77	-2 65
275	Procter Gamble	300 50	300 50	300	-0 17
173	Quilmès	179	175 50	175 50	-1 96
17 50	Randfontein	19 60	19 80	19 85	+1 28
250	Rhone Poul. Rorer	269	269 30	269 60	+0 22
480	Royal Dutch	486	487 70	485 10	-0 19
52	R T Z	54 65	54 55	54 60	-0 09
15 50	Saat.& Saatchi	15 35	15 40	15 40	+0 33
25	St Helena	27 80	27 55	27 50	-1 08
310	Schlumberger	323 10	332 60	333 10	+3 10
48	Shell transp.	48 90	47 80	48	-1 84
2230	Siemens	2209	2203	2193	-0 72
184	Sony	192 10	193 80	193 80	+0 88
86	Sumitomo Bank	92 80	92	92	-0 86
151	T.D.K.	160 50	164	164	+2 18
60	Telefonica	61	60 50	60 65	-0 57
26	Toshiba	28 55	29 20	29 20	+2 28
585	Unilever	654	653	650	-0 61
245	Unit.Techn.	260	263	263	+1 15
230	Vaal Reefs	234	233	233	-0 43
950	Volkswagen	955	996	997	+4 40
285	Volvo	270	280	271 20	+0 44
89	West. Deep	89 50	...	....	....
450	Xerox Corp.	476 80	..	....	....
111	Yamanouchi	110	110 90	110 90	+0 82
5 50	Zambia Cop.	6 25	6 30	6	-4 00

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nominal	% du coupon
Emp.Etat 9,8% 78	....	6 65
10,80% 79/94	....	5 74
Emp.Etat 13,4% 83	102 85	3 15
10,26% mars 86	107 86	0 14
OAT 10% 5/2000	115	8 05
OAT 9,9% 12/1997	110 30	2 55
OAT 9,8% 1/1996	106 26	1 23
PTT 11,2% 85	107 85	3 09
CFF 10,25% nov 90	115	0 05
CNA 10 % 1979	....	0 64
CNB Bques 5000F	99	1 78
CNB Paribas 5000F	97 80	1 78
CNB Suez 5000F	....	1 78
CNI 1/82 5000F	98 90	1 78
CNT 9 % 86	100 80	7 63
CRH 10,90% déc.85	112 20	2 07
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	....	....
Cerus	....	....
Ly. Eaux cv 6,5%	802	....
Thoms. cv 9,2% 88	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr.	1580	1550
Arbel	396	394
Bains C.Monaco	900	900
B.Hypoth.Europ.	211	....
B.N.P. Intercont.	346	345
Bénédictine	2300	2245
Bidermann Internat.	440	....
Blanzy Ouest	1274	....
B T P.	28 30	28 95
Cambodge	920	....
Carbone Lorraine	375	370 50
Case Poclain	2 60	....
C.B.C.	315	317 80
C.E.G.F (Frigor.)	547	....
Centenaire Blanzy	377	375
Cerega	26 10	....
Champex Ny	16 50	....
CIC (CIP)	194	190 50
C.I.T.R.A.M. (B)	2200	....
Cie Industrielle	4417	....
Cpx Lyon Alemand	296 10	308
Concorde	728	734
Constr.Mét.Prov.	15 20	....
Crédit Gén.Ind.	110	....
Cr Universel (Cie)	300	300
Darblay	625	....
Didot Bottin	576	576
Eaux Bassin Vichy	3010	....
Ecia	279	284 50
Ent.Mag. Paris	4350	....
Eridania-Béghin Cl.	546	545
Fidel	394 50	395
Finalens	303 20	301 40
F.I.P.P.	70	70
F.N.A.C.	2060	2110
Foncière (Cie)	501	507
Foncina	380	358
France I.A.R.D.	510	494 50
France SA (Ld)	1840	1835
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	495	544
Genefim	285	291 50
Gévelot	500	....
G.F.C.	400	400 10
Groupe Victoire	930	930
G.T.I (Transport)	226	220
Immobail	370	370
Immobanque	773	770
Im.Marseillaise	4560	4580
Invest.(Ste Cle.)	2900	....
Lille Bonnières	1151	1151
Louvre	2520	2520
Lucia	210	....
Machines Bull	22 50	22 50
Mag.Uniprix	193	193
Métal Déployé	320	....
Mors	45 10	43 50
Navigation (Nle)	132 10	125 50
Optorg	275	....
Oréal (Cl)	630	625
Origny-Desvroise	712	720
Palais Nouveauté	1450	1449
Paluel Marmont	410	410
Parfinance	171	....
Paris France	193	193
Paris Orléans	200	200
Parthena Invest.	250	255
Piper Heidsieck	695	670
Porcher	280	....
Promodès (CI)	398	....
Publicis	670	666
Rochefortaise	150	154
Rosario	141 10	142
Rougier	180	....
S.A.C.E.R.	635	....
S.A.F.A.A.	256	....
S.A.F.I.C Alcan	204	....
Saga	340	337
Saint Dominique (F.)	115	....
Salins du Midi	534	536
Savoisienne M.	150	....
Silic	667	....
S.I.P.H.	80	80
S.M.C.I.	42 50	....
Sofal	470	....
Soffo	212	....
Sofiten (ex Sacer)	63	61
Sofragi	2700	2750
Soudure Autogène	724	721
Sovabail	315	....
Starni	780	....
Taittinger	2110	2070
Testut-Aequitas	89	....
Tour Eiffel	244	249
Ufiner	1155	....
Vicat	410	....
Viniprix	1500	1500
Virax	105	110
Maroc Sté Brasserie	297	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	551	....
Akzo Nv Sico	460	....
Alcan Aluminium	103	103
American Brands	200	....
Arbed	426	....
Asturienne Mines	100	100
Banco Popular Espa.	830	811
B.Reglements Int.	21300	21500
Can.Pacifique	79	81 20
Chrysler Corp.	214	214
C I R	4 24	....
Commerzbank	1020	....
Dow Chemical	311	310
Fiat	17 30	....
GBL (Brux Lamb.)	520	515
Gevaert	1100	1272
Glaxo Holdings Ltd	55	55
Goodyear Tire	435	414
Grace and Co (WR)	205	212 90
Honeywell Inc. Inc.	179 80	...
Johannesburg	59 70	....
Koninklijke Pakhoed	67 10	....
Kubota	28 20	25
Noranda Mines	85	85
Olivetti priv.	4 75	....
Pfizer Inc.	346	340
Ricoh	26	....
Robeco	318 90	319 20
Rodamco NV	155	155 50
Rolinco	310 40	312 10
Saipem	4 32	....
Sears Group	22	....
SKF Aktiebolaget	60	57 10
Tenneco Inc	249	250
Toray Ind.	26 50	27 30
West Rand Cons.	5 25	5

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	330	....
Calciphos	71	....
C G H Cogedhor	7	....
Coparex	565	....
Europ. Accum.	80	80
Europ Soudres Ind.	6 05	....
Guy Degrenne	400	400
Lecaurs du Monde	233	....
Nicolas	945	945
Office Cent. Pharma.	840	840
Particip. Percier	190	....
Rorento N.V.	258 10	258 60
St-Gobain-Emballage	1732	....
Schlumberger Ind.	510	495
S.E.P.R.	1386	....
S.M.T. Goupil	3	....
S.P.R. act. B.	300	....
Waterman	1100	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	555	545
B.A.C.	23 70	....
Boiron (Ly)	468	466
Boisset (Lyon)	233	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	770	770
Calberson	273	273
Cardif	940	940
C.E.G.E.P.	179	180
C.F.P.I.	207	207
C.N.I.M.	1189	1188
Codetour	305	310
Creeks	110 10	110 10
Dauphin	300	290
Devanlay	1305	1325
Dolisos	120	....
Editions Belfond	190	....
Europ. Propulsion	200	200
Finacor	140	....
G.F.F. (group.fon.f.)	35 20	35 50
G.L.M.	457 10	....
Gravograph	161	163
Guerbet	585	600
I.C.C.	208 10	211
Idianova	75	...
Immob. Hôtelière	1185	1200
Internat. Computer	128	127 10
I.P.B.M.	37 85	37
Molex	177 40	....
N.S.C. Schlumberger	720	720
Publ.Filipacchi	715	715
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	317	317
Select Invest (Ly)	96	96
Seribo	165	165
Sopra	350	345
TF1	475	464
Thermador H. (Ly)	340	345
Unilog	214	204
Viel et Cie	141 70	142
Y. St-Laurent Groupe	765	779

SICAV (sélection) 16/3

VALEURS	Emission Frais inc.	Rachat net
Actilion	219 28	213 41
Actimonétaire C.	30759 20	30759 20
Actimonétaire D.	30759 20	30759 20
Améri-gan	7799 26	7499 29
Amplitude	695 94	675 67
Antigone trésor	703709 00	703709
Associa Première	31467 49	31467 49
Associc	1110 08	1110 08
Atout Futur	471 32	459 82
Aurecic	1261 97	1225 21
Avenir Alizes	1804 45	1769 07
Axa Capital	191 26	185 69
Axa Court Terme	8611 97	8611 97
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	974 30	945 92
Axa.Ep.Fr.Ex Agepang.	844 87	820 26
Axa Europe	133 15	129 27
Axa Investissements	114 11	110 79
Axa NPI	124 28	120 66
Axa Ob.Fr.Extrans.	157 73	153 14
Axa.Ob.In.Ex.Mu.U.Se.	142 03	137 89
Axa Prem.Ex.Agepre.	127 38	123 67
Axa S8.Ex.Dr.Sele.	156 83	152 26
Axa Valeurs PER	135 76	131 81
Cadence 1	1089 25	1067 89
Cadence 2	1074 54	1053 47
Cadence 3	1066 75	1045 83
Capimonétaire	6774 23	6767 46
Capioblig.	7113 71	6974 23
Captacic	1468 11	1446 41
Coexis	1450 38	1415
Comptavalor	3796	3790 31
Credinter	478 98	465 03
Credit Mutuel Capital	1387 92	1360 71
Cred.Mut.Ep.Cour.T	718 75	718 75
Cred.Mut.Ep.Indus	103 21	100 46
Cred.Mut.Ep.J.	75099 57	75099 57
Cred.Mut.Ep.long.T	210 16	204 54
Cred.Mut.Ep.Monde	1234 29	1201 26
Cred.Mut.Ep.Quatre	1124 06	1093 96
Dieze	1468 44	1432 62
Drouot France	930 97	903 85
Drouot Sécurité	249 01	241 76
Ecocic	1145 67	1112 30
Ecupar	134	130 10
Ecur. Capitalisation	2836 28	2808 20
Ecur. Expansion	519703 28	518924 89
Ecur Géovaleurs	2458 89	2387 27
Ecur Investissement	162 20	157 48
Ecur. Monepremière	72610 55	72610 56
Ecur Monétaire	42537 38	42537 38
Ecur Trésorerie	2620 88	2620 88
Ecur. Trimestriel	2083 06	2062 44
Elancel	120 85	117 33
Energie	292 42	279 16
Eparcic	3900 01	3900 01
Eparcourt-Sicav	4661 07	4649 45
Epargne Associat.	27355 28	27043 81
Epargne-Unie	1407 75	1373 41
Euli Cash cap.	8470 98	8470 98 ◆
Eurco Solidarité	1136 05	1124 80
Eurocic Leaders	1075 70	1044 37
Eurodyn	1231 37	1201 34
Euro Gan	6422 18	6175 17
Fonsicav	15625 29	15625 29
France-gan	11093 28	10666 62
France Garantie	288 73	286 18
France Obligations	517 42	512 30
Francic	491 35	477 04
Francic Pierre	113 01	109 72
Francic-Regions	1191 78	1157 07
Fruct-Associations	37 93	37 93
Fruct-Cap.	46 44	45 75
Fructidor	245 19	241 57
Fructifrance action C	997 10	972 78
Fructifrance action D	974 85	951 07
GAN Rendement	5411 08	5331 11
Gestilion	16196 03	16115 45
Gest.Associations	185	180 93
Horizon	1374 99	1334 94
H.L.M Monétaire	15084 85	15084 85
Indicia	1116 52	1094 47 ◆
Indext.Fce.Court.T.	1594 10	1594 10
Interepar	111457 11	108210 79
Interoblig	15729 10	15420 69
Intersélection Fce	534 14	523 67
Japacic	164 96	160 16
Jeunepargne	309 35	304 78
Latitude	2428 77	2425 13
Lion Association	11309 38	11309 38
Lion Institution	33087 25	33004 74
Lionplus	1094 56	1073 08
Lion Trésor	2372 71	2349 22
Lion 20 000	28274 72	28274 72
Livret Bourse Inv.	610 69	592 90
Livret Portefeuil.	756 67	734 63
Méditerranée	185 26	179 86
Mensuel CIC	10293 82	10191 90
Monecden	73776 49	73776 49
Mone.J.	39109 15	39109 15 ◆
Monévalor	44330 29	44330 29
Mutualité dépôts	14594 67	14565 54
Natio Court Terme	102780 00	102473
Natio Court Terme2	308391 00	308391
Natio Epargne	19312 54	19121 33
Natio Ep. Capital	11934 75	11816 58
Natio Ep. Croissance	1839 48	1790 25
Natio Ep. Obligations	218 78	212 92
Natio Ep. Retraite	133 46	129 89
Natio Ep. Trésor	8488 43	8471 49
Natio Ep. Valeur	477 28	464 51
Natio Fran. index	1083 15	1054 16
Natio Imm.	1208 18	1175 84
Natio Inter	1638 62	1594 76
Natio Monétaire	27234 49	27234 49
Natio Opportunités	1116 95	1087 06
Natio Patrimoine	1398 68	1361 44
Natio Perspectives	1136 54	1106 12
Natio Placements	63895 94	63895 94
Natio Revenus	1071 63	1061 02
Natio Sécurité	11952 79	11952 79
Natio Valeurs	940 90	915 72
Nippon-Gan	5270 22	5087 52
Nord Sud Dévelop.	1748 69	1745 20
Obli-Associations	171 14	169 45
Oblicic-Mondial	2858 40	2816 16
Oblicic-Régions	1112 61	1096 17
Oblifutur	3165 54	3088 33
Oblig. très cate.	193 12	190 27
Oblilor	1561 05	1545 59
Oblisécurité Sicav	13978 35	13978 35
Oracion	1170 56	1142 01
Paribas Capitalisation	1693 01	1667 99
Paribas Opportunités	133 85	128 39
Paribas Patrimoine	620 49	595 19
Patrimoine Retraite	242 26	237 51
Pervalor	616 26	604 18
Poste Croissance	23487	23463 54
Poste Gestion	71247 08	71247 08
Première Oblig.	11403 18	11391 79
Prévoy. Ecureuil	121 97	120 76
Priv'Associations	31793 71	31793 71
Proficius	1032 79	1007 60
Quartz	145 35	141 80
Rentacic	168 39	163 93
Revenus Trimestr.	5466 54	5412 42
Revenu-Vert	1195 18	1166 03
St Honoré Vie & Santé	1025 41	978 91
St Honoré Bons du Tr.	12093 51	12033 34
St Honoré Invest.	814 38	777 45
St Honoré Pacifique	845 53	816 26
St Honoré Réal	16198 40	16133 86
Sécuricic	1874 79	1874 79
Sécuri-Gan	12736	12486 27
Sécuritaux	1500 16	1500 16
Sicasdan	734 53	723 67
Sicav Associations	1989 13	1989 13
SFI-CNP Assur.	716 14	695 28
S.G. Fr. opport. C et D.	1285 67	1280 46
Sicav 5.000	472 81	460 16
S.I. Est	1382 34	1342 08
Silvafrance	735 26	715 58
Silvam	426 67	415 25
Silvarente	231 80	227 06
Silvinter	470 12	457 54
S.N.I.	1167 05	1133 06
Sogenfrance Capita.	1237 27	1213 01
Sogenfrance Distribut.	1195 25	1171 81
Sogépargne	322 56	316 24
Sogenter	1384 85	1357 70
Soleil Investissements	620 33	596 47
Solstice	2254 27	2248 65
State Street Act. Eur.	9915 47	9580 16 ◆
State Street Act. Fce.	11229 77	10802 69 ◆
St. Str. Act.Japon	11665 93	11271 43 ◆
State Street Emer. Mts	13034 20	12407 55 ◆
St.Street OAT Plus	11622 18	11394 29 ◆
Stratégie Actions	902 22	867 52
Stratégie Rendement	1538 10	1489 69
Technocic	992 57	963 66 ◆
Techno-Gan	5858 28	5633 92
Thesora	726 65	719 46 ◆
Trésor Plus	1415 07	1401 06
Trésor Trimestriel	1054 47	1044 03
Trésoricic	140843 11	140843 11
Trilion	5398 42	5329 14
Uni-Associations	121 21	121 21 ◆
Uni-Foncier	1328 69	1296 28
Unifrance	625 05	609 80
Uni Régions	1270 69	1239 70
Univar	252 46	252 46 ◆
Univers Actions	1364 85	1331 56
Univers Obligations	1951 73	1904 13
Valorg	2209 63	2207 42
Valreal	57617 61	57588 82
Winterthur St-Honoré	231 84	221 33

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 17/3	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 651	....	5 4	5 9
Ecu	6 594	....	....	....
Allemagne (100 dm)	339 940	....	329	349
Belgique (100 F)	16 510	....	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	302 460	....	291	311
Italie (1000 lires)	3 516	....	3 2	3 7
Danemark (100 krd)	88 440	....	84	92
Irlande (1 iep)	8 263	....	7 8	8 5
Gde-Bretagne (1 L)	8 159	....	7 7	8 5
Grèce (100 drachmes)	2 508	....	2 1	2 8
Suisse (100 f)	371 320	....	359	379
Suède (100 krs)	72 040	....	67	76
Norvège (100 k)	79 890	....	75	84
Autriche (100 sch)	48 312	....	46 6	49 6
Espagne (100 pes)	4 761	....	4 4	5
Portugal (100 esc)	3 675	....	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 524	....	4 3	4 7
Japon (100 yens)	4 798	....	4 7	4 9

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/3
Or fin (kilo en barre)	59800	59800
Or fin (en lingot)	59900	59800
Napoléon (20f)	343	341
Pièce Fr (10 f)	325	.....
Pièce Suisse (20 f)	340	341
Pièce Latine (20 f)	345	340
Souverain	438	435
Pièce 20 dollars	2190	2125
Pièce 10 dollars	1220	1197 50
Pièce 5 dollars	650	.....
Pièce 50 pesos	2230	2230
Pièce 10 florins	361	350

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 16 mars 1993

NOTIONNEL 10 %.
Nombre de contrats estimés : 94 350

COURS	Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	115,04	117,14	117,30
Précédent	115,20	117,30	117,38

CAC 40 A TERME
Volume : 11 881

COURS	Mars 93	Avril 93	Mai 93
Dernier	1 998	2 022	2 042
Précédent	2 015	2 036,50	2 045

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

AUTOMOBILE

Quand Mercedes multiplie les soupapes

A quelques semaines de la présentation de sa «classe C», remplaçante de l'actuelle 190, Mercedes – qui vient déjà de mettre en vitrine ses nouveaux 500 et 600 SEC, l'artillerie lourde du constructeur de Stuttgart (surtout au niveau des prix) – propose dans sa gamme dite moyenne (série 200/400 en berlines, breaks et coupés) de tout nouveaux moteurs.

Dans les faits, il s'agit de groupes déjà connus à 4, 6 et 8 cylindres, mais qui doublent désormais le nombre de leurs soupapes. Avec 16, 24 et 32 soupapes, la souplesse d'utilisation apparaît à l'évidence améliorée et les performances des moteurs sont en augmentation, bien que la firme allemande déclare, sans rire, ne pas avoir cherché à atteindre cet objectif, n'ambitionnant dans l'affaire qu'une simple amélioration du confort.

Quoi qu'il en soit, selon la version et donc selon la mécanique placée sous le capot, on pourra trouver de 136 à 279 chevaux (soit de 100 kW à 205 kW). Les plus de 200 km/h sont pour toutes les versions assurés.

L'autre gain concerne le couple, qui part maintenant «plus bas dans les tours», comme disent les initiés. On sait combien est essentielle cette notion que l'on peut traduire, en simplifiant, par l'effort de propulsion (ou de «traction» selon le cas) fourni par un moteur, la boîte de vitesses multipliant ou démultipliant ce couple. Les véhicules qui ont un couple élevé, de préférence à bas régime, «tirent» évidemment avec plus de facilité les poids qu'ils ont en charge (carrosserie, passagers, bagages...). Les poids lourds et autres tracteurs sont les champions dans ce domaine. Les automobiles à faible couple, surtout lorsqu'il est mal placé, notamment trop haut, réclament de fréquents changements de rapport.

A ce «mieux» ainsi obtenu sur des voitures qui ne manquaient déjà pas de qualités, s'ajoute, avec la multiplication des soupapes, une nouvelle amélioration de l'insonorisation. Un silence de fonctionnement qui s'additionne à un comportement routier exemplaire malgré un poids qui tourne,en charge, au-dessus des 2 tonnes. Hélas, cette masse en circulation demande à la pompe des efforts particuliers pour peu que la vitesse, dans des limites pourtant légales, ait été maintenue sur une longue distance. Les chiffres donnés à ce propos par la marque et qui relèvent, comme pour tous les constructeurs, d'essais au banc, ne sont guère convaincants à l'expérience.

L'équipement, qui comprend hors option un air-bag côté passager et l'ABS, mais pas l'air conditionné (réservé à une série spéciale baptisée Tempérée), entraîne, on l'aura deviné, des tarifs à la hauteur des prestations généreusement offertes par ces voitures cossues et dont la finition reste sans reproche.

C. L

▶ De 183 900 à 410 000 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5999

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV			■		■	■			
V							■		■
VI			■						
VII		■						■	
VIII	■				■		■		
IX				■					
X									■
XI			■						

HORIZONTALEMENT

I. Une façon de faire du plat. – II. Quand le capitaine est un pirate. – III. Sortirent de leur coquille. – IV. Pronom. Ne se frappe plus. – V. Nous a apporté son concours. – VI. Bande d'étoffe. Peuvent dissimuler des anguilles. – VII. Très fine. – VIII. Pas encore acquittés. Dans l'alternative. – IX. Instruments du hasard. Parfois joints par un sauteur. – X. N'est évidemment pas camée. – XI. Dans un alphabet étranger. Se montre à la hauteur.

VERTICALEMENT

1. Diligente ouvrière. Ce que ça vaut quand c'est bon. – 2. Un gros tas de pains. Reproché à un mauvais juge. – 3. Son ramage se rapporte à son plumage. Bon, pour le snob. – 4. Quand ils sont bas, peuvent être assimilés à de mauvais traitements. Rejoint la mer du Nord. – 5. N'est trouvé bon que quand il est chaud. N'est pas un agrément. Plus redoutable que le mal. – 6. Son coup peut tout abîmer. De gros os. – 7. De grosses tranches. Pour faire l'appel. Pas «étendu» – 8. En Flandre-Orientale. Elément d'une ligne. – 9. Qu'on a du mal à faire changer. Il en faut pour faire marcher la machine.

Solution du problème n° 5998

Horizontalement

I. Paperasse. – II. Amiral. UV. – III. Lô. Orée. – IV. Prairie. – V. Icône. Tôt. VI. Tertiaire. – VII. Ténia. – VIII. Thème. Ile. – IX. Io. Pris. – X. Oman. Rets. – XI. Neutres.

Verticalement

1. Palpitation. – 2. Amorce. Home. – 3. Pi. Aorte. Au. – 4. Ereintement. – 5. Ra. Reine. – 6. Aloi. Al. Pré. – 7. Rétiaires. – 8. Sue. Or. Lit. 9. Eventé. Esse.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 18 MARS

«La civilisation égyptienne au Louvre», 10 h 30, 2, place du Palais-Royal (P.-Y. Jaslet).

«Hôtels et curiosités du Marais, l'étrange dédale du village Saint-Paul, les vestiges du mur de Philippe-Auguste, les synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier», 11 h 15, 15 h 30 et 17 h 45, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Versailles : la rue du Maréchal Joffre et les glacières royales», 14 heures, 24, rue de la Chancellerie (Office de tourisme de Versailles).

«Les salons de réception de l'hôtel de Salm et le Musée de la Légion d'honneur», 14 heures, 2, rue de Bellechasse (S. Rojon-Kern).

«Collections du cabinet des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale» (limité à vingt-cinq personnes), 14 h 30, 58, rue de Richelieu (Monuments historiques).

«De Popincourt à la rue de Lappe», 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

«La Conciergerie, du palais de Philippe-Auguste au cachot de Marie-Antoinette», 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris livre d'histoire).

«La peinture française, de Watteau à Fragonard, dans les nouvelles salles du Louvre», 14 h 30, devant le Louvre des antiquaires, place du Palais-Royal (C. Merle).

«Hôtels et église de l'île Saint-Louis», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Les passages couverts (premier circuit)», 14 h 30, place Colette, angle de la rue de Richelieu (Sauvegarde du Paris historique).

«Le château de la reine Blanche, l'enclos des Gobelins et l'hôtel Sardini», 15 heures, 15, rue des Gobelins (D. Bouchard).

CONFÉRENCES

Institut catholique (salle des Actes), 21, rue d'Assas, 18 h 30 : «Réflexions sur la défense européenne», par le général d'armée M. Fennebresque (Les Grandes conférences de Paris).

184, boulevard Saint-Germain, 18 h 30 : «Prague et Berlin. La renaissance de deux capitales en Europe centrale», par J. Rieucau (Société de géographie).



Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



appartements ventes

3e arrdt

HOTEL CTRE VILLE
Dern. ét. asc. Calme. Soleil. 4/5 P. + terrasse + studio indép. 6 500 000 F. 42-72-33-25

5e arrdt

CENSIER EXCEPTIONNEL DUPLEX 2 P. 42 m². Charme 840 000 F – 39-55-06-24

PRÈS LUXEMBOURG Etonnant 273 m² divisible BALCON – TERRASSE Vue sympa. – 42-36-88-05

6e arrdt

BD RASPAIL. P.d.t. magn. 5/6 P. 200 m². Parf. état service. 43-35-18-36

CŒUR SAINT-GERMAIN Idéal pied-à-terre, gde hsp. Beau séj., 3 fenêtres. Chbre calme. Kitchen. équip. 1 280 000 F. 43-54-84-30

VUE EXCEPTIONNELLE
S/LUXEMBOURG
PRESTIGIEUX 5-6 P. 200 m² env. + STUDIO 17 m², gar. Renseignement donné après identification – 42-74-76-81.

7e arrdt

AV. DE BRETEUIL R. 90 m² dans beau récent, 4e ét. Vue Invalides. 3 400 000. 43-20-77-47

AVENUE DE BRETEUIL 5 P. av. chbre de service. 4 800 000 F. Honor. compr. Tél. GESTIMA. 45-78-07-45

AVENUE DE SAXE
5 P. STANDING. A VOIR 2 400 000 F CASSIL RIVE GAUCHE 45-66-43-43

INVALIDES QUAI D'ORSAY
100 m², emplac. prestigieux VUE EXCEPTIONNELLE Propriét. tél. 47-05-47-37

Mo VANEAU, beau STUDIO Très bon état, s. de bns, cuis., nomb. rangements A voir. 740 000 F. CASSIL Rive gauche, 45-66-43-43

11e arrdt

AV. DE LA RÉPUBLIQUE 2 PIÈCES, cuisine équipée, salle de bains, w.-c. Calme, clair. 490 000 F. 42-88-64-01.

12e arrdt

BASTILLE, GD STUDIO CARACTÈRE. Très ensoleillé EXCELLENT ÉTAT PRIX : 690 000 F CASSIL 45-66-43-43

13e arrdt

TOLBIAC. STUDIO Tout conft. 430 000 F. I.P.M. 47-46-12-12

14e arrdt

ALÉSIA. 105 m² Séj., 3 chambres. Jardin. 2 000 000 F. 42-79-88-76

ALÉSIA 5 P
Cuis. bains, terrasse, 130 m². 3 100 000. 43-29-76-07

Alésia, pdt. 4 P. 85 m². Park. Montparn., pdt. 3/4 P. 76 m². Box Montpar. réc. 3/4 P. 120 m², sol. Montparn. 3 P. prof. 43-35-18-36

VAVIN. Grand STUDIO, 36 m², exc. état, verdure. 875 000 F. 43-20-77-47

15e arrdt

LA MOTTE-PICQUET
2 P. 45 M² 950 000 F
P. INVEST. - 39-55-06-24

MÉTRO COMMERCE
BEAU 2 P. refait neuf Clair 760 000 F. CASSIL RIVE GAUCHE – 45-66-43-43

17e arrdt

RUE DE MONCEAU Idéal. Mixte 140 m². Imm. p. de t. État neuf. Service. 3 500 000 F. Tél : 44-17-96-49

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT. 320 m²
ATELIER D'ARTISTE
Terrasse. Cft. 47-00-77-27.

EXCEPTIONNEL BUTTES-CHAUMONT Maison style duplex invisible de la rue, sur jardin privatif. 90 m², séj., cuis., cheminée. 1 bar, 2 chbres, s.d.b., 2 wc. 43-80-30-40 (h. de b.) 42-41-85-47 (le soir)

92 Hauts-de-Seine

92 MONTROUGE
BEAU STUDIO 33 m²
Tout conft. 530 000 F. 3/4 P. 80 m². 1 150 000 F. I.P.M. 47-46-12-12

ASNIÈRES CENTRE (jardin) Bel imm. 1900. Droits réduits. Dble living + 2 chambres + terrasse et 100 m². URGENT. 1 300 000 F. Tél. : 44-17-96-49

Province

Vend aux CARROZ-D'ARACHES (74) 260 km de pistes, ski alpin-fond Été : équitation, piscine, tennis studio-cabine 27 m² + ter. 5 m² cave, casier à ski. Expo. sud-est vendu meublé : 280 000 F Tél. : 16 (1) 43-04-42-41

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise (95). Belle maison individuelle dans impasse résidence. 6 pièces, poutres en chêne, lambris, cuisine rustique aménagée, cheminée Pierre Roux de Provence avec insert. Sous-sol total, terrain clos 500 m². Prix : 1 400 000 F. Frais de notaire réduits. Tél. : 34-72-32-94, apr. 20 h.

CHOISY-LE-ROI (94)
De quart. résidentiel du parc, PAV. 7 P. 164 M² HABITABLES. T. B. ÉTAT. GÉN. PX 2 100 000 F (Pourrait convenir à une prof. libérale.)
CABINET COULON
48-90-44-90 - 48-53-36-72

propriétés

Maison néo-bretonne F5 avec véranda et cheminée. Sous-sol. Terrain clos arboré de 800 m². Situé à 10 mn de Pontivy (56 Morbihan) PRIX : 590 000 F TÉL. : 97-05-37-47

ILE DE RÉ
SAINT-MARTIN-DE-RÉ Particulier vend maison de pays rénovée comprenant : entrée, salle à manger (avec cheminée), cuisine, salon, cabinet de toilette (avec wc). A l'étage : deux chambres, salle de bains, wc, placard, cuis., d'été. Terrasse, jardin. Studio au fond du jardin avec salle d'eau et wc. T. (1) 47-51-18-96 (ap. 19 h.)

locations meublées offres

Paris

ALÉSIA. 2/3 P. meublé, 50 m², 3e ét. 6 500 C.C. Espace ARAGO. 45-87-11-42

ILE-SAINT-LOUIS Studio 3 800 F. 3 P. 10 000 F. LAGARDE : 43-28-22-63.

MONTAIGNE
FACE HOTEL PLAZA 92 m². Décoration raffinée. Parfait état. Parking. 35 000 F, charges compr. COREPI. 45-89-92-52 Fax : 45-85-44-13

locations non meublées offres

Paris

6e CHERCHE-MIDI, beau 2-3 P. refait nf, 7e ét, asc., balc., VUE S/TOUT PARIS, 8 800 F CC. CASSIL RIVE GAUCHE – 45-66-43-43

ARAGO/Port-Royal 57 m², b. 2 P. 6 200 F + ch. Espace ARAGO. 45-07-11-42

LOCATIONS SÉLECTIONNÉES
4e ardt 4 P. 105 m² 8 500
8e Villiers 5 P. 110 m² 11 000
Av. Kléber 4 P. 125 m² 15 500
Av. Niel 5 P. 145 m² 15 000
Luxembourg 6 P. 17 000
PARTENA. 40-07-86-50

MAIRIE 18e. 2 P. TT CFT. 38 m². Clair. Calme. Bon imm. 3 000 F. 39-55-06-24

PL. ITALIE. 2 P. 40 m². Anc., 4e asc. 4 600 F C.C. Espace ARAGO. 45-87-11-42

RÉPUBLIQUE. 4 PCES 100 m², 3 ét. asc. 8 850 F, ch. compr. POSSIB. MIXTE LIBÉRALE. 48-04-07-70

TROCADÉRO Imm. moderne, grand luxe. Propriétaire loue superbe studio 45 m², balcon. Parfait état. Non meublé : 5 000 F + charges Meublé : 6 000 F + charges Tél. bureau : 46-62-97-36 Tél. dom. : 47-22-03-34

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS – ILE-DE-FRANCE

FNAIM

Ventes

UNESCO. Réc. liv. + 3 chb. 1er, clair. Soleil. 3 000 000 F. SERGE KAYSER. 43-29-60-60

CACHAN. A 4 mn RER B. Beau pavillon 4 P., avec cuis. américaine. Conft. Neuf. Garage, sur 100 m². Terrain. 1 050 000 F. P.S.I. 46-65-79-99

FOLIES-BERGÈRE. Proche. Vaste LOFT. Prestations luxueuses. 4 200 000 F.
LERMS. 40-30-39-69

PASTEUR. Studio, entrée, cuis., s b., chf. cent. imm. 25 m². 430 000 F. 40-44-74-71

MOUTON-DUVERNET Petit 2 P., tt cft. Clair. Calme. 3e ét. B. imm. 690 000. PARTENA. 40-07-86-50

INSTITUT MONDE ARABE 6 P. caract. en duplex. Tt conft. Soleil. 5 200 000 F. SERGE KAYSER. 43-29-60-60

CHENNEVIÈRES PAV. 6/7 P. 210 m² habit., dont séjour 50 m². Terr. 720 m². Px 2 950 000. PETIT. 42-83-46-03

SÈVRES R.D.
Proche gare et parc Saint-Cloud. Maison récente. Séj. dble, 6 chb., ss/sol tot. sur jard. paysagé de 1 000 m². 4 600 000 F. BRANCAS. 45-34-66-60

Proche Denfert, stdg. à sais. gd stud. 35 m², ét. él. Balc. Poss. parking. 43-35-18-36

ALESIA. Stdg. ét. él., pl. sol s/jard. 4/5 P. 106 m². Balcons. Box. 43-35-18-36

A SAISIR. Rue Pascal, 2 P. 40 m² refait nf. 3e ét. Soleil. 870 000 F. 40-51-06-07

HOTEL PARTICULIER. Cité Malesherbes, 320 m², 4 niv., terrasse 10 m². Parking. 6 500 000 F. 40-51-06-07

Locations

N.-D.-des-Champs. Refait, 5 P., cuis. éq., bns. 22 000 F + charges. DVI 44-18-07-07

Mo Vaugirard. Beau studio. Imm. récent, 28 m², 5e ét. 3 300 F + ch. 40-44-74-71

92 SÈVRES. Grande-Rue 3 P. dans immeuble standing avec parking. 6 190 F c.c. TÉL. 45-26-32-82

92. NEUILLY-SUR-SEINE Ile de la Jatte T. b. 5 P. en r.d.ch., dble living. 3 chambres. 9 000 + charges. TÉL. : 45-26-32-82

F1 – 32 m² – 3e ét. sans ascens., chauff. ind. Acc. Refait à neuf. Cave. 4 000/mois. + charges 280. I.D. Gestion – 69-28-43-10.

Mo BEL-AIR. Beau studio, balcon, s/jardin. Parking. 3 300 F + ch. 40-44-74-71

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER

3615 FNAIM

échanges

ECHANGERAIT

maison SAN FRANCISCO contre similaire, app. Paris année scolaire 93/94. Rens. :

Paris : M. PAUZAT Fax : 44-89-30-77 Tél. soir : 46-72-05-48

San Francisco : WADE Fax : (19-1) 415-431-9030 Tél. : (19-1) 415-431-6938

hôtels particuliers

HÔTEL PARTICULIER. Cité Malesherbes, 320 m², 4 niv., terrasse 10 m². Parking. 6 500 000 F. 40-51-06-07

boxes - parking

A VENDRE PARKINGS PARIS 11e AV. PHILIPPE-AUGUSTE 150 000 F. 48-27-42-22.

villas

A TRIEL (78) : 5 mn RER POISSY. 20 mn Charles-de-Gaulle-Etoile 15 mn Cergy-Pontoise SNCF Triel 40 mn Paris-St-Lazare. Particulier vend MAISON de style rustique sur 1 430 m² de terrain arboré. 7 PCES possibilité 8 dont 2 indépendantes pouvant convenir à profession libérale – 180 m² habitables sur s/sol total de 116 m² – poutres chêne, mezzanine, colombages, etc. autres prestations de qualité. 2 450 000 F, frais de notaire réduits. TÉLÉPHONE : 39-74-16-36.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS GESTION POSSIBLE
(1) 45-62-30-00

MASTER GROUP
recherche APPTS vides ou meublés du studio au 7 P. POUR CADRES, DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET BANQUES. 47, rue Vaneau, Paris-7e. 42-22-24-68 – 42-22-98-70.

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e. Recherche, de toute urgence, BEAUX APPTS DE STANDING petites et grandes surfaces. ÉVALUATION GRATUITE sur demande. 46-22-03-80 – 43-59-66-04.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS-RÉSIDENTIEL
(1) 45-62-16-40

Part. cherche appt 2 ou 3 Pces, 50 m², avec s. d'eau. Calme. 1er ét. ou avec asc. 12e, 19e, 20e. Ag. s'abstenir. Tél. : 42-40-47-29

Rech. 2 à 4 PIÈCES, PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-35-43, même le soir.

locaux commerciaux

Recherchons à l'achat entrepôt ou garage 2 000 à 3 000 m² d.act., 500 m² burx, 100 pl. park., situé 1 km maxi du périphérique et 300 à 500 m du Mo parisien, accès facile. SA SLOTA Tél. : 45-83-59-49 Fax : 45-82-15-49 Contacter Mme Bornat.

bureaux

Locations

COMADIM GROUPE BNP
2e OPÉRA 473 m² divisibles
8e ST-LAZARE 165 m²
17e BESSIÈRES 982 m² divisibles + parking.
49-10-25-46

COMADIN GROUPE BNP
A DÉFENSE *Les Collines de l'Arche* 724 m² divisibles + park. BOULOGNE, rue de la Pyramide, 99 m² + parkings. ISSY-LES-MOULINEAUX rue Michelet, 163 m² + parkings. VERSAILLES, gare des Chantiers, 860 m² divisibles + parkings.
49-10-25-46

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services : 43-55-17-50

LE MONDE DES CARRIÈRES

OPÉRATEUR AGRO-INDUSTRIEL

recherche pour mission d'assistance technique en Afrique Noire :

EXPERT EN APPUI INDUSTRIEL

Sa mission consistera en :
– appui à l'usinage de produits agricoles de type céréalier ;
– appui à la maintenance des équipements ;
– formation du personnel et mise en place de procédures.

PROFIL SOUHAITÉ : Ingénieur ou Technicien Supérieur, 10 ans d'expérience industrielle. Connais. indispensable de l'Afrique. Disponible de suite.

Env. CV, photo et prét. au MONDE PUBLICITÉ sous no 8639 15/17, r. du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

Recherchons

TRADUCTEURS SPÉCIALISÉS

pour textes techno-commerciaux de l'italien, espagnol, portugais, néerlandais en français (langue maternelle); PC, fax et modem indispensables INDUSTRIE-UEBERSETZUNGEN INDUBO GmbH & Co. KG Postfach 160 D-7320 Göppingen Fax (19 49) (71 61) 7 10 27

VALET-CHAUFFEUR

pour maison bourgeoise quelques déplacements Réf. exigées, tél. le matin 44-63-47-00

DEMANDES D'EMPLOIS

LIBRE FIN MARS après 22 mois de formation à plein temps. Disposant d'une expérience professionnelle, ils sont ceux que vous recherchez pour vos services : ÉTUDE, MISE AU POINT, MAINTENANCE OU VENTE

TECHNICIENS EN ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLES

(Formation homologuée au niveau IV.)

Connaissances générales de base théoriques et pratiques sur systèmes électronique analogique (ampli op.), numérique (TTL, microprocesseur 8 bits) avec spécialisation en micro-informatique (PC/AT) : interfaces TOR et analogique. Architecture de systèmes et périphériques. Microprocesseur 8086 INTEL. Communications, réseaux (10-NET). Développement en TURBO PASCAL V5.5 ou spécialisation en automates programmables (SIEMENS 135U), traitement séquentiel et grafcet. Traitements numérique et analogique. Communications (MODBUS, CP525), réseaux (FACTOR).

Vous souhaitez les rencontrer...

Contactez M. CAPUTO ou M. TISET Tél. 48-59-31-46 P. 479 Fax : 48-59-43-25

CENTRE DE FORMATION POUR ADULTES « JEAN-PIERRE TIMBAUD » 60, rue de la République 93100 MONTREUIL

H. 48 ans, d'origine polonaise, ch. POSTE dans le commerce France-Pologne. Tél. (1) 48-41-73-68.

INGÉNIEUR CHIMISTE ENSCL (1992). Anglais courant. Pour en savoir plus : Carole MARCHAND 34-12-96-08

J.F. 40 ans
JURISTE
Maîtrise Droit public plusieurs années exp. ch. emploi temps partiel. Ecrire sous réf. 8642 LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

Licenciée LEA anglais-italien, ch. emploi enseignement privé sous contrat Etat. expérience Grenoble et Chambéry. Tél. : (16) 76-08-96-09.

J.H 29 a. JOURNALISTE (dipl. école) 3 ans exp. Angl., ch. POSTE stab. SR (bon tech.) ou RÉDACTEUR (excel. plume) Etud. ts prop. Tél. : (1) 40-60-52-68 (HB)

Cuisine raffinée, inspirée des plus gds chefs, référence, ch. EXTRAS (1) 48-55-17-93

F. 40 a., et. sup., secr. et trad., fr., arabe, angl., assenn., presse ou autre, ch. POSTE de entr. int. ou gde hôtell. (1) 46-66-90-96

SECRÉTAIRE COMPTABLE
disponible, recherche emploi sur région parisienne 20 ans d'expérience Etudierait toute proposition Mme POTEAU (16) 20-32-08-10

Banquier 47 ans, spécialiste confirm. du financt et du risque ent., ch. poste de CREDIT MANAGER dans IMPORT PME-PMI, Paris ou RP. 43-83-02-51 de 16 h. à 18 h 45

L'AGENDA

Artisans

RÉNOVATION AMÉNAGEMENT
de votre appartement, de vos locaux Entreprise qualifiée OPQCB à votre service depuis 20 ans SOCIÉTÉ LORENZINI 48-59-44-38

Aide à domicile

Conseil/Recrutement en relation avec maintien à dom. pers. âgées, handicap., emplois famil., éducat. HELP tél. : 42-43-08-09

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix. «Que des affaires exceptionnelles», écrit le guide *Paris pas cher*. Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie.

ACHAT – ÉCHANGE BIJOUX
PERRONO OPÉRA
Angle bd des Italiens. 4, rue Ch.-d'Antin. Magasin à l'ÉTOILE : 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix.

Livres

LES ÉDITIONS TIRESIAS et les auteurs SYLVIE GRAFFARD et MICHEL REYNAUD préparent un ouvrage sur les «Triangles Roses» (arrêtés et déportés pour fait d'homosexualité). Ils recherchent toute info. Ecrire à notre BP 172, 75925 Paris Cedex 15 ou au 42-38-92-21 et 42-43-14-39.

Musique

ASSOCIATION FLAME
2, 3, 4 avril 1993 Moulin-d'Andé (Normandie), stage de piano et concert du maestro Sergio Perticaroli. Hébergement au moulin. Rens. : FLAME, tél. : 47-20-38-83. Ecr. : 4, rue des F.-Périer, 75116 Paris.

Vacances, tourisme, loisirs

A LOUER AIGREFEUILLE-D'AUNIS (17290) juin, juillet, septembre Maison + jardin 4 cbres, salle de séjour, cuisine, salles de bns, wc, juin, septembre : 4 500 F. juillet : 6 000 F Ecrire ou tél. M. René Perret 23, rue Mosselard. 92700 Colombes. Tél. 42-42-51-56.

DÉCOUVREZ PRAGUE A BAS PRIX. Ass. Paris-Prague, propose logements chez l'habitant ou studios. Tél. : 47-07-38-03.

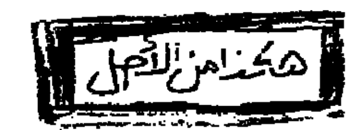
Location à la semaine d'avril à septembre dans village du Var. Mais. équipée + jardin de résidence. Piscine + cours de tennis. M. RUEL, 9, r. des Pervenches 92200 BAGNEUX

automobiles

ventes

205 GTI - 1.9 130 ch. Modèle 90 Rouge verni 49 500 km. Prix 58 000 F Alarme + tatouage Tél. trav. : 43-44-44-51 Tél. dom. : 43-65-14-32





LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type *Surface/étage*	Adresse de l'immeuble *Commercialisateur*	Loyer brut + *Prov./charges*
PARIS		
4e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES *50 m², 1er étage*	16 *bis*, bd Morland CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	4 140 + 850 3 251
5e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 81 m², cuisine équipée, parking	4, rue de la Collégiale GERER – 49-42-25-40 Commission agence	8 500 + 740 8 160
7e ARRONDISSEMENT		
STUDIO 40 m², rez-de-ch.	1, rue du Maréchal-Harispe CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	3 645 + 250 2 894
2 PIÈCES *43 m², 2e étage* parking	50, rue de Bourgogne *GERER – 40-67-06-99*	6 500 + 990
4 PIÈCES 123 m², 5e étage droite	12, place Joffre GCI – 40-16-28-70 Honoraires d'actes	14 708 + 1 720 571
6 PIÈCES 141 m², duplex 6e ét., 2 parkings	90, bd La Tour-Maubourg AGIFRANCE – 45-52-01-93 Frais de commission	18 694 + 3 906 13 303
8e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 127 m², 1er étage	26-28, avenue Hoche AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	14 839 + 1 450 10 559
5 PIÈCES dont 3 chambres *144 m², 3e étage*	66, bd Malesherbes GCI – 40-16-28-69 *Frais d'actes*	17 500 + 1 838 *855*
10e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 68 m², 1er étage parking	41-43, quai de Valmy SAGGEL VENDÔME – 42-66-61-05 Frais de commission	5 945 + 724 4 176
12e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 63 m², 1er étage	*29, avenue Ledru-Rollin* AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 000 + 1 150 3 558
2 PIÈCES 56 m², 3e étage	32, rue de Picpus GERER – 40-67-06-99	5 300 + 784
3 PIÈCES 63 m², 3e étage ascenseur	76, rue de Bercy LOCARE – 40-61-66-00 Commission agence	5 961 + 530 5 178
5 PIÈCES 124 m², 6e étage terr. 68 m², park.	10-12, rue de Fécamp *GERER – 49-42-25-40* Commission agence	14 500 + 1 450 13 920
13e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES Imm. récent. 72 m² 6e ét., balc., asc.	18, passage Foubert LOCARE – 40-61-66-00 Commission d'agence	6 696 + 652 5 752
4 PIÈCES 81 m², 3e étage parking	*2, villa Tolbiac* GERER – 40-67-06-99	7 705 + 820
15e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 60 m², 5e étage	12, rue Dupleix AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	6 532 + 550 4 648
16e ARRONDISSEMENT		
STUDIO 55 m², rez-de-ch.	8, rue Piccini CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	5 000 + 671 3 870
3 PIÈCES 72 m², 5e étage	*133, avenue de Versailles* AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	7 500 + 1 000 5 337
17e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 60 m², 1er étage	23, rue des Moines CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	4 470 + 215 3 488
4 PIÈCES dont 3 chambres 136 m², 5e étage	*9, rue des Dardanelles* GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	*15 000* + 2 208 640
18e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 55 m², 5e étage balcon, parking	75, rue Philippe-de-Girard CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	3 400 + 830 2 718
19e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 75 m², 3e étage terr. 15 m², park.	126, rue Compans GERER – 49-42-25-40 Commission agence	7 000 + 600 4 275
3 PIÈCES 77 m², 2e étage parking	27 *bis*, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME – 42-66-61-05 Commission agence	7 273,40 + 790 5 109,12
4 PIÈCES 111 m², 8e étage parking	2-10, rue de Joinville AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	8 550 + 1 560 6 084
78 YVELINES		
5 PIÈCES 96 m², rez-de-ch. parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines *AGF – 44-86-45-45* Frais de commission	8 580 + 987 6 106
92 HAUTS-DE-SEINE		
STUDIO 47 m², 3e étage parking	BOULOGNE 33-35, rue Anne-Jacquin AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	4 300 + 1 061 3 060
2-3 PIÈCES 51 m², 6e étage parking	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI – 40-16-28-71 Honoraires de rédaction	5 100 + 410 283
3 PIÈCES 69 m², 3e étage	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur GERER – 40-67-06-99	7 300 + 1 035
4 PIÈCES 82,59 m², rez-de-ch. terrasse 20 m² parking	BOULOGNE *62, rue de Bellevue* GERER – 49-42-25-40 Commission agence	8 100 + 820 4 617
4 PIÈCES 102 m², 3e étage	BOULOGNE 4, rue Nungesser-et-Coli AGIFRANCE – 46-05-88-81 *Frais de commission*	10 350 + 1 950,75 7 365,06
2 PIÈCES 40 m², 4e étage cave parking	COURBEVOIE 25, rue de Bezons SAGGEL VENDÔME – 41-78-15-85 *Commission agence*	3 590 + 488 2 584
2 PIÈCES 100 m² rez-de-chaussée	NEUILLY-SUR-SEINE 6, bd Julien-Potin AGIFRANCE – 49-03-43-78 Frais de commission	8 240 + 1 506 5 864
6 PIÈCES 230 m², 2e étage possibilité parking	NEUILLY-SUR-SEINE 1 *bis*, bd R.-Wallace AGIFRANCE – 49-03-43-78 Frais de commission	26 818 + 3 546 19 084
3 PIÈCES 80 m², 5e étage	SÈVRES 37, Grande-Rue GÉRER – 40-67-06-99	6 970 + 800
94 VAL-DE-MARNE		
5 PIÈCES 104 m², 3e étage parking	FONTENAY-SOUS-BOIS 114, av. du Maréchal-Joffre SAGGEL VENDÔME – 42-66-61-05 Commission agence	7 232 + 1 432 4 176
3 PIÈCES 76 m², 2e étage, parking	CACHAN 34, avenue Carnot AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 200 + 960 3 700
4 PIÈCES *87 m², 1er étage*	NOGENT *68, rue François-Rolland* GERER – 40-67-06-99	6 700 + 1 570
STUDIO 35 m², 1er étage balcon	VILLEJUIF 4, allée Berlioz *CIGIMO – 48-00-89-89* Honoraires de location	2 000 + 500 1 710

CULTURE

LETTRES

Cent cinquante mille visiteurs attendus à Paris

Le Salon du livre a ouvert ses portes sur fond de crise

Le premier tour des élections législatives, le 21 mars, et les derniers jours de la campagne éclipseront-ils quelque peu le grand rendez-vous annuel de l'édition? Treizième du nom, le Salon du livre de Paris se tient au Grand Palais jusqu'à lundi 22 mars – sur fond de crise et d'interrogations : fermetures, dépôts de bilan et concentrations dans l'édition, critiques contre la «loi Lang» sur le prix unique du livre. Des menaces qui n'ont pas empêché une inauguration traditionnellement festive et chaleureuse, mardi 16 mars, dans la soirée, en présence du ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang.

M. Lang, dont l'une des premières apparitions officielles, en mai 1981, avait été l'inauguration du premier Salon du livre de Paris, a transmis à la Fondation des hôpitaux de Paris un chèque de 500 000 F, équivalant aux bénéfices de cette soirée d'ouverture. Ce don, remis par M. Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition, doit servir à acheter des livres pour les services de pédiatrie des hôpitaux.

Les organisateurs du Salon, Syndicat national de l'édition en tête, attendent, comme l'an dernier, quelque cent cinquante mille visiteurs. Il en coûtera toujours 45 F l'entrée, mais, face au mécontentement devant ce prix élevé, de nombreuses invitations ont été distribuées aux libraires pour leurs clients les plus fidèles. Les titulaires de la carte vermeille, les jeunes de dix à vingt ans, les étudiants et les personnes effectuant une deuxième visite ne paieront que 25 F. L'entrée sera gratuite pour les moins de dix ans, les bibliothécaires, les enseignants, les libraires et les documentalistes.

C'est l'Inde qui, cette année, sera l'invitée d'honneur du Salon. Six cents ouvrages de ce pays seront présentés, sur l'initiative de France-Edition. Les thèmes retenus, la mémoire et la poésie, donneront lieu à de nombreux débats et rencontres. Enfin, une autre série d'animations, «Version originale, écrire l'Europe», organisée par le ministère de l'Education nationale et de la culture, se déroulera dans le cadre de cette manifestation.

▶ **Tous les jours de 9 h 30 à 19 h 30. Nocturnes jusqu'à 22 h 30 jeudi et samedi. Journée pour les professionnels le lundi 22 mars (matinée réservée aux libraires). Un texte de l'écrivain Marek Halter, publié par les éditions Robert Laffont et intitulé *la Mémoire inquiète*, est distribué gratuitement aux visiteurs.**

Mort de l'écrivain italien Giovanni Testori

L'écrivain et dramaturge italien Giovanni Testori est mort, mardi 16 mars à Milan, des suites de la maladie de Hodgkin (cancer des glandes lymphatiques). Il était âgé de soixante-dix ans.

Né le 12 mai 1923, critique d'art au *Corriere della Sera* depuis 1977, Giovanni Testori est l'auteur d'une œuvre romanesque, dramatique et poétique qui lui avait assuré sa notoriété. Dans sa trilogie *les Mystères de Milan* (1958-1961), traduite chez Gallimard, il s'était attaché à la description réaliste du sous-prolétariat des banlieues milanaises. D'une nouvelle de cette œuvre, Visconti avait tiré, en 1960, son film, *Rocco et ses frères*. Le cinéaste avait également monté deux pièces de Testori, *l'Arialda* et *la Monaca di Monza*. En 1987, le Centre Pompidou à Paris avait présenté une de ses pièces, *Erodiade*, et une exposition de ses dessins.

Depuis la fin des années 70, il interprétait ses propres pièces de théâtre dans des églises. Connu pour ses prises de position violentes et ses invectives, il proclamait récemment dans le *Corriere della Sera*, que «*le monde contemporain a uniquement soif de foi. Il y a une aspiration à croire en quelque chose ou en quelqu'un qui brise les chaînes de notre brièveté, la servitude féroce de notre misérable finitude*».

FESTIVALS

Le «Dom Juan» de Molière inaugurera Avignon

Théâtre, danse et expositions à la Cité des papes, du 9 juillet au 2 août

C'est à la Comédie-Française à Paris que Bernard Faivre d'Arcier et Christiane Bourbonnaud, codirecteurs du Festival d'Avignon, ont donné la conférence de presse annonçant les programmes de l'édition 1993, qui aura lieu du 9 juillet au 2 août. Elle sera d'ailleurs inaugurée par la Comédie-Française, qui présente, du 9 au 20 juillet à la Cour d'honneur, le *Dom Juan* de Molière dans la mise en scène de Jacques Lassalle, avec Andrzej Seweryn récemment engagé comme pensionnaire pour tenir le rôle titre.

Il n'y aura pas de spectacle dans les carrières cet été, mais un nouveau lieu à l'intérieur des murailles, la cour du lycée Saint-Joseph. Jorge Lavelli y crée *Maison d'arrêt*, d'Edward Bond, du 15 au 23 juillet, et y reprend *Kvetch*, de Steven Berkoff, du 27 juillet au 2 août.

Deux metteurs en scène se partagent le Théâtre municipal : Sophie Loucachevsky présente, du 11 au 19 juillet à 19 heures, *Six personnages en quête de...*, un travail effectué en français avec des comédiens roumains, et, aux mêmes dates à 22 heures, *Mon Pouchkine*. Vient ensuite Christian Schiaretti, avec *les Mystères de l'amour*, de Vitrac, du 22 au 27 juillet, et *la Poule d'eau*, de Witkiewicz, du 29 juillet au 2 août.

Le Festival met l'accent sur les «projets d'acteur» dont celui de Philippe Caubère qui tient le Cloître des Carmes pendant toute la durée du festival pour y donner l'intégrale de ses souvenirs. Aux Pénitents-Blancs, Edith Scob monte une pièce de Philippe Minyana, *Où vas-tu Jérémie?* du 11 au 20 juillet, à laquelle succédera *le Désir traversé*, du 23 juillet au 1er août, spectacle conçu par Maud Rayer et mis en scène par Hervé Dubourjal. Au Studio Saint-Roch, Louis Castel met en scène *Comment construire un univers...* d'après Philip K. Dick, du 9 au 31 juillet.

Au Cloître des Célestins, Dido Lykoudis présente, du 27 juillet au 1er août, *Œdipe à Colonne*. Du 10 au 18 juillet, Charles Tordjman crée *Adam et Eve*, de Boulgakov, avec le Centre dramatique de Nancy, dans la cour de l'hôpital Sainte-Marthe, suivi, du 23 au 31 juillet, de *Funérailles tropicales*, par Souleymane Koly. Salle Benoît-XII, du 11 au 19 juillet, Znorko vient avec *Chveik au terminus du monde*, et Bruno Boëglin prolonge du 22 au 26 juillet, avec *Monsieur Théodore Mundstock*, d'après Fuks. Du 12 au 24 juillet, le festival rend hommage à Louis-René des Forêts avec une adaptation du *Bavard* par Michel Dumoulin et différentes lectures, au cloître du Collège d'Annecy, où une troupe israélienne joue en russe (avec traduction française) la pièce de Stoppard, *Rosencranz et Guildenstern sont morts*, du 27 juillet au 1er août. Au Théâtre des Halles, Claudia Stavisky monte du 10 au 16 juillet *Munich-Athènes*, de Lars Noren, et du 18 au 24 juillet, *Au bord de la vie*, de Gao Xingjian, puis Philippe Adrien *la Tranche*, de Jean-Daniel Magnin, du 27 juillet au 1er août. Enfin, la Volière Dromesko s'installe à Montfavet du 10 juillet au 1er août.

Hommage aux Ballets russes

Trois écoles de théâtre (le Conservatoire, l'école du TNS et l'ERAC de Cannes) donneront plusieurs spectacles, à partir du 12 juillet, dans le cloître de la Collégiale de la Chartreuse. D'autre part, les vingtièmes Rencontres de la Chartreuse annoncent, pour la nuit du 17 juillet, un choix de textes sur la naissance. Au Tinel, on verra, du 20 au 25 juillet, *la Plaie et le Couteau*, d'Enzo Cormann, mise en scène d'Hervé Tougeron et Dominique Colladant. La même équipe sera au Grand Cloître du 22 au 24 juillet, avec *Tombeau pour Gilles de Rais*. Au Tinel, encore, Didier-Georges Gabily présente du 10 au 15 juillet *Des cercueils de zinc*, et une création, *Enfonçures*. Ensuite, du 27 au 29 juillet, se succéderont trois œuvres pour orchestre et récitant écrites respectivement par Howard Buten et André Chini, Jean-Luc Parent et Philippe Schoeller, Jean-Louis Bauer et Piotr Moss.

En ville, la Cave du pape accueille chaque jour un auteur – tandis que, comme chaque année, la Société des auteurs propose, du 28 juillet au 1er août, au cloître du Collège d'Annecy, des lectures, *Textes nus*, choisis par des acteurs. Le Centre Acanthes pour sa part invite trois compositeurs, Harrison Birtwistle, Gérard Grisey, Klaus Huber.

Les spectacles chorégraphiques sont moins nombreux que l'an dernier, mais la Compagnie de Dominique Bagouet présente *Jours étranges* et *So schnell* à la Cour d'honneur, du 24 au 27 juillet, suivi, du 30 juillet au 2 août, par Angelin Preljocaj, avec un hommage aux Ballets russes. Au Cloître des Célestins, Jean-François Duroure présente, du 10 au 17 juillet, une création, *l'Ephémère* et *la Nuit partagée*. Puis du 19 au 23 juillet *le Langage des oiseaux* et *Vertiges*. Enfin, salle Benoît-XII, du 28 juillet au 1er août, c'est *le Chant de Karastan*, de Michel Hallet Eghayan.

Un hommage sera rendu au photographe Claude Bricage à la salle de Théologie, du 15 juillet au 1er août. *Dark/Noir*, une création des Arts étonnants, emmène dans le monde des aveugles, du 11 juillet au 2 août, au gymnase Aubanel, avec Andreas Heinecke, Bertrand Gadenne, Martin Burton, Dana Reitz.

▶ ***Pour recevoir le programme, écrire à partir du 1er mai au Bureau du festival, BP 492, 84073 Avignon Cedex. Ajouter une enveloppe timbrée libellée au nom et à l'adresse de l'expéditeur. La location ouvre le 7 juin. Tél. : 90-86-24-43; Minitel : 3615 AVIGNON.***

A Sarajevo, malgré tout

En 1984, à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo, était créé un Festival international de théâtre, qui depuis a lieu chaque année. Et cette année aussi dans des conditions que l'on a du mal à imaginer. Un festival qui veut résister à la barbarie, qui se veut «interethnique». Et qui ne peut pas être international. Mais à l'initiative du Théâtre du Radeau au Mans et du Théâtre national de Bretagne à Rennes, le Quartz de Brest, le Théâtre des Amandiers à Nanterre, la Compagnie Pitoiset, le Théâtre national de Strasbourg, le Maillon, le Théâtre Garonne de Toulouse, d'autres encore, inscrivent symboliquement leurs spectacles au programme de ce festival, qui se tient à Sarajevo jusqu'au 20 mars 1993.

MUSIQUES

Jazz au sommet à Grenoble

Longtemps aux avant-postes, ayant fini comme d'autres par renoncer à son originalité, le Festival de Grenoble, qui entame sa vingtième édition, maintient une programmation de haut niveau et ses dates de fin d'hiver. Première curiosité, le 19 mars : Michel Portal avec Dave Holland (un des moments historiques de la basse) et le batteur Bob Moses. A voir.

Du côté des pointures, Jack DeJohnette – ce grand compagnon de route de Dave Holland et de Portal, présente un nouveau Special Edition avec Gary Thomas au ténor – et le Chick Corea Akoustic Band (Bob Berg au ténor). Pour rester dans l'air du temps, Bratsch, Round about Boby, l'Eurojazz tentet avec Andy Sheppard, Sixun, Ray Baretto et le très élégant flamenquiste des alpages, Vincente Amingo.

F. M.

▶ ***Vingtième festival de jazz de Grenoble, du 18 au 27 mars, places de 50 F à 130 F, possibilités d'abonnement, plus de trente concerts en entrée libre. Tél. : (16) 76-51-65-32.***

□ **Rectificatif.** – Contrairement à ce que nous avons écrit dans *le Monde* du 17 mars, en nous fiant au programme établi par l'Opéra de Paris, *Capriccio*, de Richard Strauss, a bien été représenté dans la capitale après 1962. L'Opéra royal de la Monnaie de Bruxelles a donné cet ouvrage sur la scène du Théâtre du Châtelet en mai 1985 dans une mise en scène de John Cox. Les décors étaient de Mauro Pagano, Felicity Lott chantait déjà le rôle de la Comtesse et la direction musicale était assurée par John Pritchard.

CARNET DU Monde

Mariages

Danielle ELBAZ-BENAYOUN
et
Michel GRANDAZZI

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 17 mars 1993, dans l'intimité.

1, avenue Trudaine,
75009 Paris.

Décès

– Le président de l'université de Perpignan
a la tristesse de faire part du décès, à l'âge de cinquante-sept ans, de

M. Jean-Claude AUBAILLY,
professeur des universités,
ancien président
de la Société internationale
de théâtre médiéval.

Les obsèques ont eu lieu à Montpellier, le 15 mars 1993.

– Mme Henri Braemer,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

pasteur Henri BRAEMER,

survenu à Apt, le 13 mars 1993.

Les obsèques ont eu lieu au temple de Saint-Chamond le mardi 16 mars.

Mme Henri Braemer,
22, avenue Philippe-de-Girard,
84400 Apt.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Rémy CLÉMENT,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à Vence le 9 mars 1993, dans sa quatre-vingt-treizième année.

L'inhumation et la bénédiction religieuse ont eu lieu dans l'intimité au cimetière des Batignolles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Sylvie Faivre d'Arcier,
sa fille,
Stéphane,
son petit-fils,
Et ses proches,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André DUMONT,

survenu le 12 mars 1993.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, en l'église de Perreux (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

7 bis, rue Laromiguière,
75005 Paris.

– M. Jean-François Mancel, député, président du conseil général de l'Oise,
Les conseillers généraux de l'Oise,
ont la douleur de faire part du décès de

Me Michel GORIN,
avocat,
ancien bâtonnier,
conseiller général de l'Oise,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 17 mars 1993.

Des dons peuvent être adressés au profit de la Ligue nationale contre le cancer, 117, rue des Déportés, Beauvais (Oise), ou du CCFD.

(Le Monde du 17 mars.)

– Hugues et Hélène Lepoivre,
Cyrille, David et Bastien,
Eugenio Schoeberl,
Dolly Mollet,
Gérard Lepoivre,
Karen et Jacques Boyer,
Suzanne Mollet,
Les familles Lepoivre et Bidard,
Ses amis,
font part du décès de

Jacqueline MOLLET,
survenu, à Bruxelles, le 11 mars 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 16 mars, à Arras.

27, boulevard Lyon,
13012 Marseille,
6, rue Charles-Debuck,
1040 Bruxelles.

Rectificatif

Une malencontreuse homonymie nous a amené, dans *le Monde* du 17 mars, à publier un compte-rendu erroné de la carrière professionnelle de M. Maurice Bernard, ancien directeur général honoraire de Gaz de France, aujourd'hui décédé, que nous avons confondu avec M. Maurice Bernard, président de chambre à la Cour des comptes jusqu'en 1990. Nous prions ce dernier ainsi que la famille du défunt d'accepter nos excuses pour cette malheureuse erreur.

(†)

M. Philippe Graff,
M. et Mme Gorup-Mrdjenovich,
M. et Mme Ljubo Mrdjenovich,
leurs enfants Sybille et Axel,
Corinne et William Graff,
Les familles Mrdjenovich, Ucovich, Graff, Dufloux, Hanus, Gall,
Et amis,
ont le profond chagrin de faire part du décès de

Mme Maya GRAFF-MRDJENOVICH,

enlevée accidentellement à leur profonde affection, le 15 mars 1993, dans sa quarante-septième année.

La messe de sépulture sera célébrée en l'église de l'Immaculée-Conception, à Vésenaz, où Maya repose, le jeudi 18 mars, à 15 heures.

L'inhumation suivra au cimetière de Cologny, à Genève.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6 bis, chemin de la Mairie,
1223 Cologny (Suisse).

– La direction,
Et le personnel de la société Dynargie Management SA (Paris),
ont le profond regret de faire part du décès de

Mme Maya GRAFF-MRDJENOVICH,

épouse de leur très cher administrateur délégué, M. Philippe Graff.

Pour les obsèques, prière de se référer à l'avis de la famille.

– La direction,
Et le personnel européens du groupe Dynargie,
ont le profond regret de faire part du décès de

Mme Maya GRAFF-MRDJENOVICH,

épouse de leur très cher administrateur délégué, M. Philippe Graff.

Pour les obsèques, prière de se référer à l'avis de la famille.

– Anne Vidil et André Labé,
Jean et Nicole Hertz,
ses enfants,
Pierre-Alain, Michèle, Natacha, Nicolas, Natacha, Olivier,
ses petits-enfants,
Ses quatre arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

Mme veuve Paul HERTZ,
née Suzanne Samuel
(librairie de la Mésange),

le mardi 16 mars 1993 à Gouers (Indre).

Les obsèques seront célébrées au cimetière israélite de Strasbourg-Cronenbourg, le vendredi 19 mars, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

2, rue de Bastogne,
54500 Vandœuvre-lès-Nancy.

– On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Denise LAUNAY,
conservateur honoraire
à la Bibliothèque nationale,
maître de chapelle et organiste
à Notre-Dame-de-Lorette,
chevalier des Arts et des Lettres.

De la part des familles
Denizot, de Gaudart d'Allaines, Rouillard, Garcin, Demargne,
Ses neveux et nièces.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 mars 1993, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette.

– Denise et Marcel Greilsammer
ont la douleur de faire part du décès de leur sœur

Lucienne MAURICE,
née Greilsammer,

survenu à New-York le 8 mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

– La vicomtesse de Morelos,
née Claude Menard,
Laurent et Sébastien,
ses fils,
Le comte de Morelos,
son père,
Les familles de Morelos, Barucq, Menard, Raymonenq,
Ses frères, sœurs, parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

José Antonio de MORELOS,

le 13 mars 1993, à l'âge de cinquante-trois ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	100 F
Abonnés et actionnaires	90 F
Communicat. diverses	105 F
Thèses étudiants	60 F

– «Salut Jacquot.»

Le 15 mars 1993, à 14 h 10,

Jacques PORTET,
comédien et cinéaste,

est décédé subitement.

La levée du corps réunira sa famille et ses amis à l'hôpital Ambroise-Paré, 1, rue des Menus, à Boulogne, le vendredi 19 mars, à 9 h 15.

L'inhumation aura lieu le même jour à Blévy (Eure-et-Loir).

– Le président de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 28 février 1993, de

Christiane SAULNIER,
maître de conférences
à l'UFR d'histoire,
docteur ès lettres.

Remerciements

– M. Philippe Autier,
Mme Anne Autier et ses enfants,
M. et Mme Bernard Autier
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Forissier
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Terisse
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-François Fleurot,
M. et Mme Thierry Fleurot
et leurs enfants,
Et toute la famille,
très touchés des marques de sympathie témoignées à l'occasion du décès de

Janine AUTIER,
née Alleon,

remercient de tout cœur ceux qui se sont associés à leur chagrin.

Anniversaires

– Mme Renée Arbour,
Et Marie-Hélène,
vous rappellent le souvenir de

Pierre ARBOUR,
ancien diplomate (UNESCO),

décédé le 18 mars 1992, et celui de son fils

Jean-Pierre,

décédé le 2 mars 1989.

Le Manoir, Héberville,
76740 Fontaine-le-Dun.

– En souvenir de

Léon CELLIER,

en ce dix-septième anniversaire de sa mort.

Conférences

– Collège de France : le professeur Pierre Toubert, titulaire de la chaire «Histoire de l'Occident méditerranéen au Moyen Age», prononcera sa leçon inaugurale le vendredi 19 mars 1993, à 18 heures, au Collège de France, 11, place Marcelin-Berthelot, Paris-5e.

Communications diverses

– Jeudi 18 mars 1993, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, soirée de témoignages avec R. Delpard : «Les enfants cachés» (éditions J.-C. Lattès). Tél. : 42-71-68-19.

Soutenances de thèses

– Institut d'études politiques de Paris. Lundi 22 mars 1993, à 15 heures, salle André-Siegfried, 30, rue Saint-Guillaume, Paris-7e. M. Christian Lovighi : «Henri de Kerillis, 1889-1958». Thèse pour le doctorat en histoire.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

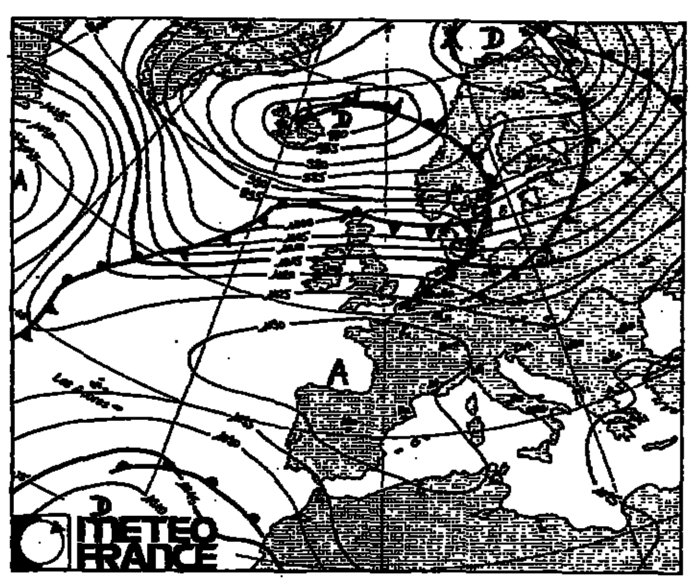
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

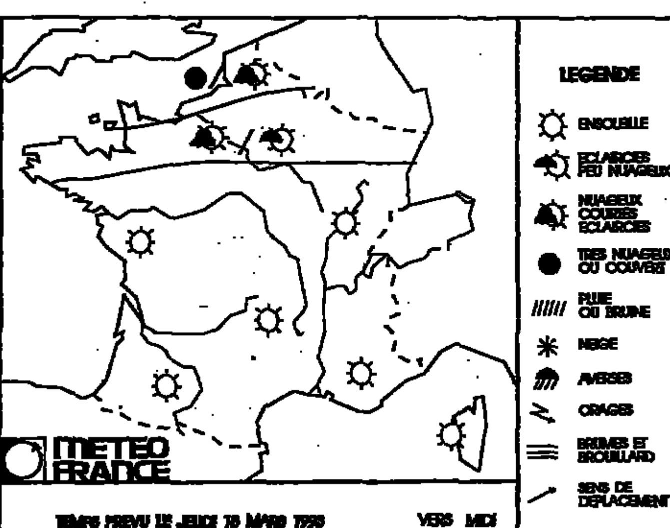
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 18 MARS 1993



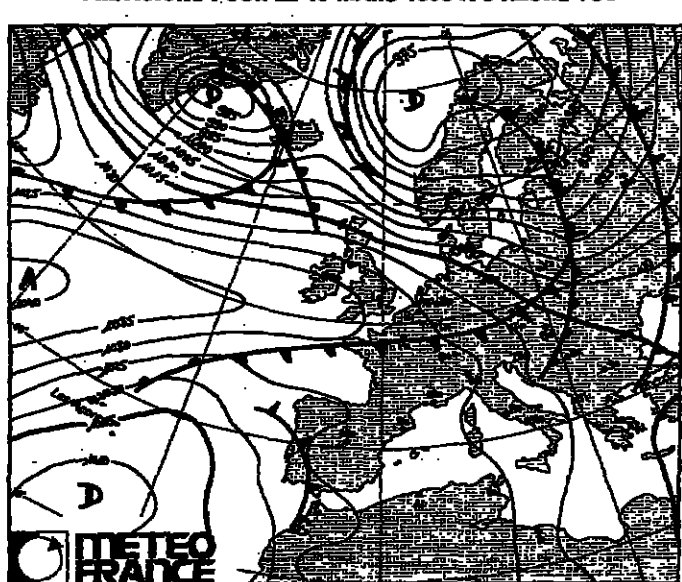
Jeudi : ciel clair sur les deux tiers sud du pays. – Au nord du pays, des côtes de la Manche, Picardie, Champagne-Ardennes et jusqu'en Alsace, les nuages seront nombreux toute la matinée. Ils se feront moins denses du nord vers le sud de ces régions, en débordant parfois sur les pays de Loire et région parisienne.

Vers la mi-journée, ces nuages se dissiperont un peu, et le soleil devrait faire à ce moment-là de belles apparitions. Il faudra en profiter, car dans l'après-midi le ciel se chargera à nouveau sur ces mêmes régions par le nord-ouest du pays.

Partout ailleurs, on trouvera de nombreuses brumes ou des brouillards au lever du jour, mais ils se dissiperont vite et laisseront place à un grand ciel bleu. Côté températures, la douceur sera encore à l'honneur, bien que les matinales soient assez fraîches. Au petit matin, il fera 8 à 11 degrés sur les côtes de la Manche et le pourtour méditerranéen, 5 à 7 degrés dans le Nord-Est, le Sud-Ouest et sur la façade atlantique. Ailleurs, dans l'intérieur, le thermomètre sera compris entre 3 et 5 degrés.

Dans l'après-midi, le mercure montera allègrement au vu de l'ensoleillement. On atteindra souvent 18 à 19 degrés sur une grande partie du pays. Dans le Sud-Ouest, localement, on avoisinera les 24 degrés, et sur le pourtour méditerranéen et la Corse, le mercure avoisinera 21 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 19 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 17-3-93

Valeurs extrêmes relevées entre le 16-3-1993 à 18 heures TUC et le 17-3-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	14	6	D
BIARRITZ	18	6	B
BORDEAUX	21	5	B
BOURGES	19	8	C
BREST	13	11	C
CAEN	14	10	P
CHERBOURG	12	10	C
CLERMONT-FER.	19	3	C
DIJON	19	9	C
GRENOBLE	20	4	N
LILLE	11	9	C
LIMOGES	17	7	N
LYON	19	4	N
MARSEILLE	18	7	D
NANCY	18	11	C
NANTES	18	8	C
NICE	15	7	D
PARIS-MONTS.	18	11	C
PAU	20	7	D
PERPIGNAN	18	11	D
POINTE-A-PITRE	30	22	D
RENNES	15	8	C
ST-ETIENNE	18	4	N
STRASBOURG	19	12	P
TOULOUSE	19	5	D
TOURS	19	8	B
ÉTRANGER			
ALGER	22	12	B
AMSTERDAM	10	17	C
ATHÈNES	16	4	D
BANGKOK	34	26	N
BARCELONE	16	8	D
BELGRADE	14	2	D
BERLIN	16	8	C
BRUXELLES	15	9	P
COPENHAGUE	8	5	C
DAKAR	22	18	D
GENÈVE	18	6	C
ISTANBUL	8	1	N
JÉRUSALEM	12	3	N
LE CAIRE	18	8	D
LISBONNE	22	12	D
LONDRES	12	8	C
LOS ANGELES	19	13	C
LUXEMBOURG	16	8	P
MADRID	19	4	D
MARRAKECH	28	16	N
MEXICO	21	8	D
MILAN	17	1	D
MONTRÉAL	6	−9	C
MOSCOU	8	4	C
NAIROBI	26	16	D
NEW-DELHI	27	15	D
NEW-YORK	4	−3	N
PALMA	19	5	B
PÉKIN	9	−2	D
RIO-DE-JANEIRO	29	23	C
ROME	15	4	D
HONGKONG	25	17	C
SÉVILLE	25	12	D
SINGAPOUR	29	24	N
STOCKHOLM	9	2	D
SYDNEY	24	21	D
TOKYO	10	2	D
TUNIS	18	5	B
VARSOVIE	11	5	C
VENISE	11	4	B
VIENNE	16	9	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Le pacte avec Jacques Pradel

Si «Perdu de vue» est une des émissions les plus *fascinantes et les plus* insoutenables de la télévision, c'est peut-être parce qu'elle offre le spectacle, proprement diabolique, d'un pacte. Votre vie, tous les secrets de votre âme et de votre passé, sans en rien laisser dans l'ombre, toute votre chair à l'étal : voilà ce qu'exige Jacques Pradel, en échange de ses miracles. En recollant en direct une fratrie déchirée par la guerre, l'émission atteignait l'autre soir, *sembla-t-il, un de ses sommets.*

Eliane, quarante-quatre ans, recherchait une demi-sœur et un demi-frère, placés dès leur plus *jeune âge, en 1943, dans des* familles d'adoption. Ses efforts étaient restés infructueux. La voici *sur le plateau, dans la salle* d'attente du grand sorcier, ignorante encore de ce qu'on lui réserve. Près d'elle, Jacques Pradel lui extirpe son récit, maille après maille. Lui sait, mais ne dit rien. Sait-elle qu'il sait ? Elle n'en montre rien. Insupportable mise en scène. Elle raconte, docile, acquittant d'avance le prix des miracles.

L'acompte, plutôt. Car le principal de la dette est encore à venir. Le principal, c'est l'instant même du miracle, le plus fort de toute son existence, que la télévision va maintenant lui voler, au même instant qu'elle le lui offre, dans le *même mouvement. «Vous allez regarder là»*, commande Pradel, toujours avec son bon sourire – et *l'on comprend à cet instant à quoi* doit ressembler le bon sourire de Méphisto. Son enquêteur est en duplex d'une ville de province. *«Jean-Marie,* interroge Pradel, *est-ce que vous pouvez annoncer une bonne nouvelle à Eliane ?»* Fausse question, évidemment. Il sait. Et, soudain, le miracle. Le demi-frère et la demi-sœur sont retrouvés. Et en prime, un deuxième demi-frère. *«Nom d'une pipe !»*, lâche Eliane, livide. Une tornade de joie et de douleur s'abat sur nous en même temps que sur elle, balayant les invraisemblances de l'histoire. On *apprend en même temps qu'elle* les derniers mots de son père, arrêté sur une place de Limoges en 1943 puis déporté. On voit la demi-sœur se recoiffer fiévreusement parce qu'on va lui présenter sa mère, elle aussi présente sur le plateau. Les bafouillements de la mère, perdue. Et des questions dansent en nous, toujours les mêmes. Tous ceux dont «Perdu de vue» ne retient pas le dossier, pas assez exemplaire, pas assez télégénique, ne connaîtront-ils *jamais cette joie-là ? Et pour Eliane* et ses frères, cette intrusion, la nôtre, au cœur de leur pauvre et merveilleuse histoire, n'est-ce pas *décidément trop cher payé ?*

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 17 mars

TF 1

- 20.20 **Sport : Football.** Coupe d'Europe des clubs champions (4e journée des poules finales) : Olympique de Marseille-CSKA Moscou ; A 21.15, Mi-temps et Loto ; A 21.30, Deuxième mi-temps ; A 22.25, Résumé de Glasgow Rangers-FC Bruges ; A 22.35, Meilleurs moments du match Milan AC-FC Porto ; A 23.30, Résumé du match IFK Göteborg-PSV Eindhoven.
- 0.10 **Journal et Météo.**

FRANCE 2

- 20.00 **Journal, Campagne électorale.** PS (1 min) ; Lutte ouvrière (1 min) ; UDF (1 min) ; Génération Ecologie (1 min) ; RPR (1 min).
- 20.40 **Journal des courses et Météo.**
- 20.50 **Téléfilm : Stirn et Stern.** De Peter Kassovitz.
- 22.35 **Première ligne.** Balkans, la contagion.
- 23.25 **Campagne électorale.** Solidarité, écologie, gauche alternative (1 min) ; Parti de la loi naturelle (1 min) ; PS (1 min) ; UDF (1 min) ; RPR (1 min).
- 23.40 **Journal et Météo.**
- 0.00 **Magazine : Le Cercle de minuit.**

FRANCE 3

- 18.15 **Campagne électorale.** Solidarité, écologie, gauche alternative (1 min) ; Parti de la loi naturelle (1 min) ; PS (1 min) ; UDF (1 min) ; RPR (1 min).
- 18.25 **Jeu : Questions pour un champion.**
- 18.50 **Un livre, un jour.**
- 19.00 **Le 19-20 de l'information.**
- 20.05 **Jeu : Hugodélire** (et à 20.40).
- 20.15 **Divertissement : La Classe.**
- 20.45 **La Marche du siècle.** Aide humanitaire : le grand alibi ? Invités : Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire ; Rony Brauman, président de Médecins sans frontières ; Simone Veil, député européen ; Louis Joinet, magistrat, président du groupe de travail de la Commission des droits de l'homme des Nations unies sur la détention arbitraire ; José-Maria Mendiluce, envoyé spécial du Haut Comité des *Nations unies pour les réfugiés de l'ex-Yougoslavie* ; Alain-Gérard Slama, historien, professeur de philosophie politique à l'IEP Paris, auteur de *l'Angélisme exterminateur.*
- 22.25 **Journal et Météo.**
- 22.55 **Campagne électorale.** UDF (4 min) ; Alliance populaire (4 min 30) ; PS (6 min) ; RPR (5 min).
- 23.20 **Mercredi chez vous.**

CANAL PLUS

- 21.00 **Cinéma : Bienvenue au paradis.** ■ Film américain d'Alan Parker (1990).
- 23.05 **Flash d'informations.**
- 23.15 **Cinéma : La Vie, l'amour... les vaches.** □ Film américain de Ron Underwood (1990) (v.o.).

ARTE

- 20.40 **Musica : Musicarchives.** En répétition, l'ouverture de *la Chauve-Souris*, de Strauss.
- 21.10 ▶ **Documentaire : Sergiu Celibidache,** de Jan Schmidt-Garré.
- 22.40 **Documentaire : Notre cher inconnu.** D'Alan Berliner.
- 23.45 **Magazine : Mégamix**

M 6

- 20.35 **Magazine : Ecolo 6.**
- 20.45 **Téléfilm : Pleure pas, ma belle.** De Michel Andrieu.
- 22.30 **Téléfilm : Affaire d'escrocs.** De Sigi Rothemund.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Antipodes.** L'édition et la diffusion du livre francophone (belge, québécois, suisse).
- 21.28 **Poésie sur parole.**
- 21.32 **Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.** Arts et artistes.
- 22.40 **Les Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (en direct du Louvre) : Hommage à Scott Ross. Partita pour clavecin seul nº 6 en mi mineur BWV 830, Partita pour clavecin nº 3 en la mineur BWV 827, Offrande musicale : Ricercare à six voix, l'Art de la fugue : Contrapunctus 14, de Bach ; Sonates pour clavecin, de Scarlatti, par Andreas Staier, clavecin. A 22.00, Scott Ross, par Jacques Merlet.

Jeudi 18 mars

TF 1

- 15.15 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
- 16.00 **Feuilleton : Santa Barbara.**
- 16.30 **Club Dorothée.**
- 17.25 **Série : Le Miel et les Abeilles.**
- 17.55 **Série : Hélène et les garçons.**
- 18.25 **Jeu : Une famille en or.**
- 18.55 **Magazine : Coucou, c'est nous !** Invité : Art Mengo.
- 19.50 **Divertissement : *Le Bébête Show.***
- 20.00 **Journal, Tiercé et Météo.**
- 20.45 **Série : Navarro.** Le Voisin du dessus, de Patrick Jamain.
- 22.15 **Magazine : Le Grand Jury d'honneur.** Invités : Antoine Waechter, René Monory, Brice Lalonde, Nicolas Sarkozy, Charles Millon, Marie-France Stirbois, Martine Aubry, Gisèle Moreau, Dominique Strauss-Khan.
- 0.40 **Série : Les Enquêtes de Remington Steele.**

FRANCE 2

- 12.59 **Journal, Météo et Campagne électorale.** PS (4 min.) ; Solidarité, écologie, gauche alternative (4 mn 30) ; Verts (4 mn 30) ; PC (5 mn 30).
- 13.55 **INC.**
- 14.00 **Série : Tatort.**
- 15.20 **Tiercé, en direct de Maisons-Laffitte.**
- 15.30 **Variétés : La Chance aux chansons.**
- 16.20 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 16.50 **Feuilleton : Beaumanoir.**
- 17.15 ***Magazine : Giga.***
- 19.15 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.**
- 20.00 **Journal, Campagne électorale.** RPR (1 min.) ; UDF (1 min.) ; PS (2 min.).
- 20.40 **Journal des courses et Météo.**
- 20.50 ▶ **Magazine : Envoyé spécial.** La France vue par ses humoristes, de Sylvie Millet, Thierry Hay et Daniel Levy ; La France vue par ses immigrés, de Philippe Balland et Olivier Galy Nadal ; La France vue par un chômeur, d'Anne Gintzburger et Vincent Maillard.
- 22.30 **Variétés : Taratata.** Invité : Maurane.
- 23.50 **Campagne électorale.** PS (2 min.) ; CNI (1 min.) ; Verts (1 min.).
- 0.00 **Journal et Météo.**
- 0.20 **Magazine : Le Cercle de minuit.** Présenté par Michel Field. L'exposition Titien au Grand Palais.

FRANCE 3

- 14.10 **Campagne électorale.** RPR (1 min.) ; UDF (1 min.) ; PS (2 min.).
- 14.20 **Feuilleton : Dona Beija.**
- 14.45 **Feuilleton : Dynastie.**
- 15.35 **Série : La croisière s'amuse.**
- 16.25 ***Magazine : Zapper n'est pas jouer.***
- 17.50 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
- 18.15 **Campagne électorale.** PS (2 min.) ; CNI (1 min.) ; Verts (1 min.).
- 18.25 **Jeu : Questions pour un champion.**
- 18.50 **Un livre, un jour.** *Charles*, de Jean-Michel Béquié.
- 19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 **Jeu : Hugodélire** (et à 20.40).
- 20.15 **Divertissement : La Classe.**
- 20.45 **Cinéma : La Discrète.** ■■ Film français de Christian Vincent (1990).
- 22.25 **Journal et Météo.**
- 22.50 ***Campagne électorale.*** PS (4 min.) ; Solidarité, écologie, gauche alternative (4 mn 30) ; Verts (4 mn 30) ; PC (5 mn 30).
- 23.15 **Cinéma : L'Ami retrouvé.** ■■ Film américain de Jerry Schatzberg (1988).

CANAL PLUS

- 15.55 **Magazine : BVP, Baffie vérifie la pub** (rediff.).
- 16.05 **Cinéma : Un type bien.** ■ Film franco-belge de Laurent Bénégui (1990).
- 17.30 **Le Journal du cinéma.**
- 18.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.00

- 18.30 **Ça cartoon.**
- 18.50 **Le Top.** Présenté par Yvan Le Bolloc'h et Bruno Solo. Goran Bregovic.
- 19.20 ***Flash d'informations.***
- 19.30 **Sport : Football.** PSG-Real de Madrid. Match retour de la Coupe d'Europe, en direct. A 20.00, coup d'envoi du match.
- 22.00 **Série : Le Juge de la nuit.**
- 22.45 ***Flash d'informations.***
- 22.50 **Cinéma : Kickboxer 2, le successeur.** □ Film américain d'Albert Pyun (1990).
- 0.20 **Le Journal du hard.** Présenté par Philippe Vandel.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

- 17.00 **Cinéma : L'Eclipse.** ■■■ Film italo-français de Michelangelo Antonioni (1961) (v.o., rediff.).
- 19.00 ***Magazine : Rencontre.*** Patrick Véron/Tom Novembre.
- 19.30 ▶ **Documentaire : Femmes d'Alger.** De Kamal Dehane.
- 20.30 **8 1/2 Journal.**
- 20.40 **Feuilleton : Die Zweite Heimat.** D'Edgar Reitz. 5. Le Jeu de la liberté.
- 22.45 **Courts métrages : Premières vues.** *Thème : Injustice et arbitraire. Melinda,* Lucas et Charlotte ; Au nom du pape ; Des femmes et des préservatifs ; Loin de toi ; Une autre vie ; Ania et Arthur ; A qui la faute ? ; Las Hurdes. *De jeunes réalisateurs sortis de la FEMIS, de l'IDHEC, de l'Ecole de Lodz, de l'école Louis-Lumière, des Ateliers Varan ou formés sur le tas déclinent des problèmes de société.*

M 6

- 14.15 **Magazine : Destination musique.** Laurent Voulzy.
- 17.00 **Variétés : Multitop.**
- 17.30 **Série : L'Etalon noir.**
- 18.00 **Série : Booker.**
- 19.00 **Série : Les Rues de San-Francisco.**
- 19.50 ***Météo des neiges.***
- 19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
- 20.00 **Magazine : Mode 6.**
- 20.05 **Série : Cosby Show.**
- 20.35 **Météo 6.**
- 20.45 **Cinéma : Je vais craquer !** ■ Film français de François Leterrier (1980).
- 22.25 **Téléfilm : Enterré vivant.** De Franck Darabon.
- 0.00 ***Informations :*** **Six minutes première heure.**
- 0.15 **Magazine : Culture rock.** La saga des monstres du hard rock.
- 0.45 **Magazine : Fréquenstar.**

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Dramatique.** Piranèse ou le Démon, de Gehrard Kopf, adaptation de Dominique Petit.
- 21.30 **Profils perdus.** Denis de Rougemont (1).
- 22.40 **Les Nuits magnétiques.** Les infirmières (3).
- 0.05 **Du jour au lendemain.**
- 0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (donné le 6 mars salle Olivier-Messiaen) : Partita pour violon et orchestre, Interlude, Chain II, de Lutoslawski ; Le Chant du rossignol, de Stravinsky, par l'Orchestre national de France, dir. Michel Tabachnik.
- 23.09 **Feuilleton : Maldoror.**
- 23.19 **Ainsi la nuit.** Sonate pour violon et piano en la majeur op. 47, de Beethoven ; Trio pour piano, violon et violoncelle nº 2 en ut mineur op. 66, de Mendelssohn.
- 0.33 **L'Heure bleue.** Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Le Monde

Visite à Washington du président haïtien en exil

Le Père Aristide a obtenu de M. Clinton davantage de bonnes paroles que d'engagements fermes

Chassé du pouvoir par un sanglant coup d'Etat militaire il y a dix-huit mois, le seul président haïtien jamais démocratiquement élu, M. Jean-Bertrand Aristide, attendait beaucoup du démocrate Bill Clinton. Reçu mardi 16 mars à la Maison Blanche, le Père Aristide a obtenu plus de bonnes paroles que d'engagements fermes de la part du président américain.

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Aristide voulait que les Etats-Unis fixent un ultimatum au régime haïtien : l'administration s'engagerait à intervenir, sous une forme ou une autre, si un processus démocratique n'était pas mis en route à partir d'une date précise. M. Aristide a obtenu à moitié satisfaction.

Sans fixer de date pour le retour de la démocratie, et encore moins du président Aristide, les Etats-Unis, a promis M. Clinton, *« vont accroître de manière spectaculaire le rythme des négociations »* pour atteindre cet objectif. Les Etats-Unis vont *« s'impliquer fermement et de manière agressive »* en faveur de la démocratie en Haïti et *« toute opposition* [de la part de Port-au-Prince] *se traduira par un renforcement des sanctions américaines »* (contre Haïti), a déclaré M. Clinton.

Un envoyé spécial du département d'Etat, M. Lawrence Pezzullo, ancien ambassadeur au Nicaragua, va se rendre dès cette semaine à Port-au-Prince. Il dira aux autorités que *« la patience des Etats-Unis est à bout »*, a indiqué M. George Stephanopoulos, un des porte-parole de la Maison Blanche. Ce sera un *« message très dur, signalant que nous voulons des progrès dès maintenant »*, a poursuivi M. Stephanopoulos. Dans l'hypothèse d'un retour du président constitutionnel, et de la démocratie, à Port-au-Prince, M. Clinton s'est, d'autre part, engagé à débloquer un programme d'aide quinquennal de 1 milliard de dollars – sous forme de crédits de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale, notamment – en faveur d'Haïti.

La mission de M. Pezzullo se déroulera parallèlement à celle d'un envoyé spécial de l'ONU et de l'Organisation des Etats américains, M. Dante Caputo, qui, lui aussi, entend relancer les négociations visant au retour du Père Aristide. Jusqu'à présent, ni les efforts politiques de l'OEA ni l'embargo décidé par l'organisation à l'encontre du pays n'ont fait évoluer le régime.

A en croire les informations de presse diffusées à Washington, il ne se passe guère de semaine sans que l'armée ne se livre à des violences contre les partisans de M. Aristide, notamment dans les quartiers les plus pauvres, à des arrestations, tabassages et tortures de journalistes et à des agressions contre le clergé.

Chassé du pouvoir en septembre 1991, le président Aristide s'est vu reprocher un comportement qui n'était pas inattaquable, non plus, en matière de respect des droits de l'homme. Certains de ses partisans ont été accusés d'avoir terrorisé ceux qui s'opposaient à son gouvernement. De l'avis de l'administration américaine, le retour actuel de M. Aristide ne ferait qu'exacerber les violences et c'est, d'abord, à créer un climat d'apaisement politique qu'il faut s'attacher. L'ancien président haïtien s'y est lui-même employé. Depuis la Maison Blanche, il a appelé, mardi, ses partisans dans l'île à la modération et à renoncer à tout projet de représailles contre les auteurs du coup d'Etat.

L'oppression et la misère, accrue du fait de l'embargo, ont poussé des milliers d'Haïtiens à tenter de gagner les côtes de Floride. Durant sa campagne, M. Clinton avait promis d'accueillir plus libéralement ces misérables que l'administration Bush, craignant l'afflux de plusieurs centaines de milliers de personnes, avait décidé de repousser chez eux. Arrivé au pouvoir, M. Clinton s'est rendu aux raisons de son prédécesseur et applique, depuis, la même politique que M. Bush.

Parmi certains des Haïtiens interceptés par les garde-côtes des Etats-Unis et regroupés sur une base de la marine américaine à Guantanamo (Cuba), se trouvent quelque 250 personnes malades du sida. L'administration serait plutôt encline à les laisser venir se soigner aux Etats-Unis mais n'a, cependant, pas osé aller à l'encontre de l'opposition du Congrès dans cette affaire.

ALAIN FRACHON

□ **Libération d'un militaire arrêté il y a quelques jours.** – L'armée haïtienne a libéré, mardi 16 mars, le matelot Coracelin Williams, arrêté le 11 mars à l'aéroport international de Port-au-Prince alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion à destination de la Floride avec un statut de réfugié politique. Coracelin Williams avait déserté de son poste le 20 mai 1992 et avait été condamné par contumace par une cour martiale en décembre de la même année à deux ans de prison. Washington avait protesté contre son arrestation. – *(AFP.)*

Malgré la crise en Russie

Le président des Etats-Unis affirme que le budget du Pentagone devra être réduit

Le président Bill Clinton a affirmé mardi 16 mars que la lutte pour le pouvoir entre le Parlement russe et le président Boris Eltsine n'empêcherait pas les Etats-Unis de réduire leurs dépenses militaires pour contribuer à la réduction du déficit budgétaire. M. Clinton a semblé ainsi contredire les propos de son secrétaire d'Etat, M. Les Aspin, qui avait déclaré dimanche que les coupes dans le budget du Pentagone pourraient *« sans aucun doute »* être remises en cause ou retardées si l'opposition à M. Eltsine l'emportait à Moscou.

« Il va falloir le réduire », a dit M. Clinton à propos du budget de la défense, en répondant aux questions de la presse avant une rencontre à la Maison Blanche avec les leaders démocrates et républicains du Congrès. *« Nous ne pourrons pas atteindre les objectifs en matière de réduction du déficit si nous ne le réduisons pas »*, a-t-il ajouté. M. Clinton a proposé au Congrès des coupes budgétaires pour le Pentagone de 76 milliards de dollars sur quatre ans et d'environ 120 milliards de dollars sur cinq ans.

A propos des conséquences de l'actuelle crise en Russie, M. Clinton est resté prudent, affirmant qu'elle représentait *« peut-être ou peut-être pas une menace supplémentaire pour la sécurité »* des Etats-Unis, et répétant que Washington espérait contribuer à *« la poursuite de la démocratisation et de la réforme économique »* dans ce pays. A leur sortie de la Maison Blanche, après une réunion d'un peu plus d'une heure, le Speaker (président) de la Chambre des représentants, le démocrate Thomas Foley (Etat de Washington), et le chef de file de la majorité démocrate au Sénat, George Mitchell (Maine), ont abondé dans le sens de M. Clinton. – *(AFP.)*

Il n'y aura « probablement pas » de sommet anticipé du G7 sur la Russie selon la Maison Blanche

La Maison Blanche a estimé, mardi 16 mars, qu'il n'y aurait sans doute pas de sommet anticipé des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres du G7 spécialement consacré à la Russie avant celui de Tokyo, mais qu'une réunion au niveau ministériel était à l'étude.

Mme Dee Dee Myers, porte-parole de la Maison Blanche, reprenant ce qu'avait dit le président Bill Clinton, la semaine dernière lors de la visite de M. Mitterrand à Washington, a déclaré : *« Nous étudions évidemment la possibilité d'une réunion quelconque du G7, mais probablement pas des chefs d'Etat. » « Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de discussions à ce sujet en ce moment »*, a-t-elle ajouté, en indiquant que l'idée d'une réunion au niveau ministériel avait été évoquée et était à l'étude.

Quelques heures plus tôt, le ministre japonais des affaires étrangères, M. Michio Watanabe, avait affirmé que le Japon excluait un sommet extraordinaire avant celui prévu à Tokyo du 7 au 9 juillet. Le secrétaire général du gouvernement nippon, M. Yohei Kono, avait ensuite atténué ces propos, en affirmant qu'ils n'engageaient que M. Watanabe et en indiquant que *« plusieurs options »* avaient été envisagées lors de la réunion des « sherpas » (représentants des chefs d'Etat et de gouvernement du G7) qui a eu lieu le week-end dernier à Hongkong. – *(AFP.)*

□ **Hospitalisation du secrétaire américain à la défense.** – M. Les Aspin a été hospitalisé mardi 16 mars à la suite d'une infection des voies respiratoires, a annoncé le Pentagone, qui précise par ailleurs que le secrétaire à la défense va recevoir un stimulateur cardiaque. – *(AP.)*

□ **Forte amende pour des militants anti-avortement aux Etats-Unis.** – Un juge fédéral a condamné, mardi 16 mars, l'organisation anti-avortement Operation Rescue et trois de ses dirigeants à une amende de 282 610 dollars (environ 1,6 million de francs) pour avoir violé l'interdiction qui leur avait été signifiée l'an dernier de bloquer par la force l'entrée des établissements pratiquant l'avortement. – *(AP.)*

Au conseil des ministres

Le gouvernement propose la création d'une caisse de garantie pour les retraites

Le conseil du mercredi 17 mars a approuvé le projet de loi présenté par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, créant une caisse de garantie des retraites *(lire page 16)*. M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, a précisé que ce projet serait déposé sur le bureau du Sénat.

Le conseil a aussi approuvé une *lettre rectificative*, présentée par Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, au projet en cours de discussion au Sénat sur la protection des locataires et des acheteurs de logements. Cette lettre reprend l'essentiel des dispositions que le ministre délégué au logement avait fait adopter par le Parlement par voie d'amendement à la loi sur la corruption, mais que le Conseil constitutionnel avait annulées car elles n'avaient pas de lien avec le projet en discussion.

Cet avant-dernier conseil des ministres du gouvernement de M. Bérégovoy a aussi approuvé un *projet de loi présenté par* Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, sur l'emploi de la langue française. Il a adopté deux décrets préparés par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, créant des postes de préfet délégué pour la sécurité et la défense dans les cinq zones de défense. Le ministre a précisé qu'il n'y aurait pas création d'emplois puisqu'il s'agit, en fait, de la transformation des cinq postes actuels de préfets délégués pour la police.

Le conseil a entendu une communication de M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, sur un projet de charte européenne des services publics et une autre de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, sur la nécessité d'indemniser les victimes d'accidents thérapeutiques non consécutifs à une faute médicale.

Au cours de son traditionnel tour d'horizon diplomatique, M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a, selon M. Louis Mermaz, porte-parole du gouvernement, *« rendu hommage au courage du général Morillon qui défend la crédibilité des forces des Nations unies »*.

A la demande du président de la République, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, a évoqué la situation de la pêche. Il a expliqué que, lors du conseil des ministres européens du 18 mars, la France demandera une extension du système des prix minima à d'autres espèces que celles qui en bénéficient actuellement. Elle demandera aussi un relèvement de 30 % de ces prix minima et une suspension des débarquements de cabillaud des navires russes. M. Mermaz a affirmé que le premier ministre avait appelé à *« une extrême fermeté »* dans ce dossier.

Démission d'un chef de parti, insultes à la Chambre...

Une journée ordinaire à Rome

ROME

de notre correspondante

Journée ordinaire à Rome, mardi 16 mars : une démission importante, la troisième d'un chef de parti, celle du secrétaire du Parti libéral, M. Renato Altissimo, atteint lui aussi par un avis d'ouverture d'enquête judiciaire, mais qui *« désirait de toute façon passer bientôt la main »*, ainsi qu'il l'écrit dans sa lettre de démission ; une rafale de confessions inquiétantes, faites après une semaine de prison par l'ex-directeur de l'ENI, M. Gabriele Cagliari, et pouvant mettre en cause son prédécesseur à ce poste, aujourd'hui ministre des finances, M. Franco Reviglio.

Quoi d'autre? Outre le tranquille assassinat en pleine ville d'un responsable de l'opposition iranienne, qui plus est ancien ambassadeur en Italie, et la confirmation des quatre heures de grève générale pour protester contre la situation économique et le chômage, prévues pour le 2 avril, la fin, à la Chambre des députés, du débat dit sur *« la question morale »*.

Ce devait être une nouvelle *épreuve de force pour le gouvernement* de M. Giuliano Amato, sorti considérablement affaibli de la bataille de la semaine dernière pour trouver une issue « politique » *aux affaires de corruption ; ce fut* surtout une épreuve pour les nerfs de tous ceux à qui restait encore un minimum de sens du ridicule, voire de sens du respect de certaines institutions. Face à un M. Amato blasé et délibérément provocateur, lâchant des petites phrases telles que : *« il y a ici 630 députés, la Chambre pourrait faire l'économie de la moitié »*, les rangs des néo-fascistes du MSI se sont subitement animés. Brandissant, qui des menottes, qui des *éponges*, pour symboliser *« le coup d'éponge »* tenté, à leurs yeux, par le gouvernement pour blanchir tous ceux qui sont tombés dans les filets de la justice, les députés ont entonné un concert de *« Voleurs ! Dehors ! Élections ! »* qui a duré plus de vingt minutes.

Comme pour en rajouter dans ce chahut de potaches préparé de longue date, un député de la Ligue lombarde, applicateur zélé des boutades télévisées de mauvais goût du professeur Miglio, *« idéologue »* du mouvement – selon lequel *« le lynchage est la forme la plus haute de justice »* – a même cru très amusant d'exhiber une corde avec un nœud coulant. Résultat : indignation générale, rabrouement du perturbateur qui sera « collé » et donc privé d'intervention pendant sept séances du Parlement...

Conclusion : une fois l'intervention du president du Conseil terminée, les télévisions ont rangé leur matériel, et comme il ne restait plus, somme toute, que les grands principes à débattre en tout petit comité (tout le monde s'étant éclipsé avec les télés) la motion déposée par la majorité a été tranquillement approuvée.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

□ **Arrestation du chef présumé de la mafia chinoise de Rome.** – La police romaine a arrêté, mardi 16 mars, quatre Chinois accusés d'appartenir à une mafia chinoise spécialisée notamment dans le racket des restaurants chinois de la capitale, l'organisation « Sole Rosso » (soleil rouge), a-t-on annoncé de source policière. Parmi les quatre personnes arrêtées dans le cadre d'une opération de la nouvelle direction des enquêtes antimafia (DIA), figure le chef présumé de Sole Rosso, Zhou Yi Ping. Au total, une quinzaine de Chinois ont été arrêtés au cours des derniers mois à Rome dans le cadre de la même enquête. – *(AFP.)*

□ **CANADA : un Québécois, M. Jean Charest, se porte candidat à la succession de M. Mulroney.** – Le ministre canadien de l'environnement, M. Jean Charest, âgé de trente-quatre ans, a annoncé, mardi 16 mars dans sa circonscription de Sherbrooke (Québec), qu'il se lançait dans la course au leadership du Parti conservateur pour succéder au premier ministre actuel, M. Brian Mulroney, qui abandonnera ses fonctions en juin. Mme Kim Campbell, ministre de la défense, est considérée comme la mieux placée pour remplacer M. Mulroney (*le Monde* du 17 mars). – *(AFP.)*

□ **DJIBOUTI : les forces gouvernementales ont repris un port aux rebelles afars.** – Les autorités militaires ont annoncé, mardi 16 mars, la prise, la veille, de la localité de Khor-Angar, située à 300 kilomètres au nord de la ville de Djibouti. Le port de Khor-Angar était considéré comme un point d'appui stratégique pour les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). – *(AFP.)*

□ **Fièvre aphteuse : les exportations de viande et de bétail d'Italie interdites.** – La Commission européenne a décidé, mardi 16 mars, d'interdire toutes les exportations de viande et de bétail provenant d'Italie en raison d'une épizootie de fièvre aphteuse dans ce pays. L'interdiction concerne toutes les viandes fraîches ou transformées ainsi que le bétail vivant. – *(AFP.)*

Pas de visa français pour M. Mobutu

Selon des sources informées, à Paris, les autorités françaises ont fait savoir au président Mobutu, qui avait décidé de se rendre les 22 et 23 mars dans sa résidence du cap Martin, près de Nice, qu'il ne lui serait pas accordé de visa pour ce voyage. Interrogé à ce sujet, le ministère français des affaires étrangères s'est refusé, mardi 16 mars, à tout commentaire.

Le président zaïrois avait effectué un séjour privé du 19 au 27 février au cap Martin. Il s'était rendu à plusieurs reprises chez son dentiste à Monaco, des soins dentaires ayant motivé ce déplacement, selon son entourage. La Belgique avait annoncé le 12 février qu'elle refuserait désormais tout visa à la famille du président zaïrois et aux hauts responsables qui lui sont favorables.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 27 à 34 et un cahier « Salon du livre » folioté de I à XIV entre les pages 26 et 27

Le numéro du « Monde » daté 17 mars 1993 a été tiré à 479 150 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :

« Transit A et B », de Michel Butor

« Pour une poésie du savoir » : le premier feuilleton de Pierre Lepape, est consacré à « Transit A et B », de Michel Butor ; au moment où s'ouvre à Paris la plus grande librairie de France, le Salon du livre, avec pour thèmes la mémoire et la poésie, nous consacrons une page à la poésie française contemporaine ; en France, loin de Paris, un autre « royaume du livre » où est allée Marion Van Renterghem : le village cathare de Montolieu, avec ses 850 habitants et ses quatorze librairies.



Le Monde
Salon du livre

POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE

SES NOUVEAUX ENJEUX, SES NOUVEAUX OBJETS, SES NOUVELLES MÉTHODES □ LES DÉBATS QU'ELLE SUSCITE A L'ÉTRANGER □ SES RELATIONS AVEC LA SCIENCE, L'ART ET LA LITTÉRATURE □ SES ÉDITEURS ET LEURS PROJETS □ SON ENSEIGNEMENT, SES ÉCRIVAINS ET LEUR PUBLIC



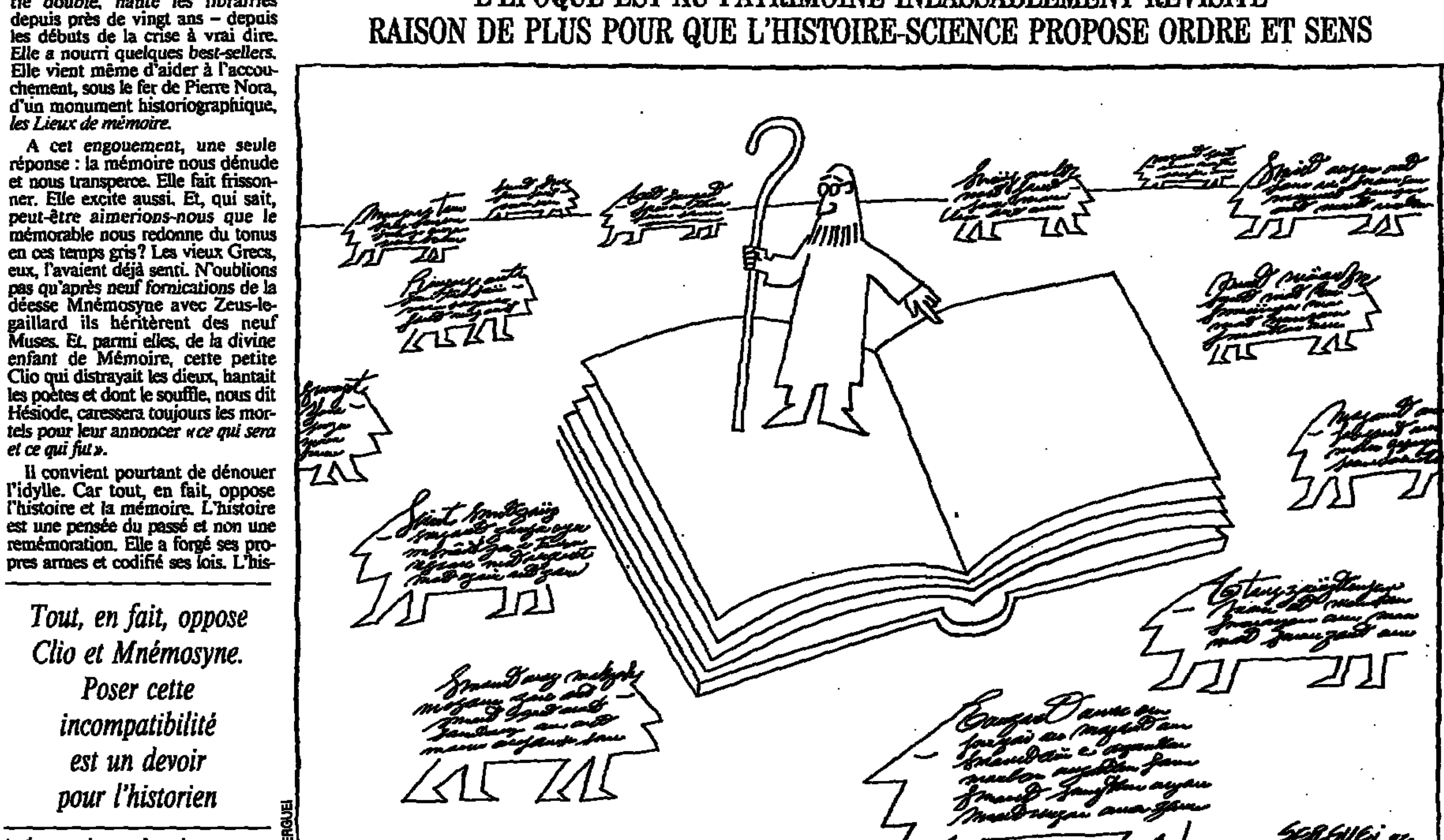
Dessin de Tullio Pericoli




POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE

LA DÉESSE MÉMOIRE

L'ÉPOQUE EST AU PATRIMOINE INLASSABLEMENT REVISITÉ
RAISON DE PLUS POUR QUE L'HISTOIRE-SCIENCE PROPOSE ORDRE ET SENS



Pourquoi y a-t-il tant d'assauts de mémoire et tant de remémorations dans notre société *inquiète?* Et pourquoi, *en contrepoint*, les historiens s'intéressent-ils tant à la mémoire des gens et à celle des peuples? Cette question, en partie *double*, *hante* les librairies depuis près de vingt ans – depuis les débuts de la crise à vrai dire. *Elle a nourri quelques best-sellers.* Elle vient même d'aider à l'accouchement, sous le fer de Pierre Nora, d'un monument historiographique, *les Lieux de mémoire.*

A cet *engouement*, une seule réponse : la mémoire nous dénude et nous transperce. Elle fait frissonner. Elle excite aussi. Et, qui sait, *peut-être aimerions-nous* que le mémorable nous redonne du tonus en ces temps gris? Les vieux Grecs, eux, l'avaient déjà senti. N'oublions pas qu'après neuf *fornications* de la déesse Mnémosyne avec Zeus-le-gaillard ils héritèrent des neuf Muses. Et, parmi elles, de la divine enfant de Mémoire, cette petite Clio qui distrayait les dieux, hantait les poètes et dont le souffle, nous dit Hésiode, caressera toujours les mortels pour leur annoncer *«ce qui sera et ce qui fut».*

Il convient pourtant de dénouer l'idylle. Car tout, en fait, oppose l'histoire et la mémoire. *L'histoire* est une pensée du passé et non une remémoration. Elle a forgé ses propres armes et codifié ses lois. L'historien moderne n'est donc pas un *mémorialiste*, car il *construit* et donne à lire une représentation du passé. Il laïcise et met en prose le temps des héros et des mythes, des *sagas fondatrices et des grandes* peurs rassembleuses. Il personnalise aussi un collectif informel, il périodise, il s'entête de chronologie, il *taille* et coupe à *merci dans* les plages de cette «mémoire longue», vaguement ethnologique, rurale et passablement tribale, dont Françoise Zonabend a naguère si bien fouillé le sable. En bref, son volontarisme critique, son obsession scientifique, qui érige à distance un objet d'étude qu'ensuite il modèlera à sa guise, détruisent le souvenir-fétiche, débusquent la mémoire de ses espaces naturels.

> *Tout, en fait, oppose Clio et Mnémosyne. Poser cette incompatibilité est un devoir pour l'historien*

A l'inverse, cette dernière se nourrit d'un temps dilaté aux *limites organiques d'une conscience* individuelle ou collective. Elle le sacralise en refusant toute discontinuité et toute chronologie. Elle se rit des télescopages de la raison et du vécu. Péguy a bien vu, dans *Clio*, ce *«dialogue de l'histoire et de l'âme païenne»*, que *«la mémoire et l'histoire forment un angle droit»*. A la première revient le soin de remonter le temps en *dedans*, de *rattraper* l'arriéré, d'invoquer l'héritage. A la seconde, la perpendiculaire, la savante, celui d'inscrire et de scander, de déchiffrer, de buriner, pour *mieux comprendre et faire* connaître un destin raisonné.

Poser cette incompatibilité d'humeur entre fille et mère, entre Clio et Mnémosyne, est, aujourd'hui comme hier, un devoir pour l'historien. Mais cette exigence méthodologique ne suffit pas à clarifier l'enjeu. Car, dans une société aussi ancienne et aussi médiatisée que la nôtre, fixant avec perplexité sa propre image, *isolée* à l'extrême d'un Vieux Continent qui a perdu la maîtrise du monde, la tentation est forte de passer la ligne de démarcation et de jouer sur l'interpénétration *entre une histoire* constitutive de la mémoire nationale depuis Jules Ferry et des mémoires parcellaires qui se veulent nourricières d'une *identité pour les groupes qui* les portent ou les réinventent. Dans ce pays où le nombre annuel des touristes étrangers est en train de dépasser celui des indigènes visités, où la crise *s'approfondit* et bouche l'avenir, on comprend que perdurent de fortes turbulences entre une mémoire patrimoniale encensée et *un cours de l'histoire désaccordé* qui ne chante plus les lendemains.

Le constat est banal : notre air du temps porte à la remémorisation et à la consommation de masse d'une soupe aux herbes du passé. Et ce *flot indistinct de la rétromanie* tourne le dos, répétons-le, à l'histoire constituée, porteuse de hiérarchies, capable par ses seules forces *démonstratives d'établir certaines* vérités bonnes à dire, d'étayer certaines valeurs qui soudent une communauté et, par conséquent, de diffuser des sécurités collectives, sociales et nationales *qui sont porteuses* d'un avenir. Depuis plus de quinze ans, les Français, immobilisés dans la crise, se sont pris à lorgner avec complaisance et *attendrissement* vers les harmonies supposées d'antan. Souvenez-vous : tout a été prétexte à passéisme, le loisir et le «hobby», la carte postale et les fringues de grand-maman, la généalogie d'amateur et les animations campagnardes à la faucille. Le succès de l'*Année du patrimoine* aidant, dès 1980, douze ans de politique patrimoniale de la Rue de Valois accompagnant ensuite cette *excitation sociale, ce fut un appel* protéiforme à une mémoire qui enracinait et apaisait, un tourisme et un neuroleptique, une animation *et un violon* d'Ingres, *une frénésie* du stock et de l'accumulation. Chaque individu, chaque groupe formel ou informel était comptable de son identité, *sommé d'être son propre* historien.

Cet acharnement a aussitôt traversé la science historique. En 1975, deux best-sellers, *le Cheval d'orgueil*, d'Hélias, et *Montaillou village occitan*, de Le Roy Ladurie, puis un succès d'édition, l'*Histoire de la France rurale*, publiée au Seuil, signaient l'entrée en force du récit de vie brut et des nostalgies rurales dans le travail des historiens. S'ensuivit une mêlée assez confuse où cohabitèrent des pépés déshabillés devant un magnétophone, de savants militants d'une *«histoire orale» qui donnerait* enfin la parole aux oubliés de l'histoire, des biographes à l'affût, des enragés du localisme et de gentils docteurs spécialisés dans les «guerres franco-françaises» les plus mémorables, rejoints bientôt par les grands randonneurs des *Lieux de mémoire* (1).

Ce bucolisme a pris un tour plus grave depuis la fin de la décennie 1980, et l'architecture des derniers tomes des *Lieux de mémoire*, précisément, en porte la trace. Car, après dix bonnes années d'explorations des mémoires en sabots, atomisées, qui cautionnaient un présent aussi immobile qu'envahissant, *il y eut passage à des méditations* dont la morosité croissait avec l'approfondissement *de la crise politique*, sociale et morale que nous subissons. Il fallut faire ses adieux à la mère Denis vendant des *machines à laver pour affronter en* mémoire d'autres questions moins accortes, sinon aussi vendables.

> *Maints progrès de la discipline historique peuvent être lus comme des répliques au flot de mémoire*

A savoir, pêle-mêle, la fin des paysans et le massacre de paysages, la perte de substance de régions entières comme la Lorraine sidérurgique ou le Nord minier, le *repli sur des certitudes de proximité* provinciale, la décomposition des mémoires communistes et gaullistes qui avaient tant aidé à structurer les *visions nationales du passé, la* déconfiture des espoirs révolutionnaires, quelques millions de nouveaux pauvres en perte d'identité, des *immigrés plus voyants mêlés* aux enfants troublés des premières vagues nord-africaines installées à demeure par les «trente glorieuses», des banlieues en latence, des poussées de fièvre xénophobe ou antisémite de sinistre mémoire et des scandales qui valent bien ceux du Panama.

Sur cette lie hexagonale déjà très épaisse, l'Europe et le monde bouleversés en 1989 ont déposé toute leur fureur nouvelle. Fin de la *guerre froide et grand vide du côté* du communisme qui gendarmait une bonne partie de la planète; retour des nationalismes bellicistes à l'Est, avec d'affreux rendez-vous historiques autour de Sarajevo; entrée en *force des périphéries du* Sud et de l'Extrême-Orient sur le marché universel du travail à bas prix et de l'immigration à haute tension qui menacent les pays nantis; réactions religieuses à dimensions géostratégiques évidentes; approfondissement d'une crise qui renoue avec la récession des années 30; *ravages d'une nouvelle* peste à allure médiévale, le sida, qui rabaissent les fiertés progressistes que nous entretenions autour de la biologie et de la médecine : *la liste* est très longue de ces *rudes nouveautés* qui rendent l'avenir un peu plus imprévisible, qui font proliférer un présent sans foi ni loi et *poussent à convoquer le passé pour* conjurer les périls. Dans ce contexte déroutant, souligne Pierre Nora, *«le passé n'est plus la garantie de l'avenir; là est la raison principale de la promotion de la mémoire comme agent dynamique et seule promesse de continuité.»*

Cette nouvelle donne a donc balayé, en France, les effets champêtres du premier dépaysement par la mémoire. Nos affrontements spécifiques et déjà anciens autour de la seconde guerre mondiale et du temps de Vichy, réveillés par le double *écho du procès de* Barbie et de l'offensive des révisionnistes niant qu'il pût y avoir encore une mémoire d'Auschwitz, ont *contribué, sur ces entrefaites*, à accroître encore le stock des enjeux mémoriels. Le souvenir de la guerre d'Algérie aussi. Nos commémora*tions officielles – et celle du Bicen*tenaire de 1789 en tête, – si bien orchestrées fussent-elles, n'ont pas eu, pour leur part, tous les effets rassembleurs que nos officiels escomptaient. Tant et si bien que toutes ces hautes pressions brutalement accumulées font éclater des orages, que l'état de crise et de doute *projette des éclats* de mémoire aux quatre coins de la société.

Dans ce monde malaxé par les *médias* et fasciné par l'image de lui-même qu'ils lui renvoient s'impose, en outre, un temps nouveau, sans durée ni projet, un temps qui ne *devient pas*, mal étalonné sur l'échelle du passé et de l'*avenir* : un présent bégayant, dont l'accélération et l'émiettement nient l'origine et la destination. Cette irruption brutale d'un temps *discontinu très* «fin-de-siècle» a, dès lors, contribué à la fois à démultiplier l'activisme de la mémoire et à hâter la fin *d'une vision de l'histoire* en continu, partagée et nationalisable. Ce pressentiment d'un hiatus explique, sans doute, cette fièvre des groupes sociaux et des individus à stocker du *souvenir* avant qu'il ne *soit trop* tard, cette obligation intime qui nous saisit de retrouver promptement des racines. L'écart culturel se creuse entre les générations, les valeurs républicaines sont bafouées, l'école ne joue plus aussi bien qu'avant son rôle de transmission, l'heure est au tout-culturel et à *la communication omniforme* : cette conjonction d'impuissances ruine les hiérarchies et brise la perspective; elle délabre les grands *thèmes fédérateurs dont nous* vivions depuis la IIIe République, la nation policée, l'histoire laïcisée, la patrie des droits de l'homme; elle porte la société à *cultiver leur* envers, un patrimoine inlassablement revisité, une identité en souffrance, une mémoire désormais seule porteuse de sens. Au carrefour *de ce présent encombrant* et de cet effritement du ciment républicain, Pierre Nora a justement posé et défini ce *«moment-mémoire»* que *nous vivons dans* le *doute* et l'embarras.

Ce moment-là, pourquoi le nier, enchante Clio. Car, ainsi bousculée par la profusion de mémoire, la voici, nous dit encore Pierre Nora, *qui vit intensément son «âge historiographique»*. Elle plie, certes, bien souvent sous les bourrasques de l'esprit du temps, et la production *de livres d'histoire suit parfois de* trop près le cycle infini et litanique des commémorations, des anniversaires et des ruminations *passéistes : fallait-il, par exemple,* publier autant de livres sur le Bicentenaire de 1789 quand, à l'évidence, une recherche historique neuve n'était pas capable de les nourrir *tous?* Les fonds de commerce, assez prospères, sur la seconde guerre mondiale, les crimes de Vichy ou l'épopée gaullienne ne sont pas toujours fournis, eux aussi, en arrivages frais. Et que dire de tant de réflexions hâtives sur les récents bouleversements à l'Est?

On saura gré pourtant à l'histoire savante de tenter de mieux com*prendre ce présent aux effets désta*bilisateurs. Aux côtés d'une «histoire immédiate» inventée dans les années 60 par des journalistes, une «histoire du *temps présent*», *plus* scientifique, a pris ses marques et marqué des points. Elle a su aussi «surfer» sur la vague de mémoire en réfléchissant activement sur elle-même, *sur ses paradigmes et ses* méthodes, en mettant notamment en cause quelques bonnes vieilles hiérarchies, apprises chez Braudel *et dans les Annales*, entre la longue durée et le présent, l'économique, le social, le culturel et le politique. Depuis quinze ans, elle a accolé au répétitif, au massif et à l'immobile des *faits* rebelles, des chocs traumatisants, des discontinuités et des failles, des individus-rois et des foules sans meneurs. Retour du récit, réhabilitations de l'événement et de l'*histoire politique, vogues du* genre biographique et de l'histoire culturelle d'un côté, valorisation du court terme et du risque, du contingent *et* de l'accidentel de l'autre : maints progrès méthodologiques et thématiques récents de la discipline historique peuvent être lus comme des répliques à l'impétuosité du flot de mémoire.

Mieux encore, deux *chantiers* spécifiques ont été ouverts, qui provoquent la mémoire sur son propre terrain. Le premier tente d'appré*hender celle-ci comme un objet* d'histoire, passible des mêmes attentions raisonnées, du même esprit critique et du même détache*ment scientifique que tous les* autres objets avec lesquels joue Clio. Du *Syndrome de Vichy* (2), d'Henry Rousso, aux francs regards *lancés par la collection* «Mémoires» chez Autrement, la liste est longue des vrais succès pionniers en la matière. Le second *chantier a entrepris de revisiter* le monument national qu'a toujours été l'histoire de France : la profusion de titres depuis dix ans à ce propos, avec, *en tête*, les grandes réussites d'Hachette ou du Seuil, atteste combien les historiens ont pris l'affaire à cœur. On trouvera la trace multiple de cette *double* offensive dans ce numéro. On n'oubliera pas, au passage, qu'est désormais posé, au confluent de ces deux domaines où l'histoire se régénère, un livre-test, à la fois guide et manuel pour cette recherche historique tour à tour enchantée et provoquée par nos *remémorations* : *les Lieux de mémoire.*

Jean-Pierre Rioux

(1) Gallimard, sept volumes

(2) Le Seuil



LA FIN DES « QUINZE GLORIEUSES »

LES ANNÉES 70 FURENT, POUR LES ÉDITEURS, CELLES D'UNE DIVINE SURPRISE : LA « NOUVELLE HISTOIRE » RENCONTRAIT LE GRAND PUBLIC. UNE VICTOIRE A LA PYRRHUS ?

Sur les 850 entreprises d'édition ayant publié au moins un livre en 1991, plus du quart *inscrivent l'histoire parmi* leurs spécialités. Encore ces statistiques du Syndicat national de l'édition ne tiennent-elles pas compte des nombreux éditeurs occasionnels *particulièrement* actifs dans le domaine de l'histoire locale et régionale.

Le goût des Français pour l'histoire n'est plus à démontrer. Il fait même partie de nos caractéristiques nationales les plus singulières. Il se combine activement avec un exercice passionné de la mémoire. Imagine-t-on d'autres peuples sensés, capables de s'enflammer et de polémiquer, deux siècles plus tard, pour savoir s'il fallait ou non exécuter le roi en 1793 ? Existe-t-il un autre pays dans lequel un vieux manuel d'histoire scolaire, le Mallet et Isaac, est réédité en collection de poche et se vend, chaque année, à des dizaines de milliers d'exemplaires ?

Cette passion une fois reconnue, il est pourtant bien difficile de lui donner une forme et des caractères un peu précis. Omniprésente dans l'édition, l'histoire est également insaisissable. De quoi un éditeur parle-t-il exactement lorsqu'il affirme éditer des ouvrages d'histoire ? Si l'on admet une définition simple – l'histoire est la reconstruction problématique, incomplète, critique et relative de ce qui n'est plus, – on sent bien *comment* se constitue, *dans* le champ de ce qui se publie, une vaste pieuvre aux contours incertains qui lance ses pseudopodes vers tous les domaines du savoir.

Un exemple de cette difficulté. Le Syndicat national de l'édition publie, chaque année, un état statistique du livre. On y apprend, pour 1991, que l'histoire et la géographie – non séparées – représentent 4,2 % du chiffre d'affaires global de l'activité éditoriale, ce qui est assez modeste. Mais on ne sait *pas quelle part représente l'histoire* dans les autres secteurs. Parmi les livres pour la jeunesse, les scolaires, l'art, les encyclopédies et dictionnaires, les sciences et la médecine, les sciences humaines, et même dans la vaste catégorie de la littérature dite générale, dans laquelle on situe des « documents » qui sont, pour une bonne part, des morceaux d'histoire – pour ne rien dire de l'histoire littéraire et des biographies.

Ce grand flou ne résulte pas d'une déficience des classificateurs et des statisticiens. Il reflète une série de débats – nous en esquissons quelques-uns dans ce supplément – sur le statut même du *savoir historique; débats dans* lesquels s'affrontent les historiens eux-mêmes, mais aussi les spécialistes des disciplines voisines – esthéticiens, philosophes, sociologues, anthropologues, sémiologues, par exemple, – les éditeurs, les auteurs, le public.



ANDRÉ BOULZE/EDIMEDIA

Les problèmes se compliquent encore *du fait que* l'histoire est aussi – est surtout, affirment même des historiens sérieux – une activité littéraire. Ecrire de l'histoire, quel que soit le niveau d'abstraction auquel on se place, c'est toujours raconter des histoires. De ce point de vue, le succès de ce qu'on a appelé « la nouvelle histoire » est exemplaire. Voilà un mouvement savant, voire érudit, celui de la revue *Annales*, qui naît, en 1929, de la conjonction d'une amitié entre deux hommes, Bloch et Febvre, d'un milieu intellectuel favorable, l'université de Strasbourg, et d'un soutien éditorial, celui d'Armand Colin. La revue, au contenu scientifique fortement polémique, accroît son audience nationale et internationale pendant trente ans *d'une vie mouvementée, constituant* autour d'elle, tant par son rayonnemment intellectuel que par les positions de pouvoir qu'occupent ses animateurs successifs dans les institutions universitaires et scientifiques, une véritable école historique. Cette réussite institutionnelle demeure pourtant ignorée ou *presque* du public cultivé des non-spécialistes jusqu'à la publication, en 1975, d'un gros ouvrage d'Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan, de 1294 à 1324* (1), qui devient *un* énorme succès de librairie : 130 000 exemplaires vendus en deux ans. Grâce à l'art du récit et aux vertus d'un style simple et attrayant, Le Roy Ladurie, et, avec lui, une pléiade de savants-écrivains, font la démonstration que l'histoire des hommes ordinaires est aussi passionnante que celle des rois, que l'histoire des manières de table est plus séduisante que celle des batailles, que le lent mouvement des mentalités, des cultures *et des structures sociales est plus* fascinant que la succession des débats parlementaires ou des manœuvres diplomatiques.

> *Tous genres historiques confondus, on a publié, en 1992, 2 946 ouvrages nouveaux, soit le huitième de la production totale*

L'existence des historiens-écrivains est, certes, aussi vieille que la littérature, et Michelet, Lavisse ou Renan avaient déjà montré qu'on peut atteindre un large public sans rien céder aux rigueurs du métier d'historien. Mais la médiatisation de notre société a offert à la « nouvelle histoire » un retentissement public quantitativement inédit qui en a modifié l'impact qualitatif. La frontière entre histoire savante et histoire « mondaine », jusqu'alors solidement établie, a volé en éclats.

Divine surprise pour les éditeurs. Pour ceux qui, depuis des années, vendaient quelques centaines d'exemplaires chaque année d'ouvrages qualifiés d' « avant-garde », désormais voués au succès : Armand Colin, éditeur de Bloch, de Febvre et de Braudel ; Pierre Nora chez Gallimard, dont la « Bibliothèque des histoires » a été créée en 1971 ; Paul Chalus, secrétaire général du Centre international de synthèse, qui rééditait, *chez Albin Michel*, les *titres de la* collection « L'évolution de l'humanité », dirigée par Henri Berr depuis 1920. Divine surprise pour les nouveaux venus aussi, qui voyaient s'ouvrir devant eux un énorme potentiel d'ouvrages issus des recherches menées sur les nouveaux chantiers qu'ouvrait une histoire en pleine ébullition. Tous les éditeurs importants ouvrent alors des collections historiques ; les presses universitaires trouvent un nouveau souffle grace à leur proximité des lieux de production de la matière première.

Aujourd'hui, cette effervescence est un souvenir. Si le nombre de titres publiés en histoire demeure constan*t, si quelques* nouveaux éditeurs de bonne qualité – Kimé, Ophrys, le Cerf, Autrement, Karthala, par exemple, ou, un moment, Rivages et Critérion – sont venus s'ajouter à une liste bien fournie, si l'on s'est utilement ouvert à l'histoire qui se fait hors de nos frontières, l'édition d'histoire ne résiste pas à l'érosion des tirages et aux retombées générales de la crise. S'y ajoutent des difficultés spécifiques. En premier lieu, *une dégradation de la qualité due à* l'inflation. Tous les chercheurs en histoire ne sont pas de bons historiens ; tous les bons historiens ne sont pas de bons écrivains. On a trop abusé *dans les années fastes* des thèses rapidement rafistolées pour les besoins de l'édition ; souvent fades, répétitives. Des centaines de gros ouvrages ont été publiés qui auraient mérité les trente ou quarante feuillets d'un article de revue. D'autres, scientifiquement plus excitants, auraient *gagné à la collaboration d'une* plume plus légère et plus vive. Les lecteurs ont été trop souvent déçus pour ne pas éprouver le besoin de lectures plus digestes.

Personne ne souhaite le retour à la vieille frontière infranchissable entre livres savants et livres d'honnête culture, mais on aimerait que des balises existent pour guider les choix. Or, la plupart des éditeurs pratiquent le mélange des genres. Un travail de recherche très spécialisé voisine, dans la même collection, avec une biographie aimable, un manuel pour étudiants de troisième cycle se présente sous le même label qu'un essai élégant pour amateurs pressés. *Sans compter* le *retour*, sous des masques modernes, de la vieille, de l'indéracinable histoire-récit, qui a simplement changé les figures de son répertoire anecdoti*que. Hier Louis XVII, le duc* d'Enghien et Anastasia ; aujourd'hui les notables, la prostitution et la fin du communisme.

On a publié, en 1992, tous genres historiques confondus, 2 946 ouvrages nouveaux ou passés en édition de poche, soit le huitième, en nombre de titres, de la *production totale. Un tiers de plus* que les romans (2005). Le tirage moyen des romans atteint 14 000 exemplaires, celui des livres d'histoire 4 500. On constate, de *plus*, un vieillissement sensible du lectorat et une importance décroissante des « forts lecteurs ».

Pour le livre d'histoire, après les « quinze glorieuses » inaugurées en 1975, l'heure est venue d'une réflexion, parallèle à celle que mènent les historiens, eux-mêmes confrontés à la crise de l' « école *historique française* ».

Pierre Lepape

(1) Gallimard, « Bibliothèque des histoires ».

ARMAND COLIN

Un public d'universitaires

Lorsqu'il créa sa maison, au début de la IIIe République, l'éditeur Armand Colin avait une devise : *« Labeur sans soin, labeur de rien. »* Est-ce cette exigence de qualité qui lui valut de publier, plus tard, des auteurs comme Marc Bloch, Lucien Febvre, Fernand Braudel ou Georges Duby ? Dès l'entre-deux-guerres, les éditions *Armand Colin – qui distribuent* toujours, depuis sa création en 1929, la célèbre revue des *Annales*, – s'étaient constitué, en tout cas, un important fonds historique.

« C'est une histoire savante, érudite, qui forme, encore aujourd'hui, le noyau dur de notre production, explique Michel Morcrette, arrivé en 1988, un an après le rachat de Colin par Masson, pour diriger les collections d'histoire. *Nous n'avons jamais fait de vulgarisation et le public que nous visons d'abord est celui des universitaires. »* C'est par des mailings très « ciblés » qu'Armand Colin informe les professeurs des nouveautés parues dans ses collections « Cursus », « U » et « Références ». *« Nos ventes moyennes n'excèdent guère mille à mille cinq cents exemplaires par an. Mais, à la différence d'autres éditeurs qui vendent vingt mille exemplaires puis plus rien, nous sommes, nous, des coureurs de fond. »* Au palmarès des best-sellers, on trouve ainsi des titres anciens qui *« marchent régulièrement »*, comme *le Moyen Age*, de Robert Fossier, et, surtout, *la Méditerranée*, de Fernand Braudel, qui, décliné sous de *multiples formes, a déjà dépassé* cinquante mille exemplaires.

Michel Morcrette, pourtant, ne cache pas son désir d'élargir ce public. Ainsi, en 1990 – et grâce à la puissance financière de Masson qui a permis de doubler la production en quatre ans, – une nouvelle collection est née, « Histoires ». *« Son objectif est double,* précise Michel Morcrette. *Tantôt retrouver l'actualité en profondeur, en raisonnant sur la longue durée, tantôt revisiter des faits apparemment connus à partir d'approches nouvelles. »* Certains titres laissent songeur, comme *la Nuit des Longs Couteaux, histoire d'une intox* ou *l'Histoire inhumaine, massacres et génocides des origines à nos jours.* Mais tout en *reconnaissant qu'il a souhaité* faire *« quelques ouvrages d'audience plus large pour accroître ses ventes »*, Michel Morcrette se défend de vouloir rompre avec la tradition sérieuse de sa maison. Il prépare, par ailleurs, une collection de biographies centrées, dit-il, sur des *« tranches de vie »*, dont les deux premiers titres, *Kennedy* et *Démosthène*, paraîtront à l'automne.

Fl. N.


POUR COMPRENDRE  L'HISTOIRE

RETOUR A L'ANTIQUE

THUCYDIDE « FAIT » DIX MILLE EXEMPLAIRES, SÉNÈQUE QUINZE MILLE... LES LECTEURS PLÉBISCITERAIENT-ILS LES CLASSIQUES ?

Epanouissement ou décadence? Naufrage des lettres naguère classiques, c'est-à-dire étudiées en classe, ou nouvel essor de l'Antiquité? Faut-il s'alarmer ou se réjouir? L'un et l'autre, si l'on écoute les éditeurs, aujourd'hui plus nombreux pour une production plus diverse, qui publient des livres sur l'Antiquité à l'intention du grand public. Leurs commentaires se recoupent étrangement.

Succès, d'abord, des traductions. Souvenons-nous. Dans une autre civilisation, c'est-à-dire il y a trente ans, régnait la « Collection des Universités de France », alias Budé. Les élèves paresseux allaient y copier leurs versions et parfois des contresens. Garnier, qui avait eu sur son catalogue des noms bizarres et des œuvres précieuses (Macrobe, Justin), s'étiolait. L'horizon paraissait calme. Budé complétait son catalogue avec une peu sage lenteur.

Aujourd'hui, c'est la fébrilité. Garnier, devenu GF (Garnier-Flammarion), a repris vie... mais n'a pas retrouvé ses titres rares. Jamais en France il n'y eut autant de Sappho (de papier) disponibles en même temps et l'une d'elles (Arléa) s'intitule même *le Désir. Œuvres complètes*, paradoxe pour une dame dont il reste un seul poème entier. Mais les célébrités mutilées (Héraclite...) eurent toujours un certain chic. Plus surprenant, la jolie collection « La Roue à livres » (Belles Lettres) a largement diffusé des inconnus comme Hérodien, qui raconte les règnes ébouriffants des successeurs de Marc Aurèle, ou Ctésias, qui décrivit les merveilles de l'Inde et de la Perse. En « Bouquins » (Laffont), Thucydide, « père » de l'histoire contemporaine, s'est enlevé, dans une publication soignée : près de dix mille exemplaires vendus depuis octobre 1990.

Que recherche-t-on dans ces livres? Pour Catherine Guillebaud (Arléa), la réponse est claire : des textes positifs, porteurs d'une morale équilibrée, ouverte, le grand succès de cet éditeur étant un choix des *Lettres à Lucilius*, de Sénèque, publié sous le titre *Apprendre à vivre* (plus de quinze mille exemplaires). « Bouquins », à son tour, nous proposera, le 26 mars, un gros Sénèque dont la présentation par Paul Veyne ne passera pas inaperçue. Mais le plus étonnant, car il ne ravive nulle notoriété ancienne, reste le triomphe du *Gilgamesh*, traduit par Jean Bottéro (Gallimard). Chez le même éditeur, « la Pléiade » se réjouit de son Tacite et projette un Xénophon. Et ailleurs, La Différence n'hésite pas à proposer de grands textes en édition bilingue : le

> *Que recherche-t-on dans ces livres ? Des textes positifs, porteurs d'une morale équilibrée, ouverte.*

grec dans son alphabet ne fait plus peur. *Les Oracles de Delphes* ou *l'Anthologie*, en grec et en français, se glissent au fond de nos poches. Quant à la collection « Budé », forte de six cent cinquante volumes, s'accroissant de quatorze par an, commentant davantage les textes, elle accroît ses ventes, mais en direction de l'étranger. Jusqu'en Australie, il n'est pas de bibliothèque universitaire littéraire qui s'en passe.

Chez nous, le retour aux textes fondateurs s'accompagne, ici et là, d'un fléchissement des monographies et des ouvrages de sciences humaines, qui n'est peut-être pas propre à l'Antiquité. Aux PUF, la « Nouvelle Clio » se porte bien : partie de


DELBECQUE

l'Université, elle conquiert le public des « honnêtes gens ». Mais, dans une collection qui fait plutôt le chemin inverse, Denis Maraval, menant chez Fayard une politique volontariste attachée à l'histoire ancienne, constate qu'il n'a pas trouvé pour l'Antiquité l'équivalent d'un Kendall *(Louis XI)* ou d'un Bluche *(Louis XIV)*. Michel Desgranges, le patron des Belles Lettres, partage cette opinion. A La Découverte, un remarquable recueil, *la Cité grecque*, n'enregistre pas, en trois mois, un succès significatif : le destin de ce genre de livres dépend largement des prescriptions universitaires.

Plus que des biographies, le public recherche, dans ce domaine, des synthèses. Avec *les Enfants d'Alexandre*, Denis Maraval lui en proposera une, pour la rentrée, sur la littérature grecque postclassique, sous la plume de Jean Sirinelli. Il faut rendre un patrimoine à nouveau accessible, entend-on de divers côtés, et l'heure est aux œuvres amples. Ce qu'a compris « Bouquins », avec ses Mommsen, Gibbon, Rostovtzeff. Quarante mille exemplaires pour Gibbon : un succès à la taille du monument. Aux PUF, Michel Prigent se félicite d'avoir réimprimé l'*Histoire grecque* de Glotz. Les lecteurs y trouvent un tableau détaillé et complet, une vision unifiée qui n'est pour l'instant dans aucun autre livre. Et le même éditeur annonce avoir signé des contrats jusqu'en 2002 pour « reconstituer les grands fonds ».

Dans ces perspectives abyssales, place revient de droit aux dictionnaires. Les PUF ouvrent le chantier d'un *Dictionnaire de l'Antiquité* et la réussite du *Dictionnaire encyclopédique du christianisme ancien*, au Cerf, confirme qu'il y a là une attente. Il est vrai que, depuis vingt-cinq ans, l'éducation nationale a tordu le cou, avec désinvolture, à l'étude de l'Antiquité...

Quelle que soit la période, l'archéologie maintient ses positions. Plaisir du mystère, enfantine volupté de la terre grattée, appât des trésors enfouis... Chez Gallimard, la collection « Découvertes » a consacré à l'Antiquité méditerranéenne et européenne plus de titres qu'à aucune autre période et à aucune autre région. Et, note Elisabeth de Farcy, directrice de la collection, l'archéologie s'est révélée la série la plus populaire de « Découvertes », devançant la peinture. Le succès des *Etrusques*, de Jean-Paul Thuillier, ne surprend pas ; *Cléopâtre*, *Carthage*, que l'on nous annonce, sont des valeurs sûres et le *Cnossos* attendu pour avril devrait enfin répandre sur le plus prestigieux des sites crétois minoens un éclairage raisonnable. La nouvelle série de l'« Univers des formes » a ouvert son musée imaginaire par les périodes les plus reculées de l'Europe, que viendra couronner, cet automne, un volume sur les Scythes, dû à Véronique Schiltz. Le vent des steppes siffle à nos portes. Arts de l'objet, qui acquiert souvent une dimension et une force monumentales, résolument en marge du monde classique.

A l'intérieur de celui-ci, on ne saurait se passer des textes, ce qu'ont fort bien compris la plupart des volumes de la collection « Civilisations U », chez Armand Colin. *Les Juifs d'Egypte*, grâce à la plume et à la science de Joseph Mélèze-Modrzejewski, remportent un succès que *les Athéniens* partageront, souhaitons-le, avec *les Palmyréniens*. Ernest Will, nourri par une longue familiarité avec le site, y a magnifiquement fait revivre « le monde des caravanes » entre Golfe et Méditerranée, dont Palmyre, « *la Venise des sables* », fut un temps la capitale et reste le témoin grandiose.

La science de l'Antiquité a ses monstres sacrés. Ils se révèlent souvent sur le tard : Jean Bottéro accède enfin à ce panthéon

> *Le public a ses auteurs. Il a aussi ses thèmes. Parlez-lui religions.*

médiatique où l'avaient précédé Pierre Grimal et Jacqueline de Romilly (*Pourquoi la Grèce*, de Fallois). A côté d'eux, se range Jean-Pierre Vernant ; l'hommage à la fois amical et savant qui lui fut rendu au début de l'année en Sorbonne confirme le succès de ses livres, inlassablement repris en éditions de poche, avec les recueils de Pierre Vidal-Naquet, Marcel Detienne, Nicole Loraux...

Le public a ses auteurs. Il a aussi ses thèmes. Parlez-lui religions. Les nôtres, bien sûr, que l'on ne peut étudier, islam compris, sans leurs références antiques. Puis celles d'à-côté. Le Cerf a publié une excellente étude sur *Bardesane d'Edesse. La première philosophie syriaque* par Javier Teixidor (« Patrimoines »). Les religions mortes ensuite, cultes à mystères, hermétisme, gnoses... Parmi les auteurs grecs, les combats originels d'Hésiode font recette. Les Belles Lettres inaugurent une collection « Aux sources de la tradition » avec *les Mystères de l'Egypte*, les *Oracles chaldaïques*, les fragments orphiques. Les amateurs de révélations auront de quoi rêver. Le Cerf leur ouvrait déjà une porte avec les *Sources gnostiques et manichéennes*, de Michel Tardieu, et « la Pléiade » a rassemblé *les Ecrits intertestamentaires*, « la troisième Bible ».

Certes, l'Antiquité peut vendre ses couleurs à la pornographie ambiante, et elle ne manque pas de niaiseries bêlantes ou hennissantes, mais elle propose aussi des références littéraires et morales classiques. « *Beau comme l'Antique* », s'exclame l'universitaire Jacques Gaillard dans un pamphlet réussi (Actes Sud). Ne seraient-ce pas ces valeurs, dont tous peuvent s'imprégner sans se renier, que cherche à retrouver une partie du public ?

Pierre Chuvin

AUBIER

Une nouvelle collection

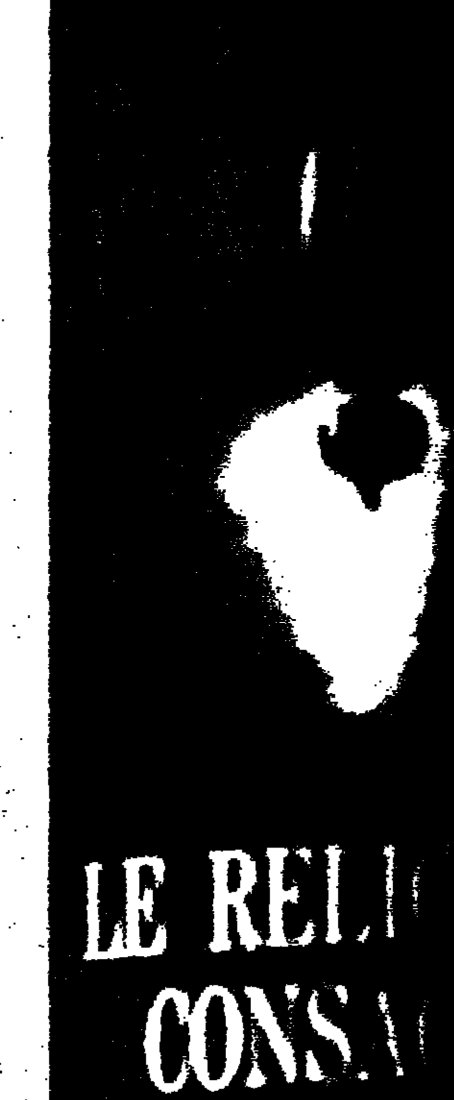
« Dans le catalogue des éditions Aubier, l'histoire était ce qu'il y avait de plus vivace, de plus continu, de plus riche », remarque Louis Audibert, directeur d'Aubier depuis 1990 et dont l'une des priorités est de recentrer, dans cette maison devenue une filiale de Flammarion, les publications historiques du groupe.
Si Flammarion continue à accueillir les documents historiques, les dictionnaires critiques et la collection de poche « Champs », l'histoire au sens traditionnel retrouve sa place légitime chez Aubier : une maison dont le catalogue ne cesse de s'ouvrir, depuis soixante-dix ans, aux ouvrages du plus haut niveau et où l'histoire se trouve stimulée par le rayonnement des autres domaines, littéraire (bilingue) et philosophique.

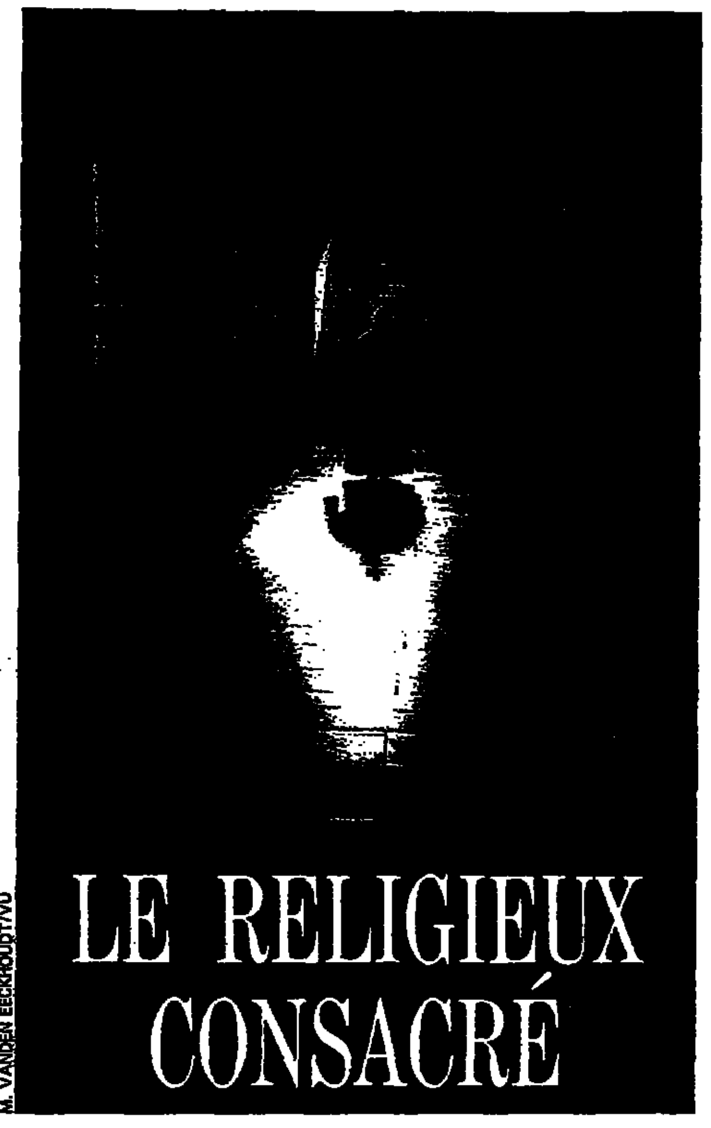
Au rythme de six ou sept titres par an, l'histoire se développe à travers deux collections : l'une, déjà prestigieuse, fondée, dans les années 50, par Fernand Aubier sous la férule de Paul Lemerle, et dirigée aujourd'hui par deux historiens universitaires, Alain Corbin et Jean-Claude Schmitt ; l'autre, « Histoires », que Louis Audibert vient de créer, constituée davantage de livres commandés en fonction de questions qui demandent à être éclairées par une recherche historique : l'éditeur se montre particulièrement fier du livre de Marc Lazar sur les partis communistes italiens, *Maisons rouges*, et de celui de Bernard Vincent, *1492, l'année admirable*, qui fut un des meilleurs succès de librairie (10 000 exemplaires).

Fidèle à l'« esprit Aubier », exigeant et rigoureux sans être exclusif, Louis Audibert reste soucieux de maintenir vivant (par des réimpressions, des rééditions ou des publications en poche) le fonds remarquable de cette maison d'édition. Selon ses termes, *« la collection historique avait elle-même une histoire passionnante »*, depuis le livre-culte de Georges Duby, *l'Economie rurale et la Vie des campagnes dans l'Occident médiéval* (aujourd'hui en « Champs »), jusqu'aux ouvrages de Richet, de Ferro et de Corbin, en passant par les célèbres *Droites en France*, de René Rémond : un succès intarissable depuis sa première parution en 1968 (plus de 1 000 exemplaires par an), au point que l'éditeur juge encore inutile son passage en poche. Certains livres en voie d'épuisement chez Flammarion, comme *le Fromage et les Vers*, de Carlo Ginzburg, reparaîtront sous le label Aubier.

La nouvelle collection « Histoires » devrait contribuer à rajeunir certaines approches, et à toucher davantage un public non spécialiste de *« gens cultivés qui s'intéressent à l'histoire »* : c'est ce que Louis Audibert attend notamment d'un prochain ouvrage à paraître, *le Vol des reliques*, de Patrick Geray, sur l'extraordinaire commerce des reliques au Moyen Age et les questions morales et théologiques qu'il engendre. Fernand Aubier et Paul Lemerle, fondateurs de la collection historique d'Aubier, se réjouiraient de voir ainsi renaître la tradition qu'ils avaient inaugurée.

M. V. R.





M. VANDEN EECKHOUDT/VU

LE RELIGIEUX CONSACRÉ

LES HISTORIENS « DU RELIGIEUX » ONT DÉSORMAIS ASSIS LEUR LÉGITIMITÉ

En 1983, l'ouvrage collectif du Groupe de la Bussière, *Pratiques de la confession des Pères du désert à Vatican II*, ouvrait la collection «Histoire» aux éditions du Cerf. Il sonnait comme le manifeste d'une histoire religieuse *laïque, respectueuse* de son objet, mais sans complaisance. La collection compte aujourd'hui quarante-cinq volumes, thèses ou recueils d'articles, à la pointe de la recherche. Bien des secteurs de l'historiographie envient aux historiens «du religieux» cette collection unique dans le paysage éditorial.

En 1984 commençait, chez Beauchesne, la publication de la *Bible de tous les temps*, dont les huit volumes, réunissant 200 collaborateurs, allaient paraître en cinq ans. En 1989, le lecteur français disposait donc d'une histoire de la Bible, de ses lectures et de ses usages, depuis le monde grec ancien jusqu'à nos jours.

Ces deux entreprises illustrent assez bien les aspects de l'édition en histoire religieuse aujourd'hui. Il y a, d'une part, des travaux de recherche, généralement universitaires, qui trouvent un public grâce à un courageux éditeur; d'autre part, de grandes entreprises éditoriales, souvent internationales et d'excellente qualité scientifique, réunissant aussi des universitaires sous la direction de l'un d'eux, plus entreprenant et plus dynamique. Il ne faut pas à l'éditeur moins de courage pour les prendre en charge.

Le panorama de la collection «Cerf-Histoire» est impressionnant. Là sont parues les grandes thèses d'histoire moderne et contemporaine de Claude Langlois (*Le Catholicisme au féminin*), de Philippe Boutry (*Prêtres et paroisses au pays du Curé d'Ars*) et de Nicole Lemaître (*Le Rouergue flamboyant*); une série de recherches sur le discours religieux et la prédication : *le Système narratif de Jacques de Voragine*, d'Alain Boureau, *le Métier de prédicateur à la fin du Moyen Âge*, d'Hervé Martin, *l'Éloquence de la chaire*, de Vittorio Coletti, et *les Péchés de la langue*, de Carla Casagrande et Silvana Vecchio, ces deux derniers traduits de l'italien; ou encore des recherches sur l'art sacré avec *Dieu dans l'art*, de François Boespflug, *les Chartreux et l'art*, de Daniel Le Blévec, *l'Eucharistie chez les primitifs italiens*, de Dominique Rigaux, *Réforme grégorienne et iconographie*, d'Hélène Toubert.

Dans un registre plus classique, on trouve, parmi ces livres, de grandes études d'histoire du droit : celle de Jean Gaudemet sur le *Mariage en Occident*, d'Odette Pontal sur les *Conciles mérovingiens* et de Klaus Schatz sur *la Primauté du pape* (traduit de l'allemand); à la limite du droit et de l'anthropologie, les ouvrages de

Les ouvrages se caractérisent par un grand éclectisme méthodologique qui s'est révélé très fécond

Louis Trichet sur le *Costume du clergé* et *la Tonsure*; plus proche de l'anthropologie enfin, le livre pionnier de Peter Brown, *le Culte des saints* (dont la traduction de l'anglais a longtemps été attendue en France), *l'Homme et le Miracle*, de Pierre-André Sigal, et l'*Impossible sainteté*, de Jacques Dalarun.

On ne peut pas tout citer, mais on voit bien se dessiner les grandes orientations concurrentes de l'histoire religieuse aujourd'hui. Une orientation sociologique, d'une part, qui marque surtout l'histoire contemporaine, dans le prolongement des travaux de Gabriel Le Bras. Elle s'est considérablement enrichie en prenant en charge l'histoire intellectuelle, l'histoire des doctrines aussi, mais moins pour elles-mêmes que pour la façon dont elles ont été reçues. Une orientation anthropologique, d'autre part : elle a marqué surtout les médiévistes et elle est en train de se muer en histoire culturelle. L'une et l'autre ont intégré le document figuré et l'iconographie, appelant une approche renouvelée de l'histoire de l'art.

Encore faudrait-il se garder de rattacher trop étroitement ces livres d'histoire religieuse à tel ou tel champ épistémologique. Ils se caractérisent, en général, par un grand éclectisme méthodologique qui se révèle avoir été fécond, comme d'ailleurs le concept mal défini d'histoire religieuse. On a pu croire il y a une dizaine d'années, que cette histoire, fascinée un temps par la «religion populaire», allait se dissoudre dans l'histoire des mentalités : c'est, en fait, cette dernière qui a été fortement remise en cause par ceux-là mêmes qui en furent les promoteurs. On attend néanmoins avec impatience la publication de la synthèse d'Hervé Martin sur les *Mentalités médiévales* dans la collection «Nouvelle Clio», aux Presses universitaires de France.

Le même éditeur annonce, pour 1996, parmi ses *Histoires générales*, une *Histoire générale du christianisme* en quatre volumes, sous la direction de Jean-Robert Armogathe. Mais la grande entreprise en cours, c'est incontestablement l'*Histoire du christianisme des origines à nos jours*, en quatorze volumes, dont l'initiateur fut Charles Piétri, coéditée d'abord par Fayard et Desclée, et désormais publiée par Desclée seul, en relation avec deux éditeurs allemand et italien qui traduisent ces livres dans leurs langues. Quatre volumes sont parus, dont deux sur le Moyen Age, sous la direction d'André Vauchez et Michel Mollat, un sur la Réforme, sous la responsabilité de Marc Venard, et un sur le XXe siècle, dirigé par Jean-Marie Mayeur. Ce dernier conduit son lecteur jusqu'en 1958. Un autre volume doit traiter du christianisme depuis 1958, ce qui montre l'intérêt accordé à l'époque contemporaine. Dans chaque volume, attention est portée aux différentes confessions chrétiennes, dans une volonté affirmée de n'être pas trop catholique. Ces ouvrages de plus de mille pages réunissent chacun une dizaine de spécialistes : ce sera la collection de référence pour le début du XXIe siècle comme l'a été, pour la seconde moitié du XXe, *l'Histoire de l'Eglise*, de Fliche et Martin.

Un ouvrage de référence d'une tout autre nature, réalisé dans l'ombre depuis de longues années, arrive à son dernier tome : c'est le *Dictionnaire de Spiritualité*, publié, sous la direction du Père Derville, par l'équipe des jésuites de Chantilly aux éditions Beauchesne. L'entreprise trouvera son achèvement cette année. Ces vingt gros volumes sont une mine incomparable d'informations très sûres pour les curieux d'histoire religieuse comme pour les érudits. Beauchesne s'est par ailleurs fait une spécialité de plus modestes *Dictionnaires du monde religieux dans la France contemporaine*. Sont parus ceux de Paul Duclos sur *les jésuites*, de Bernard Vogler sur *l'Alsace*, de Michel Lagrée sur *la Bretagne* et d'André Encrevé sur *les Protestants*.

Est-ce un signe des temps? L'heure est incontestablement aux dictionnaires. Outre ceux déjà signalés, Fayard annonce un prochain *Dictionnaire historique de la papauté*, sous la direction de Philippe Levillain, tandis que le Cerf a mis en chantier, animé par André Vauchez, un grand *Dictionnaire encyclopédique du Moyen Age chrétien*. Le Cerf encore, en

Est-ce un signe des temps? L'heure est incontestablement aux dictionnaires

coédition avec Nathan, a publié, à l'usage des lycéens et des étudiants – mais tout le monde en fait son profit, – un *Dictionnaire culturel de la Bible* et annonce un *Guide culturel du christianisme*. Ce type d'ouvrage répond à une très forte demande des enseignants et du public cultivé, inquiets de l'effacement du fait religieux dans la culture contemporaine, scolaire en particulier, qui risque de rendre indéchiffrable la majeure partie de notre patrimoine littéraire et artistique.

D'une façon générale, l'histoire religieuse reste animée d'une force tranquille, à la charnière des universités et des Eglises, de certains éditeurs généralistes et des éditeurs religieux. Elle est mue par la curiosité intellectuelle et scientifique comme toutes les branches de l'histoire. Mais, ici, l'effort d'investigation et de rationalisation s'applique à un objet situé au cœur des individus et des sociétés, qui connaît divers surgissements sauvages ayant en commun de nier précisément l'histoire. Face aux éclats d'un prétendu «retour du religieux», ouverte à toutes les questions mais sûre de sa tradition professionnelle, l'histoire religieuse poursuit son chemin.

Michel Sot

GALLIMARD

La marque Nora

En créant en 1971, chez Gallimard, la prestigieuse «Bibliothèque des histoires», Pierre Nora inventait – ou reconnaissait – un pluriel à l'histoire. Il s'agissait de faire éclater le cloisonnement des disciplines et d'accueillir une histoire «en miettes», ouverte à des curiosités suscitées par d'autres sciences humaines : économie, ethnologie, anthropologie, linguistique, sociologie, esthétique... L'histoire devient cet objet de connaissance nouveau, multiple, à la frontière de tous ces mondes, dont l'unité se constitue davantage dans la pratique commune des historiens que dans le choix, toujours divergent, des problèmes, des approches et des objets traités.

Les premiers livres de la collection, toujours à la limite du concept de l'histoire traditionnelle, donnaient, d'entrée de jeu, le mot d'ordre de cette collection transdisciplinaire, qui joue des influences réciproques et des communications entre les différentes sciences de l'homme : *la Vision des vaincus*, de Nathan Wachtel, recouvre les exigences de l'ethnologie et celles de l'histoire, *les Jardins d'Adonis*, de Marcel Détienne, ont pour objet la mythologie, *le Taoïsme et les Religions chrétiennes*, de Henri Maspero, relève aussi bien de l'histoire des religions...

C'est dans le même esprit que vivent les autres collections historiques de Pierre Nora, côtoyant la «Bibliothèque des sciences humaines», qu'il dirige également : «Témoins» (*Eichmann à Jérusalem*, de Hannah Arendt, *la Vérité guidait leurs pas*, de Pierre Mendès France, ou *Contre tout espoir*, de Nadejda Mandelstam) et «Archives», fondée chez Julliard en 1964, et relancée chez Gallimard en 1971. Une collection dont le but est de montrer les documents qui font parler l'histoire, et le commentaire de l'historien en mouvement, en relation mobile avec ses sources. On y trouvait notamment, pour la première fois, *les Cahiers des états généraux*, réunis par Michel Denis et Pierre Goubert, puis, parmi d'autres, *l'An Mil*, de Georges Duby, *les Jésuites en Chine*, d'Etiemble, *le Congrès de Tours*, d'Annie Kriegel, ou, plus récemment, *le 1er mai*, de Miguel Rodriguez.

De Duby à Foucault, en passant par Marc Bloch, Agulhon ou Kantorowicz, les grands auteurs ne manquent pas dans la «Bibliothèque des histoires», qui compte aujourd'hui une centaine de titres, dont la qualité n'exclut pas la popularité, à l'exemple du *Montaillou* de Le Roy Ladurie. Pierre Nora a aussi le don de susciter des sujets collectifs : après le livre-manifeste, en trois volumes, *Faire de l'histoire* ou encore *Essais d'ego-histoire*, un recueil dans lequel des historiens *se prennent eux-mêmes*, et l'histoire qui les a faits, comme objet historique, Gallimard vient d'achever la publication des *Lieux de mémoire* (voir, au début de ce numéro, l'article de Jean-Pierre Rioux sur «La déesse Mémoire»), une ambitieuse réflexion sur l'idée de nation à travers les lieux matériels et symboliques.

M. V. R.

PAYOT

Prudence

Sans être franchement pessimiste sur l'avenir et le possible développement du secteur histoire dans l'édition, Jean-François Lamunière, PDG de Payot, veut rester prudent. Pas question, par exemple, d'augmenter, pour l'instant, le nombre de titres – cinq ou six ouvrages pour soixante-dix nouveautés annuelles environ. Sous l'impulsion de Ran Halévy, qui l'a dirigé durant deux ans avant de rejoindre Fayard en septembre 1992, le domaine historique de Payot poursuit une tradition riche et ancienne. La réédition d'ouvrages du fonds dans la «Petite Bibliothèque Payot» le prouve, ainsi que celle de livres marquants en format normal (le *Talleyrand* de Georges Lacour-Gayet ou des essais de René Grousset).

Se disant *«ouvert à tout développement»*, J.-F. Lamunière constate que le marché n'est pas indéfiniment extensible. Fayard, grâce à une stratégie très offensive, a su s'en tailler une *«part énorme»*. *«Nous ne sommes pas assez visibles»*, précise le PDG de Payot, dont le secteur histoire est divisé en deux collections : une bibliothèque historique, qui comprend des ouvrages «pointus» (*la Gironde et les Girondins*, de François Furet et Mona Ozouf ; *Au tribunal de l'opinion*, de Keith Michael Palmer), et une collection pour les livres plus «grand public» (par exemple, *la Mode sous l'occupation*, de Dominique Veillon ; *le Mythe Pétain*, de Pierre Servent). Quant aux tirages des ouvrages historiques de Payot, ils sont conformes aux tendances générales dans ce secteur : de 3 000 à 8 000.

P. K

POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE

LE TEMPS

ENVOLÉES LES CERTITUDES QUI FONDAIENT LA « NOUVELLE HISTOI
D'AUTRES APPROCHES EN ONT, CES DERNIÈRES ANNÉES, MONT

« Temps d'incertitude ». « crise épistémologique ». « *tournant critique* » : *tels sont* les diagnostics, généralement inquiets, aujourd'hui portés sur l'histoire. N'y a-t-il pas là un paradoxe, en un temps où l'édition d'histoire *montre vitalité* et *innovation* avec la poursuite des grandes œuvres collectives, le lancement de collections européennes, l'accroissement du nombre des traductions, l'écho intellectuel rencontré par quelques livres majeurs qui n'ont pourtant *rien de facile*? *Peut-être pas, si* l'on fait retour sur la cause essentielle de ces jugements pessimistes ou *incertains* : l'effacement des modèles de compréhension, des principes d'intelligibilité qui avaient été communément acceptés par les historiens (ou, du *moins, la majeure partie* d'entre eux) depuis les années 60.

Cette histoire conquérante était fondée sur deux *exigences*. D'abord, étudier le monde social pour établir les relations qui, *indépendamment des perceptions* et des intentions des individus, commandent les mécanismes économiques, les rapports sociaux, les formes du discours. De là, l'affirmation, toute structuraliste, que l'objet de la connaissance historique et la conscience subjective *sont radicalement séparés*. Ensuite, soumettre l'histoire aux procédures du nombre et de la série ou, pour mieux dire, l'inscrire dans un paradigme du savoir que Carlo Ginzburg, dans un article célèbre (1), a désigné comme « galiléen ». Il s'agissait, grâce à la *quantification des phénomènes*, à la construction de séries, aux traitements statistiques, de formuler *rigoureusement* les *relations* structurales qui étaient devenues l'objet même de l'histoire. Déplaçant la formule de Galilée dans *Il Saggiatore*, l'historien supposait ainsi que le monde social *« est écrit en langage mathématique »* et que sa tâche est d'en construire les lois.

Les effets de cette mutation de l'histoire n'ont pas été minces. Détachée d'une pure cartographie des particularités, de l'inventaire jamais achevé des singularités, la discipline pouvait renouer avec l'*ambition qui avait été celle de la* science sociale, en particulier de la sociologie durkheimienne, au début de ce siècle : identifier des structures et des régularités, partant, formuler des rapports généraux. Du même coup, elle se libérait de la *« bien maigre idée du réel »* – l'expression est de Michel Foucault – qui l'avait longtemps habitée, en considérant que les *systèmes de relations invisibles* qui organisent le monde social sont aussi « réels » que les *données saisies par l'expérience sensible*. Cette « nouvelle histoire », telle que l'ont pratiquée alors les historiens français, mais pas seulement eux, était ainsi fortement arrimée, au-delà de la diversité des objets, des territoires et des manières, sur les deux principes (*structuraliste* et « *galiléen* ») qui fondaient les ambitions nouvelles des sciences sociales.

Dans les dix dernières années, ces certitudes, largement partagées, ont vacillé. D'une part, à l'écoute de nouvelles approches anthropologiques ou sociologiques, *les historiens ont voulu* rétablir le rôle des individus dans la construction des liens sociaux. *D'où plusieurs déplacements* fondamentaux : des structures aux réseaux, des systèmes de position aux situations vécues, des normes collectives aux stratégies singulières. La « *micro-histoire* », d'abord italienne puis maintenant espagnole (2), a donné la traduction *la plus vive de l'impact*, sur la démarche historienne, des approches interactionnistes ou ethnométhodologiques. A distance de la monographie traditionnelle, la *microstoria* entend reconstruire, à partir de l'observation d'une situation particulière, la manière *dont les individus, par leurs* alliances et leurs affrontements, à travers les dépendances qui les lient et les conflits qui les opposent, produisent le monde social. L'objet de l'histoire n'est donc pas, ou plus, les structures et les mécanismes qui règlent, hors *toute prise subjective, les relations* sociales, mais les rationalités et les stratégies qui mettent en œuvre les *communautés*, les *parentèles*, les familles, les individus. Une forme inédite d'histoire sociale s'est ainsi affirmée, centrée sur les incohérences existant entre, et dans, les différents systèmes de normes d'une société. L'attention a été déplacée des règles imposées *à leurs usages, des conduites obligées* aux décisions permises par les ressources propres de chacun, son pouvoir social, sa puissance économique, son accès à l'information. *Habituée* à dresser des hiérarchies et à construire des collectifs (catégories socio-professionnelles, *classes, groupes*), l'*histoire* des sociétés a appris à regarder à petite échelle des biographies *« ordinaires »* et des *processus* dynamiques : négociations, transactions, échanges, conflits, etc.

Une seconde raison a ébranlé les certitudes anciennes : la prise de conscience par les historiens *que leur discours, quelle qu'en* soit la forme, est toujours un récit. Les réflexions pionnières de *Michel de Certeau* (3), *puis* le grand livre de Paul Ricœur (4), et, plus récemment, l'application à l'histoire d'une « poétique du savoir », qui se donne pour objet *« l'ensemble des procédures littéraires par lesquelles un discours se soustrait à la littérature, se donne un statut de science et le signifie »* (5), les ont obligés, bon gré mal gré, à reconnaître l'appartenance de l'histoire au genre du récit – entendu au sens aristotélicien de la « mise en intrigue des actions représentées ». Le constat n'allait *pas de soi pour ceux qui, en rejetant* l'histoire événementielle au profit d'une histoire structurale et quantifiée, pensaient en avoir fini avec les faux-semblants de la narration *et avec la trop longue* proximité entre l'histoire et la fable. Entre l'une et l'autre, la rupture semblait *sans appel* : à la place des grands personnages des anciens récits, la « nouvelle histoire » installait des entités anonymes : au temps spontané de la *conscience*, elle substituait une temporalité construite, hiérarchisée, articulée ; au caractère autoexplicatif de la narration, elle opposait la capacité explicative d'un savoir vrai.

Dans *Temps et récit*, Paul Ricœur a prouvé combien était illusoire cette césure proclamée. Il montrait, en effet, que toute histoire, même la moins narrative, *même la plus structurale, est toujours* construite à partir des formules qui gouvernent la production des récits. Les entités que *manient* les historiens (société, classes, mentalités, etc.) sont toujours des « quasi-personnages », dotés implicitement des propriétés qui sont celles des héros singuliers *ou des individus qui composent* les collectivités abstraitement désignées. D'autre part, les temporalités historiques maintiennent une forte dépendance par rapport au temps subjectif : dans des pages superbes, Ricœur montre comment *la Méditerranée au temps de Philippe II*, de Braudel, repose, au fond, sur une analogie entre le temps de la mer et celui *du roi et comment* la longue durée n'y est qu'une modalité particulière, dérivée, de la mise en intrigue de l'événement. Enfin, les procédures explicatives de l'histoire *demeurent solidement* arrimées à la logique de l'imputation causale singulière, c'est-à-dire au modèle de compréhension qui permet de rendre compte des décisions et des actions individuelles.

> *L'historien supposait que le monde social « est écrit en langage mathématique » et que sa tâche est d'en construire les lois*

D'une telle analyse, qui inscrit l'histoire dans la classe des récits et qui identifie les parentés fondamentales qui unissent tous les *récits, qu'ils soient d'histoire ou* de fiction, découlent plusieurs conséquences. La première désigne comme un faux débat la discussion engagée autour du *« retour du récit » qui, pour certains*, caractériserait l'histoire en ces dernières années. Comment, en effet, pourrait-il y avoir « retour » puisqu'il n'y a jamais eu départ ? *La mutation est d'un* autre ordre et tient à la préférence récemment accordée à certaines formes de récits aux dépens d'autres, plus classiques : les récits biographiques entrecroisés de la micro-histoire, par exemple, ne mettent en œuvre ni les mêmes *figures, ni* les *mêmes procédés* que les grands récits structuraux de l'histoire *totale* ou que les récits statistiques de l'histoire sérielle.

De là – seconde proposition – la nécessité de repérer les propriétés spécifiques du récit d'histoire *par rapport* à tous les autres. Elles tiennent à l'organisation « clivée » ou « feuilletée » (comme écrivait Michel de Certeau) d'un discours qui comprend en lui-même, sous *forme de citations qui sont autant* d'effets de réalité, les matériaux qui le fondent et dont il entend rendre raison. Elles tiennent, également, aux procédures d'accréditation spécifiques grâce auxquelles l'histoire exhibe et garantit son statut de connaissance vraie. Tout un ensemble de travaux (largement dominé par le *literary criticism américain*) s'est *ainsi voué* à repérer les formes à travers lesquelles se donne le discours d'histoire : des figures rhétoriques qui commandent tous les modes possibles de la narration et de la compréhension historiques (6) aux critères stylistiques ou « poétiques », *qui permettent de caractériser* les œuvres dans leurs différences – ainsi les modalités de l'énonciation, le système des temps verbaux, les procédures démonstratives, etc. (7).

Ainsi bousculée dans ses certitudes les mieux ancrées, l'histoire se trouve aujourd'hui confrontée à plusieurs défis. Le premier, lancé dans des modalités différentes, *voire contradictoires*, de *part* et d'autre de l'Atlantique, entend dénouer toute attache entre l'histoire et les sciences *sociales*. Aux Etats-Unis, l'assaut a pris la forme d'un *linguistic turn* qui, en stricte orthodoxie saussurienne, tient le langage comme un système fermé de signes, *dont les relations* produisent la signification. La construction du sens est ainsi *détachée de toute intention ou de* tout contrôle subjectifs puisqu'elle se trouve assignée à un fonctionnement linguistique automatique et impersonnel. Constituée par et dans le langage, la réalité ne peut plus être pensée comme une référence objective, extérieure au discours. *Les opérations historiennes* les mieux assurées se trouvent, dès lors, sans objet, à commencer *par les distinctions* fondatrices entre texte et contexte, entre réalités sociales et expressions symboliques, entre discours et pratiques non discursives (8).

Du côté français, le défi, tel *qu'on l'a vu se cristalliser* dans les débats engagés autour de l'interprétation de la Révolution française, prend une figure inverse. Loin de postuler l'automaticité de la production du sens, *au-delà* ou en deçà des volontés individuelles, il porte l'accent, tout au *contraire, sur la liberté du sujet*, la part réfléchie de l'action, les constructions conceptuelles. Du coup, *se voient récusées* les démarches classiques de l'histoire sociale visant à identifier les déterminations non sues qui règlent les pensées et les conduites et, dans le même temps, est affirmé le primat du politique, compris comme le niveau le plus *englobant* et le *plus révélateur* de toute société.

Les historiens, pour qui *demeure essentielle* l'appartenance de l'histoire à la famille des sciences sociales, ont répondu à *cette double et rude interpellation*. Contre les formulations sémiotiques du *linguistic turn*, ils tiennent pour illégitime la réduction des pratiques constitutives du monde social aux principes qui gouvernent les discours. Reconnaître que la réalité passée *n'est accessible* (le *plus souvent*) qu'à travers des textes constitués en archives n'est pas pour autant postuler que sont semblables la logique du « sens pratique » à l'*œuvre dans les comportements* qui définissent les identités et les relations sociales, et la logique logocentrique qui gouverne les productions discursives.

Contre le « retour au politique », entendu comme son autonomisation, l'histoire science sociale réaffirme qu'elle a pour objet propre les relations, complexes, variables, nouées entre les *formes de l'organisation* et de l'exercice du pouvoir et les configurations sociales qui, dans une société donnée, en sont à la fois les conditions de possibilité et les *produits*. C'est *ainsi, par exemple*, que la construction de l'Etat absolutiste suppose une forte et préalable différenciation des fonctions sociales, en même temps qu'elle *exige la perpétuation* (grâce à divers dispositifs dont la constitution d'une société de cour) de l'*équilibre des tensions existant* entre les groupes sociaux dominants. Contre le retour à une philosophie du sujet libre, elle rappelle que les individus sont toujours *liés* par des dépendances



réciproques, perçues ou invisibles, qui façonnent et structurent la personnalité, partant, qui définissent, *dans leurs modalités successives*, les formes de l'affectivité et de la rationalité. On comprend dès lors l'importance accordée par beaucoup d'historiens à une œuvre longtemps méconnue, dont le *projet* fondamental est justement d'articuler, dans la longue durée, construction de l'Etat, interdépendances sociales et économie psychique : celle de Norbert Elias (9).

Ancrée fermement dans les sciences sociales, l'histoire ne peut, pour autant, éviter un *second défi* : *surmonter l'affrontement*, à terme stérile, entre, d'un côté l'étude des positions et des relations et, de l'autre, l'analyse des actions et des interactions. Dépasser cette opposition entre « physique sociale » et « phénoménologie sociale », pour reprendre les termes de *Pierre* Bourdieu, suppose la construction de nouveaux espaces de recherche où la *définition même des questions* oblige à inscrire les pensées claires, les intentions individuelles, les volontés particulières, dans les systèmes de contraintes collectives qui, à la fois les rendent *possibles* et les norment. *Les exemples seraient* multiples de ces découpages nouveaux, où sont nécessairement articulées structures objectives et représentations subjectives. Ainsi, pour *ne retenir* que celui qui m'est le plus familier, l'espace de travail qui noue critique textuelle, histoire du livre et sociologie culturelle. Ce croisement *inédit de traditions disciplinaires* et nationales fort diverses (histoire littéraire en ses différentes définitions, *bibliography* à la manière anglo-saxonne, histoire *socioculturelle dans la tradition* des *Annales*) a un enjeu fondamental : comprendre comment la lecture particulière et inventive d'un lecteur singulier est bornée dans une *série de déterminations*; les effets de sens visés par les

---

PLON-PERRIN

L'institution renouvelée

La fusion de Plon et de Perrin, deux des plus anciennes maisons d'édition françaises, est, *pour Olivier Orban*, l'occasion de donner un second souffle, plus historique, à l'*ensemble de la nouvelle entité* éditoriale « Plon-Perrin-Orban » qu'il dirige depuis un an aux *Presses* de la Cité. La tradition institutionnelle et académique de *Plon, qui a forgé sa réputation*, entre autres, avec les mémoires des grands hommes du XIXe et *du XXe siècle, de Caulaincourt* à Churchill, de Poincaré à de Gaulle, voisine avec celle de *Perrin*, ouverte depuis un siècle sur l'histoire vivante et grand public.

Pour une production globale de cent cinquante titres par an, quarante seront publiés chez Plon en histoire et vingt chez Perrin, la seule maison du groupe *dont la vocation soit* exclusivement historique. Alain Decaux et André Castelot en *demeurent les fleurons*, même si leur éditeur François-Xavier de Vivie (également *directeur* adjoint de Plon) a eu le souci d'incliner la politique éditoriale *de la maison vers la publication* d'historiens universitaires (Pierre Chaunu, René Sédillot, *Bartolomé Benassar*..) et d'ouvrages de références comme ceux de Robert Darnton sur les Lumières ou de Laurence Schifano sur Visconti.

Mais c'est chez Plon que la *tradition se trouve le plus* renouvelée : Anthony Rowley et *Laurent Theis ont pour mission* d'insuffler à une maison de renom une dimension historique *depuis longtemps endormie*. En hommage au passé de Plon dont ils se sentent les héritiers, est d'abord ranimée la collection « Civilisations et mentalités », *défendue en son temps par* Philippe Ariès et Robert Mandrou, et où furent publiés les *premiers titres de Maurice* Agulhon et de Foucault. Cette collection fait la fierté des deux *nouveaux* éditeurs qui comptent y faire paraître des travaux d'*auteurs de premier ordre* (Jean-Claude Bologne, Michel Winock, Jacques Solé).

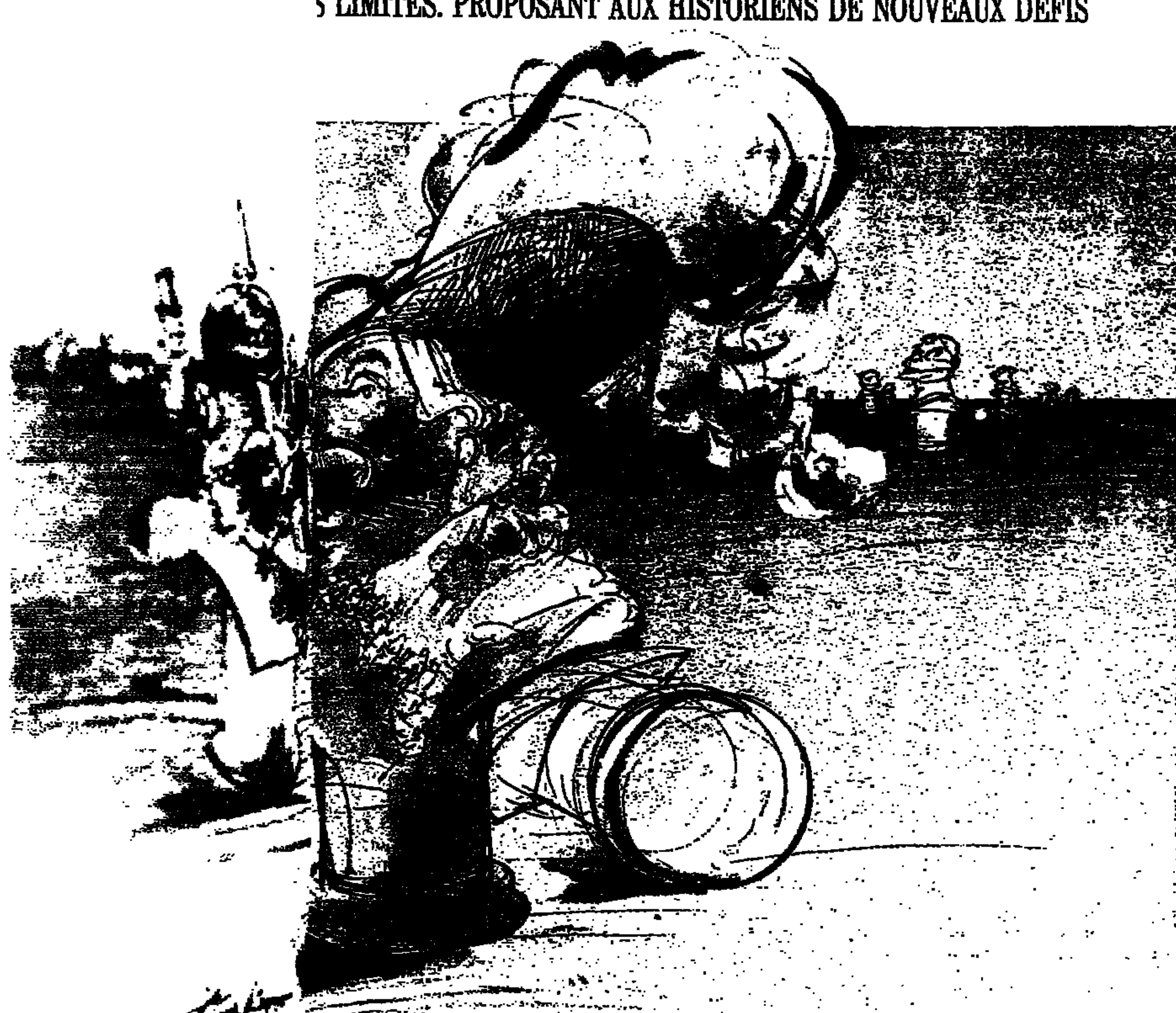
Hors de cette collection et parallèlement au projet de rééditions de titres du fonds *sous forme de « compacts »* (de Gaulle, Mandrou ou les cahiers politiques de Barrès), paraissent des livres d'un autre type d'approche historique : des ouvrages d'histoire plus générale (*l'Invention du journalisme en France*, de Thomas Ferenczi) ; *des biographies, originales* par le point de vue, comme celle que vient de publier François Maspero sur le maréchal Saint-Arnaud : le plus grand *colonialiste de l'armée française*, par un anticolonialiste troublé ; enfin, des documents historiques censés apporter un regard inattendu sur une question, comme celui de M. Delpla sur les relations entre Churchill et les Français.

A côté de Perrin *qui poursuit* sa double vocation, les éditeurs de Plon *souhaitent dynamiser la renaissance d'une grande* tradition éditoriale par la *nouveauté d'un regard, déplacé, décalé, sorte de contre-histoire* des grands thèmes historiques.

M. V. R.

LE TE DES DOUTES

MME L'EXPRESSION ACHEVÉE DE L'ÉTUDE HISTORIQUE.
S LIMITES. PROPOSANT AUX HISTORIENS DE NOUVEAUX DÉFIS



textes, les contraintes imposées par les formes qui les transmettent à leurs lecteurs (ou auditeurs), les compétences ou les conventions de lecture particulières à chaque communauté de lecteurs.

Une telle approche, qui vaut pour beaucoup d'autres domaines de recherche (ainsi les études sur la ville, sur les pro-

Les historiens ont pris conscience que leur discours, quelle qu'en soit la forme, est toujours un récit

cessus éducatifs ou la construction des savoirs scientifiques), rappelle que les productions intellectuelles et esthétiques, les représentations mentales, les pratiques sociales sont toujours gouvernées par des mécanismes et des dépendances méconnus par les sujets eux-mêmes. C'est à partir d'une telle perspective qu'il faut comprendre la relecture historienne des classiques des sciences sociales (Elias, mais aussi Weber, Durkheim, Mauss, Halbwachs) et l'importance reconquise, aux dépens des notions habituelles à l'histoire des mentalités, d'un concept comme celui de *représentation*. Il permet, en effet, de désigner et lier trois réalités majeures : d'une part, les représentations collectives qui portent perceptions et appréciations, classements et jugements ; d'autre part, les formes qui montrent l'être social ou la puissance tels qu'ils se donnent à voir à travers les signes ou les expressions symboliques (images, rites ou ce que Weber appelait « stylisation de la vie ») ; enfin, la « présentification » dans un représentant (individuel ou collectif, concret ou abstrait) d'une identité collective ou d'un pouvoir politique, doté ainsi de continuité et de stabilité.

Nombreux sont les travaux d'histoire qui ont récemment manié cette triple définition de la représentation. Avec le recul de la violence qui caractérise les sociétés occidentales entre le Moyen Age et le dix-neuvième siècle, lorsque l'Etat absolutiste tend à établir son monopole sur l'emploi légitime de la force, les affrontements sociaux fondés sur les confrontations directes, sanglantes, cèdent, en effet, de plus en plus souvent la place à des luttes qui ont pour armes et pour objets les représentations. Par ailleurs, c'est du crédit accordé aux représentations qu'ils proposent d'eux-mêmes que dépend la reconnaissance de l'autorité d'un pouvoir ou de la puissance d'un groupe. Sur le *terrain des représentations* du pouvoir avec Louis Marin (10), sur celui de la construction des identités sociales ou culturelles avec Bronislaw Geremek (11) ou Carlo Ginzburg (12), s'est définie une histoire des modalités du faire-croire et des formes de la croyance, qui est une histoire des rapports de force symboliques, de l'acceptation ou du rejet par les dominés des principes inculqués et des identités imposées qui visent à assurer et perpétuer leur assujettissement.

Le dernier des défis lancés par l'histoire n'est pas le moins redoutable. Du constat, tout à fait fondé, selon lequel l'histoire, quelle qu'elle soit, est toujours un récit organisé à partir des mêmes *figures et des mêmes formules* que les narrations imaginaires, certains ont conclu à l'annulation de toute distinction entre fiction et histoire puisque celle-ci est et n'est qu'une *fiction-making operation*, selon l'expression de Hayden White. L'histoire n'apporte pas plus (ou pas moins) une connaissance *vraie du réel* que ne le fait un roman et il est tout à fait illusoire de vouloir différencier les œuvres des historiens en fonction de critères épistémologiques *indiquant* leur plus ou moins grande pertinence à rendre compte de la réalité passée qui est leur objet. Seuls des principes de différenciation internes aux discours, repérables dans *leurs propriétés formelles*, permettent de les discriminer et hiérarchiser.

Contre une telle position, il faut rappeler que la visée de connaissance est constitutive de l'intentionnalité historique. Elle fonde les opérations spécifiques de la discipline : construction et traitement des données, production d'hypothèses, critique et vérification des résultats, validation de l'adéquation entre le discours de savoir et son objet. Même s'il écrit dans une forme « littéraire », l'historien ne fait pas de littérature et, ce, du fait de sa double dépendance : dépendance par rapport à l'archive, donc par rapport au passé dont elle est la trace : dépendance par rapport aux critères de scientificité et aux opérations techniques qui sont ceux de son « métier ». Reconnaître leurs variations (l'histoire de Braudel n'est pas celle de Michelet) n'implique pas pour autant de *conclure que ces contraintes* et critères n'existent pas et que les seules exigences qui brident l'écriture d'histoire sont celles qui gouvernent l'écriture de fiction.

C'est en faisant retour sur ses dévoiements que la discipline démontre qu'elle peut s'inscrire dans l'ordre du savoir contrôlable

Engagés à définir le régime de scientificité propre de leur discipline, qui seule peut maintenir leur prétention (et leur pouvoir) à énoncer ce qui a été, les historiens ont choisi divers chemins. Certains se sont attachés à l'étude de ce qui a rendu et rend encore possibles la production et l'acceptation des faux en histoire, des faussaires du temps de l'Humanisme (13) aux « assassins de la mémoire » d'aujourd'hui (14). Certes, comme l'a montré Anthony Grafton, les relations sont complexes et réciproques entre falsifications et philologie, entre ingéniosité des faussaires et progrès de la critique documentaire. Toutefois, le travail des historiens sur le faux, qui rejoint ici celui des historiens des sciences, occupés par la mâchoire de Moulin-Quignon ou le crâne de Piltdown, est une manière de réaffirmer la capacité de l'histoire à établir, contre tous les falsificateurs, les droits de la vérité. Paradoxalement peut-être, c'est en faisant retour sur ses dévoiements que la discipline démontre que, par l'exercice des techniques qui lui sont propres, elle peut s'inscrire dans l'ordre du savoir contrôlable et vérifiable.

Pourtant, il n'est pas, ou plus possible, de penser ce savoir dans les catégories qui sont celles du « paradigme galiléen », mathématique et déductif. Le chemin est étroit mais obligé qui refuse, et de réduire l'histoire à une activité littéraire, libre, curieuse, aléatoire, et de définir sa scientificité à partir du seul modèle de la connaissance du monde physique. Dans un texte auquel il faut toujours revenir, Michel de Certeau avait formulé cette tension fondamentale de l'histoire. Elle est une pratique « scientifique » productrice de connaissances, mais une pratique dépendante des variations de ses procédures techniques, des contraintes que lui imposent le lieu social et l'institution de savoir où elle est exercée, ou encore des règles obligées de son écriture. Ce qui peut également s'énoncer ainsi : l'histoire est un discours qui met en œuvre des constructions, des compositions, des figures qui sont celles de l'écriture narrative, donc de la fiction, et qui, en même temps, produit un corps d'énoncés prétendant à un statut de vérité, donc « scientifique », si on entend par là *« la possibilité d'établir un ensemble de règles permettant de « contrôler » des opérations proportionnées à la production d'objets déterminés »*.

Ce que Michel de Certeau nous invite ici à penser est le propre de la compréhension historique. A quelles conditions peut-on tenir pour cohérents, plausibles, explicatifs, les rapports institués entre les indices, les séries, les énoncés que construit l'opération historiographique, et la réalité référentielle qu'ils entendent « représenter » adéquatement ? L'historien a pour tâche de donner une connaissance appropriée, contrôlée, de cette « population de morts » – personnages, mentalités, prix – qui est son objet. Abandonner cette prétention, peut-être démesurée mais fondatrice, serait laisser le champ libre à toutes les falsifications, à tous les faussaires.

Roger Chartier

(1) Carlo Ginzburg, « Spie. Radici di un paradigma indiziario » dans *Miti, emblemi, spie. Morfologia e storia*, Turin, Einaudi, 1986, pp. 158-209 (traduction française : « Traces : Racines d'un paradigme indiciaire », dans *Mythes, emblèmes, traces, morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989, pp. 139-180.

(2) Giovanni Levi, *L'eredità immateriale. Carriera di un esorcista nel Piemonte del Seicento*, Turin, Einaudi, 1985 (traduction française : *le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1989) ; Jaime Contreras, *Sotos contra Riquelmes, Regidores, inquisidores y criptojudios*, Madrid, Anaya-Mario Muchnik, 1992.

(3) Michel de Certeau, *l'Ecriture de l'histoire*, Gallimard, 1975.

(4) Paul Ricœur, *Temps et récit*, Seuil, 1983-1985, 3 tomes.

(5) Jacques Rancière, *les Mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Seuil, 1992.

(6) Hayden White, *Metahistory. The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1973, et *The Content of the Form. Narrative Discourse and Historical Representation*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1987.

(7) Philippe Carrard, *Poetics of the New History. French Historical Discourse from Braudel to Chartier*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1992.

(8) Voir la série d'articles publiés depuis 1989 dans l'*American Historical Review* et, pour une application du *linguistic turn* à la question des origines intellectuelles de la Révolution française, le livre de Keith Michael Baker, *Inventing the French Revolution. Essays on French Political Culture in the Eighteenth Century*, Cambridge University Press, 1990 (traduction française partielle : *Au tribunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIIIe siècle*, Paris, Payot, 1993).

(9) Les derniers livres de Norbert Elias publiés en français sont *la Société de cour*, Flammarion, 1985 (avec l'« Avant-Propos. Sociologie et histoire », absent de la traduction de 1974), *la Société des individus*, Fayard, 1991 et *Norbert Elias par lui-même*, Fayard, 1991.

(10) Louis Marin, *le Portrait du roi*, Minuit, 1981 et *Des pouvoirs de l'image. Gloses*, Seuil, 1993.

(11) Bronislaw Geremek, *Inutiles au monde. Truands et misérables dans l'Europe moderne (1350-1600)*, Gallimard/Julliard, 1980 et *la Potence ou la pitié. l'Europe et les pauvres du Moyen Age à nos jours*, Gallimard, 1987.

(12) Carlo Ginzburg, *I Benandanti Stregoneria e culti agrari tra Cinquecento et Seicento*, Turin, Einaudi, 1966 (traduction française : *Les Batailles nocturnes. Sorcellerie et rituels agraires en Frioul XVIe-XVIIe siècles*, Verdier 1980, rééd. Flammarion, 1984).

(13) Anthony Grafton, *Forgers and Critics. Creativity and Duplicity in Western Scholarship*, Princeton University Press, 1990, et Julio Caro Baroja, *Las Falsificaciones de la historia (en relacion con la de España)*, Barcelone, Seix Barral, 1992.

(14) Pierre Vidal-Naquet, *les Assassins de la mémoire. Un Eichmann de papier et autres études sur le révisionnisme*, La Découverte, 1987.

(15) Michel de Certeau, « L'opération historiographique » dans *l'Ecriture de l'histoire*, op. cit., pp. 63-120.

POUR COMPRENDRE  L'HISTOIRE

LA DÉCOUVERTE
Une conception militante

L'Histoire, aux éditions de La Découverte, se veut résolument *ouverte sur l'époque* contemporaine. Le principe en est fermement établi par François Gèze, PDG de cette maison qui fait suite à celle fondée, en 1959, par François Maspéro. *« L'Histoire m'intéresse*, explique-t-il, *en ce qu'elle permet de comprendre le présent et d'agir sur l'avenir. »* Une conception militante qui exclut les fresques figées, au *bénéfice d'une réflexion* dynamique. Cette discipline n'est pas un luxe ou une esthétique, mais un outil d'analyse, *dans une* maison où elle représente 40 % de la production éditoriale.

Son importance quantitative *coïncide avec une certaine* diversité des champs étudiés. La collection « Histoire classique », *créée en 1965 et dirigée par* Pierre Vidal-Naquet, fournit trois à quatre titres par an, dont une *partie de traductions. Vient* ensuite la collection « Histoire contemporaine », qui a accueilli, entre autres, plusieurs ouvrages de Michel Vovelle.

Au-delà du découpage chronologique, les responsables *de La Découverte entendent* explorer des chemins transversaux. Ainsi de l'histoire *des idées, qui veut donner un* aperçu du contexte intellectuel dans lequel ont pris place les événements. *L'Histoire du structuralisme*, de François Dosse, parue en deux tomes, en 1991 et 1992, s'inscrit dans *cette perspective*. Une autre série, baptisée « Histoire des sciences », a pour ambition de *compenser un certain nombre de* lacunes. *« En France*, constate François Gèze, *cette histoire a souvent été tournée vers la philosophie et n'a pas connu de grand renouvellement. Elle est restée peu visible, confinée dans un monde de spécialistes. »* En retraçant l'histoire de l'informatique ou de la géologie, en analysant *la Vie de laboratoire*, comme l'a fait le sociologue Bruno Latour, en 1988, les auteurs de La Découverte donnent une nouvelle profondeur à l'Histoire.

R. R.

LE CREUSET DE L'ÉCOLE

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EST AU CŒUR DE L'AMBITION RÉPUBLICAINE. MAIS, A L'HEURE DU VILLAGE PLANÉTAIRE, C'EST UN MÉTIER EN PLEIN BOULEVERSEMENT

L'histoire en ce pays s'apprend toujours et prioritairement à l'école. Cette vérité première est au cœur de l'ambition républicaine depuis un bon siècle. Plantée à l'écart des traditions familiales et des particularismes locaux, fussent-ils *mémorables*, la classe est ce lieu, neutre et fervent à la fois, où nos chères têtes blondes ou brunes ont à connaître du *passé* sous l'autorité d'un maître détenteur d'un savoir institué.

Tout est donc lié dans la classe d'histoire, l'*objet d'étude et son* approche, la révélation d'un sens progressiste du cours de l'histoire et l'expérimentation des méthodes de son observation au ras du sol, l'exercice pratique et sa philosophie nationale, l'éveil d'une *jeune sensibilité au temps* passé et le respect d'une discipline normative, l'apprentissage de la citoyenneté et celui de l'esprit critique. *L'histoire* ainsi apprise, disait Georges Lefebvre, est *« une discipline indispensable à l'éducation de l'esprit, à l'éveil du sens social, à la conservation au sein de la communauté nationale d'une conscience éclairée de son éminente dignité »*. L'histoire doit s'enseigner parce qu'elle est notre bien commun et qu'elle donnera aux nouveaux venus la seule vraie culture, celle de l'appartenance. Voilà pour la vulgate.

Celle-ci fut tant diffusée et si bien intériorisée qu'aujourd'hui encore la France est, probablement, le seul pays au monde qui consacre autant d'efforts à l'enseignement de l'histoire. Environ 2 000 personnes, titulaires de chaires, maîtres de conférences, menu peuple des ex-assistants ou chargés de cours, ramant tous pour endiguer le flot des étudiants, font de l'histoire dans les universités et les *établissements supérieurs du privé*. Au *lycée* et au collège, près de 50 000 professeurs, qu'on renforce et renouvelle *désormais* au *rythme* de plus de 2 000 par an, par voie de concours et de promotion *interne, dispensent, dans l'enseignement* public et privé sous contrat, de l'histoire, de la géo*graphie et, le plus souvent*, de l'éducation civique, avec des moyens pédagogiques encore iné*gaux et des horaires plus qu'*honorables.

L'histoire-géographie a même été installée, récemment, au rang de discipline « à modules » en classe de seconde des lycées et demain en première, aux côtés du français, des sacro-saintes mathématiques et de la première langue vivante. Elle est gratifiée de coefficients flatteurs dans le nouveau baccalauréat qui se met en place. A l'école élémentaire, les nouveaux *« professeurs d'école »* sont conviés, depuis 1985, à sortir des erratiques « activités d'éveil » *pour* aider les enfants à acquérir, *« en petit nombre, des connaissances précises sur l'histoire et la géographie de la France »*, au besoin à coups de frises, de cartes, de récits héroïques et de *manuels* plus clairs.

Bref : le cri d'alarme poussé par Alain Decaux et quelques autres, en 1979, sur le mode « On n'enseigne plus l'histoire à vos

L'histoire doit-elle intégrer ou éveiller, unir autour d'un passé ou dynamiser pour l'avenir ?

enfants », a été entendu. Le rapport de René Girault en 1983, les travaux de deux commissions présidées par Jacques Le Goff et Philippe Joutard dans la foulée, la refonte des programmes à la fin des années 1980 – ils courent désormais « jusqu'à nos jours » en troisième et en terminale – et la loi d'orientation de 1989 ont permis de redresser la barre. On donne de nouveau priorité aux *savoirs fondateurs* sur la didactique aléatoire. Partout, à ce jour, on apprend de l'histoire, on thématise et on *renvoie* à des chronologies, on lit des documents et on récite un peu mieux, on tente de raisonner sur cette discipline si sensible.

Est-ce à dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ? Et que l'école se satisfait de sa vulgate en ignorant les assauts du monde extérieur ? Certes non. De nouvelles générations d'enseignants, héritiers d'une culture historique assez mitée qui leur a été dispensée à l'université, apportent leur *sensibilité* propre et leur exigence de formation continue, dont la gestion n'est pas simple puisqu'il *faut bien les entretenir aussi dans la pratique* d'un métier en plein bouleversement. Les programmes sont en cours de relecture, pour *mieux aviver et enraciner* la sensibilité au présent qu'ils doivent entretenir. Mais leur lourdeur, fille d'un souci d'ex*haustivité et* d'un encyclopédisme très français, fait que le maître les achève trop peu souvent.

Surtout, un grand *débat* est amorcé, qui concerne la place à réserver désormais à l'histoire *nationale*, dans le tohu-bohu mondial depuis 1989, dans l'assaut médiatique qui unifie le village planétaire, dans le concert *cacophonique* des *enjeux* de mémoire et les effets d'une crise économique, sociale et morale ruinant les valeurs fondatrices. Ceux-ci traversent si violemment la France qu'il faut bien évidemment débattre à nouveau de la *place réservée* à l'histoire nationale dans l'éducation des jeunes. Doit-on, après Maastricht, noyer son *caractère exceptionnel dans* une histoire européenne ? Voire dans une histoire mondiale à hauteur de l'actuelle accélération des échanges ? Ou, au contraire, mettre en valeur le dépôt sacré des valeurs héritées et des gestes *fondateurs* ? *L'histoire*, au bout du compte, doit-elle intégrer ou éveiller, unir autour d'un passé ou dynamiser pour un *avenir* ? Le débat n'est pas encore sur la place publique. Mais il s'amorce chez les enseignants qui voient *chaque jour* leurs élèves hésiter, qui savent bien que tout enseignement doit être porteur de sens et qui sentent *quotidiennement* que leur travail en classe est à la fois étroitement identitaire et foncièrement libérateur.

La massivité de l'enseignement de l'histoire et des questions qu'il pose à la nation a tout naturellement d'imposants « débouchés » en terme éditorial. Si le marché du livre d'histoire pour le public éclairé est étale *(voir l'article de Pierre Lepape sur « La fin des quinze glorieuses »)*, voire en rétrécissement, celui du livre scolaire ou parascolaire se maintient assez bien dans la crise. Les manuels du primaire et du secondaire ont encore des tirages impressionnants, et leur *qualité* s'améliore. Surtout, à la frontière du grand public et du monde étudiant du premier cycle des universités, le livre documentaire et bien informé fait florès. Qu'on ouvre, à titre d'exemple, un livre de l'*excellente collection* « Carré histoire » chez Hachette, tel titre en « Points histoire » au Seuil, tel *colloque récent* mis à disposition chez Complexe, et l'on s'apercevra que l'histoire enseignée résume et fortifie tous les débats qui *traversent* la *discipline* historique et qu'elle aide à mieux poser les enjeux de société sous-*jacents, ceux qui vont* à l'essentiel : ceux qui portent sur les valeurs communes et sur les disparités de l'avenir.

J.-P. R.

LAFFONT
Des « Bouquins » de fond

Comment peut-on comprendre *l'histoire de France sans avoir lu* Michelet ? Comment percer à jour l'Antiquité sans connaître *l'Histoire romaine*, de Théodore Mommsen ? La collection « Bouquins » des éditions Robert Laffont est guidée, en matière *historique, par un principe* cher au cœur de M. Guy Schoeller, son directeur. Il faut remettre à la disposition des lecteurs les ouvrages de base de notre culture historique, parfois oubliés ou méconnus. Les quelque *quarante ouvrages d'histoire que* compte la collection (sur un total d'environ deux cents titres) *témoignent de cette ferveur* humaniste.

On y trouve *Louis XIV*, d'Ernest Lavisse, *l'Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*, d'Edward Gibbon, publiée en 1983 alors qu'elle était introuvable depuis cent ans, *l'Empire des tsars et les Russes*, d'Anatole Leroy-Beaulieu. Les choix sont effectués par *M. Schoeller, en fonction de ses* goûts et d'une connaissance très sûre de l'évolution de la pensée historique. *Mais le désir de faire remonter à la surface des* ouvrages fondamentaux n'exclut pas d'autres curiosités. Ont été ainsi publiés d'autres types de livres, telles des biographies de Richelieu ou d'Olivares.

R. R.





A L'ÉTRANGER

L'histoire a aussi son histoire, qui dépend notamment du cadre national dans lequel elle s'insère. Les historiens ne se posent pas les mêmes questions à Rome et à Jérusalem, à Berlin et à New-York. C'est souvent l'actualité qui détermine les objets de la science.

ALLEMAGNE

ENTRE HISTORIENS DE L'EST ET HISTORIENS DE L'OUEST, LE MUR EST ENCORE LÀ. DANS LES TÊTES...



ARNO FISCHER/COLLECTION CCR NORD-PAS-DE-CALAIS

Au bon vieux dix-neuvième siècle, l'histoireavait, en Allemagne, un sens et un but : créer enfin un Etat national unifié. Dans le mouvement national et politique d'alors, l'historien avait sa place : assigner à la Prusse la mission d'accomplir l'unité allemande, ou combattre l'Allemagne de Bismarck au nom d'options qui accordaient plus de poids aux traditions libérales de l'Allemagne du Sud ou qui incluaient l'Autriche dans la vision d'une grande Allemagne. La victoire politique de la Prusse a entraîné au sein de la corporation des historiens, moins d'une génération plus tard et pour plus d'un demi-siècle, la victoire de l'histoire politique centrée sur l'Etat au détriment des tenants d'une *Kulturgeschichte* (histoire de la civilisation) ouverte aux sciences sociales

L'unification allemande de 1989-1990 n'est pas née d'un mouvement national, mais a été rendue possible par des causes extérieures : la crise et la dissolution de l'empire soviétique. Face à ces événements et leurs suites dramatiques, non seulement imprévus mais inimaginables, les historiens (comme tous les autres observateurs) ont été ébranlés dans leurs convictions. Dans un long réquisitoire, paru en septembre 1990 dans un grand quotidien conservateur allemand, l'historien américain Harold James a reproché aux maîtres penseurs de l'historiographie allemande d'avoir adopté le primat de la politique intérieure, d'avoir porté leur attention uniquement sur la société en oubliant la nation, et d'avoir considéré les relations entre les Etats comme immuables. Il est vrai que, par réaction contre l'historiographie traditionnelle, la nouvelle histoire sociale d'outre-Rhin, née à la fin des années 60, a porté tous ses efforts sur l'analyse des facteurs économiques, sociaux, voire psychosociaux, rendant compte de la voie spécifique et dramatique que la société allemande a empruntée pour sa modernisation sociale et politique. Mais cette école, qui se réclamait de Max Weber, n'a jamais été dominante.

Au moment où le système européen de l'après-guerre s'écroulait, les historiens ouest-allemands sortaient d'un débat, scientifiquement stérile mais politiquement significatif, sur l'importance et le rôle du national-socialisme dans l'histoire allemande et dans l'histoire globale du vingtième siècle. On pouvait penser que la « révolution » allemande créerait enfin les conditions pour que l' « Allemagne antifasciste », pour citer le qualificatif que la RDA s'était donné elle-même, regarde enfin en face le passé commun des deux Allemagnes, que la République fédérale, de son côté, découvre et intègre l'histoire de la RDA dans sa propre conscience historique. Force est de constater que, deux ans plus tard, le mur est passé de la réalité aux rapports et que nous sommes très loin de toute réflexion commune aux deux communautés scientifiques qui travaillent sur l'histoire allemande. Les événements se sont *précipités et les urgences étaient* ailleurs.

Que devient un groupe professionnel qui, comme celui des historiens est-allemands, avait une fonction de légitimation centrale dans l'idéologie du système politique, alors que celui-ci s'est écroulé totalement et a été repris par l'ancien « ennemi de classe », comme une entreprise en faillite par le concurrent victorieux, chose qu'on appelle par euphémisme unification ? Comment réorganiser et reconstruire, dans l'ex-Allemagne de l'Est, la recherche scientifique et l'enseignement supérieur de manière à unifier le pays et à donner aux étudiants des nouveaux Lander les mêmes chances qu'à ceux de l'Ouest ?

La RDA avait imité le modèle soviétique, concentrant la recherche dans un vaste secteur extra-universitaire (l'Académie des sciences avait près de trente mille collaborateurs, plus que le CNRS en France) et dégradant la *demi-douzaine d'universités* de type classique en établissements d'enseignement sans vraie vocation de recherche. Au problème structurel et quantitatif s'ajoutait en histoire (mais également dans d'autres champs des sciences humaines et sociales) un problème qualitatif d'une tout autre nature que celui des compromissions et des nominations à caractère politique qui avaient pu se produire en physique autant qu'en philosophie. En meilleur élève de la classe communiste, la RDA avait appliqué, dans les sciences humaines et sociales, le dogmatisme marxiste d'importation soviétique avec beaucoup plus de rigueur que les condisciples hongrois et polonais ou même les maîtres à Moscou. Le bilan global de l'historiographie de la RDA paraît accablant, non seulement aux yeux des évaluateurs ouest-allemands, mais également selon l'avis d'observateurs d'autres pays.

Pourtant, comme pour tous les pays ex-communistes, un tel bilan doit être nuancé. Pour près de 60 % des chercheurs de l'ancienne Académie des sciences, les commissions d'évaluation mises en place, selon les termes du traité d'unification, par le *Wissenschaftsrat* – le conseil scientifique de la RFA – ont recommandé qu'ils soient réemployés. Dans beaucoup de disciplines, il y avait d'excellentes recherches, en particulier dans les domaines les moins exposés à la pression idéologique du parti. Mais même dans des secteurs centraux de la vision marxiste de l'histoire – telle l'histoire agraire ou l'histoire du mouvement ouvrier,– des historiens de la RDA avaient acquis une grande réputation internationale.

Toutefois, contrairement à la situation dans d'autres pays du bloc communiste, les historiens (et les universitaires en général) ne jouèrent pratiquement aucun rôle dans des mouvements d'opposition politique (d'ailleurs peu importants en RDA, laquelle pouvait se débarrasser des opposants *en les envoyant dans l'autre* Allemagne) et ils n'eurent, après la chute du mur, ni une position morale sur la place publique ni *une autorité scientifique suffisante* pour prendre eux-mêmes la tête de la reconstruction et de la redéfinition de la recherche historique dans les nouveaux Lander. Traumatisés par l'écroulement de leur monde et l'irruption d'un système inconnu dans lequel ils se savaient perdus d'avance, craignant pour leurs emplois, la plupart se réfugièrent dans un passéisme résigné et, du point de vue professionnel, dans un positivisme qui évitait tous les dangers d'une prise de position théorique pouvant être interprétée comme une position idéologique.

> *Dans l'ex-RDA, l'éviction de la plupart des enseignants d'histoire a provoqué un fort sentiment de colonisation*

Citons deux chiffres pour donner une idée du contexte global dans lequel se déroulent ces restructurations : en 1989-1990, le secteur recherche et développement comptait, en RDA, environ quatre-vingt-cinq mille personnes ; on estime qu'il en reste aujourd'hui à peine un quart. Si après l'évaluation et la dissolution de l'Académie des sciences, le sort de ces instituts et personnels est en train d'être réglé au niveau fédéral dans des négociations avec les Lander, l'avenir des universités de l'Allemagne de l'Est, également évaluées par le *Wissenschaftsrat* de la RFA, est de la compétence seule de chaque Land, et les situations diffèrent d'une université à l'autre. Mais, partout, les départements d'histoire ont été remodelés, sous l'égide d'historiens de la RFA, selon le modèle ouest-allemand. Dans les universités où *tous les postes d'historiens avaient* été mis au concours, très peu d'historiens est-allemands ont pu conserver le leur. Leipzig, avec près de 50 %, fait figure d'exception. Halle et Iena, par exemple, sont en train d'être complètement restructurées et auront une très forte majorité d'enseignants venant de l'Ouest. Sur la vingtaine de chaires nouvellement pourvues à l'université Humboldt de Berlin-Est, une sur cinq a été accordée à d'anciens enseignants de cette université ; pour quelques autres, souvent proches de la retraite, des solutions transitoires ont été trouvées. Notons tout de même que le nombre de jeunes historiens est-allemands y est actuellement, mais sur des postes d'assistants non titulaires, de l'ordre de 50 %.

L'éviction de la plus grande partie du personnel enseignant dans les sections d'histoire des *universités est-allemandes a provoqué* un fort sentiment de colonisation. A cela s'ajoute le ressentiment de ceux auxquels l'ancien régime avait refusé toute chance de promotion ou même toute possibilité d'accéder à un poste de chercheur ou d'enseignant et qui ont aujourd'hui souvent moins de chance d'avoir des postes que ceux qui les occupaient en ont de les garder. Pourtant, l'évaluation a été en général bien acceptée et est même jugée par certains, à l'Ouest comme à l'Est, comme trop généreuse, empêchant le renouveau radical qui serait nécessaire.

Quelles seront les répercussions de l'unification allemande et des bouleversements à l'Est sur l'historiographie allemande ? Elle sera plus riche, reposant sur une variété régionale plus grande et des traditions de recherche différentes. Les archives qui s'ouvrent à l'Est et l'accès aux témoins ouvrent de nouveaux champs aux historiens. En revanche, il manquera l'effet stimulant qu'avait sur l'historiographie en RFA l'existence d'une école historique concurrente, notamment dans des domaines qui étaient considérés par la RDA comme son héritage propre : l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire de la réforme, des guerres paysannes, etc. L'intégration de l'historiographie est-allemande n'apportera pas à celle de l'Ouest l'effet stimulant qu'a eu, dans d'autres pays occidentaux, l'existence d'un marxisme critique. L'amorce d'une telle confrontation, la première entre historiens des deux Allemagnes, au congrès mondial des sciences historiques de Stuttgart en 1985, menée à l'occasion d'un grand débat sur l'importance respective de Weber et de Marx pour la méthodologie de l'histoire, n'a pas eu de suite.

Aujourd'hui, les grands débats semblent terminés. C'est l'époque non des combats mais des synthèses, synthèses sur le mouvement ouvrier sous la République de Weimar (H. A. Winkler), sur les ouvriers au dix-neuvième siècle (J. Kocka), sur l'histoire de la République de Weimar (H. Mommsen), sur l'histoire du droit en Europe (H. Hattenhauer) ou de grandes enquêtes comme celle menée à Bielefeld sur les bourgeoisies au dix-neuvième siècle (1). Deux discussions pourtant se dessinent à l'horizon. L'une opposera les nostalgiques, dans l'ex-Allemagne de l'Est notamment, d'une voie particulière de l'Allemagne, d'un modèle spécifique entre le capitalisme de l'Ouest et le « monde à l'Est », à ceux pour qui la fonction critique de l'histoire implique une option claire pour les valeurs de l'Europe occidentale. *L'autre portera sur la* validité du modèle occidental de modernisation comme repère général pour l'historien. D'ores et déjà, *il apparaît que l'histoire* sociale va s'ouvrir plus aux dimensions culturelles qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant et que *les comparaisons internationales* et les études sur le monde extérieur y prendront plus d'importance.

Ces évolutions se retrouvent et sont renforcées par de grands programmes de recherche incitatifs récemment créés. La Fondation Volkswagen (la plus grande agence privée de financement de recherche en Europe) a lancé un appel d'offres de recherche sur les dictatures européennes au vingtième siècle dans une perspective comparative, avec un volume financier d'environ 10 millions de francs par an. La Deutsche Forschungsgemeinschaft, de son côté, vient de mettre en place un *Schwerpunktprogramm* (action thématique prioritaire) sur les transformations de l'expansion européenne du seizième au vingtième siècle, un programme doté d'environ 4 millions de francs par an, qui accorde une grande importance à l'interaction cognitive entre les sociétés européennes et extra-européennes.

Hinnerk Bruhns

(1) Hans Hattenhauer, *Europaische Rechtsgeschichte*, Heidelberg, 1992 ; Jürgen Kocka, *Weder Stand noch Klasse. Unterschichten um 1800*, Bonn, 1990 ; Jürgen Kocka, *Arbeiterverhaltnisse und Arbeiterexistenzen. Grundlagen zur Klassenbildung im 19. Jahrhundert*. Bonn, 1990 ; Jürgen Kocka (ed.), *Bürgertum im 19. Jahrhundert. Deutschland im europaischen Vergleich*. 3 vol. Munich, 1988 ; Hans Mommsen, *Die verspielte Freiheit. Der Weg der Republik von Weimar in den Untergang 1918 bis 1933*. Francfort s. M. 1990 ; Heinrich August Winkler, *Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik*. Bonn, 1984-85. 3 vol.

La revue *Vingtième Siècle* a publié un numéro spécial « Histoires d'Allemagnes » (avril-juin 1992), dans lequel le lecteur trouvera un panorama plus complet de la production historique allemande contemporaine.

► **Hinnerk Bruhns est chargé de recherche au CNRS.**

POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE

FAYARD

La « colonne vertébrale »

Chez Fayard, l'histoire est considérée comme la « *colonne vertébrale* » *de la maison. Toutes* collections confondues, cette discipline représente un gros tiers de la production et une part *respectable du chiffre d'affaires,* notamment en matière de fonds. Il est vrai que les ouvrages historiques ont, pour beaucoup, *une durée de vie supérieure à* celle de nombreux autres livres. Surtout, Fayard a misé sur un genre fort prisé du public, auquel la maison *a contribué à donner* ses lettres de noblesse, la biographie historique, véritable moelle épinière de la maison. Un domaine *qui compte aujourd'hui une centaine* de titres.

C'est le *Louis XI* de l'Anglais Paul Murray Kendall qui fut à l'origine de cette éclosion. Paru en 1975, cet épais volume *unissait une architecture* historique solide et un style narratif accessible aux non-historiens. Vendu à *200 000* exemplaires, il constitue la pierre angulaire d'une collection où publieront des auteurs *a priori* aussi *différents que Marc Ferro, Jean* Favier ou Pierre Goubert. Pour Claude Durand, PDG de Fayard, cette série a accompagné une évolution dans la conception de l'histoire, constituant une sorte de « *point de rencontre entre l'histoire événementielle et l'école des Annales* ».

Les responsables de la maison *n'ont cependant pas voulu se* contenter de ce succès. « *Nous avons été amenés à nous diversifier*, constate M. Durand, *pour entrer en contact avec de jeunes historiens et aussi parce que nos lecteurs se perfectionnaient, demandaient que nous allions plus loin.* » Ainsi naquit la collection « Nouvelles Études historiques », *traitant de sujets* plus thématiques et plus pointus. Les éditions Fayard se sont, par ailleurs, lancées dans des dictionnaires historiques, dont deux sont à paraître à l'automne 1993 (sur le Moyen Age et sur la papauté).

L'histoire des lettres, des arts, *mais aussi celle des pays, s'est* développée. Enfin, la maison de la rue des Saints-Pères vient de mettre en chantier deux *nouvelles collections destinées* à des publics spécifiques. La première est une série spécialisée, intéressant *notamment* les enseignants et les étudiants et présentant les documents qui servent à écrire l'histoire. La seconde, proposée *aux voyageurs, retrace l'histoire* d'un certain nombre de grandes villes du monde.

R. R.

Ce numéro spécial a été conçu par l'équipe du « Monde des livres », sous la direction de *Josyane Savigneau et Pierre Lepape*

Secrétariat de rédaction : *Bertrand Audusse*

Assistante de rédaction : *Ghislaine Damaz*

Iconographie : *Sophie Malexis, Marie Lelièvre* et *Cécile Urbain*

Dessinateurs : *Jean-Pierre Cagnat* et *Serguei*

La couverture de ce numéro a été réalisée par *Tullio Pericoli*

Inséré dans le quotidien, ce numéro a aussi fait l'objet pour le Salon du livre, d'un tiré à part de 10 000 exemplaires

ÉTATS-UNIS

FEMMES, NOIRS, INDIENS, ETC., ONT SURGI SUR LA SCÈNE DE L'HISTOIRE. BOULEVERSANT TOUT LE RÉCIT NATIONAL...

Dans les années 50, l'histoire américaine renvoie l'image d'un consensus ; n'ayant pas subi l'Ancien Régime, les Etats-Unis *auraient échappé du* même coup aux soubresauts de la Révolution. L' « exception » américaine, on la trouve alors dans une *histoire politique que* le libéralisme consensuel a tenue à l'abri du radicalisme. Les tempêtes des années 60 n'épargnent pas cette *vision irénique de l'histoire : de* même que la sociologie de l'immigration est amenée à penser « au-delà du *melting pot* », de même *l'histoire* redécouvre les différences et les divisions, bref, le conflit. A la lumière des luttes du présent, le passé apparaît traversé par des *oppositions* de races, de classes, et de *gender* (cette appartenance sexuelle socialement construite).

La nouvelle trinité produit de nouveaux « objets » : soudain font *irruption des groupes sociaux* comme les Noirs ou les femmes, ou d'autres « minorités » jusqu'alors quasiment absentes de la *scène de l'histoire. Par exemple,* aujourd'hui, paraissent une encyclopédie des femmes noires, une étude sur les femmes, blanches et noires, dans le monde de la plantation, ou une *histoire* du lesbianisme aux Etats-Unis. Ces oubliés de l'histoire ne sont pourtant pas intégralement déterminés par l'ex*clusion qu'ils ont subie :* jusque dans la domination, les dominés contribuent à définir leur destin. Ainsi le monde de l'esclavage *révèle-t-il* une culture d'une richesse inouïe ; ainsi l'histoire de la sexualité montre-t-elle des femmes jouant du pouvoir qui *s'exerce à leur encontre*. C'est ce renversement paradoxal que décrit un mot : *empowerment*.

Les anciens objets n'ayant pas disparu avec l'avènement des nou*veaux, on pourrait redouter que* leur simple juxtaposition ne débouche sur une histoire en morceaux, dont chaque groupe dessinerait un fragment. *L'écueil n'est* pas toujours évité, mais les entreprises les plus ambitieuses, et les plus réussies, redéfinissent le pay*sage historique tout entier, qu'il* s'agisse d'une époque ou d'une question. Qu'on songe à la Reconstruction : des lendemains de la guerre de Sécession on n'a longtemps retenu que la corruption, le désordre moral et social, l'arrogance d'anciens esclaves s'appuyant sur des aventuriers du Nord (les *carpetbaggers*) et sur des traîtres du Sud (les *scalawags*). Une seconde « reconstruction », avec le mouvement des droits civiques des années 60, amène aujourd'hui les historiens à réviser leur image de la première : ne s'agissait-il pas plutôt d'une authentique tentative démocratique ? Autre exemple : considérons une question aussi classique que l'émergence de l'*Etat*-providence. Une étude récente la fait *remonter* bien au-delà du *New Deal*, à condition de ne pas omettre, à côté de l'histoire des ouvriers, l'histoire des femmes, travailleuses ou simplement mères.

L'histoire nouvelle apporte donc, avec elle, bien davantage *que des personnages nouveaux.* C'est tout le récit national qui s'en trouve bouleversé : la recherche s'attache moins désormais à tracer *l'unité d'une tradition politique* qu'à reconstituer une mosaïque *sociale* dans sa complexité *et* ses contradictions.

Ce passage de l'histoire politique à l'histoire sociale, loin de diminuer l'importance politique de la discipline, la renforce : *s'ils* ne datent pas d'hier, les enjeux politiques de l'historiographie n'ont jamais été si manifestes, et jamais leurs implications n'ont été aussi ouvertement revendiquées. Il s'agit, en effet, non seulement de la représentation des différents groupes, promus communautés, dans la nation, mais aussi de la représentation (pour jouer sur l'autre sens du terme) des différents groupes dans l'Université : dans les départements d'histoire, comme ailleurs, la représentation dont s'autorise le porte-parole peut fonder un droit à la parole, parfois à un poste.

> *Evidente à l'Université, la signification politique de l'histoire l'est aussi au dehors. Ainsi de la bataille des manuels scolaires...*

La signification politique de l'histoire est plus évidente encore hors les murs de l'université. Ainsi de la bataille des manuels scolaires, qui se livre localement, et surtout dans des Etats comme *celui* de New-York ou de Californie, où les minorités pèsent particulièrement lourd dans un système public largement déserté par la *classe moyenne blanche. Une histoire* des Etats-Unis qui, depuis les Pères fondateurs, déroulerait simplement la chronique présidentielle des *WASPS*, n'aurait, dans un district scolaire comme celui d'Oakland, en Californie, où les « minorités » représentent 91 % de la population scolaire, guère plus de sens que l'évocation de « nos ancêtres les Gaulois » naguère dans les colonies. C'est *pourquoi* y sont refusés des manuels jugés, au nom des élèves, pas assez « multiculturalistes », c'est-à-dire insuffisamment propres à affermir leur assurance (*self-esteem*) par la vertu de la représentation. Faut-il s'en étonner ? *La tentation d'une histoire* réduite à la célébration des groupes – Noirs, Indiens, Chicanos ou Chicanas – est d'autant plus forte chez ceux qui sont abandonnés à *eux-mêmes, à leur échec scolaire* et à leur défaite sociale.

On comprendra de même le succès étonnant de l'afrocentrisme, envers exact de l'eurocentrisme qu'il *prétend justement* renverser. Dans le sillage déjà ancien du Sénégalais Cheikh Anta Diop, on se plaît aujourd'hui, aux Etats-Unis, à retrouver, sous la Grèce, l'*Egypte, et sous l'Egypte*, l'*Afrique* noire. La civilisation serait nègre d'origine. Le succès de cette thèse, des librairies de Harlem aux clips vidéo du chanteur Michael Jackson (pourtant si peu *noir*), rencontre d'ailleurs la plus grande méfiance dans les meilleurs départements universitaires d'études « *afro-américaines* ». L'afrocentrisme ne représente-t-il pas, en effet, une dangereuse dérive de l'histoire des groupes, dès lors que, sortant du cadre national, l'histoire *ethnique qu'il propose confond* la culture et la race, en fondant la fierté d'être noir aujourd'hui aux Etats-Unis *sur un jadis et un ailleurs, dont rapproche seulement* une identité de peau ?

Le risque réel que représente cette dérive n'indique pourtant pas la vérité de l'histoire nouvelle aux Etats-Unis. Sans doute la politisation (à laquelle n'échappent pas même ceux *qui la dénoncent*) expose-t-elle à la *commémoration* – mais il n'est rien là de nouveau sous le soleil américain. D'un mot, on définirait plus volontiers cette nouvelle histoire américaine comme *problématique* ; problématique parce que, *critique*, elle décèle plus de problèmes dans la société américaine, autour des nœuds de race, de classe ou de *gender* ; problématique aussi parce que, se satisfaisant moins de l'accumulation des faits, *lois* ou *batailles*, elle *préfère poser* des questions, définir des problèmes ; problématique enfin, parce que complexe, plus partagée, moins assurée – à l'image précisément de la société américaine.

Eric Fassin

► **Eric Fassin est sociologue et enseigne à l'Institut d'études *françaises de l'université de* New-York**



PUF

Des livres d'idées

« *Ma politique éditoriale ? Quel grand mot !* », s'exclame Pierre Chaunu, théâtral. Le président de l'Académie des sciences morales et politiques a, dit-il, *une conception plus simple de* son rôle de directeur de collection aux Presses universitaires de France. « *J'ai toujours considéré comme un devoir de la charge d'aider ceux qui travaillaient avec moi à publier leurs travaux* », *explique-t-il en reconnaissant* qu'il se place du point de vue de l'offre plus que de la demande. C'est pourquoi, sur les vingt-six *titres de la collection « Histoires »* qu'il a créée en 1980, la moitié sont des premiers livres.

Mais, qu'il s'agisse de thèses universitaires, entièrement *remodelées pour les besoins de* l'édition, comme le vaste travail d'Annick Pardailhé *la Naissance de l'intime*, ou d'ouvrages d'historiens *chevronnés comme* celui de Jean Meyer sur *le Poids de l'Etat*, l'esprit est le même : « *Ce sont des livres centrés sur un moment du passé, et qui, dans la mesure du possible, aident à dénouer quelque chose du présent.* » Précisant ce *propos dans Histoire et imagination*, l'ouvrage qui inaugure sa collection, Pierre Chaunu écrit : « *Que chacun, à partir de la fraction du savoir qu'il détient, nous donne sa vision d'aujourd'hui, sa lecture du monde.* » Qu'il interroge les *documents*, qu'il pose au passé « *les questions qui le brûlent* », et surtout qu'il avance une démonstration : « *Les livres d'« Histoires » sont d'abord des livres d'idées !* »

Avec 30 000 exemplaires vendus, le livre de Reynald Secher, *le Génocide franco-français : la Vendée vengée*, constitue, de loin (à cause de son titre ?), le best-seller de la collection. *Habituellement*, les ventes oscillent plutôt entre 1 500 et 2 000 exemplaires par ouvrage, pour un tirage moyen de 3 000, *chiffres qui correspondent à peu* près aux ventes de « Nouvelle Clio » ou de « Peuples et civilisations », les autres grandes *collections* des PUF, en dehors du secteur « histoire » de « Que sais-je ? » et de « Premier cycle ». « *Bien sûr*, ironise Pierre Chaunu, *avec une* Démographie de la Grèce antique, *vous pénétrez peu dans les librairies de gare. Mais l'important n'est-il pas de garder des champs de recherche très ouverts ?* » Le prochain titre de la collection, par exemple, se *détachera* des données historiques pour approcher les frontières de la génétique. « *J'ai toujours aimé grappiller sur les marges*, conclut Pierre Chaunu. *Il est vrai que je ne suis pas un historien traditionnel.* »

FL. N.







ITALIE

ISRAËL

A LA VEILLE DU QUARANTE-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE L'HEURE A PEUT-ÊTRE SONNÉ DES RÉVISIONS DÉCHIRANTES

Les livres sont placés si haut sur les piliers qu'on ne peut les atteindre. Dans une lumière chaude et intime, six chaises de bois, dont la couleur et la forme évoquent les années 50, sont tournées côte à côte vers un mur. Sur le dossier, en hébreu, cette inscription : « Réservée aux familles des héros ». Plus loin, est accroché un portrait photographique en noir et blanc, dont le visage est surexposé. Sommes-nous dans une bibliothèque? Dans une synagogue? Non. Il s'agit d'une « installation » dans le plus pur style conceptuel, due à deux jeunes artistes, Erez Harodi et Nir Nader, qui exposent, depuis janvier 1993, à la galerie Bograshov, une des plus remuantes de Tel-Aviv.



FREDERIC BRENNER/IN « ISRAËL », COLLINS HARVILL PUB.

Cette œuvre fait scandale parce qu'elle « détourne » certains objets du culte civil, officiel et familial, que l'on rend aux victimes de guerre. Il faut savoir qu'en Israël famille et amis publient, à l'occasion de l'anniversaire du décès d'un soldat, une petite brochure, qui, de façon émouvante et désespérée, tente de retenir des bribes de l'existence du défunt. La vision froide, provocante, iconoclaste qu'ont jetée sur cette intimité désolée les deux artistes a donc touché une fibre extrêmement sensible de l'imaginaire social.

Mais, au-delà de l'aspect « contestataire » de cette avant-garde, la sensibilité émotionnelle au passé de deux créateurs nés dans les années 60 étonne. Le sionisme s'était fixé comme objectif la « construction » d'une société révolutionnaire, résolument tournée vers l'avenir, en rupture avec un passé dévalorisé par l'expérience de l'exil. Ce modernisme militant, cette acculturation délibérée – faits majeurs occultés par la renaissance de l'hébreu – constituent encore une clef de la mentalité israélienne. Elle explique en partie l'affrontement des laïcs et des religieux à l'intérieur des frontières et au-dehors : le malaise persistant entre juifs israéliens et juifs de la Diaspora.

Depuis quelques années pourtant, ce modernisme a pris des rides, voire un charme de vieux buffet... Tel qu'on le tourne en dérision à la galerie Bograshov, il fleure bon les décennies d'après-guerre. Appendice israélien du post-modernisme? Société en pleine mutation, à la veille du quarante-cinquième anniversaire de son indépendance? Les points de fuite de l'identité nationale se brouillent. L'heure des historiens a peut-être sonné.

C'est justement autour de la guerre d'indépendance de 1948 que se cristallisent les révisions déchirantes. La génération qui, en Israël, atteint l'âge de la retraite, et quelquefois du pouvoir, a vécu cette guerre. Le Premier ministre, Itzakh Rabin, a participé lui-même, comme jeune officier du Palmakh (unité d'élite de la Haganah, la future armée israélienne) à l'une des batailles les plus dures et les plus coûteuses en vies humaines du conflit. A vingt-six ans, Itzhak Rabin voit tous les soirs se creuser les tombes de compagnons qui périssent pour tenir ouverte la route de Jérusalem. Voilà des souvenirs propres à alimenter une certaine forme de pessimisme.

1948 : cette date est le fil rouge de l'identité israélienne contemporaine

Mais 1948 n'est pas seulement pour les historiens israéliens un outil d'analyse du caractère de leurs hommes politiques. Deux livres parus récemment illustrent à quel point cette date est le fil rouge de l'identité israélienne contemporaine, avant même d'être la pierre angulaire du conflit avec les Arabes et les Palestiniens.

1948 n'est-elle pas la première guerre menée par une armée juive depuis l'époque romaine? Cette constatation sert de point de départ à Anita Shapira, dans *le Glaive de la colombe* (1), *qui analyse la for*mation d'une doctrine de défense dans la population juive de la Palestine mandataire (le *Yichouv*) de 1881 à 1948. Tiraillés entre *l'hostilité de plus en plus violente* du nationalisme palestinien naissant, leur propre idéalisme et l'absence plus que millénaire de toute tradition militaire, les pionniers *s'aperçoivent vite que la normalisa*tion recherchée de l'existence juive rend nécessaire la conciliation des impératifs moraux avec le recours à la force. Le résultat : un consensus *israélien autour d'un discours politi*que et militaire de style essentiellement défensif. Les guerres furent acceptées dans la mesure où elles étaient « imposées » par l'ennemi.

Seule la guerre du Liban, en 1982, remarque Anita Shapira au début de son livre, fit exception (et peut-être également, ajoutent certains, l'opération du Sinaï de 1956). Des historiens n'hésitent pas à recourir au modèle de la guerre de 1914-1918 pour évaluer les conséquences de 1948 sur la société israélienne, comme Emmanuel Sivan dans un essai paru au plus fort de la guerre du Golfe, *la Génération de 1948 : mythe, portrait et mémoire* (2). Du seul point de vue des victimes, la comparaison se tient : la population juive compte dans la Palestine mandataire *630 000 âmes lorsque s'ouvrent les* hostilités. Il y a près de 5 800 tués côté israélien (dont 1 200 civils). Dans la tranche d'âge des 18-21 ans, c'est 8 % de la popula*tion masculine qui est fauchée. Si* la guerre de 1948 avait duré autant que celle de 1914-1918, on estime que le rapport pertes/population aurait été comparable à celui des pertes allemandes de la première guerre mondiale.

D'ailleurs, pense Emmanuel Sivan, la comparaison vaut pour l'après-guerre : il y eut bien en Israël, *comme il y eut en Europe*, une « génération du feu » suivie d'une « génération manquée », à quoi s'ajoute, montre-t-il, un phénomène de consfiscation de la *mémoire collective par les élites* politiques et intellectuelles, lesquelles imposèrent leur lecture du conflit. C'est ainsi que le rôle des sabras (jeunes nés en Palestine) *aurait été surévalué au détriment* des immigrés de fraîche date : comme dans toute société d'immigration, les derniers arrivés furent les plus mal servis à la table de la mémoire.

Le livre d'Emmanuel Sivan marque en tout cas un tournant. Il s'agit d'une des premières histoires culturelles de la guerre d'indépendance *(analyse des brochures com*mémoratives, des rituels de mémoire, etc.). L'histoire des mentalités est pourtant loin d'être inconnue dans les universités israéliennes. Mais, curieusement, son champ d'application restait jusque-là limité à l'histoire juive proprement dite ou à d'autres zones géographiques. Avec cette étude, c'est une sorte d'archéologie de la conscience israélienne qui est en train de naître, tandis que, dans le public, la dimension du passé, en se démythifiant, prend toute son ampleur. Et sa grandeur.

Nicolas Weill

(1) Editions Am'Oved, Tel-Aviv 1992, en hébreu.

(2) Editions Ma'arekhot, Tel-Aviv 1991, en hébreu.

COMPLEXE

La priorité éditoriale

« Pas d'art pour l'art », ni d'histoire pour l'histoire. Selon André Versaille, codirecteur des éditions Complexe, l'histoire – qui, à l'écouter, semble l'habiter tout entier – ne vaut pas pour elle-même mais pour les phénomènes contemporains dont elle permet l'éclairage et la mise en perspective : *« Etudier, avec le recul du temps, la fortune de l'événement. »*

C'est dans cet esprit qu'est née, il y a dix ans, « La mémoire du siècle », première des nombreuses collections qui animent le domaine historique de Complexe. Centrée sur le vingtième siècle, de la première révolution russe à l'invasion de l'Afghanistan, ses titres suffisent à en évoquer le projet : *1917 : l'Occident devant la révolution soviétique*, de Marc Ferro ; *1956 : Budapest, l'insurrection*, de François Fejtö ; *1956 : la déstalinisation commence*, d'Hélène Carrère d'Encausse...

Complexe affiche l'ambition d'étudier différents domaines à travers le prisme de toutes les formes de l'histoire : analyse, essai, témoignage, histoire immédiate ou de longue durée, histoire de l'événement ou des grands mouvements de fond, sans compter les atlas et les dictionnaires historiques qui apportent leur propre regard. Autant d'éclairages, et presque autant de collections : notamment « Questions au XXe siècle », dirigée par S. Bernstein et P. Milza, qui complète la précédente en étudiant un phénomène dans sa durée (*la Question d'Irlande*, de J. Guiffan, *Histoire de la Mafia au XXe siècle*, de A. M. Matard) ; ou encore la collection « Historiques », qui reprend des classiques de la littérature d'histoire, contemporains (S. Moscovici, R. Rémond) ou plus anciens (Taine, Tocqueville, J. de Maistre) ainsi que des documents présentés par des analystes, comme le *Testament politique* de Richelieu par D. Dessert.

Première collection d'histoire en poche, chronologiquement et en nombre de volumes (près de deux cent cinquante titres), le domaine historique des éditions Complexe constitue, en occupant les deux tiers de sa production, la priorité éditoriale de la maison. Une attention portée sur le XXe siècle *ainsi qu'une conception originale* du livre de poche – traité presque comme une collection courante, avec 70 % d'inédits et des tirages modestes – font la singularité de *Complexe. Outre que le poche* permet de contourner la brièveté de la vie du livre en librairie, quelques ventes consistantes (20 000 exemplaires pour *De Sarajevo à Sarajevo*, de J. Rupnik, 40 000 pour *l'Atlas stratégique*, de G. Chaliand et J.-P. Rageau) confortent André Versaille dans ses convictions : *« Je ne crois pas à la génération spontanée, ni, comme Fujiyama, à la « fin de l'histoire ». Je vois plutôt un retour de l'histoire ou, du moins, du besoin d'histoire pour éclairer la manière dont les choses se passent aujourd'hui et éviter les amalgames dangereux, ce qui est essentiel. »*

M. V. R.

ITALIE

ET SI LE MEZZOGIORNO ÉTAIT LE CŒUR D'UNE « AUTRE EUROPE » ? C'EST LA THÈSE STIMULANTE DE GIUSEPPE GALASSO

Au XVIe siècle déjà, lorsqu'ils évoquent le Mezzogiorno de l'Italie, les ingénieurs lombards du vice-roi de Naples ou les émissaires du grand-duc de Toscane en Calabre décrivent des réalités qu'ils jugent profondément différentes de celles qu'ils connaissent au nord, insistent sur la violence qui régit les rapports sociaux, le caractère despotique que revêt l'autorité, les luttes de clan et les vengeances entre familles, l'omniprésence de la « superstition » et de la culture magique... Formules et réactions qui anticipent sur une tradition pluriséculaire de préjugés antiméridionaux : le discours actuel de la Ligue lombarde, en dénonçant sommairement l'absence d'un développement industriel autonome dans le sud, l'ignorance des lois du marché, ou les dispositions d'esprit essentiellement « parasitaires » des Méridionaux, ne fait que reprendre et renouveler, à l'usage des classes moyennes urbaines, inquiètes et amères, du triangle industriel Milan-Turin-Gênes, des stéréotypes anciens.

C'est dire que le livre de Giuseppe Galasso, *l'Autre Europe*, paru en 1982 et dont le public français peut désormais prendre connaissance (avec le retard qui caractérise, hélas ! les relations intellectuelles entre la France et l'Italie) en traduction (1), s'insère *en temps voulu dans l'ensemble* des débats qui intéressent aujourd'hui la construction de l'Europe et la définition de son identité culturelle. A travers les aspects très variés qu'il aborde en de brefs chapitres stimulants (la formation historique du stéréotype du Napolitain ; la mise en place du peuplement et la structure de l'habitat ; la situation de la culture magique entre « mauvais œil » et sorts ; le rôle du palais aristocratique à Naples ; les saints et la sainteté méridionale ; la figure de l'en*trepreneur méridional* ; les *liens* familiaux à Tarente ; les traditions populaires et le folklore en Sicile, etc.), l'ouvrage de Giuseppe Galasso ne vient pas seulement dissiper des ignorances ou des préjugés : il suscite, par-delà les stéréotypes, des interrogations neuves ; il offre des clés de lecture, d'interprétation et de compréhension et ouvre en profondeur à l'intelligence des réalités, si riches et si mouvantes tout à la fois, de l'Italie méridionale.

La notion d' « autre Europe », relue à travers l'anthropologie culturelle dans le moyen ou le long terme, constitue ainsi un outil propre à soustraire la réflexion des lieux communs du « méridionalisme » : *ainsi de la thèse qui lie le* moindre développement de l'Italie méridionale aux succès de la Contre-Réforme et leur impute l'échec de l'acculturation du Mezzogiorno à la modernité. Ne serait-ce pas plutôt – comme le suggère, en forme de provocation, J. M. Sallmann à la suite de ses travaux sur la sainteté méridionale – la Réforme catholique qui constitue dans la seconde moitié du XVIe siècle la modernité ? N'est-ce pas l'évolution religieuse du royaume de Naples qui est la *norme* et le modèle le plus répandu ?

Et n'est-ce pas Naples – la plus grande ville de la Méditerranée après Istanbul – qui se situe au cœur d'une « autre Europe » qui irait des Balkans à Santiago du Chili : une « autre Europe » qui n'a misé ni sur l'Etat, comme la France monarchique, ni sur le commerce, comme l'industrieuse Angleterre, mais se définit par le double refus de l'islam et de l'« hérésie », repose à la fois sur le bras séculier de l'Espagne à son zénith et l'outillage mental et intellectuel de l'Italie, et ancre définitivement l'Amérique latine à l'Europe ? Si l'hypothèse peut paraître paradoxale, elle n'en mérite pas *moins attention en ce qu'elle* contribue à déplacer l'accent sur les dynamiques internes du développement social et culturel de l'Italie méridionale et la formation *autonome de son identité.*

En plaçant l'altérité au cœur de sa réflexion, Giuseppe Galasso ne propose aucune explication totalisante : sa démarche anthropologique et régressive met en place un faisceau complexe d'interprétations. La constitution de l' « autre Europe » du *Mezzogiorno* ne relève pas de la fatalité, mais obéit à des mécanismes pluriels, organisés selon des axes spatio-temporels distincts, produits d'évolutions divergentes, d'emprunts réciproques, de réactions décalées et de transformations graduelles. Son livre invite ainsi à mesurer en quoi l'Italie méridionale est autre... et tout autant, pourtant, constitutive de l'identité culturelle de l'Europe.

Philippe Boutry

(1) Collection de l'Ecole française de Rome, diffusion De Broccard, 498 p., 320 F.

POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE

EN DEBAT

Toutes les activités humaines peuvent être considérées du point de vue de l'histoire. L'art, par exemple, ou les sciences ou encore la littérature. Mais ces domaines possèdent aussi leurs modèles d'évolution propres. Les historiens doivent-ils avoir le dernier mot ?

ART

« L'ŒUVRE N'EST PAS SEULEMENT PRODUITE PAR L'HISTOIRE, ELLE INDUIT DE L'HISTOIRE SUR DES MODES INFINIMENT VARIÉS »

Historien de l'art, Hubert Damisch ? Historien, philosophe de l'esthétique, critique et écrivain, plutôt. A ses yeux, la discipline qu'il enseigne ne peut se réduire à une démarche historiciste conventionnelle.

« L'art est dans l'histoire, l'histoire de l'art est dans l'histoire, *dit Hubert Damisch.* Il serait absurde d'ignorer cette évidence, et de prétendre évacuer les données historiques. En chacun de ses moments, l'art est lié à un contexte que seule l'histoire est en mesure de restituer. On entend dire parfois qu'il n'a pas d'histoire, au moins pas d'histoire autonome, indépendante de l'histoire générale. Mais c'est peut-être que le mot même d'« histoire » n'a pas tout à fait le même sens selon qu'il s'applique à des faits politiques, militaires, économiques, ou à des œuvres d'art.

» L'œuvre d'art se situe et joue à la frontière de plusieurs champs. Ce qu'elle met en forme vient de divers horizons. L'œuvre n'est pas seulement produite par l'histoire, comme on le dit un peu vite. A travers les effets qu'elle porte, elle induit de l'histoire, sous des modes infiniment variés, infiniment nuancés. Et quant au contexte même où elle intervient, l'image que nous en formons est à bien des égards tributaire de l'art.

– Il n'empêche qu'il ne manque pas de théoriciens et de praticiens pour proposer une explication historique de l'art. Ainsi Michael Baxandall...

– Et Francastel avant lui... Et d'autres encore aujourd'hui. Ce courant existe en effet, et je suis bien loin d'en nier l'intérêt, la pertinence. A condition toutefois qu'on s'entende sur ce qu'on veut dire par « explication » et par « histoire » soit, si j'ai bien compris, le problème qui est celui de Baxandall. Et à condition, également, que l'histoire ne tienne pas lieu de pensée, ni ne prétende avoir le dernier mot, comme il en va trop souvent. J'en appellerai à un cas extrême, mais que je tiens pour exemplaire, celui de la préhistoire : en préhistoire, on ne dispose, et encore avec une marge d'erreur ou d'approximation considérable, que de repères chronologiques, déterminés par l'archéologie et les techniques physico-chimiques de datation. Des données historiques, au sens reçu du mot, il n'en existe aucune. Et cependant l'étude des peintures pariétales s'est développée, en faisant l'économie de l'histoire, et sous des formes qui me semblent particulièrement remarquables. Je n'en veux pour preuve que l'œuvre de Leroi-Gourhan et les études proprement structurales qu'il a su conduire sur l'art pariétal, sans payer, par force, aucun tribut à l'histoire. Je sais bien qu'il suffit de prononcer le mot « *structure* » pour se voir aussitôt taxé d'arriération mentale ou, pis encore, de formalisme. Le formalisme a mauvaise presse, la politique étant passée par là. Mais je n'y vois pas une raison suffisante pour s'en démarquer à tout prix.

– L'art préhistorique est cependant un cas marginal dont on ne peut prétendre tirer des conclusions générales ni un argument décisif contre l'explication historique.

– J'en conviens bien volontiers. Et je sais tous les mérites d'une histoire dite « sociale » de l'art qui traite de sa production autant que de sa réception, et des variations concomitantes du goût. Je crois cependant que, plus encore que les conditions de son apparition, compte le destin ultérieur de l'œuvre, et non pas sa seule réception, mais son action, les effets qu'elle a portés et continue de porter jusque dans la culture présente. Merleau-Ponty ne craignait pas d'écrire que non seulement l'œuvre d'art gardait un sens hors de son contexte d'origine, mais que, peut-être, elle n'avait de sens, en définitive, qu'en dehors de lui. C'est là une idée difficile à entendre, même pour un philosophe. Il faut, en tout cas, dénoncer la chimère, aujourd'hui en vogue parmi les historiens, selon laquelle il nous faudrait nous efforcer de voir les œuvres d'art avec les yeux des contemporains, de ceux qui en furent les premiers témoins, les premiers destinataires. Etudier une œuvre d'art, c'est d'abord être conduit à s'interroger sur ce qu'il en est de notre propre regard à nous, et se demander plutôt comment, à quels titres, sous quelles espèces cette œuvre continue de fonctionner, une fois séparée de son contexte d'origine, et ne cesse pas de nous intriguer, de nous captiver.



IN « GUERNICA » /CERCLE D'ART

Picasso, esquisse pour Guernica

» A quoi vise, en définitive, l'explication historiciste des œuvres d'art ? A nous en débarrasser en les renvoyant dans leur temps et leur lieu d'origine. Freud faisait remarquer qu'une interprétation réussie avait pour effet que les images obsédantes perdaient de leur intensité et disparaissaient peu à peu de l'esprit des patients. Serait-ce un bien si, à vouloir les « *interpréter* », l'histoire faisait elle-même disparaître ces images obsédantes que sont les œuvres d'art ? Si celles-ci ne résistaient plus ? Plus elles résistent, en vérité, plus elles sont actives, plus elles demeurent insaisissables. En matière d'art, une interprétation réussie devrait faire que l'œuvre n'en soit, si le mot a un sens, que mieux présente, que plus efficace.

– Cette puissance de résistance, cette force qui les soustrait à l'histoire, échappe elle-même à la connaissance historique. Elle relève d'une autre forme d'analyse, une pensée esthétique avec laquelle l'histoire de l'art doit compter.

– Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer l'histoire de l'art et l'histoire des sciences. Cette dernière comporte un enjeu de vérité – la vérité de la découverte scientifique, celle à laquelle prétend la science. Cet enjeu, l'histoire doit le prendre en compte, le mesurer, sans prétendre en décider. Sauf à tomber dans une histoire des sciences de type totalitaire et qui en appellerait à des critères idéologiques – la science « bourgeoise » ou « prolétarienne » – ou racistes – la science « aryenne ». Pour ce qui est de l'art, on en est encore là, ou peu s'en faut.

» On pourrait aussi évoquer l'histoire du droit et la critique de l'historicisme que suppose l'idée d'un droit « naturel ». L'histoire de l'art ne va pas elle-même sans des enjeux esthétiques, et – je ne crains pas de le dire – sans un enjeu de « beauté ». Est-ce à dire – je pose la question – que quelque chose existe comme une esthétique – à l'instar d'un droit – « naturelle » ?

– La beauté... Ceux qui parmi les historiens « purs » accusent volontiers les historiens de l'art de verser dans l'esthétique vous feraient assurément grief d'user d'un tel mot.

– Verser dans l'esthétique ? C'est un risque que j'assume, bien loin de le repousser. Et pour plusieurs raisons. D'une part, parce que l'histoire de l'art, qu'elle le veuille ou non, qu'elle en soit consciente ou non, est profondément informée par l'esthétique. C'est ainsi que l'histoire de l'art italien – et, à travers elle, l'histoire académique de l'art en général – a longtemps été programmée, et l'est aujourd'hui encore, à son insu, par la pensée de Benedetto Croce. Mais il y a à cela une autre raison encore, plus décisive peut-être. Le problème, tel que le posait Wittgenstein, est de savoir si de connaître parfaitement une œuvre permet d'en conclure, logiquement, à sa valeur de beauté. Ou, à l'inverse, si l'on peut atteindre à une connaissance parfaite des œuvres, sans que soit posée la question de la qualité esthétique.

» Et cela quel que soit le sens que l'on assigne au mot « beauté ». Pour moi, je ne l'entends évidemment pas à la manière de Winckelmann, au sens d'un idéal transcendantal, d'une beauté académique. Il suffit, pour ne pas tomber dans ce piège, d'en appeler là encore à Freud : l'idée que celui-ci s'est fait de la beauté suffit à nous en garantir, dès lors qu'elle demeure radicalement irrecevable. Mais on peut, aussi bien, relire Diderot et renouer, à travers lui, avec la pratique critique qui fut celle de l'histoire de l'art à ses débuts, et qui est nécessairement celle de l'art moderne et contemporain. Ce qui est une autre manière de dire que l'histoire n'est jamais mieux elle-même que quand, loin de se contenter de replacer les œuvres dans leur contexte d'origine, elle s'efforce, comme le voulait Walter Benjamin, de présenter, à travers le temps qui les a vus naître, le temps qui les connaît. »

Propos recueillis par
Philippe Dagen

SCIENCES

LA PHILOSOPHIE A LONGTEMPS DOMINÉ L'HISTOIRE DES SCIENCES. AU DÉTRIMENT DES HISTORIENS ?

Dominique Lecourt est professeur de philosophie à l'université Paris-VII ; Dominique Pestre dirige le Centre de recherches en histoire des sciences et des techniques (CNRS-Cité des sciences de La Villette). Ils s'interrogent sur le champ d'action de l'histoire des sciences.

« L'histoire des sciences est-elle l'affaire des historiens, des scientifiques, des épistémologues ou des philosophes ?

Dominique Lecourt. – Il est de fait que des chercheurs dont les formations sont très diverses s'attachent à l'histoire des sciences, et, *a priori*, on ne peut que s'en réjouir. La question de droit est de savoir quel est l'objet de tout cela. Quel est le domaine de l'histoire des sciences ? Tout dépend de la définition qu'on se donne de la science. La science est une réalité conceptuelle, mais aussi pratique, matérielle, institutionnelle. Si l'on est historien, rien de tout cela ne doit être laissé de côté. Si l'on est philosophe, on ne doit pas non plus ignorer tout cela, mais on s'intéresse davantage à ce qui dans la science a des effets sur la manière de penser en général. C'est un point de vue plus conceptuel.

Dominique Pestre. – Pour un historien, l'objectif reste toujours de connaître le passé, de comprendre pourquoi quelque chose se maintient ou change à un moment donné. En cela, il est enclin à ne pas anticiper sur l'événement et à rechercher les cohérences locales. Celles-ci doivent, certes, prendre en compte la dimension conceptuelle mais aussi les pratiques matérielles, les technologies sociales et littéraires, etc. Dans mon cas, mais rien n'est ici nécessaire, cela tend à me faire préférer les périodes courtes où je retrouve l'épaisseur dont j'ai besoin en tant qu'historien.

– L'histoire des sciences a-t-elle évolué dans ses démarches depuis une dizaine d'années ?

D. P. – De mon point de vue, oui, énormément. Peut-être un peu plus en Angleterre. Elle a évolué dans le sens d'une multiplicité enfin reconnue des questionnements légitimes. Il est désormais autorisé de poser des questions qui étaient autrefois écartées en raison d'une définition étroite de l'histoire des sciences, une définition essentiellement philosophique. Il me semble qu'il peut maintenant y avoir une rencontre des historiens « classiques » et des historiens des sciences, ce qui est très nouveau. Une rencontre sur des questions relatives aux pratiques techniques, aux critères sociaux de validation des savoirs, etc. Ces questions sont désormais traitées des deux côtés.

D. L. – Il y a une expansion extraordinaire, depuis quelques années, de l'intérêt des scientifiques, et de l'ensemble de la population, pour l'histoire des sciences. C'est un fait que je constate chez mes étudiants – des physiciens purs et durs ! – qui se passionnent pour l'histoire des sciences. Quant à la manière de concevoir et de pratiquer cette histoire des sciences, il est de fait que pendant longtemps en France il y a eu une sorte de préemption de la philosophie sur l'histoire des sciences. Maintenant, la situation est plus ouverte et cela nous donne la possibilité d'avoir d'autres contacts, notamment avec l'étranger.

– Vous vous félicitez de cette ouverture, mais vous maintenez la spécificité de votre approche philosophique de l'histoire des sciences

D. L. – Je me félicite de l'ouverture, mais je ne voudrais pas que l'on perde de vue l'idée que l'on fait l'histoire d'un progrès de connaissances. Donc, que l'on met en jeu des catégories philosophiques. Je crois que tout historien qui travaille dans ce domaine ne peut pas ne pas le reconnaître. L'histoire des sciences est ainsi un domaine où l'on voit que la philosophie n'est pas faite pour les philosophes. Les philosophes n'ont pas un droit sur la philosophie, comme si celle-ci était leur propriété. La philosophie n'est pas une discipline comme une autre, puisqu'elle voyage à travers ces catégories abstraites qui figurent dans d'autres corps de pensée et d'action.

D. P. – Je comprends ceci, mais il est évident que les déterminations sont multiples, notamment dans la science du XXe siècle. Pour en parler, il faut évoquer l'Etat, l'industrie, les guerres, l'interface avec les technologies, il faut envisager l'organisation concrète des laboratoires, les pratiques instrumentales devenues fondamentales. Rien de cela ne peut être ignoré dans les sciences contemporaines.

D. L. – Mais il ne faut pas non plus réduire la science à un certain jeu d'institutions et de rapports de forces et répéter l'erreur positiviste qui consistait à dire que la science s'était libérée de la philosophie. En réalité, on est très souvent en pleine philosophie. Autant le dire !

– Comment le développement des sciences et l'irrationalisme peuvent-ils coexister ?

D. P. – Je répondrai par un biais. Je crois qu'une défense militante de la science faisant valoir que la science dit toujours le vrai et que toute personne qui ne la prend pas pour argent comptant se trompe nécessairement génère elle-même son antidote. Il y a, en effet, dans cette défense-là une conception si étroite, une conception qui nie une si large part de l'humain, qu'elle suscite des réactions d'hostilité compréhensibles.

D. L. – C'est une réaction de survie ! Souvent, les scientifiques qui se soucient de l'image des sciences négligent le fait que, pour la population, la figure de la science est celle de rationalisations de l'existence qui se font avec un label scientifique. Cela n'a rien à voir avec la pensée scientifique que nous connaissons à travers l'histoire des sciences, une pensée qui n'est pas réductible au calcul, où il entre une part d'imagination. De ce point de vue, je me dirais volontiers bachelardien !

D. P. – Les sciences sociales signifient souvent, pour la société, une organisation plus stricte de la vie collective. Elles se traduisent en général par un enrégimentement accru des modes de vie. Si les sciences sont identifiées à cette traduction sociale, elles deviennent alors un ordre contraignant supplémentaire. »

Propos recueillis par
Jean-Paul Thomas

LITTÉRATURE

POURQUOI L'HISTOIRE LITTÉRAIRE N'A-T-ELLE JAMAIS RÉUSSI EN FRANCE A SE CONSTITUER EN DISCIPLINE SCIENTIFIQUE AUTONOME ?

Comment expliquer que l'histoire de la littérature n'ait pas réussi à se constituer en discipline scientifique propre, au même titre que l'histoire des sciences ou l'histoire de l'art ou encore l'histoire de la musique, mais que l'histoire littéraire soit restée une discipline académique, un secteur des études littéraires? Cela tient-il au fait littéraire lui-même ou à l'organisation des études littéraires en France? Deux chercheurs, Michael Werner, directeur de recherches au CNRS (Institut des textes et manuscrits modernes), directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Jean-Marie Schaeffer, chargé de recherches au CNRS (Centre de recherches sur les arts et le langage), spécialiste de philosophie esthétique et de poétique, ont accepté d'en débattre.

Michael Werner. Il est significatif de parler d'histoire de la littérature plutôt que d'histoire littéraire. L'histoire littéraire a toujours été liée à l'enseignement, et la crise de l'enseignement littéraire fait que l'histoire littéraire n'a pu être renouvelée par tous les acquis de la nouvelle histoire. Il faudrait redéfinir la place de l'histoire dans la culture, dessiner une nouvelle géographie des différents sous-champs culturels pour retrouver un nouvel objet qui serait donc une histoire de la littérature considérée comme pratique culturelle et non pas comme patrimoine à reproduire dans l'enseignement.

Jean-Marie Schaeffer. L'histoire littéraire a été la reconduction du canon littéraire, avec finalité pragmatique, enseigner les classiques, – ce qui est tout à fait défendable, – mais elle n'a jamais réussi à se constituer en discipline positive susceptible de se donner un objet propre. Cet objet ne peut qu'être la littérature comme pratique culturelle spécifique. Je vous rejoins sur ce point-là.

Ce qui manque aujourd'hui, du point de vue de l'histoire littéraire, mais peut-être que le structuralisme dans les années 60 a aussi raté cette problématique-là, c'est une discussion fondamentale sur ce qu'est la pratique littéraire. Et je trouve que la discussion sur les structures littéraires devrait se situer elle aussi dans cadre-là. Cela m'a paru évident lorsque j'ai étudié les genres littéraires : on ne peut les concevoir en dehors de l'étude des pratiques littéraires. Mais, en même temps, on voit bien que ces pratiques ne sont pas réductibles à une simple chronologie des œuvres : il y a des régularités, des transformations, des interactions. Il y a donc place pour une étude structurale au sens non idéologique du terme.

M. W. Il y a aussi une spécificité du fait littéraire dans la culture française. Dans d'autres pays, le problème ne se pose pas exactement dans les mêmes termes. En France, la culture littéraire a joué un rôle tellement dominant par rapport aux autres pratiques culturelles, qu'elle a été identifiée à la culture générale, avec une certaine idée du patrimoine à conserver et à transmettre. Du coup, elle est concernée en premier lieu par cette remise en cause de la culture traditionnelle, par le déclin des études littéraires, de la culture littéraire, au profit d'autres pratiques qui étaient plutôt dominées, comme les arts plastiques, la musique. De façon plus générale, elle est remise en cause dans son rapport à la philosophie ou aux disciplines traditionnelles voisines, y compris l'histoire. Il y a eu, traditionnellement, opposition et concurrence entre les lettres et l'histoire et la philosophie, et en France on pâtit toujours de cet héritage, alors que dans d'autres pays cette opposition a été moins forte.

> *« Traditionnellement, il y a eu opposition entre les lettres, la philosophie et l'histoire. On pâtit toujours de cet héritage »*

En Allemagne, la philologie au XIX[e] siècle n'opposait pas radicalement ces disciplines. L'histoire de la littérature s'est développée en relative symbiose avec une certaine philosophie de l'histoire et a donc échappé à la simple histoire encyclopédique ou accumulative, à l'histoire épisodique des faits littéraires. Mais elle s'est trouvée quand même en concurrence avec l'approche philologique en ce sens qu'elle avait l'ambition de dresser une image d'ensemble, une histoire totale, alors que la philologie s'est toujours gardée de donner elle-même cette vision d'ensemble. La philologie se contentait d'accumuler progressivement les matériaux avec l'idée qu'un jour l'ensemble apparaîtrait dans toute sa lumière, mais elle refusait ce genre de généralisation comme non scientifique. Cependant, il y avait un souci commun qui est de traiter avec des méthodes et une perspective historiques un objet qui est historique lui-même. En France, l'histoire littéraire a été d'emblée inscrite dans la reproduction des valeurs culturelles, des textes canoniques à valeur transhistorique, et elle n'a pas eu cette ambition globalisante d'une histoire totale.

– **J. M. S.** La réaction contre l'histoire littéraire a consisté en France, dans les années 60, à déclarer la clôture du texte afin de se donner un objet d'étude susceptible d'être saisi par une méthode d'analyse rigoureuse, l'analyse structurale. S'il y a eu une conception étroite de la rhétorique, elle est très liée à la conjoncture de l'enseignement en France à cette époque. Car si on regarde le formalisme russe, on y voit toujours le double souci de l'étude synchronique et de l'étude diachronique. Et Gérard Genette, en 1969, a insisté sur le fait qu'il appelait de ses vœux une sorte d'histoire littéraire à la Febvre, donc inspirée de l'école des Annales, puisque, à un moment donné de l'étude, la synchronie doit nécessairement passer à la diachronie, donc la théorie à l'histoire.

Et lorsqu'il produit plus tard une étude comme *Seuils*, elle est à la fois structurale et historique, puisqu'il étudie le fonctionnement et l'évolution du paratexte à travers l'histoire. Si on met à part ce moment très particulier qu'est quand même le structuralisme français des années 60, la tradition formaliste russe ou les structuralistes tchèques et ceux qui, aujourd'hui, se placent encore dans la filiation du structuralisme ne conçoivent pas de couper le texte de l'histoire. A l'inverse, il paraît tout aussi absurde, si on veut construire une histoire littéraire du fait littéraire, de la couper d'une étude des régularités et surtout d'une étude qui devrait toujours être comparatiste, car lorsqu'on étudie une littérature nationale, il y a des éléments qui ne deviennent visibles qu'à partir du moment où on la confronte à d'autres traditions culturelles qui suivent d'autres voies. Une véritable histoire littéraire, outre qu'elle ne devrait pas être une histoire des œuvres mais devrait être transtextuelle, devrait toujours avoir cette visée comparatiste. Si on veut étudier la littérature comme fait culturel, on s'inscrit dans une perspective anthropologique, et on ne peut étudier ce fait culturel sans sortir des cadres nationaux et même du cadre étroit de la culture occidentale. C'est là que je vois un possible renouveau des études littéraires.

M. W. Pendant les dix ou quinze dernières années, la recherche historique, notablement celle des historiens du livre et des bibliothèques, a accumulé pas mal de matériaux qui doivent à présent entrer dans le cadre d'une histoire de la littérature. Si on définit la littérature comme une pratique culturelle, il est évident que les pratiques de lecture, la consommation de l'objet livre en font partie, et, de ce point de vue, d'énormes avancées ont été réalisées, mais justement plutôt par les historiens qui sont en marge par rapport aux études littéraires, Chartier, Darnton, toute l'école anglo-saxonne, qui ont rendu disponibles des matériaux.

Est-ce que l'histoire de la littérature doit nécessairement déboucher à chaque fois sur une synthèse? C'est là un des grands problèmes, qui recouvre celui du singulier et du général tel que le posait le XIX[e] siècle. Les synthèses sont encore soupçonnées d'usage scolaire ou de vulgarisation et on n'en veut pas tellement, au niveau de la recherche elle-même. En France, l'histoire littéraire au XX[e] siècle a produit des manuels scolaires et des monographies d'écrivains, alors qu'au fond le moment serait venu de la synthèse véritablement scientifique, dégagée des impératifs d'enseignement au sens de la transmission du patrimoine.

Propos recueillis par
Michel Contat

Proliférantes revues

A en juger par leur quantité, leur variété et leur longévité, les revues historiques manifestent une remarquable vitalité. *Tandis que la* doyenne, *la Revue historique*, fondée en 1876, renvoie à la tradition universitaire positiviste du XIX[e] siècle, on a vu, ces dernières années, apparaître une dizaine de nouvelles publications reflétant les préoccupations les plus actuelles de la discipline, comme *Genèses*, qui étudie, dans une perspective pluridisciplinaire, la naissance des mouvements sociaux, ou *Histoire et mesure*, consacrée aux méthodes quantitatives. Le *Catalogue des revues culturelles*, édité par l'association Ent'Revues, recense, dans la rubrique « Histoire », quarante-cinq publications, généralistes ou spécialisées par périodes, régions ou centres d'intérêt. Et cette nomenclature *ne prend pas en compte* les organes de vulgarisation, destinés au grand public.

Cette prolifération tient à l'étendue des domaines couverts. Mais elle reflète aussi le dynamisme de la recherche : l'apparition d'une approche nouvelle se traduit immanquablement par la création d'une publication pour en assurer la promotion. *La Revue de synthèse* a été créée en 1900 par Henri Berr pour défendre une conception universaliste et comparatiste, s'étendant notamment à l'histoire des idées. En 1929, Lucien Febvre et Marc Bloch s'en séparent pour fonder *les Annales*, plus ouvertes sur l'économie et les sciences sociales, qui allaient devenir, sous la houlette de ses *fondateurs, puis de* Fernand Braudel à partir de 1956, le porte-drapeau de la « nouvelle histoire ». C'est encore autour de revues que se sont affirmés de nouveaux domaines d'investigation, comme *la Revue d'histoire économique et sociale* (1913), ou *les Annales de démographie historique* (1965).

Cette forte identité théorique ne va pas toutefois sans accommodements. Si les combats idéologiques sont durs *lors du lancement, pour bien* marquer la spécificité de la publication, ils tendent ensuite à se modérer. Sous la direction de *Jean Favier et René Rémond, la Revue historique* s'est démarquée de l'orthodoxie académique pour s'ouvrir à d'autres courants. De même *les Annales*, malgré leur fidélité aux pères fondateurs, ont eu à cœur d'accueillir les novateurs (1).

Cette ouverture se manifeste aussi dans les relations entre les revues savantes et les publications de vulgarisation. Si, pendant longtemps, la frontière était bien étanche, il n'est plus considéré comme indigne de collaborer à des magazines à grande diffusion comme *Historama* (70 000 à 80 000 exemplaires), *Historia* (60 000 *exemplaires) ou Notre Histoire* (30 000 exemplaires), édité par le groupe La Vie catholique.

> *L'apparition d'une approche nouvelle se traduit immanquablement par la création d'une publication*

La démocratisation des connaissances, l'existence d'un marché pour cette production et le talent littéraire de nombreux historiens réputés ont poussé ces derniers à franchir un pas de plus, en présentant eux-mêmes au public cultivé les résultats de leurs travaux. Cette démarche a été à l'origine du lancement, en 1978, de *l'Histoire* (60 000 exemplaires) qui allie une présentation magazine et l'appel systématique à des universitaires. Le succès de cette publication repose à la fois sur l'augmentation du nombre des professeurs de lycée et des *étudiants, qui constituent le gros* des lecteurs, et sur l'intérêt médiatique pour l'histoire récente, à laquelle elle consacre *une place importante. C'est une* démarche du même ordre qui a inspiré, en 1984, les chercheurs fondateurs de *Vingtième siècle*, qui, sous une présentation plus classique, traite, de façon très accessible, des grands sujets contemporains.

Cet attrait pour l'histoire dépasse le cadre des revues spécialisées. Il se traduit par la *place accordée à la perspective* historique dans des publications traitant d'autres matières : culturelles, littéraires, *anthropologiques ou* géopolitiques. Et l'histoire occupe une place de choix dans les revues d'idées comme *le Débat*, dirigée par l'historien de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Pierre Nora, ou *Esprit*.

Enfin, si la pacification idéologique de la société française est sensible dans les revues d'histoire, cela ne signifie pas que la polémique a disparu, comme l'attestent les invectives qui ont marqué le bicentenaire de la Révolution ou l'anniversaire de la découverte de l'Amérique. Et si l'histoire a longtemps été marquée par l'influence de la *pensée marxiste, on assiste* maintenant à une tentative de reconquête du terrain par l'extrême-droite, comme l'attestent, après les tentatives « révisionnistes », la sortie du magazine *Enquête sur l'Histoire* ou la place accordée aux historiens « de droite » dans la jeune revue d'inspiration néo-maurassienne *Réaction*.

Frédéric Gaussen

(1) Sur l'évolution des *Annales*, voir le livre d'Hervé Coutau-Bégarie *le Phénomène nouvelle histoire*, Economica, 2[e] édition, 1989.

POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE

LES GRANDS COMMUNICATEURS

LONGTEMPS, ALAIN DECAUX, ANDRÉ CASTELOT ET LEURS FABULEUX TIRAGES ONT ÉTÉ DÉDAIGNÉS PAR LES HISTORIENS « LÉGITIMES ». ON EN REVIENT...

« Le reste, c'est de la petite histoire », dira souvent l'historien universitaire, d'abord préoccupé par l'analyse et la synthèse des causalités, et renvoyant « le reste », le fait divers, l'anecdote, aux « historiens du dimanche ». Pendant longtemps en effet, les grands « maîtres » de l'histoire vivante, narrative, vulgarisée – au premier rang desquels Alain Decaux et André Castelot, – ont souffert du dédain d'historiens « légitimes ». On leur reprochait de se mêler de tout, sans spécialité, de préférer l'événement aux grandes tendances, de confondre l'hypothèse et la certitude, d'user d'une langue trop fleurie, de raconter au lieu d'interpréter, en un mot, de faire de la « petite histoire ».

« Je ne vois pas pourquoi on serait moins historien sous prétexte que l'on a un style plus vivant et plus accessible », rétorque leur éditeur François-Xavier de Vivie, directeur des éditions Perrin – une maison exclusivement consacrée à l'histoire et qui, avec 60 % de livres « grand public », tient, presque à elle seule, le marché de ce type d'ouvrages. *« On considère aujourd'hui Michelet comme un historien alors que, s'il écrivait à notre époque, on lui reprocherait sans doute de dramatiser à outrance, de faire du style. Tite-Live aussi écrivait à chaud, en journaliste. Decaux, Castelot et les autres écrivains de l'«* histoire vivante *» sont victimes d'un complot de la part de chercheurs et d'universitaires jaloux qui leur en veulent de savoir à la fois instruire et distraire. »*

Mais la querelle des deux histoires, celle de l'histoire universitaire et celle de la « petite histoire », ne s'est-elle pas, depuis quelques années déjà, considérablement atténuée ? Comme le note Pierre Nora, *« l'histoire dite « nouvelle », après s'être intéressée exclusivement aux grandes structures socio-économiques, après avoir chassé l'événement et fui le fait divers, en revient* (...) *et retrouve avec la micro-histoire l'événement-clé ou l'épisode miniature. Du même coup, le type d'histoire* [pratiqué par Alain Decaux] *reprend une certaine légitimité aux yeux de l'histoire universitaire considérée comme noble* (1) ».

Le rapprochement est d'autant plus perceptible que l'histoire narrative a elle aussi évolué. Dès les années 70, Alain Decaux, ne s'intéressant plus seulement aux « grand mystères du passé », publie, *« après dix ans de travail »*, une *Histoire des Françaises*, vaste coupe longitudinale en deux volumes et 1 900 pages, qui constitue, selon lui *« la première histoire de la femme française de la préhistoire à nos jours »*. Douze ans plus tard, avec son *Victor Hugo*, il répond à tous ceux qui l'accusaient de ne travailler que sur des sources de seconde main sans rien apporter de neuf : n'est-il pas le premier à avoir exploré de façon exhaustive les vingt-deux mille lettres que se sont adressées Victor Hugo et Juliette Dronet ? Proximité des approches, influences réciproques, continuité ou rupture : ce débat a-t-il d'ailleurs tant d'importance ? Alain Decaux et André Castelot insistent beaucoup plus volontiers, tous les deux, sur ce qui leur tient vraiment à cœur : transmettre à leurs contemporains le goût de l'histoire. *« J'ai toujours vécu dans une sorte de fièvre*, confie Alain Decaux. *A onze ans, j'ai découvert* le Comte de Monte-Cristo. *C'est en voulant vérifier ce qu'il y avait de vrai chez Dumas que je me suis aperçu, notamment chez Lenôtre, que l'histoire elle-même était aussi passionnante que l'histoire romancée. »* Dès lors, Alain Decaux n'aura de cesse de faire partager cet enthousiasme.



WOLFGANG OSTERFELD

Alain Decaux : « La conscience de ma responsabilité envers le public ».

Dès leurs premiers livres, Decaux et Castelot explorent les mêmes registres : l'émotion, la dramatisation, *« le côté Maigret de la reconstitution et de l'enquête »*, la mise en scène extraordinairement vivante de chaque parcelle de passé. André Castelot ne nie nullement la double dimension journalistique et théâtrale de sa présentation de l'histoire. Au contraire. N'était-il pas, avant-guerre, critique dramatique au *Petit Journal* ? Il en a gardé quelques grands principes – que l'on retrouvera dans *la Reine Margot*, le cinquantième ouvrage qu'il publie ces jours-ci : aller sur les lieux, *« toujours mettre ses pas dans les pas de son personnage »*, animer le récit par des images vraies, attacher une grande importance au décor, au temps qu'il fait... Bien entendu, cela ne dispense pas de s'entourer de tout le sérieux possible et de ne rien avancer qui ne soit justifié par un document d'archive. *« Cela a été une constante de ma vie*, insiste Alain Decaux : *la conscience de ma responsabilité envers le public. Je sais parfaitement que l'information que je vais apporter à un très grand nombre de gens sera probablement l'unique information qu'ils auront jamais eue sur le sujet. »*

Les seuls chiffres de vente montrent à quel point la passion de ces « historiens-narrateurs » est communicative. Rien qu'en édition courante, c'est-à-dire sans compter les poches ni les ventes en club, leurs ouvrages atteignent régulièrement 100 000 à 200 000 exemplaires (300 000 pour *Marie-Antoinette*, d'André Castelot, 195 000 pour *Victor Hugo*, d'Alain Decaux, 100 000 pour *Chère Marie-Antoinette*, de Jean Chalon, 85 000 pour *Elisabeth d'Autriche*, de Jean des Cars...). Leur public ? Probablement le même que celui d'une revue comme *Historia*, consacrée à la vulgarisation sérieuse, et dont le courrier permet de mieux cerner le lectorat. *« Un décalage fréquent entre la maladresse de l'écriture et la subtilité des questions posées rend compte à la fois d'un niveau de culture générale plutôt faible et de connaissances historiques très pointues »*, note Patricia Crété-Bétry, rédactrice en chef. Alain Decaux et André Castelot, quant à eux, font remarquer l'extrême hétérogénéité de leurs lecteurs : *« Cela va du professeur d'université à l'ajusteur de Renault*, affirme Alain Decaux. *C'est stupéfiant. Cela me montre chaque jour qu'il ne faut pas s'adresser à un public, mais être soi-même. Si j'intéresse un ouvrier, c'est qu'il me trouve moi, à travers ce que j'écris. »*

Proximité de l'auteur, proximité du personnage... Toute la force de ce genre historique ne vient-elle pas, en effet, de ce qu'il nous introduit d'emblée dans l'intimité des grands hommes ? *« Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est la mode des biographies*, remarque l'historien Gérard Vincent. *Pour moi, ce succès est lié à notre système culturel. Nous attendons un homme capable de décider en connaissance des causes et des effets. Nous intériorisons tellement le monothéisme que nous pensons toujours qu'un* deus ex machina *va surgir et résoudre tous les problèmes. »*

Cette histoire-là, qui suscite constamment la possibilité d'une identification, est-elle alors si distincte de l'histoire des romanciers ? Paul Veyne semait déjà le trouble en parlant de l'histoire comme d'un *« roman vrai »*. Où passe vraiment la frontière entre la biographie historique, l'histoire romancée, le roman historique ? Entre des auteurs aussi différents qu'André Castelot, Alain Decaux, Henri Troyat, Amin Maalouf, Jeanne Bourin, Mika Waltari, Alexandre Dumas, Françoise Chandernagor ?... *« Il est important de ne pas induire le lecteur en erreur*, note cette dernière. *Alexandre Dumas violait plus l'histoire que je ne la viole. Mon roman* (2) *se veut une reconstitution, à la manière dont les archéologues italiens remontent les monuments. Je suis triste, à Delphes, de voir des morceaux de ruines laissés tels quels par scrupule. La reconstitution, si elle n'est pas toujours dans le vrai, est à mes yeux un moyen légitime pour faire comprendre la vérité. »* Decaux et Castelot, archéologues ou *« reporters du passé »* ?

Florence Noiville et Marion Van Renterghem

(1) *Le Débat*, numéro 30, mai 1984. Alain Decaux : « Entretien avec Pierre Nora ».

– (2) *L'Allée du roi*, 1981.

LES AMATEURS DE NÎMES

PARTOUT A TRAVERS LA FRANCE, L'HISTOIRE LOCALE A SES ADEPTES. LA PREUVE PAR L'EXEMPLE GARDOIS

Certaines villes reposent sur un substrat d'histoire. Telles des couches géologiques, les traces du passé y sont incorporées dans le sous-sol, ressuscitées par le moindre chantier, la plus petite fouille. Ainsi en est-il de Nîmes, chef-lieu du Gard, ancienne Nemausus de l'époque romaine. Aux vestiges antiques se sont superposés les sceaux de temps plus récents, dans une région marquée par la présence protestante. Nîmes est donc une ville historique, mais à plus d'un titre, puisque certains de ses habitants ne se contentent pas de respirer un air empreint des parfums du passé. Ils ont choisi d'étudier ces temps révolus, d'en discuter et, le cas échéant, de publier les résultats de leurs recherches. A l'ombre de la « grande » histoire universelle, les Nîmois s'interrogent, avec plus ou moins de constance, sur leur propre cheminement.

Car c'est, le plus souvent, d'histoire locale qu'il est question dans les cénacles de la ville. Les différentes sociétés savantes qui s'intéressent à l'histoire, circonscrivent leurs activités à un périmètre régional. Un type de curiosité qui semble s'être considérablement développé au cours de la dernière décennie. *« Le nombre de nos visiteurs s'est multiplié par dix depuis douze ans*, constate M. Robert Debant, directeur des archives de la ville. *Nous voyons apparaître des amateurs éclairés qui souhaitent étudier le passé en remontant aux sources. »* Ce champ suscite l'intérêt des autochtones, mais aussi de *« ceux qui vivent à Nîmes sans en être originaires et qui veulent en savoir plus »*, comme le constate M. Raymond Huard, président de la Société d'histoire moderne et contemporaine de Nîmes et professeur à l'université de Montpellier. Au-delà, ce regain d'attention s'inscrit peut-être dans l'ombre portée de la décentralisation ou, version plus pessimiste, dans un repli sur l'environnement proche, par déception vis-à-vis des théories globales. Il se peut, en tout cas, que ce goût pour la chose locale témoigne d'un mouvement de réappropriation de l'histoire. En passant par des données proches, donc accessibles, les amateurs font la preuve que cette discipline n'est pas le monopole des historiens en titre, chercheurs ou universitaires.

« Le souci de conservation, les scrupules vis-à-vis du patrimoine sont une caractéristique des Provençaux »

Et puis il y a, bien sûr, le simple plaisir de connaître et de faire connaître, en s'appuyant sur les richesses de l'endroit. La présence de plusieurs sociétés savantes tient lieu de formation continue, dans une ville où l'université n'existe qu'à l'état embryonnaire. L'Ecole antique, vieille et célèbre institution nîmoise, donne un aperçu de cet appétit de savoir. Dirigée par M. Victor Lassalle, ancien conservateur en chef des musées d'art et d'histoire de la ville, cette société ouverte à tous réunit périodiquement un public relativement nombreux. On y écoute des conférenciers venus des environs et d'ailleurs, universitaires, conservateurs de musée ou architectes des monuments historiques, qui parlent de la préhistoire, de l'antiquité ou du Moyen Age.

« Le souci de conservation, les scrupules vis-à-vis du patrimoine sont une caractéristique des Provençaux », explique M. Lassalle. Le but n'est pas seulement d'avaler des connaissances théoriques, mais aussi d'assister à des visites commentées de site et de monuments. Une session d'été, regroupant régulièrement plus de deux cents inscrits, permet de faire alterner les exposés et les excursions. L'Ecole antique, qui se défend d'être un *« club du troisième âge »*, accueille gratuitement, chaque année, des étudiants, parmi lesquels des groupes d'étrangers. Les subsides proviennent en grande partie de la municipalité, qui vient d'allouer, pour 1993, une subvention de 100 000 francs à l'association.

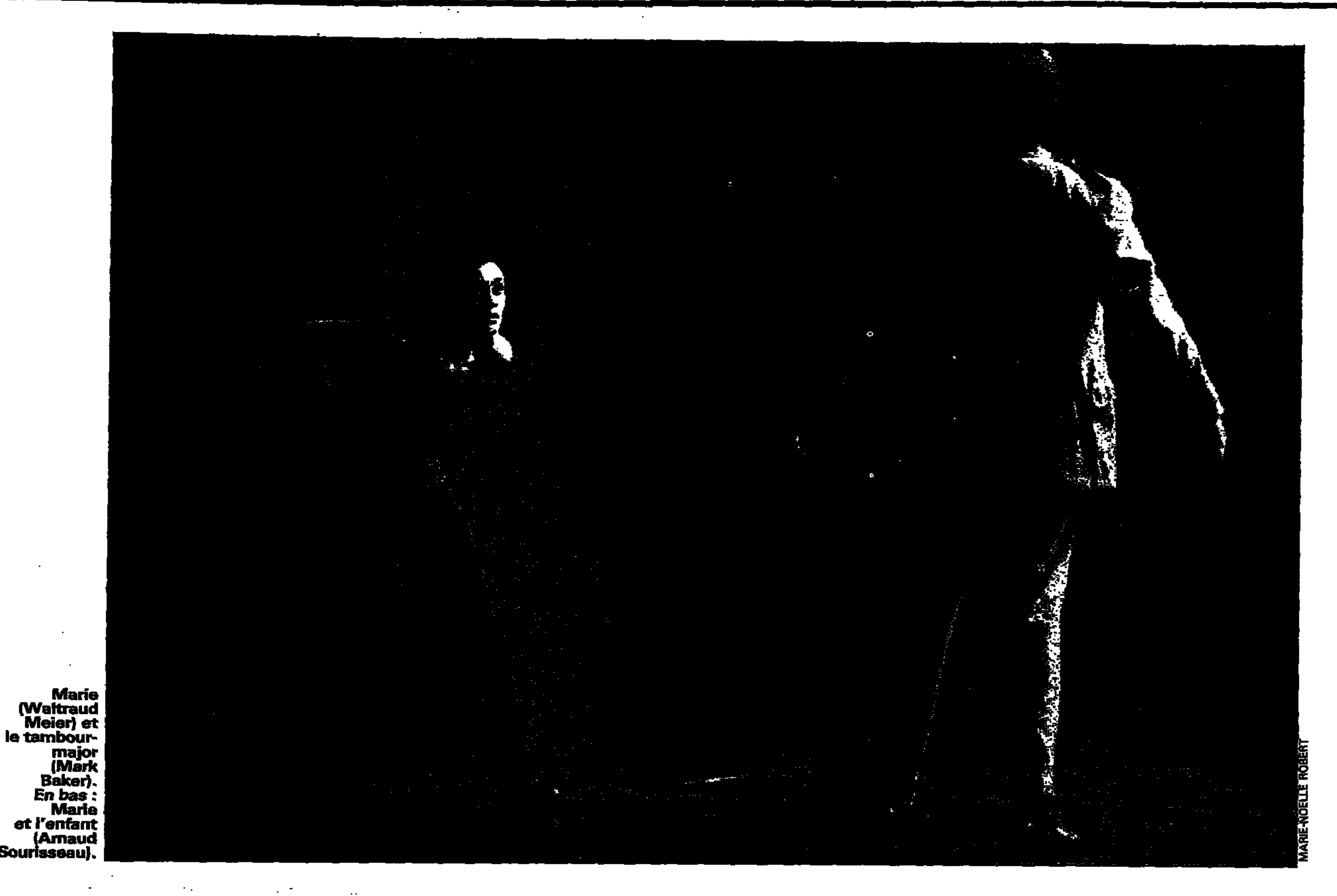
En dehors des conférences orchestrées par les différents cercles, les Nîmois peuvent se plonger dans les textes des communications, restitués dans les bulletins des associations. Une activité éditoriale régulière, bien que relativement limitée, puisque les publications sont rarement tirées à plus de cinq cents ou mille exemplaires. Les passionnés peuvent aussi se tremper dans des bains d'histoire à l'occasion des colloques. En septembre 1992, la Société d'histoire moderne et contemporaine, qui compte cent soixante adhérents, a ainsi organisé une rencontre sur le thème de « La République en Languedoc-Roussillon, de 1792 à 1958 ». Ce fut l'occasion de réunir le public le plus fidèle, où l'on recense beaucoup d'enseignants, mais également d'autres curieux. Et aussi de recruter de nouveaux membres, grâce à la magie d'une manifestation.

Plus généralement, la Société tâche d'élargir son audience en *« trouvant un juste milieu entre les sujets trop pointus et les conférences très grand public »*, souligne M. Huard. Animée par le pasteur Roger Grossi, la Société d'histoire du protestantisme est, par essence, plus spécialisée. Cette association, fondée en 1954, prépare un colloque, pour novembre 1993, sur la naissance de l'Ecole de Nîmes, haut lieu de l'économie sociale.

Entre ces institutions, nulle concurrence apparente, guère de polémique, pas même à l'occasion du partage des subventions accordées par les collectivités locales. Il existe, au contraire, un enchevêtrement amical, qui fait de certains les membres assidus de deux associations à la fois. Quelques-uns, enfin, se retrouvent dans la salle solennelle et désuète de l'Académie de Nîmes, pour parler encore d'histoire, mais de façon un peu plus décousue. Avec ses trente-six membres répartis en trois groupes invariables (douze catholiques, douze protestants et douze *« sauvages »*), l'Académie semble hésiter entre le statut de lieu d'étude et celui d'objet historique. Qu'importe, en somme, pourvu qu'il s'agisse d'histoire !

Raphaëlle Rérolle

ARTS • SPECTACLES



Marie (Waltraud Meier) et le tambour-major (Mark Baker). En bas : Marie et l'enfant (Arnaud Sourisseau).

MARIE-NOËLLE ROBERT

LA REPRISE DE « WOZZECK » AU CHATELET

MARIE DANS SES MIROIRS



MARIE-NOËLLE ROBERT

L'événement de la saison lyrique écoulée fut le « Wozzeck » d'Alban Berg mis en scène par Patrice Chéreau au Châtelet. Cette même salle accueille ce chef-d'œuvre du XXe siècle à partir du 24 mars, pour trois représentations. Dans des décors à la fois géométriques et oniriques de Richard Peduzzi, dans des pénombres carcérales, le spectacle dit, mieux qu'aucun autre, la solitude des hommes, la méchanceté comme autodéfense animale, la folie contre la prison mentale. Dans sa robe de sang, Marie y incarne la femme totale : l'épouse, la mère, l'amante. Marie est la soprano allemande Waltraud Meier, voix de larmes et de flamme.

« *IL n'y a pas que la mort qui est réaliste dans* Wozzeck. *Tout y est terriblement réel* »... Waltraud Meier regarde rêveusement l'instantané qui la montre courbée comme une bête traquée, le visage aimanté, face au tambour-major (*notre photo ci-dessus*). La scène, qui clôt le premier acte de *Wozzeck*, est un brasier de violence sexuelle. Patrice Chéreau en a fait l'un des sommets de sa mise en scène. L'accouplement des deux amants se fera sur le sol.

Qu'évoque cette photo à l'interprète? « *Tout ce qu'il y a de mouvement corporel dans la mise en scène de Chéreau. Sur ce sujet, Patrice et moi nous sommes retrouvés : tous les mouvements sortent de la pensée. Il ne faut pas dire à l'acteur, au chanteur, bouge ainsi, mets-toi là. Il faut lui parler de l'émotion qui doit l'habiter. Le geste, alors, vient de lui-même. Mon mouvement, dans cette scène, dit à la fois la défense et l'amorce du désir. Je n'ai jamais réfléchi intellectuellement à la façon de traduire cette contradiction. Mon corps l'a matérialisée à sa façon* ».

Marie avec l'enfant? « *Elle est à la fois la mère bonne et la mère mauvaise. Elle souhaite manifester de la tendresse, mais sa mauvaise conscience la dévore. Toujours cette même contradiction. C'est qu'il y a tout, dans le personnage de Marie. Il y a, comme dans chacun de nous, le bon côté et l'envers de la médaille. L'enfant, le tambour-major, Wozzeck sont trois miroirs qui la reflètent. Ces trois êtres avec lesquels elle a à jouer sont trois aspects d'elle-même. Les deux hommes et l'enfant muet ont instauré quelque chose de particulier avec elle. Marie est définie par les autres.* »

Qu'est-ce que ça fait d'être tuée en scène d'un coup de couteau dans le ventre? « *Ce n'est pas très différent que d'être embrassée. Tout est si dur dans* Wozzeck! *C'est une vraie tragédie, une tragédie des interactions, la fatalité de ce qui se passe entre les gens parce qu'ils sont ce qu'ils sont. Que serait-il advenu de Wozzeck s'il était tombé amoureux d'une autre femme? L'hypothèse ne mène nulle part, inutile de se poser la question. Il a rencontré cette femme. Il n'existe pas d'issue. La mort est la seule solution.*

» *Marie est un rôle difficile. Difficile à cause des extrêmes. Il ne s'agit pas tellement des extrêmes graves et des extrêmes aigus. Mais de la rapidité avec laquelle il faut passer d'une tessiture à l'autre. C'est la même chose avec Isolde. Mais Wagner ménage toujours à l'interprète un petit temps de préparation.*

» *Il y a aussi le passage du chanté au parlé-chanté. Ça se passe tellement vite que c'est presque impossible à réaliser. Berg et Schoenberg, qui ont utilisé l'un comme l'autre la technique du* sprechgesang, *Mais ils n'ont bien su l'appliquer qu'aux voix d'hommes. Ils ont oublié que la plupart des femmes ne chantent pas dans le même registre qu'elles parlent. Ma voix parlée est placée deux octaves plus bas que ma voix chantée. Et je ne vous dis pas, pour Birgitt Nilsson! Quand elle ouvre la bouche pour parler, ça résonne comme dans une grotte...*

» *Berg n'a tout simplement pas compris cette réalité physiologique. Il a noté les parties en* sprechgesang *du rôle de Maria à la même hauteur que les passages où elle chante. C'est impossible à chanter comme c'est écrit. A chaque interprétation, on doit opter pour un compromis. L'année dernière, j'ai gardé ma voix parlée naturelle. Cette fois, je vais peut-être la placer à la hauteur de ma voix chantée. L'expression s'en trouve profondément modifiée. Il va falloir choisir.* »

Le rôle de Marie est-il, alors, différent de tous les autres? Différent des rôles wagnériens, par exemple? « *J'étais sûre que vous alliez me parler de Wagner*, s'emporte Waltraud Meier. *Pendant combien d'années vais-je devoir chanter Berlioz, Mascagni ou Verdi pour que la France cesse de me coller l'étiquette de chanteuse wagnérienne? Il est difficile de travailler quand on est ainsi cataloguée. Une fois pour toutes, je suis une chanteuse qui chante beaucoup de rôles, les rôles qui font du bien à ma voix. Il est vrai que je travaille Isolde en ce moment. Mais je chanterai Salomé au Châtelet en 1995. Comme pour la Marie de* Wozzeck, *ce sera une prise de rôle.* »

Propos recueillis par ANNE REY

★ Reprise de *Wozzeck* d'Alban Berg, mise en scène de Patrice Chéreau, les 24, 26 et 29 mars, à 19 heures 30, Théâtre du Châtelet à Paris, tél. : 42-33-00-00. Dans le rôle-titre, Franz Grundheber, souffrant, est remplacé par Falk Struckmann. L'Orchestre de Paris est placé sous la direction de Daniel Barenboïm.

PAUL SCHRADER
PAGE 28

Light Sleeper est le dernier film de Paul Schrader. Itinéraire d'un cinéaste américain obsédé par le mal et la rédemption, portrait d'un puritain. *(Lire page 28 les articles d'Henri Béhar et de Jean-Michel Frodon.)*

VOYAGES AU FÉMININ
PAGE 29

Agota Kristof écrit pour le théâtre. Ses textes, inspirés par son enfance hongroise ou par la vie quotidienne en Europe non communiste, sont des constats impitoyables. A vérifier jusqu'au 10 avril, à la Comédie de Caen. Régine Chopinot, chorégraphe aventureuse, a engagé sa troupe dans l'aventure d'un « Marteau sans maître » confié, pour le visuel, au peintre Jean-Charles Blais. *(Lire page 29 les articles de Colette Godard et de Dominique Frétard.)*

CINÉMA

« LIGHT SLEEPER », UN FILM DE PAUL SCHRADER

MÉTAMORPHOSE D'UN PURITAIN

Scénariste de Scorsese, de Spielberg, de De Palma et de Sydney Pollack, réalisateur de neuf films depuis 1977, Paul Schrader est depuis toujours fasciné par les manifestations du mal et du morbide dans la vie quotidienne, et par les impossibles quêtes de pureté. Sur les mêmes motifs, mais avec une puissance sèche dans la réalisation qu'on ne lui connaissait pas, il a écrit et mis en scène « Light Sleeper ». Son meilleur film.



D.R.

Willem Dafoe.

CRITIQUE de cinéma dans les années 60 (son premier livre : *le Style transcendantal au cinéma : Bresson, Dreyer, Ozu*), Paul Schrader, de *Taxi Driver* en *Dernière Tentation du Christ*, était devenu le scénariste fétiche de Martin Scorsese et l'un des plus cotés dans l'industrie hollywoodienne. Pourtant, élevé dans l'univers strict d'un foyer calviniste, il n'a vu son premier film qu'à dix-sept ans. Il débuta avec *Yakusa* pour Sydney Pollack, contribua aux *Rencontres du troisième type* de Steven Spielberg, écrivit *Obsession* pour Brian De Palma et *Mosquito Coast* pour Peter Weir. Sa carrière de réalisateur, de *Blue Collar* à *Etrange séduction* en passant par *la Féline*, *Mishima* et *Patty Hearst*, était plus inégale.

Comme réalisateur, et scénariste de ses propres films, Schrader avoue avoir traversé une période de doute, inspiration bloquée : *« Pendant un temps, j'ai eu le sentiment de n'avoir rien à dire. J'ai travaillé à des adaptations de romans ou à des scénarios pour d'autres. »* Il enseigna aussi à l'université Columbia. Puis il lui vient comme une révélation *« au sens biblique du terme »*. *« Un soir, j'ai rêvé d'un homme que j'avais connu il y a longtemps, un coursier de la drogue, un livreur à domicile. Je me suis réveillé en sursaut vers 4 heures du matin : je tenais mon personnage. Impossible de me rendormir. Le jour même, j'ai commencé à écrire. »*

« Plus une œuvre est écrite vite, meilleure elle est, dit Schrader. *Parce qu'elle exige d'être écrite, elle ne vous laissera pas en paix tant que ce ne sera pas fait. »* Le record, pour un film de cette sorte, est sans doute battu : *Light Sleeper* fut imaginé, écrit, coproduit (avec Linda Reisman), tourné, monté et livré en moins d'un an. *« Il n'y a pas de graisse »*, commente la comédienne principale du film, Susan Sarandon. De fait, le scénario de *Light Sleeper* dégage une énergie brute, sinon brutale, qui aurait disparu lors du processus « normal » (à Hollywood) des réécritures.

Comme dans la plupart des œuvres de Schrader, *Light Sleeper* tourne autour de personnages qui ne peuvent, ou ne veulent, laisser place à leurs sentiments. Le film décrit la vie routinière d'un homme, John LeTour (Willem Dafoe), qui ne se déplace qu'en voiture de location (avec chauffeur), communique par téléphone public, ne cuisine jamais chez lui, mais, dans son appartement vide, note ses pensées dans des cahiers qu'il jette quand ils sont pleins. Un petit employé méticuleux, sinon maniaque, à ceci près que son labeur consiste à livrer de la drogue. Divorcé, il a pour famille de substitution un autre coursier, Robert (David Clennon) et leur patronne, Ann (Susan Sarandon), *« à la fois mère poule et reine des abeilles »*.

Tout le film est construit du point de vue de son personnage principal – ce que Schrader appelle un film *« monoculaire »* : on ne voit rien qu'il ne voie, on n'assiste à aucune conversation qu'il n'entende. S'il entre dans une pièce, la scène commence ; s'il sort de la pièce, la scène s'arrête. *« C'est la même structure que dans* Taxi Driver *et dans* American Gigolo, dit Schrader. *Et c'est, bien entendu, un emprunt éhonté au* Pickpocket *de Robert Bresson.*

» J'adore prendre un rebut de la société, poursuit-il, *un assassin, un gigolo, un dealer, et dire : voici notre héros, son monde est désormais le nôtre, il n'y en a pas d'autre. Au public de décider, de réagir devant certaines ambivalences ou certains désirs inavoués... »* Pourquoi le spectateur s'identifierait-il à un personnage aussi différent, voire aussi odieux ? *« C'est précisément ce conflit, ou ce décalage, qu'évitent les films commerciaux et qui m'intéresse. Je veux explorer ce qui se trouve chez John LeTour qui permette de voir au-delà de son étiquette sociale, de percevoir une âme. »*

Le même mécanisme, les mêmes interrogations étaient à l'œuvre dans *Taxi Driver* et *American Gigolo*. De là à suggérer que *Light Sleeper* complète le triptyque... *« Je me garderais bien de le dire*, dit Schrader en riant, *ce serait donner des clous et un marteau pour me faire crucifier. »* Il concède, cependant, qu'explorant le même territoire, il reprend – prolonge, plutôt – le même personnage. *« Jeune, il était paranoïaque et hostile, il avait pour ennemi la ville entière... A trente ans, il verse dans le narcissisme : il est gigolo. A quarante, il est inquiet, angoissé. Regardant en arrière, il se demande si le reste de sa vie ressemblera à ce qui l'a précédé, ou, plus profondément, s'il y a un plan qui préside à tout cela. »*

Pour « passer » au cinéma, pareilles interrogations métaphysiques exigent un investissement considérable de la part des comédiens. Schrader le cinéphile les exerce en leur montrant des images. *« Quand je préparais* American Gigolo *avec Richard Gere, je lui ai projeté* Plein Soleil, *de René Clément. En lui expliquant que le personnage a le sentiment d'être Alain Delon : il est sûr qu'en entrant dans une pièce, il l'illumine et en focalise l'énergie. A Willem Dafoe, j'ai montré le premier épisode d'une série télé,* le Fugitif, *avec David Jenssen : un homme constamment en transit, prudent dans ce qu'il dit aux autres, qui ne regarde presque jamais personne dans les yeux...*

» John LeTour est un homme sans visage. Comme un chauffeur de taxi, comme un gigolo. N'ayant pas de place dans la société, ils dérivent. Ils n'ont d'importance que tant qu'on a besoin d'eux. Après, ils redeviennent anonymes. Quand on n'est qu'une fonction – le fournisseur, le coursier, le gigolo, – qu'on ne peut jamais accéder à l'intimité des autres, la vie est bien solitaire. »

Dans ce film sur la drogue à New-York, pas un Noir dans le champ. *« Comme le dit John LeTour : drogues blanches pour clientèle blanche. Mes personnages opèrent dans le haut de gamme : 200 dollars pour ce qui se vend 90 dans la rue. Une industrie de service réservée à des gens qui peuvent s'offrir des prix pareils et ne veulent pas prendre de risque : des médecins, des cadres de Wall Street en pleine ascension.*



D.R.

Susan Sarandon.

» Un des aspects les plus intéressants du trio central, à mes yeux, c'est leur âge : le personnage de Willem Dafoe a quarante ans, celui de Susan Sarandon quarante-cinq, celui de David Clennon cinquante. La majeure partie de leur clientèle a entre vingt-cinq et trente-cinq ans. D'une certaine manière, John, Ann et Bob sont des dinosaures de la drogue, et de la « culture » qui s'y attache. Là aussi réside, en partie, leur angoisse. »

« J'ai trente-six ans et mon personnage en a quarante, mais j'ai le faciès martelé comme un punching ball, un visage qui a vécu plus que son âge, dit Dafoe, que Schrader avait rencontré sur le tournage de *la Dernière Tentation du Christ. Je me sentais trop blond pour ce personnage, trop ensoleillé pour cette vie de nuit. J'ai donc foncé mes cheveux, et laissé pousser mes pattes... Un résidu des années 60, comme une sorte de réminiscence d'une époque, sinon d'une vie antérieure. Oui, un dinosaure. »*

Prolongement du Travis Bickle de *Taxi Driver* et du Julian Kay d'*American Gigolo*, John LeTour est, peut-être, aussi, le troisième sosie de Paul Schrader. Lorsqu'il écrivit *Taxi Driver* en 1972, il vivait pratiquement dans sa voiture. *« J'étais amoureux des armes à feu, suicidaire, je buvais énormément. J'étais obsédé par la pornographie comme seul peut l'être un solitaire »*, confie-t-il à Kevin Reynolds dans le livre *Schrader sur Schrader*. N'est-ce pas le portrait de Travis Bickle ? Et dans quelle mesure *American Gigolo* reflète-t-il l'ascension de Schrader à Hollywood, capitale de l'artifice, sa transformation *« de garçon trop dodu du Midwest »* (*Schrader sur Schrader*) en célébrité aux costumes taillés sur mesure par un couturier italien ?

Aujourd'hui, Schrader est marié (à l'actrice Mary Beth Hurt) et père de deux enfants. *« Je ne suis plus un jeune homme en colère*, dit-il. *Mais le désir de s'insérer, de trouver sa place sur terre, lui, ne s'apaise jamais... »*

HENRI BÉHAR

Portrait d'un homme sans visage

EST-CE un vampire, celui qui *« dort quand il fait jour » dont parle le titre ?* Il n'en a pourtant pas l'air, avec son aspect affairé et presque convenable. Au détour d'une scène, le scénario révèle la nature de son activité, comme en passant. John LaTour est livreur de drogue, avec pour clientèle les *yuppies* new-yorkais. Sécurité, célérité, telle est sa devise. Elle lui vaut la confiance de son employeuse, Ann, dealeuse élégante et courtoise, redoutable femme d'affaires. Elle lui a valu, jusqu'à présent, d'échapper à la police, *pourtant de plus en plus présente, de plus en plus pressante*. Ann, John et son collègue, vétéran de la poudre, forment une petite équipe de professionnels. N'était la nature de leur commerce, ils seraient plutôt sympathiques.

Toute la mécanique du scénario repose sur cette contradiction. Pour le monde, John LaTour, c'est personne, une ombre qui passe, un service rendu. *Pour Paul Schrader, entomologue moraliste, sa fonction ne dit rien*, tout reste à découvrir, à comprendre. Et ce fantôme impavide que sa caméra ausculte devient prisme réfléchissant. Aux premières images, on le supposerait prêtre, confesseur qui écoute et ne dit rien.

Il fera songer aussi – mais est-ce vraiment différent ? – à un psychanalyste, réceptacle des folies *d'un « monde en feu », comme le chante le générique*. Pour Schrader, on le savait depuis *Taxi Driver*, le monde, c'est l'enfer et le désordre mental. Mais, outre la dénonciation ironique de la glaciale loi de l'argent qui régit seule les déambulations de son *personnage, il n'oublie pas non plus de faire de ce* livreur de rêves tarifés la métaphore d'un cinéaste : *« Vous êtes dans le show bizness ? – Oui. »*

Ces thèmes-là, ceux de la chute et de la rédemption, ont toujours été au cœur des films de Paul Schrader. Dans pareil contexte, ils risqueraient facilement la complaisance, bientôt l'odieux. Et les récents films du cinéaste, l'artifice de *Mishima*, le *simplisme de Patty Hearst, le baroque à la perversité* appliquée d'*Etrange séduction* (*Comfort of Strangers*), avaient de quoi inquiéter. Cette fois, lui aussi « racheté », loin des afféteries passées, il choisit l'épure.

Formidablement servi par ses comédiens, Willem Defoe au premier chef, il réussit le tour de force de maintenir l'intérêt *pour son personnage minimal, qui porte le film de bout en bout*, sans jamais lui accorder plus de sympathie qu'il n'en mérite ni la solliciter de son public. Tous les scénaristes savent que rien n'est plus difficile que de prendre pour héros un personnage négatif : Schrader, grâce à un sens de *la distance de grand documentariste*, y parvient admirablement.

Dans le cadre fixé par ce metteur en scène rigoriste, il peut laisser éclater les scènes de violence dignes des meilleurs polars, les éclats de tendresse ou de sensualité qui éclairent soudain l'écran gris bleu de cette dérive sur l'échiquier de la nuit. Il peut tisser les intrigues de la trahison, de la dénonciation *et du double jeu*. Tous les ingrédients du *thriller* sont là, bien en place et en rythme : Schrader joue, aussi, le jeu du spectacle. Mais c'est pour les récupérer à volonté, dans le creuset de son puritanisme.

L'amour physique devient, devant son objectif, une drogue qui accroche comme la coke, le sexe annonce la catastrophe et la mort. Pour son *lonesome hero, praticien d'une morale qui est surtout* une technique, l'ascèse était l'unique voie de salut. Dès qu'il y déroge, qu'il retombe dans les filets du sentiment et du désir, il devient vulnérable, tout se dérègle. En cette vallée de larmes et de turpitudes, *seule la femme avec qui il n'a pas fait l'amour, figure* de mère dominatrice et protectrice, lui donnera la paix qu'il cherche.

Nul, évidemment, n'est forcé d'adhérer à pareille vision des choses. La force et le prix de *Light Sleeper* sont dans le trouble qu'il a suscité, les faces *sombres de chacun* qu'a invoquées ce personnage *si discret qu'il ne se reflète pas dans les miroirs*. Alors, oui, peut-être, *« celui qui dort le jour »* est un vampire.

JEAN-MICHEL FRODON



THÉÂTRE

A G O T A   K R I S T O F   À   L A   C O M É D I E   D E   C A E N

UNE SEREINE CRUAUTÉ

Le 19 mars, Michel Dubois, directeur de la Comédie de Caen, centre dramatique, rouvre son ancienne salle au 32, rue des Cordes et y accueille, jusqu'au 10 avril, un spectacle de Michel Raskine, composé de deux pièces d'Agota Kristof, « l'Épidémie » et « Un rat qui passe ». Portrait de cet auteur « timide », impitoyable.

IL y a cinq ans, paraissait un livre tranchant comme une aiguille de glace, le Grand Cahier, *histoire de deux jumeaux dans une ville envahie, qui de chapitre en chapitre s'initient à la souffrance, l'endurance, l'indifférence. On apprenait un nom, celui d'Agota Kristof, l'auteur, jeune femme partie de Hongrie en 1956, poussée par les chars russes, avec son mari et un bébé de quatre mois. Elle vit en Suisse, a un autre mari, et trois enfants. Elle se dit* «timide et réservée», *ce qui semble tout à fait exact. Mais elle possède aussi un terrible humour, une cruelle sérénité. Sa parole est précise lorsqu'il s'agit de décrire des faits, et pour le moins réticente dès qu'elle touche à des sujets personnels, où le sentiment risque d'entrer en jeu. Agota Kristof a écrit* la Preuve, *et* le Troisième Mensonge – *suites du* Grand Cahier (le Monde *du 12 septembre et du 27 septembre 1991)* (1). *On a alors appris qu'elle avait plusieurs pièces de théâtre dans ses tiroirs, dont* Un rat qui passe, *comédie kafkaïenne sur fond de procès politique, et* l'Epidémie, *fable burlesque sur une épidémie de suicides qui anéantit un village.*

«C'est quand j'ai appris le français que je me suis tournée vers le théâtre, plus facile surtout si on invente des personnages quotidiens... Enfin, les miens ne le sont pas tout à fait, mais ils parlent un langage simple. Auparavant, j'écrivais des poèmes. Quelques-uns ont été publiés dans une revue hongroise éditée à Paris. Je ne les aime pas, ils sont trop naïfs, sentimentaux, intérieurs. Trop lyriques. D'ailleurs, je n'aime pas mes livres. Quand ils sont terminés, j'en ai vraiment assez. Je travaille lentement. J'écris à la main sans rien prévoir, sans thème en vue. En marchant, en lisant, en faisant le ménage, les courses, je pense à des histoires, des dialogues, et j'écris. Je ne sais pas ce qui va venir après, ou avant, parce que ça ne me vient pas dans l'ordre. Ensuite, je tape à la machine, je reprends, je jette, je recommence, je fais une sorte de montage. Là, c'est long.

» Écrire me relie à la Hongrie, certainement. Depuis 1968, j'y retourne régulièrement. La situation s'est modifiée peu à peu. Les derniers temps du communisme, on trouvait à Budapest l'abondance d'une capitale occidentale. Les produits étaient chers, mais tout le monde avait un business à côté de son travail. A présent, c'est différent. Les anciens aparatchicks font les nouveaux capitalistes. J'ai connu un fonctionnaire chargé de diriger un hôtel juste parce qu'il appartenait au parti. Maintenant, c'est lui le propriétaire de l'hôtel. Il connaissait les gens utiles et avait l'argent nécessaire.

» Quand j'arrive là-bas, la langue hongroise m'entoure comme un bourdonnement. J'ai besoin d'un jour ou deux pour comprendre, je ne saurais plus écrire. Le hongrois est très différent du français : on prononce toutes les lettres, il n'y a pas de «e» muet, je me trompe toujours. J'aimerais revenir là-bas. Je le ferais si je n'avais pas d'enfants. Mais j'habite la Suisse depuis trente ans, j'y ai ma maison, j'y suis chez moi. Les Suisses ne sont pas expansifs, c'est vrai, mais je suis réservée, timide.

» J'ai échoué là par hasard. En partant de chez nous, nous sommes passés par l'Autriche, où nous avons couru les ambassades, et on nous a disséminés. Ils m'ont envoyée en Suisse, je ne parlais pas français. Pendant cinq ans, j'ai travaillé en usine, dans un village autre que celui où j'habitais. Il y avait tant de bruit, on ne s'entendait pas, je ne pouvais pas apprendre. Ma fille, à la crèche, se débrouillait mieux que moi. Nous ne connaissions personne d'autre que des Hongrois. Nous ne formions pas réellement de colonie, nous étions tous dispersés, très isolés ; il y a eu un grand nombre de suicides. Dernièrement, nous avons célébré l'insurrection de 1956, celle-là même qui nous a obligés à nous exiler. Et aujourd'hui, la date en est devenue fête nationale, c'est drôle.

» Mon premier mari avait une bourse d'étudiant. Après cinq ans, j'en ai obtenu une également, du canton de Neuchâtel, pour une université destinée aux étrangers. Là, j'ai appris à lire le français, ensuite, j'ai su parler convenablement. Je suis quelqu'un de visuel, le système des cassettes audio ne vaut rien pour moi. J'ai bien été obligée d'apprendre le français, parce que mon second mari était suisse, et à cause des enfants. Au second bébé, je me suis arrêtée de travailler, j'ai fait la ménagère. Les crèches sont peu nombreuses en Suisse, parce qu'on y favorise les femmes au foyer. Donc j'ai commencé à écrire. Le théâtre m'est venu naturellement, je le portais en moi, sans doute. J'en avais fait pour rire, au lycée. J'étais interne, et le soir, avec d'autres élèves, on allait de dortoir en dortoir, on imitait les professeurs, on jouait des petits sketchs en échange de fruits, de dattes, de douceurs, que recevaient les filles de la campagne. Le pays était très pauvre à l'époque.

» *Un rat qui passe* est ma première pièce, elle date de 1972 et n'a jamais été jouée. Elle est marquée par le souvenir des procès politiques. Je ne voulais pas me situer du côté des victimes, alors j'ai imaginé un juge cynique, tout au moins lucide, en pleine crise de conscience, qui revoit sa jeunesse, se dédouble. J'étais moi-même pleine de culpabilité parce que j'avais un bébé et je craignais de ne pas bien m'en occuper. *L'Épidémie* est un texte plus récent. Je l'ai écrit à un moment où j'étais un peu écolo. Les constructions d'autoroutes, de barrages, me paraissaient une attitude suicidaire pour l'humanité tout entière. C'est ce que je pensais décrire, mais il paraît que ça ne se voit pas. La pièce a été jouée en Suisse, à la Chaux-de-Fonds, traduite et montée en Allemagne.

» Je n'ai pas d'agent, mais un contrat avec ma maison d'édition, Le Seuil, qui prend 15 % sur les droits d'adaptation, et se charge de diffuser les manuscrits. Moi, je ne connais personne, je ne vais pratiquement jamais au théâtre. En fait, je bouge peu, parce que je n'ai pas de voiture, et que le quartier où j'habite n'est pas agréable le soir. Je vais à Paris pour mes livres, mais alors je passe la soirée avec mes éditeurs, ou avec ma fille. Elle était élève comédienne à l'école de la rue Blanche. J'ai assisté à son spectacle de fin d'année. Si je vais au théâtre, c'est par amitié.

» Ce que j'attends du théâtre, je ne sais pas. Je suis contente parce que mes pièces commencent à être jouées, je croyais que c'était perdu. Les voir me fait vraiment plaisir, même quand elles ont été mises en scène par des amateurs. Je pense au moment où je les ai écrites, enfermée, avec mes enfants, sans sortir, sans espoir de les voir un jour représentées. Et puis, elles vivent, et je reste ébahie. Depuis 1972 j'en ai écrit une presque chaque année. Je suis obstinée, naturellement, sinon je n'aurais jamais rien fait. L'écriture est une angoisse. Une idée s'impose, vous poursuit, c'est vraiment ça qui compte. Ensuite, après des mois de travail, vous donnez votre livre, vous ne savez plus rien, vous vous sentez lâchée, abandonnée.»

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

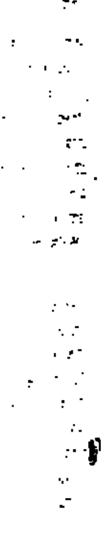
(1) *Les trois livres sont publiés aux éditions du Seuil.*

★ *L'Epidémie* et *Un rat qui passe*, d'Agota Kristof, mise en scène de Michel Raskine, du 19 mars au 10 avril, 32, rue des Cordes, Comédie de Caen, les mardis, vendredis et samedis à 20 h 30, les mercredis et jeudis à 19 h 30, les dimanches à 17 heures. Au théâtre d'Alençon les 14 et 15 avril. A Saint-Lô, le 20 avril. A Evreux le 4 mai. Rens., tél. : (16) 31-46-27-30. Les deux pièces sont publiées par la Comédie de Caen aux Editions Amiot Lenganey.

DANSE

T R O I S   E X P É R I E N C E S   C H O R É G R A P H I E / A R T S   P L A S T I Q U E S

MARIAGES DANS L'ESPACE



Les alliances artistiques célèbres font rêver : Diaghilev et Nijinski, Massine et Picasso, Cunningham, Cage et Rauschenberg. Aujourd'hui, la danse veut à nouveau s'ouvrir aux autres arts, notamment à la peinture. Difficile de ménager de véritables rencontres, les temps ont changé. Et pourtant les couples Richard Alston/Jean-Charles Blais, Angelin Preljocaj/Aki Kuroda et Hervé Robbe/Richard Deacon (sculpteur) travaillent en collaboration. Mariages à l'essai ou compagnonnages de longue durée ?

« Le Marteau sans maître », chorégraphie de Richard Alston pour Régine Chopinot.

TRISTAN VALES/ENGUERAND

RÉGINE CHOPINOT veut que sa compagnie expérimente d'autres chorégraphes qu'elle-même. Elle fait appel à Richard Alston, «cunninghamien» d'origine, qui dirige la Rambert Dance Company, à Londres. Il choisit de monter *le Marteau sans maître* de Pierre Boulez, et élit le peintre Jean-Charles Blais pour créer un environnement à cette pièce musicale abstraite, inspirée de poèmes de René Char.

De son côté, Angelin Preljocaj continue à relire le répertoire des Ballets russes : pour *Parade* – créé en 1917 par Cocteau, Picasso, Massine et Erik Satie, excusez du peu ! – c'est Aki Kuroda, Japonais installé à Paris, qui relève la gageure de succéder à Picasso. Enfin, en ce moment même, à la Ferme-du-Buisson, le jeune Hervé Robbe travaille de concert avec le sculpteur anglais Richard Deacon.

Ce désir d'intégrer la danse contemporaine à un champ artistique plus large, de la sortir en quelque sorte de son ghetto pour la faire reconnaître, est apparu, en France, ces dix dernières années. On se rappelle les soirées organisées à Beaubourg par Jacques Garnier du Groupe de recherche de l'Opéra de Paris, ou les spectacles de l'Opéra-Comique : Tanaka Min/Karel Appel/Richard Serra ou Bernar Venet/Roc in Lichen. Brèves rencontres : aucune collaboration ne s'est prolongée. L'Américaine Karole Armitage, en travaillant avec David Salle et Jeff Koons, revendique elle aussi clairement l'héritage et l'esprit des Ballets russes.

La réussite des assemblages des Ballets russes tient essentiellement au *deus ex machina* Diaghilev. Directeur artistique inégalé, comme il ne crée pas directement, et c'est là sa force, il conserve le pouvoir du regard extérieur, de la manipulation aussi. Il tient les rênes d'une main de fer. C'est lui qui maintient l'échange, le provoque : entre Fokine et les peintres russes, comme Bakst, Benois, Roerich, Gontcharova et Larionov, puis entre Massine et les artistes européens, comme Derain, Picasso, José-Maria Sert, Matisse, Braque. Echanges entre talents naissants ou déjà célèbres, passerelle entre les générations, échange social entre le Paris mondain et les «Montparnos». Chacun s'y retrouvait, et avait envie de continuer l'expérience, formant ainsi un mouvement durable, riche, nourri à tous les courants, particulièrement au cubisme triomphant puis au néoclassicisme.

Autre époque qui suscite la nostalgie des chorégraphes : l'équipée autour de Cunningham, celle des minimalistes et conceptuels américains. Citons Rauschenberg, certes, mais aussi Frank Stella et Jasper Jones, tous persuadés d'appartenir à l'avant-garde, d'inscrire un nouveau chapitre à l'histoire de l'art. Chapitre qui perdure à travers Cunningham, bien sûr, mais aussi avec Trisha Brown et Donald Judd, sculpteur, qui créa les magnifiques rideaux de couleurs primaires pour *Newark*.

Aujourd'hui, les esthétiques dominantes ont disparu. L'éclatement règne en maître. Impossible de créer un *Parade* qui aurait l'homogénéité de la version originale. Il est vrai que Picasso et Satie s'entendaient à merveille pour court-circuiter les idées foisonnantes de Cocteau. Et la conception même de certains costumes – structures cubistes en carton – empêchait toute vraie chorégraphie. Aujourd'hui, les chorégraphes choisissent un artiste dont ils apprécient le travail, sans savoir vraiment si une rencontre artistique, sur la scène, est possible.

La peinture métaphysique d'Aki Kuroda convient-elle à la danse formelle, très construite, d'Angelin Preljocaj ? Les costumes d'Hervé Pierre, réalistes et luxueux, s'intégreront-ils à la conception initiale du spectacle ? Les tensions, nées des différences, peuvent créer des chocs visuels, tout autant que les annuler. A la première du *Marteau sans maître*, à La Rochelle, en décembre dernier, la création par Jean-Charles Blais d'un univers de taches noires, abstraites, mouvantes, jeu d'ombres et de lumières, absorbait une chorégraphie écrite au cordeau, trop proche de la partition. On n'avait d'yeux que pour le roman policier tachiste qui se déroulait sur la toile de fond, moins respectueuse de la musique, donc plus à son écoute. Jean-Charles Blais a pris goût au ballet : il travaille avec Thierry Niang sur son projet Matisse, au Musée de Nice.

Hervé Robbe et Richard Deacon ont défini avec précision les contours esthétiques et formels de leur future création, *Factory*. Un spectacle où pas plus de deux cents spectateurs ne sont conviés sur la scène, une chorégraphie qui renoue avec la performance, le mouvement des spectateurs, les formes mobiles créés par Deacon. Le seul risque : que la danse soit affaiblie par tant de mouvements annexes. A suivre, pourtant. Car voici une formule qui rompt avec cette passivité dans la consommation qui gagne le spectacle vivant. Le public est moins curieux, moins ouvert qu'il y a dix ans à tout ce qui le dérange.

La danse et l'art visuel ont en commun des préoccupations d'espace. Les costumes, eux, véhiculés par le corps des danseurs, constituent un terrain délicat. Si le plasticien les prend en charge, l'unité du spectacle peut être préservée. Craindre toutefois l'impérialisme des arts plastiques : la danse est si fragile à lire ! Richard Deacon a donné des consignes à la costumière, Dominique Fabrègue, concernant les attaches et la coupe.

Un peintre continue son travail sur la scène. Il ne devient pas illustrateur ou décorateur de la danse. Ce qui explique que souvent les rencontres n'ont pas lieu. Dans le meilleur des cas, il cherche une jonction où son travail peut s'articuler avec celui du chorégraphe. Mais Pina Bausch n'a jamais collaboré avec un artiste de renom, son environnement plastique naît de sa danse, d'une collaboration forte avec deux hommes, deux scénographes, Rolf Borzik d'abord, puis Peter Pabst. Les grandes aventures artistiques des années 80/90 naîtraient-elles dans le secret des compagnies ? William Forsythe prend souvent en charge lui-même décor et costumes. Avec le succès que l'on sait.

Retour des plasticiens dans la danse ? Le débat est ouvert. Les collaborations doivent s'inscrire dans la durée pour former des couples célèbres. Il ne s'agit pas de copier le passé pour le faire ressusciter. Il faut trouver de nouvelles alchimies.

DOMINIQUE FRÉTARD

★ Biennale du Val-de-Marne, *le Marteau sans maître*, les 18 et 19 mars, à 20 h 45, salle Jacques-Brel, 164, boulevard Gallieni, Fontenay-sous-Bois, tél : 46-86-17-04. Soirée *Hommage aux Ballets russes*, d'Angelin Preljocaj/Aki Kuroda, du 5 au 9 avril, Opéra Garnier, tél : 47-42-53-71. *Factory*, d'Hervé Robbe/Richard Deacon, les 29 et 30 avril, La ferme-du-Buisson, Marne-la-Vallée, RER : Noisiel, tél : 64-63-27-00.

CINEMA

Nouveaux films

Antonia & Jane

de Beeban Kidron,
avec Saskia Reeves, Imelda Staunton, Brenda Bruce, Bill Nighy, Joe Absolom.
Britannique (1 h 20).

Deux femmes, amies depuis l'enfance, s'adorent, se détestent et s'envient. L'une est névrosée, immature, mais belle et mariée. L'autre est complexée, paranoïaque, mais originale et fiancée. Elles sont pourtant inséparables, mais tout peut changer.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-65-75-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38).

Archipel

de Pierre Granier-Deferre,
avec Michel Piccoli, Claire Nebout, Melvil Poupaud, Ludmila Mikaël, Samuel West.
Franco-belge (1 h 40).

Un précepteur jaloux, une gouvernante bizarre, une infirmière volage, se livrent à un bien étrange ballet. Le seul élève qui soit resté pour les vacances d'été au collège de Hamilton School, au milieu d'une île du sud de l'Angleterre, va percer le mystère qui entoure la propriétaire des lieux, et découvrir l'amour.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis (ex-Fauvette bis), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

Boulevard des Hirondelles

de Josée Yanne,
avec Elizabeth Bourgine, Pierre-Loup Rajot, Christophe Bourseiller, Didier Sandre, François Caron.
Français (1 h 30).

D'après l'histoire authentique de Lucie Aubrac qui fit évader son mari prisonnier de Klaus Barbie, une évocation de la Résistance française.

Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Des jours et des nuits dans la forêt

de Satyajit Ray,
avec Sumitra Chatterjee, Subhendu Chatterjee, Samit Banja, Robi Ghose, Sharmila Tagore, Kaberi Bose.
Indien (1 h 55).

Quatre amis vivant à Calcutta décident d'abandonner la ville et leurs soucis pour prendre quelques vacances en forêt. A travers les femmes qu'ils rencontrent, ils apprennent à mieux se connaître.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14e (43-35-30-40).

Fortress

de Stuart Gordon,
avec Christophe Lambert, Loryn Locklin, Kurtwood Smith, Lincoln Kilpatrick, Clifton Gonzalez Gonzalez.
Américain (1 h 28).
Interdit - 12 ans.

La surpopulation est devenue le principal fléau de la Terre. Pour avoir transgressé la loi qui interdit à un couple d'avoir plus d'un enfant, un homme, dont on a « lavé » le cerveau, est emprisonné dans une forteresse, d'où on ne s'évade pas.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; UGC Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16 36-65-70-82).
VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (36-65-70-41) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39) ; UGC Convention, dolby, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

Histoires de fantômes chinois n° 3

de Ching Siu-Tung,
avec Tony Leung, Jacky Cheung, Wong Tau Hsien, Nina Li, Lau Siu Ming.
Hong Kong (1 h 35).

Le Temple de l'Orchidée est un lieu maudit. Poursuivis, un prêtre et son naïf disciple courent s'y réfugier. Ils y rencontrent un démon assoiffé de chair humaine, de trop charmantes diablesses, des bandits...

VO : Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00).
VF : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

La Joie de vivre

de Roger Guillot,
avec Michel Bouquet, Gwennola Bothorel, Patrick Catalifo, Henri Virlogeux, Micheline Dax, Kathy Kriegel.
Français (1 h 20).

Un veuf est impatient de rejoindre son épouse au paradis. Une infirmière du troisième âge se propose de l'aider, mais les tentatives, de la plus scientifique à la plus irrationnelle, ne peuvent forcer le destin.

14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

Light Sleeper

de Paul Schrader,
avec Willem Dafoe, Susan Sarandon, Dana Delany, David Clennon.
Américain (1 h 43).
Interdit -16 ans.

(lire page 28 les articles d'Henri Béhar et Jean-Michel Frodon).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Le Souffle du démon

de Richard Stanley,
avec Robert Burke, Shelsea Field.
Britannique (1 h 30).
Interdit -16 ans.

Un homme solitaire tue d'autres hommes plus solitaires que lui, et a l'étrange habitude de peindre, avec leur sang, des fresques sur les murs.

VF : Brady, 10e (47-70-08-86).

Les Vaisseaux du cœur

de Andrew Birkin,
avec Greta Scacchi, Vincent d'Onofrio, Anaïs Jeanneret, Hanns Zischler.
Américain (1 h 51).

Les amours difficiles et passionnelles d'une intellectuelle et d'un marin écossais qui, dix ans après leur première rencontre, se retrouvent.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Publicis Saint-Germain, dolby, 6e (42-22-72-80) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).
VF : Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins bis (ex Fauvette bis), dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Gaumont Convention, handicapés, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

Sélection

A fleur de mer

de Joao Cesar Monteiro,
avec Laura Morante, Philip Spinelli, Manuela de Freitas, Teresa Vilaverde, Georges Claisse, Sergio Antunes.
Portugais (2 h 17).

Un conte pour enfants, une aventure de flibustier, une histoire d'amour nostalgique et tendre, la splendeur des images et la finesse ironique du récit : c'est une grande merveille que nous concoctait là Monteiro, génial olibrius lusitanien.

VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

Hors saison

de Daniel Schmid,
avec Sami Frey, Carlos Devesa, Ingrid Caven, Dieter Meier, Ulli Lommel, Andréa Ferréol.
Suisse-français-allemand (1 h 35).

Un hier recomposé sur la mémoire des sentiments, une évocation émouvante, souriante et onirique de la vie d'un grand hôtel au début du siècle.

Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

Lioubov

de Valéri Todorovski,
avec Evguéni Mironov, Natalia Petrova, Dimitri Marianov, Tatiana Skorokhodova.
Russe (1 h 45).

Sous l'apparence d'une innocente comédie sentimentale d'adolescents surgit, mais peu à peu, une dénonciation de l'antisémitisme dans la Russie contemporaine ; un cauchemar limpide et violent.

VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

Loin de Berlin

de Keith McNally,
avec Armin Mueller-Stahl, Werner Stocker, Tatjana Blacher, Fritz Schaap.
Franco-allemand (1 h 35).

Une histoire d'amitié dans un Berlin admirablement filmé où s'abîment, se corrompent, les illusions de la fraternité nées de la chute du mur. Keith McNally est un auteur à surveiller.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard,
avec Cyril Collard, Romane Bohringer, Carlos Lopez, Corine Blue, Claude Winter.
Français (2 h 10).
Interdit – 12 ans.

Quatre trophées dont celui du meilleur film, les césars ont salué comme il se devait ce film qui ne ressemble à aucun autre. Les chemins de la vie abordés à toute allure, la vitesse contre la peur, l'amour comme son exutoire, un formidable élan d'énergie, d'humour et de tendresse, un chant de vitalité légué à l'avenir.

Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; UGC Triomphe, handicapés, dolby, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; UGC Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, dolby, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; UGC Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

Le Pays des sourds

de Nicolas Philibert.
Français (1 h 39).

Documentaire éloigné de tout voyeurisme et de toute sensiblerie, cette fenêtre sur le monde du silence autorise le rire quand besoin s'en fait sentir, et laisse passer l'émotion sans jamais la commander.

14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ranelagh, handicapés, 16e (42-88-64-44).

Samba Traoré

d'Idrissa Ouédraogo,
avec Bakary Sangaré, Mariam Kaba, Abdoulaye Komboudri, Irène Tassembedo, Moumouni Compaoré, Krin Casimir Traoré.
Franco-suisse-burkinabé (1 h 25).

Ce n'est pas un mauvais jeu de mots, mais une excellente surprise : l'un des meilleurs cinéastes d'Afrique réalise son premier « film noir », et réussit un mélange harmonieux et tonique entre les règles du genre élaborées à Hollywood et les ambiances d'un village de brousse.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; 14-Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

Festivals

Panorama du cinéma indépendant américain

Face à l'hégémonie des grands studios, un mouvement en marge de Hollywood se maintient, avec une santé renouvelée, dans les grandes villes de la côte ouest des Etats-Unis – même si les productions indépendantes ont parfois du mal à trouver le chemin des salles. En Amérique, mais aussi en France, d'où l'initiative de l'association Haut et Court, qui présente cinq films inédits, bien que plébiscités lors des festivals. Trois sont des premières œuvres : Gas Food Lodging, de Allison Anders, Together Alone, de P. J. Castellanata et Hippy Porn, de Jon Moritsugu et Jacques Boyreau. Deux sont les œuvres de cinéastes relativement connus : Sure Fire, de Jon Jost, et Higway Patrolman, d'Alex Cox.

Un film par jour en alternance, du 17 mars au 20 avril. Action Christine, 4, rue Christine (4e). Tél. : 43-29-11-30.

Le pessimisme poétique de Naruse

Nikio Naruse avait dit que, si ses personnages bougeaient peu, pourtant « ils se fracassent rapidement contre les murs ». Son œuvre amère est parmi les plus belles que compte le cinéma japonais. Le cinéma Reflet République en propose six films : le Grondement de la montagne (les 17, 23, et 29 mars) ; Frère et sœur (les 18, 24 et 29 mars) ; Nuages flottants (les 19 et 25 mars) ; l'Eclair (les 20 et 26 mars) ; le Repas (le 21 et 27 mars) ; Nuages d'été (les 22 et 28 mars).

Jusqu'au 30 mars au Reflet République, 18, rue du Temple (11). Tél. : 48-05-51-33.

Festival de Strasbourg

Des films essentiellement européens et inconnus présentés au travers des « Regards vers l'Ouest » (dix films en compétition), et autour du thème de la « mémoire », une compétition réservée aux seuls documentaires. Et, à l'heure de l'Europe, les frontières réelles et imaginaires, géographiques ou personnelles, seront interrogées par une sélection forte d'une dizaine de films.

Strasbourg. Du 18 au 28 mars. Renseignements : avant le 18 mars au 88-35-05-50 ; après le 18 mars au 88-75-19-75.

Reprise

Les Amants du Capricorne

d'Alfred Hitchcock,
avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding.
Américain, 1949 (1 h 57).

Mélodrame en costumes situé en Australie. Ces bizarreries n'empêchent pas sir Alfred de déployer son savoir-faire.

VO : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

Europe 51

de Roberto Rossellini,
avec Ingrid Bergman, Alexander Knox, Giulietta Masina, Ettore Giannini.
Italien, 1953, noir et blanc (1 h 50).

Deuxième film de Rossellini avec Ingrid Bergman (après Stromboli) Europe 51, à travers l'histoire d'une jeune femme riche et futile qui découvre la compassion pour la misère des autres, est une parabole sur la sainteté, mais aussi une fable politique. C'est, aussi, un chef-d'œuvre.

VO : Le Champo - Espace Jacques-Tati, handicapés, 5e (43-54-51-60).

Le Fantôme de la liberté

de Luis Bunuel,
avec Adriana Asti, Julien Bertheau, Michel Piccoli, Jean-Claude Brialy, Monica Vitti, Muni.
Français, 1974 (1 h 45).

A cloche-pied entre enfer et paradis, rêve et réalité, selon les règles joyeuses de son imagination, des associations d'images et d'idées chères à ses amis surréalistes, Bunuel invente cette marelle iconoclaste, ironique, émerveillante.

Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

La sélection « Cinéma » a été établie par : Christophe Montaucieux

Les entrées à Paris

Le phénomène de la semaine aura été le sursaut des Nuits fauves, portées par leur plébiscite aux césars et par le déferlement médiatique qui a suivi la mort de son auteur-interprète. Avec près de 60 000 spectateurs en 22e semaine dans un circuit réélargi de 20 salles, le film de Cyril Collard atteint les 345 000 entrées. Et le phénomène, loin d'être parisien, s'étend à la France entière. L'autre triomphateur des césars, Indochine, en tire moindre bénéfice puisqu'il attire 14 000 amateurs de mélos exotiques devant ses écrans, pour un total de près de 600 000 en 47 semaines.

Parmi les nouveautés, Hoffa ne parvient à syndiquer que 34 000 spectateurs malgré ses 38 bureaux d'inscription. Alors qu'ils sont 20 000 à suivre le Bad Lieutenant dans sa descente aux enfers, ce qui, pour seulement 8 salles, représente un résultat nettement plus favorable. Grâce à l'intérêt important de la presse pour son portrait de la propagande pétainiste, l'Œil de Vichy obtient un notable succès de curiosité, avec 13 000 historiens amateurs devant ses 5 écrans – ce qui vaut mieux que les 15 000 de Drôles d'oiseaux, pour 21 salles, et que les 6 000 de Lorenzo, dans 11 salles.

Toujours aussi vaillants, les Visiteurs restent aux abords des 100 000 entrées en septième semaine, et passent ainsi le cap des 1 100 000 entrées parisiennes en septième semaine. Parmi les « petits films », on note aussi la carrière imprévue de The Crying Game, qui, après un démarrage plus que médiocre, s'est obstinément maintenu, pour totaliser plus de 50 000 entrées en 8 semaines. Le film de Neil Jordan n'atteindra pourtant jamais un score équivalant à celui qu'il connaît aux Etats-Unis, où il remporte, pour un titre anglais, un succès historique.

J.-M.F.

★ Sources : le Film français.



DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Arlequin serviteur de deux maîtres

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Jean-Louis Thamin,
avec Muriel Solvay, Pascale Barouk, Thierry Belnet, Eric Bougnon, Nathalie Dauchez, Eric Dignac, Yves Gourvil, Renaud Danner, Vincent Solignac et Pascal Vannson.

Presque à ses débuts, Jean-Louis Thamin *avait monté une première fois la* pièce. Il a récidivé avec quelques années d'expérience en plus, et la maîtrise de son talent.

Théâtre Silvia Monfort, 106, rue Brancion, 15e. *A partir du 23 mars. Du mardi* au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 45-31-10-96. 90 F *et* 120 F.

Le Bal des cuisinières

de Bernard da Costa,
mise en scène
de Jacques Ardoin,
avec Christine Patti, Corinne Mighirdt, Véronique Portefaix et Carole Reichart.

Un homme et trois femmes, entre le désir du plaisir et celui de la frustration.

Bateau-théâtre la Mare au diable-Rive gauche, face 3 *Quai Malaquais*, 6e. A partir du 17 mars. Du mercredi au dimanche à 19 heures. Tél. : 40-46-90-72. 70 F et *100 F.*

Fin d'été à la campagne

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Claudia Morin,
avec Michel Toty, Bénédicte Wenders, Claudia Morin, Christian Caro, Mathieu Buscatto, Maurice Tuech, Patrick Simon, Marc Schapira, Isabella Brochard, Sandrine Spiekmann et Guillaume Briat.

C'est l'année Goldoni. Comme c'était un auteur très prolixe, on n'a pas fini de le découvrir.

Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau, 20, av. Marc-Sangnier, 14e. A partir du 23 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-45-49-77. 55 F et 110 F.

Ici tu dois danser

d'André de Baecque,
mise en scène
de l'auteur,
avec Candice Berner, Gérard Collowaert, *Olivier Patrux*, Michel Lesprit, Martine Drucker et Marie-Eve Ruffiot.

Quand la contestation anti-nucléaire mène au matricide.

Lucernaire Forum Centre national d'art et *d'essai*, 53, *rue* Notre-Dame-des-Champs, 6e. A partir du 17 mars. Du lundi au samedi à 20 heures. Tél. : 45-44-57-34. De 98 F à 140 F.

Le Nouveau Menoza ou l'Histoire du prince Tandi

de Jacob Lenz,
mise en scène
de Pierre Somme,
avec Laure Argouet, Eric Bottom, Emmanuelle Boulineau, Anne-Sophie Casper, Vincent Figuri, Pierre Gillette, Carole Guérin, Yann Le Saoût, Gérald Perrenoud, Jérôme Pierson, Anne Saint-Rémy, Pierre Somme et Valérie Weinzaepfel.

Le théâtre allemand du XVIIIe siècle mêle une feinte naïveté, une ironie grinçante, une vraie détresse existentielle.

Amphithéâtre *Richelieu*, 17, *rue de la* Sorbonne, 5e. Les 20, 22 et 23 mars, 20 h 30 (et les 24, 25, 26 et 27). Tél. : 40-16-06-75. 50 F *et* 30 F.

Quelques récits d'Antocha Thékhonté

d'après Anton Tchékhov,
mise en scène
de Françoise Merle,
avec Coralie Seyrig, Rosine Rochette, Igor Tchoulanov, *Françoise Viallon et* Armel Veilhan (pianiste).

Quelques textes de Tchekhov, inépuisable auteur.

Théâtre de l'Usine, rue de la Papéterie, 95000 Cergy. Les 19, 20, 22 et 23 mars, 20 h 30 ; le 21, 15 heures (et les 25, 26, 27, 28, 29 et 30). Tél. : 30-37-84-57. 35 F et 65 F.

Si je t'oublie, Jérusalem...

d'après William Faulkner,
avec Antoine Caubet, Claire Aveline, Bertrand Binet, Michelle Darnay, Christophe Forey, Christian Grisinger, Xavier Gruel, Christian Johanin et Thierry Paret.

Faulkner adapté au théâtre : une expérience.

Théâtre de l'Eclipse, 9, rue du docteur Vinot, 91000 Juvisy-sur-Orge. A partir du 19 *mars. Du mardi au samedi* à 21 heures. Matinée dimanche à 16 *heures*. Tél. : 69-21-60-34. 50 F *et* 70 F.

Sur le dos d'un éléphant

de Thomas Le Douarec,
mise en scène
de l'auteur,
avec Juliette Meyniac, Jérôme Badoux, Grégoire Bonnet, Walter Hotton et Franck Moringue.

A partir d'un scandale du siècle dernier (les amours d'un moine et d'une nonne) cinq comédiens enquêtent. On nous promet un voyage délirant.

Espace Paris-Plaine, 13, rue du Général-Guillaumet, 15e. A partir du 19 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-43-01-82. 60 F et 75 F.

Sélection Paris

Bal masqué

de Mikhail Lermontov,
mise en scène
d'Anatoli Vassiliev,
avec Jean-Luc Boutté, Catherine Salviat, Jean-Baptiste Malartre, Nathalie Nerval, Valérie Dréville, Eric Frey.

Reprise d'un spectacle troublant, qui navigue entre moquerie et angoisse étouffante. Avec Jean-Luc Boutté, superbe.

Comédie-Française, place Colette, 1er. Le 19 mars, 20 h 30 (et les 25, 27 et 31 mars). Tél. : 40-15-00-15. De 160 F à 45 F.

Le Banc

d'Hervé Lebeau,
mise en scène
de Tara Depré,
avec Marthe-Hélène Raulin et Hervé Lebeau.

Le parcours d'une vie à deux résumée en une heure de charme et de danse.

L'Européen, 5, rue Biot, 17e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-87-29-89. *60 F et 100 F.*

Ce qui arrive et ce qu'on attend

de Jean-Marie Besset,
mise en scène
de Patrick Kerbrat,
avec Christophe Malavoy, Marie-France *Pisier, Sabine Haudepin, Samuel* Labarthe, Philippe Etesse.

Les contradictions de l'amour et de l'ambition.

Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18. De 120 F à 220 F.

Contes d'avant l'oubli

d'après Isaac Bachevis Singer,
mise en scène
de Jean-Luc Porraz,
avec Valérie Delbore, Isabelle Faria de *Oliveira, Camille Grandville, Philippe du* Janerand, Alain Lenglet.

Dans la spirale de la pensée juive, des histoires drôles et tendres.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. Du mardi au samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 1 h 40. 80 F et 130 F.

La Dispute

de Marivaux,
mise en scène
de Stanislas Nordey,
avec Pierre Marello, Hélène Febre, Josée Schuler, Virginie Volmann, Stanislas Nordey, Delphine Eliet, Emmanuel Costes et Cécile Cholet.

L'enchantement et la cruauté de la jeunesse. Le spectacle se donne également du 25 au 27 mars à la Rose des Vents de Villeneuve-d'Ascq (20-91-02-02)

TJS, 26, Place Jean-Jaurès, 93000 Montreuil. *Les 19 et 20 mars, 20 h 30 ; le 21,* 17 heures. Tél. : 48-59-93-93. Durée : 1 h 25. 80 F et 70 F.

L'Entretien du solitaire

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Jean-Gabriel Nordmann,
avec Michel André et Pauline Salès.

Bernard-Marie Koltès, tel qu'il s'est un jour dévoilé, au cours d'une interview.

Théâtre de la Main-d'or Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'or, 11e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89. *De 80 F à 100 F.*

Faust

de Johann Wolfgang von Goethe,
mise en scène
de Dominique Pitoiset,
avec Jean-François Sivadier, Hervé Pierre, Claude Guyonnet, Nadia Fabrizio, Chantal Neuwirth et Yves Favier.

Première version du chef d'œuvre de Gœthe, qui a trouvé là une interprétation formidablement belle, corrosive, poétique, avec en plus, un magnifique duo Faust-Mephisto.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 30, le mardi à 19 heures. *Matinée dimanche à 16 heures. Tél. :* 47-42-67-27. De 140 F à 90 F.

Harriet

de Jean-Pierre Sarrazac,
mise en scène
de Claude Yersin,
avec Féodor Atkine, Catherine Gandois, Hélène Gay, Alain Payen, Yves Kerboul et Lionel Prévol.

Dans ses derniers moments, Strindberg, toujours tyrannique, évoque ses amours avec celle qui fut sa femme et son interprète.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-02-02-68. De 65 F à 135 F.

Henry VI

de William Shakespeare,
mise en scène
de Stuart Seide,
avec Georges Benoît, Michel Bompoil, Thierry Bosc, Daniel Briquet, François Cabezas, Dominique Charpentier, Jean-Quentin Châtelain.

Dans un grand élan, Stuart Seide s'est *attaqué à la grande* saga de la *Guerre* des Roses, à l'éternelle histoire des vendettas sanglantes. Trois pièces de Shakespeare qui se donnent en alternance en deux soirées.

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Tél. : 47-93-26-30.

L'Homme qui

de Peter Brook,
d'après Olivier Sacks,
avec Maurice Benichou, David Bennent, Sotigui Kouyate, Yoshi Oida et Mahmoud Tabrizi-Zadeh.

Des anomalies de comportement qui deviennent de passionnantes expériences d'acteurs, pour explorer un monde inconnu, l'esprit humain.

Bouffes du Nord, 37 *bis*, bd de la Chapelle, 10e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 heures. Tél. : 46-07-34-50. De 80 F à 50 F.

Il ne faut jurer de rien

d'Alfred de Musset,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Roland Blanche, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmosnino, Pierre Forget.

La dernière pièce, toute en charme, de l'Enfant du siècle. En alternance avec *On ne badine pas avec l'amour.*

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Tél. : 46-14-70-00. De 100 F à 130 F.

L'Indulgence

d'après Hermann Broch, Charles-Ferdinand Ramuz et Italo Svevo,
mise en scène
de Thierry Bédard,
avec Pauline Brunel, Arnaud Carbonnier, Jean-Louis Coulloch, Paula de Ascensao, Claudie Decultis, Richard Dubelski.

Thierry Bédard et ses accolytes s'emparent de textes, les entrecroisent construisent *des spectacles rigoureux dont la* principale qualité est fort rare : l'humour. Deux parties sont données en alternance *l'Indulgence* et *la Cruauté.*

Salle de la Légion d'honneur, 4, pl. de la *Légion d'honneur*, 93000 Saint-Denis. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Jackets ou la Main secrète

d'Edward Bond,
mise en scène
de Bruno Boëglin,
avec Michèle Goddet, Hammou Graïa, Patrice Kerbrat, Marie-Paule Laval, *Sabine Müller, Julian Negulesco, Martine* Schambacher, Laurent Schilling.

L'auteur a juxtaposé deux histoires, l'une se passe au Japon, l'autre en Irlande et toutes deux parlent d'héroïsme et de dérision.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 90 F à 130 F.

John Gabriel Borkman

d'Henrik Ibsen,
mise en scène
de Luc Bondy,
avec Michel Piccoli, Bulle Ogier, Nada Strancar, Roland Amstutz, Bernard *Nissille*, Catherine Frot et Christine Vouilloz.

Portrait d'un *self-made-man* largué, qui *attend sa réhabilitation. Il vit dans un* passé de plus en plus écrasant. Une pièce rude, une distribution hors pair, une mise en scène fastueusement intelligente et sensible.

Théâtre national de l'Odéon, 1, *place* Paul-Claudel, 6e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. De 150 F à 30 F.

Madame Klein

de Nicolas Wright,
mise en scène
de Brigitte Jaques,
avec Michelle Marquais, Dominique Sanda et Dominique Reymond.

Trois femmes s'interrogent sur la mort d'un jeune homme. Trois psychanalystes.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. *Matinée dimanche* à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 60 F à 120 F.

Les Marchands de gloire

de Marcel Pagnol,
mise en scène
de Jean-Louis Martinelli,
avec Gérard Barreaux, Charles Berling, Jean-Claude Bolle-Reddat, Jean-Marc Bory, Florence Bosson, Rémy Carpentier.

La politique et la décence morale ne font pas toujours bon ménage. Sous la IIIe République, les choses allaient bon *train. Les morts de la « grande guerre »* les deuils familiaux, pouvaient servir de tremplin aux ambitions. Pagnol s'en moque, *Martinelli* et les comédiens s'en amusent.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F.

Mortadela

d'Alfedo Arias,
mise en scène
de l'auteur,
avec Haydee Alba, Didier Guedj, Marilu Marini, Adriana Pegueroles, Pilar Rebollar, Alma Rosa, Jacinta, Martine *Lepage, Oscar Sisto, Frédérico et Andréa.*

Voyage dans les rues de Buenos-Aires, peuplées de personnages extravagants, de chansons des années *50. Souvenirs* d'Alfredo Arias.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 200 F à 90 F.

Partenaires

de David Mamet,
mise en scène
de Bernard Stora,
avec Richard Berry, Fabrice Luchini et Anne Brochet.

A la recherche du succès commercial, deux producteurs se font bousculer par leur secrétaire...

Michodière, 4 *bis*, rue de la Michodière, 2e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Mati*née samedi à 17 heures, dimanche à* 16 heures. Tél. : 47-42-95-22. De 240 F à 50 F.

Pour un oui, pour un non

de Nathalie Sarraute,
mise en scène
d'Elisabeth Chailloux,
avec François Lequesne, Luc Clémentin, *Olivier Bouana* et Marie-France Gantzer.

Quelques personnages sans nom, un cataclysme déclenché par une certaine façon de dire les mots les plus simples.

Théâtre, 1, rue Simon-Dereure, 94000 *Ivry. Du mardi au samedi à 20 h 30.* Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-72-37-43. De 50 F à 70 F.

Le Procès de Jeanne d'Arc

d'après Bertolt Brecht, Anne Seghers et Charles Péguy,
mise en scène
de Jean-Claude Fall,
avec *Sophie Mihran, Anne Brissier,* Geoffrey Carey, Véronique Choquet-Ataly, Jean-Luc Dejean, Charles *Ginvert, Daniel Emilfork.*

Notre héroïne la plus bousculée, vue par plusieurs auteurs. Un pari difficile, et réussi.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F.

Le Siège de Numance

de *Cervantes,*
mise en scène
de Robert Cantarella,
avec Marc Berman, Evelyne Bork, Christophe Brault, Marie-Pia Bureau, Antoine Broutard, Frédéric Costa.

Une grande pièce au lyrisme échevelé, où se mêlent une ironie grandiose, une poésie épique, et la grandeur du talent.

Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-56-60-70. Durée : 2 h 30. De 60 F à 140 F.
Dernière représentation le 21 mars.

Solness le constructeur

d'Henrik Ibsen,
mise en scène
de Jean-Claude Amyl,
avec Emmanuelle Baillot, Dominique Bernard, François Delaive, Bruno Sermonne, Anne Saint-*Mor*.

Quand le passé intervient, quand il surprend comme un remord, quand il détruit les défenses élevées contre une *culpabilité refusée.*

Théâtre 13, 24, rue Daviel, 13e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche *à 15 heures. Tél. : 45-88-62-22. 80 F et* 110 F.

La Tonnelle

d'Hermann Ungar,
mise en scène
d'Agathe Alexis,
avec Laurence Bienvenu, Christophe Dellocque, Jean Lescot, Michel Ouimet.

L'humour grinçant, la méchanceté picaresque de Hermann Ungar, procurent un immense plaisir, dans la mise en scène tranchante d'Agathe Alexis. En alternance avec une pièce encore plus noire de Orvath : *le Belvédère.*

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Tél. : 47-93-26-30. 90 F et 110 F.

Woyzeck

de Georg Büchner,
mise en scène
de Christian Benedetti,
avec en alternance Christian Benedetti et *Michel Fouquet*, Véronique Vellard.

Nouvelle mise en scène pour l'éternel mystère du soldat, individu quasi anonyme poussé au meurtre le plus gratuit.

Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route *du Champ-de-Manœuvre*, 12e. *Du mardi* au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-97-04. 80 F et 100 F.

Sélection province

L'Epidémie ; Un rat qui passe

d'Agota Kristof,
mise en scène
de Michel Raskine,
avec Anne Alvaro, Philippe *Bombled,* Marie-Christine Orry, Christian Drillaud, Frédéric Leconte, Yves Robin, Arno Feffer, Charlie Nelson et Judith Guittier.
Lire page 29.

Comédie de Caen-Théâtre d'Hérouville, 41, rue Froide, 14000 Caen. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 31-47-39-00. De 52 F à 100 F.

Esclaves de l'amour

d'après Knut Hamsun,
mise en scène
de Marc François,
avec Nathalie Bensard, Nicolas Bonnefoy, Laurence Camby, Régine Cendre.

*Marc François aime les textes com*plexes, les ambiances équivoques, les personnages difficiles.

Théâtre Garonne, 1, av. du Château, 31000 Toulouse. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures. Tél. : 61-42-33-99. 90 F.

Fin de partie

de Samuel Beckett,
mise en scène
de Charles Tordjman,
avec Philippe Fretun, Daniel Martin, Gilette Barbier et Jean- Claude Perrin.

Les épaves de Beckett étrangement vivaces, et d'autant plus redoutables et drôles. Le spectacle se donne également du 23 au 27 mars à Dijon, au Parvis Saint-Jean (80-30-12-12).

Studio-Théâtre, Pl. Foch, 62400 Béthune. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 21-56-96-95. 65 F et 85 F.
Dernière représentation le 20 mars.

L'Institut Benjamenta

de Robert Walser,
mise en scène
de Joël Jouanneau,
avec Marief Guittier, Gabrièle Bazzichi, Basile Bernard, Michel Demierre, Fabrice *Dierx-Bénard, Simon Duprez.*

Après *les Enfants Tanner*, Joël Jouanneau retrouve un auteur qu'il aime, Robert Walser, et l'ambiance trouble d'un institut où l'on apprend à des jeunes bourgeois l'art de vivre comme des domestiques.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, *67000 Strasbourg. Le 23 mars, 20 h 30* (et les 24, 25, 26, 27 et 30 mars). Tél. : 88-35-44-52. De 65 F à 125 F.

Le Malade imaginaire

de Molière,
mise en scène
de Jean-Luc Lagarce,
avec Bernard Bloch, Mireille Herbstmeyer, *Elisabeth Mazev, Olivier* Achard, Olivier Py et François Berreur.

Le dernier souffle de Molière, et son comique morbide.

Théâtre municipal, rue Villars, 59000 Denain. Le vendredi à 20 h 30. Tél. : 27-44-12-05. De 30 F à 60 F.

Qui Saitout et Grobêta

de Coline Serreau,
mise en scène
de Benno Besson,
avec Coline Serreau et Gilles Privat.

Deux clowns aux prises avec la musique, l'amour, la jalousie. *Après le succès de la Crise,* Coline Serreau revient au théâtre.

Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Hélier, 35000 Rennes. Du lundi au dimanche à 20 h 30, le mercredi à 19 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 99-30-88-88. De 50 F à 100 F.

The Pichfork Disney

de Ph[illegible] Ridley,
mise [illegible]cène
d'Anne Torrès,
avec Jérôme Kircher, Claire Laane, Jean *Lorrain et Mohamed Rouabhi.*

Le monde sulfureux de l'enfance.

Le Maillon, 13, place André-Maurois, 67000 Strasbourg. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 88-27-61-81. 80 F et 100 F.
Dernière représentation le 20 mars.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard

DANSE

Compagnie Pierre Droulers

Comme si on était leurs petits Poucets

Une très fantaisiste et très amusante pièce de théâtre musical, chanté et dansé. Droulers s'y inspire librement du *Finnegans Wake* de Joyce. Mise en scène au millième de seconde, interprètes polyvalents et épatants.

Centre Georges-Pompidou, du 18 au 20 mars, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. 90 F.

Compagnie Castafiore

4 Log-Volapük

La loufoquerie règne chez Castafiore. Marcia Barcellos et son compère Karl Biscuit nous proposent, cette fois, une pièce « en trois dimensions », pour laquelle sera distribuée à chaque spectateur une lunette stéréoscopique...

Suresnes, Théâtre Jean-Vilar, *20 mars,* 21 heures. Tél. : 46-97-98-10. 100 F.

Compagnies Hervé Jourdet Marie-Anne Thil et Le Pied dans l'eau

Lunaticus – Sortis de coulisses – Trois points suspendus

On avait bien aimé, d'Hervé Jourdet, *Portraits de maîtresses ou le Rêve d'un curieux*, créé pour la Biennale du Val-de-Marne. Thil propose sept pièces courtes, les trois chorégraphes des *Points suspendus* sont leurs propres interprètes.

Théâtre Dunois, les 18, 19 et 20 mars, *20 h 30. Tél.* : 45-84-72-00. 100 F.

7e Biennale du Val-de-Marne

La Compagnie Chopinot dans un programme Richard Alston (*Rainbow Bandit et le Marteau sans maître*) (1), et dans l'étonnant *Saint Georges* inspiré à Chopinot par la sculpture romane (2). *Une création de Pierre Doussaint, les 41e Rugissants* (3) une autre de Jacques Patarozzi, *A Mossa des jours et des nuits* (4).

Fontenay-sous-Bois, Salle Jacques-Brel, (1) : le 19 mars. (2) : le 18. (3) : Le Perreux-sur-Marne, les 19 et 20. (4) Bonneuil-sur-Marne, salle Gérard-Philipe, le 20, 20 h 45. Tél. : 48-86-17-04. De 50 F à 147 F.

The Lindsay Kemp Company

Onnagata

Une création de l'extravagant Lindsay Kemp, inspiré ici par le théâtre Kabuki : l'onnagata est l'acteur spécialisé dans les rôles féminins.

Châlons-sur-Marne, Espace des Arts, les 19 et 20, 20 h 30. Tél. : 85-42-52-00. *150 F. Et à Lyon, Maison de la Danse, du* 23 au 28.. Tél. : 78-75-88-88. 120 F.

Ballet Théâtre Rafaël-Aguilar

Carmen

Une version extrêmement théâtrale, spectaculaire et inventive, servie par de fougueux acteurs-danseurs.

Grenoble, Le Summum, 23 mars, 21 heures. Tél. : 76-47-48-88.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

MUSIQUE

Classique

Mercredi 17 mars

Schubert

Sonates pour piano D 958, 959, 960
Paul Badura-Skoda (piano).

Les trois dernières Sonates de Schubert par Badura-Skoda ? Il n'est guère de pianiste plus à même que lui de les jouer. Mais, données à la suite, ces trois chefs-d'oeuvre s'entretuent.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 140 F à 300 F.

Gounod

Mireille
Michèle Command,
Maryse Castets (Mireille),
Christian Papis,
Luca Lombardo (Vincent),
Marcel Vanaud (Ourrias),
Rita Gorr,
Valérie Marestin (Taven),
Alain Vernhes (Ramon),
Choeurs de l'Opéra-Comique,
Orchestre Colonne,
Cyril Diederich (direction),
Robert Fortune (mise en scène).

La surprise de découvrir, dans sa version originale, une œuvre admirable *dans une* excellente mise en scène.

Opéra-Comique. Salle Favart (les 17, 19, 20 et 23, 19 h 30 ; le 21, 17 heures). Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 430 F.

Schubert

Quatuors à cordes D 804 et 810 « la Jeune Fille et la Mort »

Mozart

Quatuor à cordes KV 590
Quatuor Emerson.

Avec un programme pareil, le magnifique Quatuor Emerson devrait faire salle comble.

Auditorium des Halles, 19 heures (+ le 19). *Tél. : 40-28-28-40. 100 F.*

Honegger

Le Chant de Nigamon

Rachmaninov

Concerto pour piano et orchestre n° 3

Chostakovitch

Symphonie n° 10
Bruno Leonardo Gelber (piano),
Orchestre philharmonique de Radio-France,
Guennadi Rojdestvenski (direction).

Pianiste *autrefois radieux, Gelber* cogne aujourd'hui sur son piano comme une *bête*. Ce nouveau style ne sera-t-il que cette mauvaise passe dont tant de pianistes quinquagénaires sont les victimes ? Nous le lui souhaitons. Il a déjà joué le *Troisième* de Rachmaninov à Paris. Il n'est ni Argerich, ni Freire mais son jeu féroce y avait grande allure. La *Dixième Symphonie* de Chostakovitch est l'un des chefs-d'oeuvre du compositeur. Mravinski en était un interprète incomparable. Guenadi Rojdestvenski peut y être grand.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 175 F.

Bach

Ricercare à 6 BWV 1079
Partitas BWV 827 et 830
Contrapunctus XIV BWV 1080

Scarlatti

Sonates pour clavier K 460, 461, 208 et 209
Andreas Staier (clavecin).

L'Auditorium du Louvre rend hommage à Scott Ross : Monique Devau, l'une des *responsables de sa programmation*, était une amie de longue date du claveciniste et organiste. Scott Ross était un musicien à part qui avait le don de se faire des amis. Il parlait et il jouait vrai. Jacques Merlet, producteur à France-Musique, avait cru en lui dès ses débuts. Alain *Villain, grand* oublié de cet hommage, fut le premier a produire ses disques pour la marque Stil. Scott Ross jouait du clavecin en virtuose et il réalisa un exploit que peu d'interprètes auront *réalisé* : enregistrer l'intégrale des 550 sonates de Scarlatti en un temps record (Erato). Mais le meilleur de l'art de Ross, c'est peut-être son intégrale Rameau publiée par Stil. Elle a été enregistrée près de Montpellier, sur un clavecin aussi anonyme que splendide, sa prise de son est *idéale : il* n'en est pas de plus éclatante de vie. Monique Devau a demandé à Andreas Staier de raviver le souvenir de Scott Ross. Il était impossible de faire un meilleur choix. France-Musique diffuse ce concert en direct. A 19 heures, sur la même antenne, Jacques Merlet consacrera ses « Muses en dialogue » à Scott Ross.

Auditorium du Louvre, le 17 mars, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 130 F.

Bach

Passion selon Saint Jean
Barbara Schlick (soprano),
Kai Wessel (contre-ténor),
Klaus Mertens (baryton),
Guy de Mey (ténor),
Choeurs de l'Association Bach des Pays-Bas,
Amsterdam Baroque Orchestra,
Ton Koopman (direction).

Si cette *Saint Jean* égale la réussite de sa toute récente *Saint Matthieu* publiée par Erato... Il n'y a aucune raison qu'elle lui soit inférieure. Ton Koopman et ses *musiciens sont aussi à leur aise dans* cette musique que Boulez l'est dans Stravinsky ou Debussy.

Poissy. Théâtre, 20 h 30. Tél. : 39-79-03-03. De 160 F à 180 F.

Jeudi 18

Berlioz

Benvenuto Cellini
Chris Merritt (Cellini),
Donna Brown (Teresa),
Diana Montague (Ascanio),
Jean-Philippe Courtis (Balducci),
Michel Trempont (Fieramosca),
Romuald Tesarowicz (le pape),
Choeurs et orchestre de l'Opéra de Paris,
Myung-Whun Chung (direction),
Denis Krief (mise en scène).

Même si la production est contestable, il faut aller à Bastille voir ce *Benvenuto Cellini.* Ne serait-ce que pour constater *que Chung et l'orchestre en sortent* vainqueurs et pour se persuader que, décidemment, cet opéra n'est pas le chef-d'œuvre de Berlioz.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (+ le 22). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 570 F.

Rossini

Il Signor Bruschino
Didier Frédéric (Gaudenzio),
Valéria Homez (Sofia),
Jacques Péroni (Bruschino père),
Olivier Grand (Bruschino fils),
Nikola Todorovitch (Florville),
Orchestre national d'Ile-de-France,
Denis Dubois (direction),
Adriano Sinivia (mise en scène).

L'un des plus beaux spectacles d'opéra de ce début d'année. Même si les chanteurs et l'orchestre sont encore un peu inexpérimentés.

Villejuif. Théâtre Romain-Rolland, 20 h 30. Tél. : 47-26-20-02. 100 F.

Vendredi 19

Haydn

Quatuor à cordes op. 76 n° 1, 3 « l'Empereur » et 4
Quatuor Manfred.

Pro Quartet poursuit son cycle Haydn, à la Bastille : grand succès public, auditoire passionné... Il faut dire que les ensembles programmés ne sont pas les premiers venus.

Opéra-Bastille, 20 heures. *Tél. : 44-73-13-00. 95 F.*

R. Strauss

Capriccio
Felicity Lott (la comtesse),
Wolfgang Schoene (le comte),
Eberhard Büchner (Flamand),
Andreas Schmidt (Olivier),
Ann Howells (la Clairon),
Theo Adam (La Roche),
Robert Dumé (M. Taupe),
Anne-Sophie Schmidt (une chanteuse italienne),
Jonathan Welch (un chanteur italien),
Lorenz Minth (le majordome),
Orchestre de l'Opéra de Paris,
Peter Schneider (direction),
Johannes Schaaf (mise en scène).

Cette production du Grand-Théâtre de Genève vaut, avant tout, pour sa distribution historique.

Opéra de Paris. Palais Garnier, 19 h 30 (+ le 23). Tél. : 47-42-53-71. De 60 F à 620 F.

Samedi 20

Gounod

Faust
Francisco Araiza (Faust),
Barseg Tumanian (Méphistophélès),
Nelly Miricioiu (Marguerite),
Andreas Schmidt,
Philippe Rouillon (Valentin),
Bernadette Antoine (Marthe),
Colette Alliot-Lugaz (Siebel),
Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris,
Julius Rudel (direction),
Jorge Lavelli (mise en scène).

Lavelli aurait aimé refaire sa mise en scène. Il n'a pu que la reprendre. Les responsables de *Bastille* auraient dû l'écouter. Il savait bien que la production avait pris un coup de vieux et, surtout, qu'elle était indissolublement liée au décorum de Garnier. Malgré une jolie distribution, il vaut mieux écouter le disque de Plasson (EMI) en famille.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (+ le 23). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 570 F.

Dimanche 21

Schubert

Sonates pour piano D 664, 575 et 784
Christian Zacharias (piano).

Rude concurrence pour Nelson Gœrner qui joue le même jour à Gaveau, Christian Zacharias poursuit tranquillement son intégrale Schubert, au Théâtre des Champs-Elysées. Et Zacharias, dans Schubert, a bien peu de concurrents. S'il *joue, lui aussi, trois sonates à la file* (le 17 mars, Badura-Skoda faisait la même chose, Salle Gaveau), il a pris soin de varier les climats. Il commence par la « petite » *la majeur* de 1819, poursuit avec la *Neuvième en si bémol majeur* de 1817 et s'achève avec la *Sonate en la mineur* de 1823.

Théâtre des Champs-Elysées, 11 heures. *Tél. : 49-52-50-50. 90 F.*

Rameau

Suite pour clavecin en la mineur
Pièces des Indes galantes



Karim Kacel, au Café de la danse.

F. Couperin

L'Art de toucher le clavecin
4e Livre de pièces pour clavecin, 25e ordre
Olivier Beaumont (clavecin).

Signataire d'une intégrale Rameau remarquée (Adda) et embarqué, semble-t-il dans une intégrale Couperin pour Erato, *Olivier Beaumont associe ses* deux compositeurs fétiches pour ce concert qu'il donne tout près de la statue de Madonna. La nouvelle « pensionnaire » du Musée Grévin aimera-t-elle la broderie au petit point du clavecin français ? Beaumont a de quoi la convaincre.

Théâtre Grévin, 11 heures. Tél. : 43-58-75-10. *De 90 F à 200 F.*

Mozart

Sonate pour piano KV 284

Debussy

Etudes pour piano

Stravinsky

Petrouchka, extraits
Nelson Goerner (piano).

Ce n'est pas la première fois qu'il se présente au public parisien ou français : le Châtelet et le Festival de La Roque d'Anthéron l'ont déjà invité. Ce jeune Argentin a beaucoup de moyens, son jeu *est vif et personnel. Si bien qu'on* lui pardonne de taper un peu parfois.

Salle Gaveau, 11 heures. Tél. : 49-53-05-07. 110 F.

Lundi 22

Œuvres de Daugherty, Golijov, Zorn, Pärt, Tamusuza, Cowell, Scott, Johnson

Kronos Quartet.

Quatuor à la mode, le Kronos l'est, non seulement pas sa tenue vestimentaire, mais aussi par les compositeurs qu'il sert. *Les choix de cet ensemble, sont* diamétralement opposés à ceux du Quatuor Arditti.

Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Mozart

Sonate pour violon et piano KV 304

Beethoven

Sonate pour violon et piano op. 24 « le Printemps »

Tchaïkovski

Sérénade mélancolique

Wieniawski

Polonaise

Saint-Saëns

Havanaise
Maxim Vengerov (violon),
Itamar Golan (piano).

De Mozart à Saint-Saëns, de la pureté angélique à la rouerie la plus consommée, Vengerov montre ce qu'il sait faire.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 40 F.

Purcell

Prévin

Chansons

Schumann

R. Strauss

Lieder

Bizet

Mélodies
Kathleen Battle (soprano),
Roger Vignoles (piano).

Elle chante admirablement, elle est américaine, star du disque et son art a depuis quelques années franchit l'Atlan*tique. Son récital, à Gaveau*, l'an dernier, a été un triomphe.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 450 F.

Mardi 23

Schubert

Grand Duo pour violon et piano

Grieg

Sonate pour violon et piano op. 45

Brahms

Sonate pour violon et piano op. 100
Sonate pour violon et piano FAE, extraits
Olivier Charlier (violon),
Brigitte Engerer (piano).

Programme irrésistible, interprètes irrésistibles, acoustique irrésistible.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 60 F à 180 F.

Beethoven

Concerto pour violon et orchestre
Symphonie n° 4
Monica Huggett (violon),
Orchestre des Champs-Elysées,
Philippe Herreweghe (direction).

Philippe Herreweghe vient de remporter un triomphe personnel bien mérité lors de la création française de *Manfred* de *Schumann, à Lyon. Il y dirigeait* l'Orchestre de l'Opéra. Le voici, à la tête de l'ensemble qu'il a créé, dans deux œuvres majeures de Beethoven. Deux œuvres qui gagnent à être jouées en formation réduite. Adoptera-t-il les tempos du compositeur ? Si oui, le *Concerto pour violon* en sera transfiguré. Monica Hugget est une violoniste de première grandeur.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Strasbourg

Prokofiev

L'Amour des trois oranges
Gabriel Bacquier (le Roi de trèfle),
Jean-Luc Viala (le Prince),
Doris Lamprecht (Clarisse),
Laurent Naouri (Léandre),
Georges Gautier (Truffaldino),
Didier Henry (Pantalon),
Chœurs de l'Opéra du Rhin,
Orchestre philharmonique de Strasbourg,
Kent Nagano (direction),
Louis Erlo,
Alain Maratrat (mise en scène).

L'un des spectacles les plus remarqués de Lyon part pour Strasbourg. L'Opéra féerique de Prokofiev est donné dans sa version originale en français.

Le 22. Théâtre municipal, opéra du Rhin, 20 heures. Tél. : 88-75-48-23. De 50 F à 300 F.

Toulouse

Mozart

Les Noces de Figaro
Giovanni Furlanetto (Figaro),
Jean-Luc Chaignaud (comte Almaviva),
Hillevi Martinpelto (comtesse Almaviva),
Léontina Vaduva (Suzanne),
Monica Groop (Chérubin),
Jean Brun (Bartholo),
Isabel Garcisanz (Marceline),
Ricardo Cassinelli (Basile),
Chœur et Orchestre national du Capitole de Toulouse,
Friedemann Layer (direction),
Tobias Richter (mise en scène).

Friedemann Layer revient à Toulouse, après un *Don Giovanni* remarqué pour la qualité de la prestation orchestrale. Une fois encore, la distribution réunie au Capitole est digne de celles que l'on *regroupe dans les capitales.*

Les 19 et 23, 20 h 30 ; le 21, 14 h 30. Théâtre du Capitole. *Tél. : 61-22-80-22.* De 80 F à 250 F.

Jazz

Banlieues bleues

Sonny Rollins, *« le colosse du saxophone »* : point culminant de cette édition de Banlieues bleues. Ses monologues sont rares, il est le dernier des géants de l'âge d'or, son entourage modeste intrigue, les lieux de ses interventions ne sont pas toujours idoines, sa stratégie est unique et son expression inimitable (le 19 mars, à Saint-Denis, sous chapiteau). Sonny Rollins marque la mi-temps d'un programme où figurent Didier Levallet en tentette (le 17, à Montreuil, à l'auditorium de l'ENMD), l'immense, discret, énigmatique et plein d'un avenir assuré Bireli Lagrène – on peut avoir une énorme carrière à moins de trente ans (le 20, à Pavillons-sous-Bois, à l'Espace des arts), et l'un des plus modernes *Américains de Paris*, qui n'a ni souci de gloire ni de carrière, mais seulement celui de l'art, Steve Lacy (les 23 et 24, à Tremblay-en-France, au Centre culturel Aragon).

Banlieues Bleues, rens., tél. : 43-85-66-00.

Aldo Romano Trio

*Aldo Romano, le plus indépen*dant des créateurs de rythmes (drums, compositions, direction du trio) est au Duc des Lombards, un club où l'on ne rançonne pas les cinéastes, où l'on ne menace pas les amateurs et où l'on ne méprise pas les musiciens d'accompagnement. Bref, un club sans pittoresque. Ca *change*, même si le côté mal embouché a ses lettres de faiblesse (Pendergast à Kansas City, la Mafia de Philadelphie, les clubs new-yorkais des années 40, Chicago bien entendu). Au Duc des Lombards, on se préoccupe de musique.

Les 19 et 20. Au Duc des Lombards, 22 h 30. Tél. : 42-33-22-88.

Rock

Mr Kuriakin

Avec Gamine, comme guitariste, Paco Rodriguez avait dessiné les contours fragiles d'une certaine pop française. En solo, il semble décider à plus de luxuriance et de jovialité. Le premier album de Mr Kuriakin *Demain, je vole*, sortira *sous peu.*

Le 17. Rex Club, 23 h 30. Tél. : 45-08-93-89.

Canned Heat

Malgré le décès de plusieurs membres originaux, Canned Heat reprend la route *(again)*. En forçats du boogie-blues relancés par une pub télé.

Le 23. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Tournées

Noir Désir

Même en vrai, il arrive que le bien triomphe. *Les quatre de Bordeaux*, à force d'intégrité, de décibels et d'intelligence (il en faut pour dessiner l'architecture de leur fracas), rencontrent ces jours-ci un triomphe populaire. Tant mieux.

Les 18, 19 et 20 mars, Paris, La Cigale. Les 22 et 23, Toulouse, *salle des fêtes de* Portet-sur-Garonne. Les 24 et 25, Marseille, *Théâtre du Moulin.*

Chelsea

Un nom trahissant quelques obsessions britanniques mais une pop claire qui, avec le temps et le recours au français, s'affirme avec finesse.

Le 20 mars, Vannes. Le 21, Paris, New Morning (dans le cadre du Festival Rosebud).

Chanson

Michel Fugain

Retour (avec prolongations) de l'ex-leader du Big Bazar. *Sucré-Salé*, son dernier album, donnait des envies de paresse bien sentie sur bord de mer tropicale et hamac en conséquence. Sur scène, Fugain reste Fugain.

Du 17 au 20, 20 h 30 ; le 21, 17 heures. Olympia. *Tél. : 47-42-25-49.* De 150 F à 210 F.

Karim Kacel

Karim Kacel avait pris un départ sur les chapeaux de roues avec *Ma banlieue*, en 1983. Dix ans plus tard, il a gagné en voix (une des plus belles de la variété française). Avec une énergie et une générosité tout à fait exeptionnelle, Karim Kacel a repensé sa mise en scène : *directe, totalement appuyée sur la musi*que (un bassiste et un guitariste curieux, un percussioniste pour soutenir l'édifice), et sur ses capacités de *crooner.* Les chansons sont nouvelles (et elles ne sont pas toutes à la hauteur des talents de Kacel). En fin de spectacle, Karim Kacel *nous raconte avec humour et chansons à* l'appui, ses débuts chez Pathé-Marconi.

Du 17 au 20. Café de la danse, 20 h 30. 115 F.

Chorus des Hauts-de-Seine

La fête continue. Le département des Hauts-de-Seine se met en quatre pour faire oublier son statut banlieusard, et *faire valoir ses droits d'animateur cultu*rel. Jeudi 18, Georges Moustaki sera à Courbevoie (Espace Carpeaux). La soirée du vendredi 19 est particulièrement bien remplie : Romain Didier à Bourg-la-Reine (Auditorium du conservatoire), Les Innocents à Clichy (Théâtre Rutebeouf), *Nilda Fernandez à Courbevoie* (Centre culturel), Bratsh à Ville d'Avray (Le Colombier), plus une reprise de Starmania à Nanterre (Espace Chorus). Pire (ou meilleur), le samedi soir, dont l'événement sera les débuts en région parisienne du nouveau spectacle de Vanessa Paradis *(Nanterre, Espace Cho*rus) : Jacques Haurogné à Courbevoie (Espace Carpeaux), Richard Gottainer à Colombes (Salle des fêtes).

Les 17, 18, 19, 20 et 23. Nanterre. Espace Chorus, 20 h 30. Tél. : 47-29-33-33.

Laurent Voulzy

Découverte sur scène des nouveautés offertes en album il y a quelques mois par l'homme discret de la chanson française.

Jusqu'au 10 avril. Casino de Paris, 20 h 30. *Tél. : 49-95-99-99.*

Tournées

Véronique Sanson

Le vibrato, le piano, l'eau de la terre (cf. l'eau, hymne écologique et mondialiste au dernier album) : Véronique Sanson a pris son envol au Zénith à la tête de neuf musiciens, en majorité américains, *rôdés comme* une voiture de formule 1. Sanson tient sur l'énergie, la fragilité *têtue*, a pris son envol au Zénith.

Le 18 mars, Nantes, Auditorium 2 000. Le 19, Angers, Amphitéa 4 000. Le 20, Tours, Chapiteau-Parc des expositions. Le 22, Bordeaux, Patinoire de Mériadeck. Le 23, Toulouse, Palais des sports. Le 24, Marseille, Palais des sports.

Musiques du monde

Raul Barboza

Raul Barboza, merveilleux accordéoniste argentin, sait partir du *cahamame*, de la pampa argentine, pour en arriver à des rythmes très complexes, travaillés, étonnants, totalement prenants. *Pour* l'heure, Barboza est l'un des meilleurs praticiens de l'acordéon, *inspiré, original* (un très bel album vient de sortir *chez* La Lichère/Night and Day).

Les 17, 18, 19, 20, 22 et 23. Trottoirs de Buenos Aires, 22 h 30. Tél. : 40-26-28-68.

Les Nuits Silex

Les « Nuits » concoctées par le label de musiques traditionnelles vivantes *Silex* se poursuivent au Café de la danse. *C'est une excellent occasion* de découvrir la richesse de genres trop souvent rangés à l'étroit sous l'étiquette « folk ». Le Quintet Clarinettes profite ainsi du savoir des sonneurs bretons, pour créer de nouvelles sonorités, et un nouvel espace pour les clarinettes d'antan. Silex *ne s'arrête pas à l'Hexagone. A preuve la* champêtre fanfare malgache Bemiray, *dont l'album* vient de sortir, chez Silex évidemment (distribué par Auvidis).

Les 17, 18 et 19. Café de la danse, 22 heures. 70 F.

Irakere

Le groupe-phare de Cuba, jazz latin et *chacha* moderne, produits sans mesquinerie par onze musiciens que mène avec brio le *pianiste* Chucho Valdes.

Le 18. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Angélique Ionatos

La musicienne et chanteuse grecque, établie en France et pensionnaire du théâtre de Sartrouville, avait offert il y a peu un très beau spectacle aux Bouffes du Nord. Complice de *toujours*, le prix Nobel de littérature Odysseus Elytis, traducteur des poèmes en grec moderne de Sappho de Mytilène, et dont Angélique Ionatos a mis en musique les poèmes pour son nouveaux spectacle, *O Erotas.*

Le 23. *Olympia*, 20 h 30. *Tél.* : 47-42-25-49. De 160 F à 180 F.

Les Sabri Brothers
Hosseil Omoumi

Week-end consacré aux musiques du monde dans la superbe Abbaye royale de Fontevraud, qui vaut à elle seule le déplacement. Le samedi 20, deux musiciens iraniens de premier plan, Hosseil Omoumi (chant et flûte ney), accompa*gné de Zia Mirabdolbaghi (percussions* zarb et daf). Le lendemain, les ineffables chanteurs de *kawwali* soufi, les Sabri Brothers avec harmonium, tabla, dholak et chœurs d'hommes frappeurs de mains. De la couleur et de l'exaltation (à la gloire d'Allah).

Les 20 et 21 mars. Abbaye royale de Fontevraud, Centre culturel de l'Ouest *(Maine-et-Loire). Renseignements et* réservations : 41-51-73-52. 80 F et 100 F par concert. 120 F et 160 F pour deux concerts.

David Hykes

David Hykes est un musicien éclectique, *imaginatif, qui touche à tout, mais* en toute profondeur. Musique sans pareille, où les chants diphoniques, le tabla indien, les samplers ultra-modernistes finissent par créer des symphonies de sons (album chez Ocora). Avec Peter Biffin et Bruno Caillat.

Le 17. Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.

Emeline Michel
James Germain

Ils sont tous deux haïtiens et chantent avec une extrême grâce le répertoire populaire de leur île, qui est aussi un carrefour riche en mélanges, comme en témoignent ces comptines, ces valses ou ces gospels d'église que les deux chanteurs panachent avec soin.

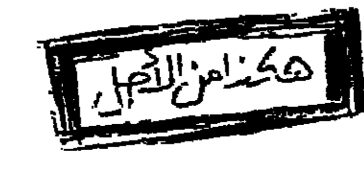
Les 19 et 20. Théâtre de la Ville, *18 heures. Tél.* : 42-74-22-77. 75 F.

Les Dagar

Les frères Dagar ont été jusqu'à une date récente le duo le plus célèbre de la musique savante indienne. Faiyazuddin Dagar est mort à Delhi en 1989. Mais le virtuose du chant sacré *dhupad* avait eu le bonheur de transmettre son savoir à *son fils, Fayyaz Wasifuddin. L'oncle et* le neveu se sont donc alliés pour faire briller ces raga aux origines védiques.

Le 23. Théâtre du Rond-Point-Renaud-Barrault, 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. De 110 F à 140 F.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Stéphane Davet.
« Chansons » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.



DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Daniel Graffin

Nul n'est prophète en son pays... Né à Romilly-sur-Seine et vivant à Paris, Daniel Graffin est plus connu à Irving (Texas) ou Neenah (Wisconsin), voire à Ryad ou Singapour que sur les bords de Seine. Raison de plus pour ne pas manquer cette exposition où souffle une spiritualité aux antipodes des préoccupations actuelles, et qui pourrait en être un antidote.

A. B. Galeries, 24, rue Keller, Paris 11e. Tél. : 48-06-90-90. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Du 18 mars au 30 avril.

Paris

Actions, Jourda & Perraudin, 350, place d'Youville

En trois expositions partiellement distinctes, parce qu'elles échangent parfois leurs signataires, on trouvera ici une épreuve contrastée de toutes les tendances façon « jeune » du paysage architectural français. C'est tour à tour sage et primesautier, minimaliste ou statufié et, bien sûr, vache ou bucolique.

Institut français d'architecture, 6 *bis*, rue de Tournon, Paris 6e. Tél. : 46-33-90-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 24 avril.

Tadao Ando

Toute l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présentée en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première œuvre hexagonale et révèle l'étrange progression de l'artiste, de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'allure piranésienne.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mai.

Martin Barré

Parmi les gloires naissantes de l'école de Paris des années 50, Martin Barré fut peut-être un de ceux qui connurent l'éclipse la moins longue : il n'a attendu que jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans sa première grande exposition parisienne, diligentée par Suzanne Pagé en 1979 ! Voici la seconde, qui présente la suite de son travail, jusqu'à aujourd'hui, toujours empreint d'une douce géométrie oscillante.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1er. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 11 avril. 35 F.

Beyrouth centre-ville

Six photographes renommés ont travaillé sur la destruction du centre historique de la capitale libanaise : façades meurtries, intérieurs pillés, rues trouées. Du constat documentaire de Basilico aux sublimes fictions de Robert Franck – dont c'est ici le grand retour, – six regards vides de personnages, mais où l'on ne compte plus les traces de l'homme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F (entrée du musée).

Daniel Boudinet

D'abord illustrateur de presse et pour l'édition, le photographe Daniel Boudinet (1945-1990) s'est peu à peu affranchi des règles du photojournalisme pour aboutir à une œuvre personnelle marquée par un brio et une délicatesse extrême dans la recherche des formes et des couleurs. Ses vues nocturnes de Paris, Londres, Rome, restent des références.

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 18 avril. 25 F (entrée du musée).

Collection Rinaco Moscou

Des artistes russes contemporains, autrefois bannis par l'art officiel du réalisme socialiste, aujourd'hui acquis par une compagnie d'investissements moscovite qui démontre que les collections d'entreprises de la CEI ont une modernité d'esprit que pourraient leur envier leurs camarades d'Europe de l'Ouest. Mieux encore, on y découvre des artistes particulièrement intéressants et aux antipodes des versions édulcorées ou exotiques montrées à Paris ces derniers temps.

Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob, Paris 6e. Tél. : 40-49-94-63. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 h 15. Jusqu'au 24 avril.

Coop Himmelblau

Le groupe autrichien, après avoir cassé la baraque, s'est mis à jouer au ma-jong avec ce qui restait de poutres. Inutile ici de s'interroger sur l'architecture, dont l'idée même est définitivement mise à plat. Inutile de lui substituer la notion de sculpture, qui n'est pas censée être le propos de Coop Himmelblau. Reste à se nourrir d'une poésie destructrice, et l'intérêt, tout intellectuel mais réel, de découvrir ici le paroxysme des démarches « déconstructivistes » qui hantent les lendemains du postmodernisme.

Centre Georges-Pompidou, 1er sous-sol, petite salle, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril.

De Goya à Matisse

Préfiguration de la future bibliothèque nationale des arts ? La vieille dame de la rue de Richelieu accueille une superbe sélection de la collection d'estampes du couturier Jacques Doucet, qui sut pallier en son temps l'impéritie des pouvoirs publics en constituant une bibliothèque exemplaire, léguée depuis aux chercheurs. Les gravures aujourd'hui restaurées grâce à la générosité d'un amateur suisse, Léonard Gianadda, montrent, de Goya à Matisse, que les hommes valent mieux que les institutions.

Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne, Paris 2e. Tél. : 47-03-81-26. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Dessins français du XVIIe siècle dans les collections publiques

On ne le répétera jamais assez : les expositions des dessins des collections publiques sont toutes, par la fragilité des œuvres, des événements. Lorsque de surcroît les dessins rassemblés sont habituellement disséminés dans trente-six musées de l'Hexagone, et qu'ils n'ont, pour beaucoup, jamais été montrés, on se doit de découvrir la vitalité de l'art produit en France entre les règnes du Vert-Galant et du Roi-Soleil.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard, côté jardin des Tuileries, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Nocturne un lundi sur deux et le mercredi jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 26 avril. 35 F (prix d'entrée du musée).

L'art sacré en France au XXe siècle

L'expression « art sacré » évoque autant les affligeantes imageries saint-sulpiciennes que les actes fervents d'un Rouault, la fougue de Matisse et le dévouement du Père Couturier. Deux expositions, l'une couvrant l'entre-deux-guerres, l'autre la période contemporaine, devraient permettre de faire un point sur cet aspect très particulier de l'art du vingtième siècle.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Egalement au Musée municipal, 26, av. André-Morizet, tél. : 47-12-77-39. Jusqu'au 31 mars.

Henri Matisse (1904-1917)

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture culottée, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à nu en cent trente tableaux et quelques sculptures, réunis en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bousculade prévisible.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

1893 : l'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay marque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, ou exposé, en 1893. Où il est montré, par des rapprochements surprenants, que le style excède les pays et parfois les écoles, et où il est cruellement rappelé que la circulation des hommes et surtout des idées avait alors une vigueur aujourd'hui enviable.

Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henri-de-Montherland, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-14. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 9 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 23 mai. 35 F, billet jumelé musée-exposition : 50 F.

Yasumasa Morimura

Trois expositions dont deux centrées sur le Japon ; la Fondation Cartier vire à l'Extrême-Orient : on connaît Jeff Wall, très diffusé en France depuis une dizaine d'années, mais les sept œuvres montrées ici sont, pour la plupart, inédites. A suivre en particulier les prémices de son travail à partir des estampes d'Hokusaï ; regard inversé avec Yasumasa Morimura, qui donne d'un angélus fameux une version peu banale (première exposition personnelle en France) ; travaux de circonstance, avec les dessins du parc par Marc Couturier.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 avril. 25 F.

Otto Freundlich et ses amis

Il y a cinquante ans, Otto Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps de concentration nazis. Le musée de Pontoise rend aujourd'hui un hommage significatif à ce pionnier de l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres provenant du monde entier et en regroupant autour de lui celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky. L'ensemble s'appuie sur une précieuse série d'archives et éclaire une des grandes phases de la peinture des années 30.

Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier, Pontoise, 95300. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Qui a eu cette idée folle... Paris à l'école

Splendide présentation, esprit pédagogique correct, excellente tenue générale des textes, des sons et des architectures présentées, sens de l'orientation : cette exposition sur le passé, le présent et l'avenir des écoles parisiennes (qui a dû coûter « bonbon » à la Ville de Paris), mérite mieux qu'un bon point, à savoir une visite en bonne et due forme.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai.

Léon Zack

Léon Zack a suivi l'itinéraire désormais classique des peintres moscovites : il participe au mouvement futuriste russe en 1913, émigre lors de la révolution d'octobre et passe, via Constantinople, à Berlin dans l'entre-deux-guerres, le temps de rencontrer Hosiasson et de participer aux ballets de Boris Romanoff, avant de s'installer définitivement à Paris, où il pratique une peinture gentiment figurative. L'éclat vient après guerre, avec un passage remarqué à l'abstraction. L'ensemble méritait bien ce bel hommage.

Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 5e. Tél. : 43-29-45-73. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 avril.

Deux cents œuvres du Fonds national d'art contemporain

La République est bonne fille et, depuis 1873, acquiert des œuvres auprès d'artistes vivants. Elles ornent les édifices publics, les ambassades, ou sont prêtées lors d'expositions temporaires. Depuis dix ans, 3 200 artistes ont bénéficié de ses largesses et l'on ne saurait trop recommander la visite de cette exposition à ceux qui, aujourd'hui, vocifèrent contre un « art officiel » : ils risquent quelques surprises et, qui sait, quelques découvertes.

Galerie de l'Esplanade, 15, place de la Défense, 92000 Courbevoie. Tél. : 49-00-17-13. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai.

Galeries

Jean-François Briant

Matisse découpant des papiers gouachés a suscité de nombreux émules, mais de là à découper l'acier... C'est ce que fait Briant, avec une belle fougue et sans complexe, faisant surgir de la tôle les nervures d'une feuille monumentale ou, plutôt, à l'échelle du regard d'un enfant. Car tout le paradoxe est dans cette technicité, remarquable à force de se faire oublier, pour ne plus laisser paraître qu'une vision tendre ou inquiète sur ces choses si simples qu'il faut être sculpteur pour leur prêter encore attention.

Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Egalement à la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville de Paris. Jusqu'au 3 avril.

Laure Canquil

On ne sait trop si les figures en voie d'écartèlement de Laure Canquil viennent d'une modernité new-yorkaise en perte de vitesse, ce qui serait mal, ou d'antiques racines cathares, conscientes ou pas, ce qui serait bien mieux... Mais il n'est point besoin de s'être promené autour du Sidobre pour apprécier la richesse d'une œuvre jeune née dans un désert culturel. A suivre.

Galerie Mostini Bastille, 23, rue Basfroi, Paris 11e. Tél. : 44-93-93-64. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Chagall

Tout le monde croit connaître Chagall, et nombreux sont ceux qui aiment passionnément sa peinture. L'occasion de voir les œuvres réalisées à Vitebsk et à Saint-Pétersbourg, et conservées dans les musées russes est trop rare pour n'être pas signalée. On y trouvera la genèse d'une œuvre – y compris avec la présentation de sept toiles de son professeur Yehouda Pen – et des raisons d'espérer la rétrospective qu'un grand musée à Paris devra bien un jour lui consacrer.

Galerie Gérald Piltzer, 78, avenue des Champs-Elysées, Paris-8e. Tél. : 43-59-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Du 20 mars au 8 mai.

Sandro Chia, Ray Smith

A la fin de l'année dernière, la Nationalgalerie de Berlin présentait une rétrospective de Sandro Chia pour laquelle le transavangardiste italien avait préparé une nouvelle série d'huiles et de pastels. C'est une sélection de cette exposition, complétée par des travaux plus récents, qui est montrée ici. Elle témoigne de la vigueur d'un artiste que certains ont voulu enterrer un peu vite.

Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris-3e. Tél. : 42-72-99-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 avril.

Rainer Fetting

Estampes d'une des grandes figures de la scène berlinoise des vingt dernières années, membre éminent du groupe des « nouveaux fauves » et militant de la « Tuntenfraktion ». Il fut, avec ses aînés Baselitz et Lüperz et son ami Salomé, de ceux qui, à travers une peinture d'une violence rarement égalée et des performances mémorables, redonnèrent une âme à l'ancienne capitale allemande.

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon, Paris-8e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 2 avril.

Jörg Immendorff

Double exposition d'un amoureux des cafés : la peinture de Jörg Immendorff restitue apparemment l'ambiance chaude des discussions d'arrière-salle. En fait, cet ancien élève de Beuys joue du symbole autant que du pinceau et les références entremêlant Beuys, André Breton, des cocottes, des concombres et des carottes sous la figure tutélaire de l'aigle allemand réjouiront les uns, inquiéteront les autres. Les œuvres récentes sont à la galerie Templon.

Galerie Templon, 30, rue Beaubourg, Paris-3e. Tél. : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 24 avril. Egalement au Centre Georges-Pompidou du 16 mars au 12 avril, tél. : 44-78-12-33.

Antoine Perrot

L'exposition surprendra ceux qui ont remarqué le travail d'Antoine Perrot lors du Salon Découvertes, tant elle semble marquer un tournant dans son œuvre : comme beaucoup d'abstraits géométriques, il est tenté par l'aléatoire, et le hasard, déterminé par une hérésie (la trace du geste), semble prendre une place grandissante. L'ensemble fonctionne comme un collage au sein d'une galerie devenue support et confirme Perrot comme l'un des artistes les plus intéressants de sa génération.

Galerie Barbaro et Cie, 74, rue Quincampoix, Paris-3e. Tél. : 42-72-57-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 h 30. Jusqu'au 1er avril.

Province

Lille

Bellezze di Firenze

Lorsqu'un peintre se double d'un collectionneur et qu'il se promène en Toscane à l'aube de la Révolution française, sa moisson promet d'être étonnante. Les dessins légués par Wicar (1762-1834) au musée de Lille surprendront en effet les amateurs d'art italien par leur rareté et leur exceptionnelle qualité. Mais ils raviront aussi tous les autres : études, mises au carreau, encres ou sanguines, tout est à croquer.

Musée de l'Hospice Comtesse, salle des malades, chapelle, 32, rue de la Monnaie, 59000. Tél. : 20-51-02-62. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Visites guidées publiques dimanche 21 mars et 18 avril à 11 heures. Jusqu'au 20 avril. 15 F.

Marseille

D'un art à l'autre, poésure et peintrie

Bernard Blistène a lâché un nuage de poètes sur Marseille. Il y en a un derrière chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme, le dadaïsme et le surréalisme. Mais aussi derrière Cobra, derrière les Happenings, chez Fluxus et les autres. Ils ont changé la vie, réinventé, non sans lutte parfois. Ils ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.

Mulhouse

Charles Belle

Il faut une belle dose d'optimisme pour peindre aujourd'hui des fleurs. Celles de Charles Belle, gigantesques et superbes, vous en feront voir de toutes les couleurs et vous ne pourrez plus jamais regarder un glaïeul de la même façon. Il s'est également attaqué aux choux avec une belle santé et magnifie un légume pas aussi ordinaire qu'on peut le penser. Un regard frais comme une promenade autour d'un jardin potager, par un peintre beaucoup trop discret.

Galerie de l'ex-AMC, 7, rue Alfred-Engel, 68100. Tél. : 89-32-12-92. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Egalement à Chalon-sur-Saône (la Vie des formes) jusqu'au 20 mars. Tél. : 85-80-00-08. Jusqu'au 27 mars.

Michel Gouery

On sait aujourd'hui ce que les premières abstractions de Kandinsky doivent aux « Though Forms » des théosophes, et comment ses œuvres des années 30 ont su s'inspirer des planches d'ouvrages de biologie. Gouery travaille dans le même registre, en puisant son inspiration dans des figures connues de la décoration, de l'art ou des sciences, poussées à un degré de préciosité qu'il aime à voir confiner à l'absurde.

Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell, 68100. Tél. : 89-32-58-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 mars.

Nantes

L'avant-garde russe (1905-1925)

Une grande et belle exposition qui met l'accent sur la première période de l'avant-garde russe et, surtout, montre des œuvres parfaitement inconnues, tirées des réserves des musées de province de l'ex-Union soviétique où elles dormaient à l'abri des regards staliniens.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures, nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40-41-91-25. Jusqu'au 18 avril.

Villeurbanne

Dan Graham

Exposition rétrospective complète et fouillée autour de la figure de Dan Graham, un galeriste qui a bien tourné : prenant appui sur sa propre expérience, il a entamé en 1964 une critique de la galerie et des revues d'art qui l'a conduit à élaborer des méthodes artistiques radicalement nouvelles, oscillant entre le minimalisme, la performance, la vidéo et les maquettes d'architecture.

Le Nouveau Musée, 11, rue Docteur-Dolard, 69100. Tél. : 78-03-47-00. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 mars. 20 F.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet
« Architecture » : Frédéric Edelmann
« Photo » : Michel Guerrin.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Saint-Saëns

Pièces pour piano

Camille Saint-Saëns, McNair Ilgenfritz, Augusta Tellefsen, Katinka Nirinska, Eugene D'Albert, Germaine Schnitzer (piano).

Camille Saint-Saëns jouait du piano en usant d'une technique beaucoup plus proche de celle pratiquée par Mozart, Beethoven ou Chopin et pas du tout comme Liszt et ses élèves. Il ne jouait qu'avec les doigts sans user du poids du bras. Son jeu était plus véloce que coloré – très véloce ! –, il se singularisait aussi par une rythmique très électrique. C'est ce que nous enseignent ses enregistrements réalisés, pour les 78 tours, dans les toutes premières années du vingtième siècle. Ils seront bientôt réédités par EMI. Il sera fascinant de pouvoir les écouter, car ils nous relient directement à une pratique de l'interprétation en vogue au dix-huitième siècle : Saint-Saëns est né en 1835 et a été formé par des musiciens du siècle précédent.

Ce nouveau disque, publié par une firme allemande, ne reprend pas ces documents – au passage, notons que l'éditeur est mal informé : ces interprétations ne sont pas les premières enregistrées par Saint-Saëns. Ce n'est qu'en l'écoutant que l'on découvre qu'il s'agit de l'enregistrement stéréophonique de rouleaux de piano mécanique. Désespéré, on entend alors Saint-Saëns et quelques grands noms du piano d'autrefois jouer de façon claudicante. On les entend « tapoter » comme un amateur de bon niveau déchiffre. C'est que, contrairement à ce que les interprètes du passé affirmaient eux-mêmes (la publicité, déjà !), le piano mécanique ne restitue pas avec fidélité leur jeu. Comme tous ceux qui envahissent actuellement le marché, ce disque est une « tromperie sur la marchandise ».

1 CD Bellaphon Records de piano mécanique 690 07 004. Distribué par Dam.

A. Lo

Jazz

Bill Evans Trio

The 1960 Birdland Sessions

1960 : les quatre nuits du Bill Evans Trio au Birdland (New-York) sont datées des 12 et 19 mars, du 30 avril et du 7 mai. Ce qui vaut plusieurs versions, selon les programmes, d'*Autumn Leaves* ou de *Come Rain or Come Shine*, et un son vraiment très moyen. Bill Evans qui vient de « crever sous lui » huit contrebassistes en quelques semaines, au sens où un comte célèbre le disait de ses bibliothèques (*« J'ai crevé sous moi trois bibliothèques »*), a finalement choisi Scott LaFaro, vingt-trois ans, dont on ne perçoit même pas encore l'étendue du bouleversement qu'il apportera à la musique avant sa disparition tragique. Paul Motian, qu'on pouvait entendre récemment dans un club parisien, est le troisième homme du trio, dont les séances de 1962 au Village Vanguard marqueront définitivement l'état fusionnel, la promesse infinie et la course exceptionnelle sans savoir alors que la mort guette.

1 CD CD 106. Distribué par Night and Day.

Billie Holiday/Lester Young

Lady Day and Pres (1937-1941)

Compilation de Jacques Lubin, conception de Patrick Frémeaux et Noël Hervé, texte d'Alain Gerber, ces sessions sont mises en scène de façon très touchante puisqu'il s'agit du seul duo d'amour vraiment spectaculaire du jazz. Billie Holiday (surnommée par son fiancé « Lady Day »), dont la voix se dédouble en celle, rêveuse et désinvolte, féminine et gracieuse de son prince et président (Pres) Lester Young. En fait, il s'agissait d'une sorte sans précédent de romantisme indécidable et légèrement comique. On peut plus facilement retracer une histoire du jazz à travers le motif philosophique et l'amitié qu'à travers l'amour, bien que celui-ci y joue un rôle central. Les thèmes retenus ont été enregistrés de 1937 à 1941, soit par l'orchestre de Teddy Wilson, soit par celui de Billie Holiday. Lester Young y prend à chaque fois un chorus de ténor.

1 CD F & A 003. Distribué par Night and Day.

F.M.

Rock

Sting

Ten Summoner's Tales

Ces « dix contes du héraut » empruntent leur titre à Chaucer, nouvelle manifestation de la pédanterie qui devait faire de Sting un professeur assez pénible avant qu'il ne se mette à jouer de la b. e pour gagner sa vie. Et pourtant, malgré le cheval blanc et la mise romantique affichés sur la pochette, ce disque ne pèse pas bien lourd. Après la tristesse, le froid qui baignaient *The Soul Cages*, Sting affiche une bonne humeur insolente, un peu forcée. Sur ces douze chansons, quelques-unes sont des remakes et, coïncidence alarmante, ce sont les meilleures. Quand Sting se rappelle la délicatesse de *Fragile (Shape of My Heart)* ou la déclaration d'amour niaise et sans vergogne qu'était *I Can't Stand Losing You* (dont on trouve l'actualisation sous le titre *She's Too Good For Me)*, il retrouve en même temps le tour de main qui fit de lui un excellent faiseur de chansons.

Mais quand il s'essaie à l'humour, musical ou poétique, le grand homme ne fait pas rire de la manière qu'il aurait souhaitée. Son western-spaghetti *(Love Is Stronger Than Justice)*, ses considérations théologico-comiques *(Saint Augustine In Hell)* sont servies avec tant d'apprêt, des clins d'œil si appuyés qu'on ne peut s'empêcher de le trouver mignon à force de roublardise. Ce qui, pour une rock star, s'appelle déroger.

A&M/Polydor 540 075-2.

Lenny Kravitz

Are You Gonna Go My Way

Tant que Lenny Kravitz a gardé dans sa besace quelques bonnes chansons, on a pu lui passer son extravagante fixation sur une époque (1968-1973) qui a apporté au rock Jimi Hendrix et le Jefferson Airplane (la récente réédition des œuvres du groupe de San-Francisco a permis de se souvenir que les pattes d'éléphant n'étaient pas le seul inconvénient de la période). Mais aujourd'hui, le petit prince est nu. *Are You Gonna Go My Way* est un interminable alignement de solos de guitare torturés, plaqués sur une rythmique solide (finalement Lenny Kravitz devrait peut-être se contenter de jouer de la batterie), le tout essayant de se faire passer pour des chansons. Mais les mélodies sont banales, et les textes...

Ah, les textes ! D'aucuns aiment à se moquer de Florent Pagny, sport sans risque. Mais quel chanteur étroitement associé à Vanessa Paradis est responsable de cette envolée lyrique : *« Je suis toi et tu es moi* (emprunté en plus à John Lennon) */Pourquoi est-ce un tel mystère/ Si tu le veux, il faut y croire/ Qui sommes nous ? / Nous sommes ce que nous sommes »* ? Cette vacuité vertigineuse, c'est le chant d'un musicien qui dépense au moins autant d'énergie à ne pas entendre le bruit du monde d'aujourd'hui qu'à recréer la musique d'il y a vingt ans.

Virgin 7 86984-2

T. S.

Chanson

Gilbert Bécaud

Une vie comme un roman

Los Angeles (le studio Ocean Way), Mick Ianaro (à la réalisation), Pierre Delanoë (aux paroles) : Gilbert Bécaud n'a pas lésiné sur les moyens. Il y a deux ans, en pleine forme sur la scène de l'Olympia, il jurait qu'on ne l'y reprendrait plus : retraite, adieux, séparation sans retour... Mais Bécaud, qui a traversé un presque demi-siècle de chanson française, pouvait-il se retirer sans faire le point sur cette vie vécue comme un roman, avec ses hauts et ses bas ?

Une vie comme un roman raconte l'épopée Bécaud. L'album est taillé sur mesure. Il est d'une qualité certainement très supérieure à ses productions les plus récentes. Bécaud est au piano. Démarrage swingant à souhait sur l'enfance (*« Quand t'es petit dans le Midi, t'es pas petit comme ailleurs... »*). Arrêt à Paris, et rencontre avec Edith Piaf. Chansons d'amour. Broadway : *« Il y a des ombres bizarres qui se glissent autour de toi, tu te demandes où tu es. »* Un opéra (*l'Opéra d'Aran*), un gauchiste (Cohn-Bendit). Du whisky. Un agenda trop lourd. Les enfants qui grandissent. Le piano. L'Africain qui demande : *« Et le jour où la pluie viendra, c'est pour quand ? »* C'est du Bécaud. Ni ses sautes d'humeur télévisées ni la faiblesse de certaines de ses chansons au cours des dernières années ne doivent occulter les talents de musicien et de chanteur de Gilbert Bécaud. A preuve ce disque brillant, où l'idole d'hier est revenue à son meilleur niveau grâce à des chansons pour la plupart simplement expressives, des arrangements impeccables, une tonalité puisée dans le jazz, le gospel. Sur la fin, le ton s'essouffle de lui-même. Mais ce Bécaud ultime et soigné est une surprise bien rafraîchissante.

1 CD BMG 74321 13008 2.

V. Mo.

Musiques du monde

Susana Rinaldi

Para Celebrar a Susana Rinaldi

« No sé que hay detras de tu voz » (« Je ne sais pas ce qu'il y a derrière la voix ») : l'interrogation en forme d'hommage est de l'écrivain Julio Cortazar, admirateur de ces tangos *« vigiles de la nuit et de l'espérance »*. Les quatorze titres de cette compilation d'une des chanteuses les plus déliées, les plus harmonieuses du tango moderne, ont été enregistrés en 1971, à Buenos-Aires. Tangos classiques ou littéraires, aux textes déchirés, signés Anibal Troilo, Carlos Gardel, Jorge-Luis Borges, tangos universels, dont une interprétation tendue à l'extrême d'*El Choclo* (Villolbo/ Catan/Discepolo), une autre plus emphatique du provocant *Cuesta Abajo* (Gardel/La Pera) côtoient des *milongas* allongées et nostalgiques (*Para cantar a mi gente*, un succès de Mercedes Sosa). Il y a une vingtaine d'années, Susana Rinaldi était à l'apogée de son art. La voix est d'une agilité absolue dans les graves et traverse sans dommage des orchestrations qui datent parfois un peu. L'album se termine sur un énergique *Cambalache*, tango philosophique, révolte contre un vingtième siècle irrespectueux et fébrile, signé Discepolo : *« Que el mundo fue, sera, une porquéria, ja lo sé, en el 506, en el 2000 también... Pero el século vinte... »*

1 CD Planet Records P6003. Distribué par Harmonia.

Titina

Titina chante B. Leza

Titina est une des figures de proue de la communauté cap-verdienne du Portugal. Aujourd'hui installée dans les environs de Lisbonne, elle est l'interprète la plus prisée des chansons de B. Leza, personnage-phare des croisements culturels de l'archipel du Cap-Vert. Né en 1905 dans l'île de Sao-Vicente, mort infirme et pauvre en 1958, B. Leza (Francisco Xavier da Cruz) avait su mélanger les sambas apportées par les marins brésiliens en escale dans le port de Mindelo à la *morna* traditionnelle, où se retrouvent le fado portugais et les rythmes créoles, autant que résister à la puissance coloniale anglaise par des manifestes pro-anglais (lire *le Monde* du 21 novembre 1992). Hymne à la beauté silencieuse des îles (*Note de Mindelo*), appel des terres lointaines (*Terra Longe*), carnaval et nostalgie (la fameuse *saudade* lusophone) : les mots créoles de B. Leza coulent comme une nuit étoilée. L'auditeur français aura découvert les langueurs de la *morna* par les très beaux *Mar Azul*, puis *Sodade* (albums chez Mélodie) chantés par Cesaria Evora avec un cœur inégalé.

Titina représente l'autre versant de cette *morna* déchirée. Un versant plus calme, plus posé, où les violons, la clarinette, le piano, le *cavaquinho* (petite guitare) servent à envelopper une voix bien mise.

1 CD Mélodie 82841.

V. Mo.

Le son RCA des années 50

Vive les professeurs Nimbus !

APRÈS Philips qui a réédité avec le plus grand soin quelques-uns des disques que sa filiale Mercury avait enregistrés au tournant des années 50-60, RCA, qui fut l'un des pionniers de la stéréophonie, réédite à son tour les interprétations de Fritz Reiner, Charles Munch, Arthur Rubinstein, Jasha Heifetz, Leontyne Price et Gregor Piatigorsky réalisées par ses techniciens selon un procédé original.

Comme les disques de Mercury, ceux de RCA ont été enregistrés à l'aide de trois microphones. Mais si la filiale de Philips utilisait la bande optique d'un film 35 mm pour fixer les sons, RCA décida, avant que les premiers magnétophones stéréophoniques ne soient fabriqués, d'utiliser des enregistreurs monophoniques à trois pistes. Les bandes obtenues étaient ensuite mixées en mono pour le pressage des microsillons. Elles le furent, bien sûr, en stéréo, dès que les machines à graver furent opérationnelles. Pour bien marquer la différence avec les disques produits par la « concurrence », RCA appela les siens « Living Stereo. » C'était l'époque où les services techniques des maisons de disques étaient dirigés par des bricoleurs de génie. Les certitudes technologiques ont balayé les professeurs Nimbus. A la même époque, en France, André Charlin fabriquait sa tête artificielle qui devait donner des résultats exceptionnels. Si exceptionnels que Denon l'a utilisée avec un succès souligné dans le monde entier, pour enregistrer l'intégrale des symphonies de Mahler dirigée par Eliahu Inbal (*le Monde* du 21 octobre 1986).

Ces disques RCA ont été maintes fois réédités par la suite. De copie de bande en regravure, leur qualité d'enregistrement avait fini par perdre de son lustre – même si, lors de leur précédente réédition sur disque compact, quelques-uns d'entre eux avaient étonné par leur qualité. Pour cette nouvelle réédition, les ingénieurs de RCA ont employé les grands moyens. Ils ont restauré les magnétophones d'origine et toute l'électronique à lampes qui leur était associée. Ils ont réutilisé les bandes originales qui ont été remixées, sans qu'on leur fasse subir de traitement informatique pour les « nettoyer ». On ne sait toujours pas enlever le souffle sans enlever un peu de la musique !

Souffle de bande mis à part, le résultat est à la hauteur des moyens mis en œuvre. Ces prises sont absolument superbes, les orchestres (Chicago, Boston, Symphony of the Air) sonnent dans des acoustiques claires qui permettent d'apprécier leurs couleurs. Les rapports de volumes entre les différents pupitres (la balance) sont justes. Le son est si piqué, l'image si stable en profondeur, largeur et hauteur, la fidélité des timbres est telle qu'il est quasiment possible de dire à quelle distance se trouvent les différents groupes instrumentaux les uns des autres.

Il eût été dommage que ce luxe de précautions ait été mis au service d'interprètes de second plan. Par chance, RCA avait à l'époque pris sous contrat quelques-uns des plus grands. Parmi la dizaine de références publiées ce mois-ci (RCA n'est pas en mesure de dire s'il y aura une suite !), il faudrait ne pas manquer les albums Richard Strauss (*Ainsi parlait Zarathoustra* et *Une vie de héros*) et Ravel, Liszt, Weber-Berlioz, Rachmaninov (*Rhapsodie espagnole, Danse des morts* avec Byron Janis, *Invitation à la valse* et *l'Ile des morts*). Ils sont dirigés par Fritz Reiner à la tête de l'Orchestre de Chicago et témoignent de la stupéfiante maîtrise technique et musicale d'un chef comme il n'en existe plus. Il faudrait également redécouvrir l'interprétation légendaire de la *Symphonie avec orgue* de Saint-Saëns, par Boston et Charles Munch : elle n'avait jamais sonné avec une telle clarté, une telle opulence. Et les *Concertos pour violon* de Brahms et Tchaïkovski par Jasha Heifetz et toujours Reiner. Pour carrément découvrir le *Concerto pour violoncelle* de Dvorak par Piatigorsky et Munch qui, sauf erreur, n'était pas disponible en France depuis plus de vingt ans. Une interprétation d'une élégance, d'un engagement en tout point admirables.

ALAIN LOMPECH

★ La série « Living Stereo » est distribuée par RCA. Strauss, par Reiner : *1 CD 09026 61494-2* ; Ravel, Weber-Berlioz, Liszt et Rachmaninov, par Reiner et Byron Janis : 1 CD 09026 61250-2 ; Saint-Saëns par Munch : 1 CD 09026 61500-2 ; *Concertos pour violon* de Brahms et Tchaïkovski, par Heifetz et Reiner : 1 CD 09026 61495-2 ; *Concerto pour violoncelle* de Dvorak, par Piatigorsky et Munch : 1 CD 09026 61498-2.

